77.491/4

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord de Protection des Investissements entre la République de Singapour, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles le 19 octobre 2018

Le Gouvernement de la Région wallonne,

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

Après délibération,

ARRÊTE :

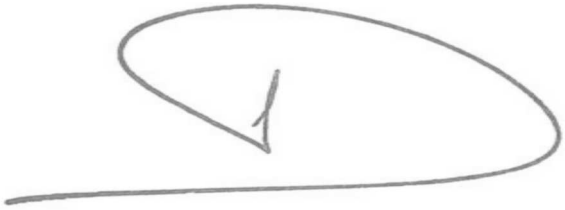
Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

L'Accord de Protection des Investissements entre la République de Singapour, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles le 19 octobre 2018, sortira son plein et entier effet.

Namur, le

Pour le Gouvernement de la Région wallonne
Le Ministre-Président,



Adrien Dolimont

Avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord de protection des investissements entre la République de Singapour, d'une part, et l'Union européenne et ses États membres, d'autre part, fait à Bruxelles le 19 octobre 2018

Exposé des motifs

A. Contexte et objet de l'Accord

Avec plus de 600 millions de consommateurs et une classe moyenne en rapide augmentation, les économies à forte croissance du Sud-Est asiatique sont des marchés clés pour les exportateurs et les investisseurs de l'Union européenne (UE). L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) prise dans son ensemble est, après les États-Unis et la Chine, le troisième partenaire commercial de l'UE en dehors de l'Europe, avec 208 milliards d'euros d'échanges de biens et 77 milliards d'euros d'échanges de services au total (2016). Parallèlement, un stock total de 263 milliards d'euros d'investissements directs étrangers (2016) dans l'ANASE fait de l'UE le premier investisseur direct étranger dans la région, tandis que l'ANASE dans son ensemble est, pour sa part, le deuxième investisseur direct étranger asiatique dans l'UE, avec un stock total d'investissements directs étrangers de 116 milliards d'euros (2016).

Dans l'ANASE, Singapour est de loin le premier partenaire commercial de l'UE, totalisant un peu moins d'un tiers des échanges de biens et de services entre l'UE et l'ANASE et environ deux tiers des investissements entre les deux régions. Plus de 10.000 entreprises de l'UE sont établies à Singapour et utilisent cet État comme plaque tournante pour desservir l'ensemble du pourtour du Pacifique.

Le 23 avril 2007, le Conseil a autorisé la Commission à engager des négociations en vue d'un accord de libre-échange (ALE) avec les États membres de l'ANASE. Même si l'objectif était de négocier un ALE interrégional, l'autorisation prévoyait la possibilité de négociations bilatérales dans l'éventualité où il ne serait pas possible de parvenir à un accord sur une négociation conjointe avec un groupe d'États membres de l'ANASE. Compte tenu des difficultés rencontrées dans le cadre des négociations interrégionales, les parties ont reconnu qu'elles se trouvaient dans une impasse et ont convenu d'interrompre celles-ci.

Le 22 décembre 2009, le Conseil a accepté le principe de l'ouverture de négociations bilatérales avec certains États membres de l'ANASE, sur la base de l'autorisation et des directives de négociation de 2007, tout en maintenant l'objectif stratégique d'un accord entre les deux régions. Le Conseil a également autorisé la Commission à engager des négociations bilatérales en vue d'un accord de libre-échange avec Singapour, qui constitueraient une première étape dans la réalisation de l'objectif consistant à entamer en temps voulu de telles négociations avec d'autres États membres de l'ANASE intéressés.

Les négociations bilatérales avec la République de Singapour ont débuté en mars 2010 et l'UE a depuis ouvert des négociations bilatérales en vue de conclure des ALE avec d'autres États membres de l'ANASE : la Malaisie (2010), la République socialiste du Viêt Nam (2012), le Royaume de Thaïlande (2013), la République des Philippines (2015) et la République d'Indonésie (2016).

Le 12 septembre 2011, le Conseil a autorisé la Commission à élargir les négociations en cours avec Singapour afin d'y inclure également la protection des investissements, le traité de Lisbonne ayant doté l'UE d'une politique commune en matière de commerce et d'investissement. Sur cette base, la Commission a négocié avec Singapour un chapitre ambitieux et complet sur la protection des investissements en vue de créer de nouvelles opportunités et une sécurité juridique qui permettront le développement des échanges et des investissements entre les deux partenaires. Ces négociations se sont achevées en octobre 2014.

Vu le caractère récent de la politique commune de l'UE en matière de commerce et d'investissement, les contours exacts de la nouvelle compétence de l'UE en matière d'investissements ont suscité des interrogations, en particulier dans le cadre du premier accord sur la protection des investissements négocié par l'UE ; l'accord avec Singapour.

En juillet 2015, la Commission a saisi la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) pour obtenir un avis sur la répartition des compétences pour la signature et la conclusion de l'accord UE-Singapour. Dans son avis 2/15 du 16 mai 2017, la CJUE a confirmé la compétence exclusive de l'UE pour toutes les matières couvertes par l'accord qui avait été négocié avec Singapour, à l'exception des investissements autres que directs et du règlement des différends entre investisseurs et États dans les cas où les États membres agissent comme parties défenderesses. En effet, la CJUE a considéré que ces deux éléments de l'accord relèvent d'une compétence partagée entre l'UE et ses États membres.

Suite à cet avis de la CJUE, la Commission a recommandé au Conseil de scinder l'accord avec Singapour en deux accords séparés : un ALE et un Accord de Protection des Investissements (API). Le premier relève de la compétence exclusive de l'UE tandis que l'API relève d'une compétence partagée entre l'UE et ses États membres.

Le Conseil a adopté le 22 mai 2018 des conclusions sur la négociation et la conclusion d'accords commerciaux de l'UE. Ces conclusions acceptent la proposition de scission de la Commission de l'accord avec Singapour et définissent les principes clés sous-tendant l'approche que le Conseil entend désormais suivre dans les négociations commerciales.

La scission en deux accords n'est pas la seule modification apportée au volet protection des investissements de l'accord négocié avec Singapour. Celui-ci ayant été finalisé avant la réforme de l'approche européenne en matière de protection des investissements, son contenu a du faire l'objet de nouvelles discussions avec Singapour pour le moderniser et l'adapter. Ainsi, la procédure de règlement des différends entre investisseurs et États prévoyant initialement un système

d'arbitrage ad hoc (*Investor-State Dispute Settlement – ISDS* en anglais) a été remplacée par le système juridictionnel des investissements (*Investment Court System – ICS* en anglais). En outre, les dispositions de fond, telles que les standards de protection et les définitions, ont été modernisées et clarifiées. Des garanties claires, notamment en matière de droit à réguler des États, ont été reconfirmées.

Le 18 avril 2018, la Commission a proposé au Conseil la signature et la conclusion des deux accords. Le Conseil a adopté la décision de signature des deux accords le 15 octobre 2018. Les accords ont été signés lors du sommet de la réunion Asie-Europe (ASEM) à Bruxelles, le 19 octobre 2018. L'ALE UE-Singapour est entré en vigueur le 21 novembre 2019 suite à l'approbation du Parlement européen. L'API UE-Singapour, relevant d'une compétence partagée, doit encore être ratifié par les États membres conformément à leurs procédures internes respectives.

En parallèle à ces deux accords, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) a mené des négociations en vue d'un accord de partenariat et de coopération (APC) entre l'UE et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part. Celui-ci a été paraphé en octobre 2013. Une fois en vigueur, cet APC fournira le cadre juridique qui permettra de développer davantage le partenariat solide et ancien qui existe entre l'UE et Singapour. L'ALE et l'API qui ont été négociés constitueront des accords spécifiques donnant effet aux dispositions de l'APC relatives au commerce et aux investissements et feront partie intégrante des relations bilatérales globales entre l'UE et Singapour. L'accord obtenu peut en outre servir de référence dans le cadre des négociations en cours ou futures avec les autres pays de l'ANASE.

B. Le contenu de l'Accord

L'API UE-Singapour permet de garantir un niveau élevé de protection des investissements, tout en préservant le droit de l'UE, de ses États membres et de Singapour de réglementer et de poursuivre des objectifs légitimes de politique publique, comme la protection de la santé publique, de la sécurité et de l'environnement.

Conformément aux objectifs fixés par les directives de négociation, la Commission a veillé à ce que les investisseurs de l'UE et leurs investissements à Singapour bénéficient d'un traitement juste et équitable, et ne soient pas discriminés par rapport aux investissements singapouriens réalisés dans des situations similaires. En outre, l'API protège les investisseurs de l'UE et leurs investissements à Singapour d'une expropriation, à moins que celle-ci ne soit effectuée pour des motifs d'intérêt public, conformément aux principes de l'application régulière de la loi, de façon non discriminatoire et moyennant le versement rapide et effectif d'une indemnité suffisante correspondant à la juste valeur marchande de l'investissement exproprié. Afin de garantir ces protections, l'API négocié par la Commission offre aux investisseurs la possibilité de recourir à un mécanisme de règlement des différends.

En effet, l'accord établit un système de règlement des différends selon le modèle de l'ICS. Il s'agit d'un tribunal bilatéral public, avec première instance et mécanisme d'appel, composé de juges professionnels et indépendants nommés par les parties et tenus aux normes éthiques les plus élevées grâce à un code de conduite strict. Ses procédures sont transparentes, notamment à travers la publicité des audiences et la publication des documents. L'ICS vise à garantir que les règles de protection des investissements soient respectées et s'efforce de trouver un équilibre entre une protection des investisseurs assurée de manière transparente et une préservation du droit des États de réglementer afin de poursuivre des objectifs de politique publique.

Avec l'ICS, l'API UE-Singapour s'inscrit résolument dans la nouvelle approche de l'UE en matière de protection des investissements et de règlement des différends.

En outre, l'API est cohérent avec l'ambition portée par l'UE et ses États membres, notamment au sein de la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international (CNUDCI), de créer une Cour multilatérale d'investissements. Dans l'API, l'UE, ses États membres et Singapour s'engagent à œuvrer pour la création de cette Cour, qui remplacera à terme l'ICS. Rappelons également que la CJUE a confirmé dans son avis 1/17 que le droit de l'Union ne s'oppose pas à la création d'un tribunal multilatéral des investissements.

De plus, l'API UE-Singapour correspond au nouveau type d'accords de protection des investissements conclus par l'UE avec des standards de protection modernisés, des garanties et des définitions claires ainsi que la réaffirmation du droit à réguler des États. Ces différentes garanties ont d'ailleurs été considérées comme déterminantes par la CJUE dans son avis 1/17 du 30 avril 2019 sur la compatibilité de l'ICS avec le traité européen, avis demandé par la Belgique.

Enfin, l'APE remplacera les douze traités bilatéraux d'investissement antérieurement conclus entre Singapour et certains États membres de l'UE. Dans le cas de la Belgique, l'API remplacera l'ancien accord bilatéral de protection des investissements conclu par la Belgique et le Luxembourg avec Singapour le 27 novembre 1972.

- *Prise en compte des intérêts de la Belgique*

Singapour est le onzième partenaire commercial de la Belgique en dehors de l'UE. La Belgique est le cinquième partenaire commercial européen de Singapour et le deuxième plus grand importateur de l'UE. En outre, près de 1.500 entreprises belges exportent à Singapour et plus d'une centaine d'entre elles y sont représentées. Les PME représentent près de 90% des entreprises belges exportant à Singapour.

Ainsi, la Belgique a toujours été en faveur d'un accord ambitieux avec Singapour, d'autant plus que l'accord peut servir de norme pour les accords avec les autres pays de l'ANASE. En ce sens, cet accord envoie également un signal positif à la région.

L'intégration dans l'API de toutes les innovations et garanties de la nouvelle approche de l'Union concernant la protection des investissements est également un élément très important pour la Belgique.

De plus, il est important de noter que l'accord de libre-échange avec Singapour inclut également un chapitre sur le développement durable qui comprend des engagements sur le respect des principes fondamentaux du droit du travail, ainsi que la ratification et la mise en œuvre des conventions fondamentales de l'OIT. Ces provisions sont inscrites dans l'ALE et concernent plus globalement la libéralisation des investissements, touchant ainsi également l'API entre l'UE et Singapour.

Dans le suivi de l'accord commercial, la Belgique continuera à accorder une attention particulière à la mise en œuvre du chapitre développement durable et en particulier à la ratification et au respect des conventions fondamentales de l'OIT.

- *Signature*, conclusion et entrée en vigueur

Le paraphe de l'Accord par l'UE et par la République de Singapour est intervenu en marge du 12e Sommet Asie-Europe (ASEM) à Bruxelles, le 19 octobre 2018. L'Accord avait préalablement été signé par chaque État Membre en marge du Conseil des 15 et 16/10/2018 à Luxembourg.

Le Parlement européen a donné son accord (assentiment) à l'API le 13 février 2019.

L'Accord de protection des investissements entrera en vigueur après sa ratification par l'ensemble des États membres de l'UE conformément à leurs propres procédures nationales internes. Il ne sera pas appliqué provisoirement.

Conformément à l'article 4.15 de l'accord, celui-ci entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les parties ont échangé des notifications écrites certifiant qu'elles ont satisfait à leurs exigences et procédures juridiques applicables respectives pour l'entrée en vigueur de l'accord. Les parties peuvent toutefois convenir d'une autre date.

C. **Nature de la convention sur le plan interne**

Lors de sa réunion du 6 juin 2018, le Groupe de travail Traités mixtes (GTTM) a arrêté le caractère mixte (État fédéral/Régions) de l'accord.

Lors de sa réunion du 8 octobre 2018, la Conférence Interministérielle de Politique Étrangère (CIPE) s'est accordée sur le caractère mixte État fédéral/Régions de l'accord. Cette qualification n'a toutefois été convenue que compte tenu de l'urgence et par souci de compromis, pour permettre à la Belgique de signer l'accord.

La qualification « provisoire » est sans préjudice des positions respectives des membres de la CIPE.

Les membres de la CIPE se sont en effet engagés, si le Conseil d'État devait considérer dans son avis que les Communautés sont compétentes, à suivre cet avis.

Dans l'avis 65.244/VR du 19 mars 2019 rendu sur le projet de décret flamand, le Conseil d'État a considéré que cet accord relevait également de la compétence des Communautés. Le caractère mixte de cet accord a dès lors été étendu aux Communautés.

Compte tenu des engagements pris par la CIPE lors de sa session du 8 octobre 2018, le caractère mixte (État fédéral/Régions) de l'accord, arrêté lors de la réunion du groupe de travail du 6 juin 2018, a été étendu aux Communautés lors de la réunion du GTTM du 18 septembre 2019.

D. Commentaires des articles du décret d'assentiment

Article unique

Cet article n'appelle pas de commentaires.

СПОРАЗУМЕНИЕ ЗА ЗАЩИТА НА ИНВЕСТИЦИИТЕ
МЕЖДУ ЕВРОПЕЙСКИЯ СЪЮЗ
И НЕГОВИТЕ ДЪРЖАВИ ЧЛЕНКИ, ОТ ЕДНА СТРАНА,
И РЕПУБЛИКА СИНГАПУР,
ОТ ДРУГА СТРАНА

ACUERDO DE PROTECCIÓN DE LAS INVERSIONES
ENTRE LA UNIÓN EUROPEA
Y SUS ESTADOS MIEMBROS, POR UNA PARTE,
Y LA REPÚBLICA DE SINGAPUR,
POR OTRA

DOHODA O OCHRANĚ INVESTIC
MEZI EVROPSKOU UNIÍ
A JEJÍMI ČLENSKÝMI STÁTY NA JEDNÉ STRANĚ
A SINGAPURSKOU REPUBLIKOU
NA STRANĚ DRUHÉ

AFTALE OM INVESTERINGSBESKYTTELSE
MELLEM DEN EUROPÆISKE UNION
OG DENS MEDLEMSSTATER PÅ DEN ENE SIDE
OG REPUBLIKKEN SINGAPORE
PÅ DEN ANDEN SIDE

INVESTITIONSSCHUTZABKOMMEN
ZWISCHEN DER EUROPÄISCHEN UNION
UND IHREN MITGLIEDSTAATEN EINERSEITS
UND DER REPUBLIK SINGAPUR
ANDERERSEITS

ÜHELT POOLT EUROOPA LIIDU JA
SELLE LIIKMESRIIKIDE
NING TEISELT POOLT SINGAPURI VABARIIGI VAHELINE
INVESTEERINGUTE KAITSE
LEPING

ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΠΡΟΣΤΑΣΙΑΣ ΤΩΝ ΕΠΕΝΔΥΣΕΩΝ
ΜΕΤΑΞΥ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΕΝΩΣΗΣ
ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ ΜΕΛΩΝ ΤΗΣ, ΑΦΕΝΟΣ,
ΚΑΙ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΣΙΝΓΚΑΠΟΥΡΗΣ,
ΑΦΕΤΕΡΟΥ

INVESTMENT PROTECTION AGREEMENT
BETWEEN THE EUROPEAN UNION
AND ITS MEMBER STATES, OF THE ONE PART,
AND THE REPUBLIC OF SINGAPORE,
OF THE OTHER PART

ACCORD DE PROTECTION DES INVESTISSEMENTS
ENTRE L'UNION EUROPÉENNE
ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART,
ET LA RÉPUBLIQUE DE SINGAPOUR,
D'AUTRE PART

SPORAZUM O ZAŠTITI ULAGANJA
IZMEĐU EUROPSKE UNIJE
I NJEZINIH DRŽAVA ČLANICA, S JEDNE STRANE,
I REPUBLIKE SINGAPURA,
S DRUGE STRANE

ACCORDO SULLA PROTEZIONE DEGLI INVESTIMENTI
TRA L'UNIONE EUROPEA
E I SUOI STATI MEMBRI, DA UNA PARTE,
E LA REPUBBLICA DI SINGAPORE,
DALL'ALTRA

IEGULDĪJUMU AIZSARDZĪBAS NOLĪGUMS
STARP EIROPAS SAVIENĪBU
UN TĀS DALĪBVALSTĪM, NO VIENAS PUSES,
UN SINGAPŪRAS REPUBLIKU,
NO OTRAS PUSES

EUROPOS SĄJUNGOS BEI
JOS VALSTYBIŲ NARIŲ IR
SINGAPŪRO RESPUBLIKOS
INVESTICIJŲ APSAUGOS
SUSITARIMAS

BERUHÁZÁSVÉDELMI MEGÁLLAPODÁS
EGYRÉSZRŐL AZ EURÓPAI UNIÓ
ÉS TAGÁLLAMAI,
MÁSRÉSZRŐL
A SZINGAPÚRI KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT

FTEHIM DWAR IL-PROTEZZJONI TAL-INVESTIMENTI
BEJN L-UNJONI EWROPEA
U L-ISTATI MEMBRI TAGĦHA, MINN NAĦA WAĦDA,
U R-REPUBBLIKA TA' SINGAPORE,
MIN-NAĦA L-OĦRA

INVESTERINGBESCHERMINGSOVEREENKOMST
TUSSEN DE EUROPESE UNIE
EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJDS,
EN DE REPUBLIEK SINGAPORE,
ANDERZIJDS

UMOWA O OCHRONIE INWESTYCJI
MIĘDZY UNIĄ EUROPEJSKĄ
I JEJ PAŃSTWAMI CZŁONKOWSKIMI, Z JEDNEJ STRONY,
A REPUBLIKĄ SINGAPURU,
Z DRUGIEJ STRONY

ACORDO
EM MATÉRIA DE PROTEÇÃO DOS INVESTIMENTOS
ENTRE A UNIÃO EUROPEIA
E OS SEUS ESTADOS-MEMBROS, POR UM LADO,
E A REPÚBLICA DE SINGAPURA, POR OUTRO

ACORD PRIVIND PROTECȚIA INVESTIȚIILOR
ÎNTRE UNIUNEA EUROPEANĂ
ȘI STATELE MEMBRE ALE ACESTEIA, PE DE O PARTE,
ȘI REPUBLICA SINGAPORE,
PE DE ALTĂ PARTE

DOHODA O OCHRANE INVESTÍCIÍ
MEDZI EURÓPSKOU ÚNIOU
A JEJ ČLENSKÝMI ŠTÁTMI NA JEDNEJ STRANE
A SINGAPURSKOU REPUBLIKOU
NA STRANE DRUHEJ

SPORAZUM O ZAŠČITI NALOŽB
MED EVROPSKO UNIJO
IN NJENIMI DRŽAVAMI ČLANICAMI NA ENI STRANI
TER REPUBLIKO SINGAPUR
NA DRUGI STRANI

EUROOPAN UNIONIN
JA SEN JÄSENVALTIOIDEN SEKÄ
SINGAPOREN TASAVALLAN
VÄLINEN
SIJOITUSSUOJASOPIMUS

AVTAL OM INVESTERINGSSKYDD
MELLAN EUROPEISKA UNIONEN
OCH DESS MEDLEMSSTATER, Å ENA SIDAN,
OCH REPUBLIKEN SINGAPORE,
Å ANDRA SIDAN

ACCORD DE PROTECTION DES INVESTISSEMENTS
ENTRE L'UNION EUROPÉENNE
ET SES ÉTATS MEMBRES, D'UNE PART,
ET LA RÉPUBLIQUE DE SINGAPOUR,
D'AUTRE PART

L'UNION EUROPÉENNE (ci-après dénommée "Union"),

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE BULGARIE,

LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE,

LE ROYAUME DE DANEMARK,

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE,

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE,

L'IRLANDE,

LA RÉPUBLIQUE DE CROATIE,

LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE,

LE ROYAUME D'ESPAGNE,

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE,

LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE,

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE,

LA RÉPUBLIQUE DE LITUANIE,

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG,

LA HONGRIE,

LA RÉPUBLIQUE DE MALTE,

LE ROYAUME DES PAYS-BAS,

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE,

LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,

LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE,

LA ROUMANIE,

LA RÉPUBLIQUE DE SLOVÉNIE,

LA RÉPUBLIQUE SLOVAQUE,

LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

LE ROYAUME DE SUÈDE, et

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

d'une part, et

LA RÉPUBLIQUE DE SINGAPOUR (ci-après dénommée "Singapour"),

d'autre part,

ci-après dénommés collectivement "parties" ou individuellement "partie",

RECONNAISSANT l'existence, entre eux, d'un partenariat solide et de longue date reposant sur les valeurs et les principes communs qui trouvent leur expression dans l'accord de partenariat et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Singapour, d'autre part, ainsi que l'importance de leurs relations économiques, commerciales et en matière d'investissements, notamment telles qu'elles s'expriment dans l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la République de Singapour (ci-après dénommé "accord EUSFTA");

DÉSIREUX de renforcer davantage les liens qui les unissent dans le cadre de leurs relations générales et en cohérence avec celles-ci, et convaincus que le présent accord va permettre l'émergence d'une nouvelle conjoncture propice au développement des investissements entre les parties;

RECONNAISSANT que le présent accord va compléter et favoriser les efforts d'intégration économique à l'échelle régionale;

DÉTERMINÉS à renforcer leurs relations économiques, commerciales et en matière d'investissements conformément à l'objectif de développement durable, dans ses dimensions économique, sociale et environnementale, et à promouvoir les investissements d'une manière compatible avec des niveaux élevés de protection de l'environnement et des travailleurs, dans le respect des normes pertinentes internationalement reconnues et des accords auxquels ils sont parties;

RÉAFFIRMANT leur engagement en faveur des principes du développement durable et de la transparence, tels qu'ils s'expriment dans l'accord EUSFTA;

RÉAFFIRMANT le droit de chaque partie d'adopter et de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour poursuivre des objectifs légitimes de politique publique, notamment en matière sociale, environnementale ou de sécurité, de santé et de sécurité publiques, ainsi que de promotion et de protection de la diversité culturelle;

RÉAFFIRMANT leur attachement à la charte des Nations unies signée à San Francisco le 26 juin 1945 et compte tenu des principes énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948;

RECONNAISSANT l'importance de la transparence dans les échanges et les investissements internationaux au profit de toutes les parties intéressées;

S'APPUYANT sur les droits et obligations respectifs résultant pour elles de l'accord sur l'OMC et d'autres accords multilatéraux, bilatéraux et régionaux auxquels elles sont parties, et en particulier l'accord EUSFTA,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

CHAPITRE PREMIER

OBJECTIFS ET DÉFINITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1

Objectif

Le présent accord a pour objectif d'améliorer le climat d'investissement entre les parties, conformément aux dispositions qu'il contient.

ARTICLE 1.2

Définitions

Aux fins du présent accord, on entend par:

1. "investissement visé": un investissement qui est directement ou indirectement détenu ou contrôlé par un investisseur visé d'une partie sur le territoire de l'autre partie[1];

[1] Il est entendu que les investissements réalisés "sur le territoire de l'autre partie" comprennent les investissements réalisés dans une zone économique exclusive ou sur le plateau continental, conformément aux dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982.

2. "investissement": tout type d'avoir qui présente les caractéristiques d'un investissement, notamment l'engagement de capitaux ou d'autres ressources, la perspective de gains ou de profits, la prise de risque ou encore une certaine durée. Un investissement peut notamment prendre les formes suivantes:

   a) les biens mobiliers, matériels ou immatériels, ou les biens immobiliers, et tous droits de propriété tels que location, hypothèques, créances privilégiées et gages;

   b) une entreprise y compris une succursale, des actions et autres formes de participation au capital social d'une entreprise, y compris les droits connexes;

   c) les obligations, titres obligataires non garantis, prêts et autres titres de créance, y compris les droits connexes;

   d) d'autres actifs financiers, y compris les produits dérivés, les contrats à terme et les options;

   e) les contrats clés en main, de construction, de gestion, de production, de concession, de partage de recettes et autres contrats similaires;

   f) les créances liquides ou se rapportant à d'autres actifs, ou les droits à prestations au titre d'un contrat à valeur économique;

g) les droits de propriété intellectuelle[1] et la survaleur; et

h) les licences, autorisations, permis et autres droits similaires conférés en vertu du droit interne, y compris les concessions pour la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de ressources naturelles[2].

Tout revenu investi est considéré comme un investissement et toute modification de la forme sous laquelle les actifs sont investis ou réinvestis n'a aucune incidence sur leur qualité d'investissements;

3. "investisseur visé": une personne physique[3] ou morale d'une partie qui a effectué un investissement sur le territoire de l'autre partie;

---

[1] On entend par "droits de propriété intellectuelle":
a) tous les secteurs de la propriété intellectuelle qui font l'objet des sections 1 à 7 de la partie II de l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce figurant à l'annexe 1C de l'accord sur l'OMC (ci-après dénommé "accord sur les ADPIC"), à savoir:
   i) le droit d'auteur et les droits connexes;
   ii) les brevets (lesquels, en ce qui concerne l'Union, comprennent les droits dérivés de certificats complémentaires de protection);
   iii) les marques de fabrique ou de commerce;
   iv) les dessins et modèles;
   v) les schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés;
   vi) les indications géographiques;
   vii) la protection des renseignements non divulgués; et
b) la protection des obtentions végétales.

[2] Il est entendu qu'une ordonnance ou un arrêt rendus dans le contexte d'une action judiciaire ou administrative ne constitue pas en soi un investissement.

[3] Le terme "personne physique" inclut les personnes physiques résidant de manière permanente en Lettonie qui ne sont pas citoyennes de Lettonie ou d'aucun autre État mais qui ont le droit, en vertu des législations et réglementations lettones, de se voir octroyer un passeport de non-citoyen (passeport d'étranger).

4. "personne physique d'une partie": tout ressortissant de Singapour ou d'un des États membres de l'Union conformément à leur législation respective;

5. "personne morale": toute entité juridique dûment constituée ou autrement organisée conformément au droit applicable, à des fins lucratives ou non, et détenue par le secteur privé ou le secteur public, y compris toute société, société de fiducie (*trust*), société de personnes (*partnership*), coentreprise, entreprise individuelle ou association;

6. "personne morale de l'Union" ou "personne morale de Singapour": toute personne morale constituée conformément, respectivement, au droitde l'Union ou d'un État membre de l'Union ou au droit de Singapour et dont le siège social, l'administration centrale[1] ou le lieu d'activité principal se situe, respectivement, sur le territoire de l'Union ou sur le territoire de Singapour. Si la personne morale n'a que son siège social ou son administration centrale sur le territoire de l'Union ou sur le territoire de Singapour, elle n'est pas considérée comme, respectivement, une personne moralede l'Union ou une personne morale de Singapour, sauf si elle effectue des opérations commerciales substantielles[2] sur, respectivement, le territoirede l'Union ou le territoire de Singapour;

---

[1] On entend par "administration centrale" le siège social principal où sont prises les décisions en dernier ressort.

[2] La partie UE considère le concept de "lien effectif et continu" avec l'économie d'un État membre de l'Union, consacré par l'article 54 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, comme équivalent au concept d'"opérations commerciales substantielles". Par conséquent, la partie UE n'étend les bénéfices du présent accord, dans le cas d'une personne morale constituée conformément au droit de Singapour et qui a uniquement son siège social ou son administration centrale sur le territoire de Singapour, que si ladite personne morale a un lien effectif et continu avec l'économie de Singapour.

7. "mesure": toute loi, réglementation, procédure, prescription ou pratique;

8. "traitement" ou "mesure"[1] adoptés ou maintenus par une partie: tout traitement ou mesure pris notamment par:

   a) des administrations et autorités centrales, régionales ou locales; ou

   b) des organismes non gouvernementaux lorsqu'ils exercent des pouvoirs délégués par des administrations et autorités centrales, régionales ou locales;

9. "revenu": toute somme d'argent générée par ou dérivée d'un investissement ou d'un réinvestissement, y compris les bénéfices, dividendes, plus-values, redevances, intérêts, paiements liés à des droits de propriété intellectuelle, paiements en nature et autres revenus légaux;

10. "monnaie librement convertible": une monnaie couramment négociée sur les marchés des changes internationaux et couramment utilisée dans les transactions internationales;

11. "établissement":

   a) la constitution, l'acquisition ou le maintien d'une personne morale; ou

   b) la création ou le maintien d'une succursale ou d'un bureau de représentation,

   afin d'établir ou de maintenir des liens économiques durables sur le territoire d'une partie en vue de l'exercice d'une activité économique;

[1] Il est entendu que le terme "traitement" ou "mesure" peut aussi inclure le défaut d'action.

12. "activité économique": toute activité à caractère économique, à l'exclusion des activités effectuées dans l'exercice de la puissance publique, c'est-à-dire des activités qui ne sont effectuées ni sur une base commerciale ni en concurrence avec un ou plusieurs opérateurs économiques;

13. "partie UE": l'Union ou ses États membres, ou l'Union et ses États membres, dans leurs domaines respectifs de compétence tels qu'ils découlent du traité sur l'Union européenne et du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

CHAPITRE DEUX

PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

ARTICLE 2.1

Champ d'application

1. Le présent chapitre s'applique aux investisseurs visés et aux investissements visés qui ont été effectués conformément au droit applicable, que ce soit avant ou après l'entrée en vigueur du présent accord[1].

2. Par dérogation à toute autre disposition du présent accord, l'article 2.3 (Traitement national) ne s'applique pas aux subventions accordées par une partie, y compris les prêts, garanties et assurances soutenus par les pouvoirs publics.

[1] Il est entendu que le présent chapitre ne s'applique pas au traitement réservé par une partie aux investisseurs visés ou aux investissements visés avant l'entrée en vigueur du présent accord.

3. L'article 2.3 (Traitement national) ne s'applique pas:

a) à l'acquisition, par des organismes gouvernementaux, de marchandises ou de services achetés pour les besoins de l'administration publique et non pour être revendus dans le commerce ou pour servir à la fourniture de marchandises ou de services destinés à la vente dans le commerce; ou

b) aux services audiovisuels;

c) aux activités réalisées dans le cadre de l'exercice de la puissance publique sur le territoire respectif des parties; aux fins du présent accord, on entend par "activité réalisée dans le cadre de l'exercice de la puissance publique" toute activité qui n'est réalisée ni sur une base commerciale ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs.

ARTICLE 2.2

Investissement et mesures réglementaires

1. Les parties réaffirment leur droit de réglementer sur leurs territoires en vue de réaliser des objectifs légitimes de politique publique, notamment en matière de protection de la santé publique, de services sociaux, d'enseignement public, de sécurité, d'environnement, de moralité publique, de protection sociale ou des consommateurs, de protection de la vie privée et des données, ainsi que de promotion et de protection de la diversité culturelle.

2. Il est entendu que le simple fait qu'une partie exerce son droit de réglementer, notamment en modifiant ses lois, d'une manière qui a des effets négatifs sur un investissement ou qui affecte les attentes d'un investisseur, y compris ses attentes en matière de bénéfices, ne constitue pas une violation d'une obligation prévue dans le présent chapitre.

3. Il est entendu que la décision d'une partie de ne pas octroyer, renouveler ou maintenir une subvention:

a) s'il n'existe pas d'engagement spécifique en vertu du droit interne ou d'un contrat d'octroyer, de renouveler ou de maintenir cette subvention; ou

b) si la décision est prise conformément aux conditions ou critères fixés pour l'octroi, le renouvellement ou le maintien de la subvention, le cas échéant;

ne constitue pas une violation des dispositions du présent chapitre.

4. Il est entendu qu'aucune disposition du présent chapitre ne doit être interprétée comme empêchant une partie de mettre fin à l'octroi d'une subvention[1] ou de demander son remboursement lorsqu'une telle mesure a été ordonnée par une cour ou un tribunal administratif compétent notamment, ou par une autre autorité compétente[2], ni comme obligeant cette partie à indemniser l'investisseur en conséquence.

[1] Dans le cas de la partie UE, une "subvention" inclut une "aide d'État" au sens du droit de l'UE.

[2] Dans le cas de la partie UE, les autorités compétentes habilitées à ordonner les mesures mentionnées à l'article 2.2, paragraphe 4, sont la Commission européenne ou une juridiction d'un État membre appliquant le droit de l'UE en matière d'aides d'État.

ARTICLE 2.3

Traitement national

1. Chacune des parties accorde aux investisseurs visés de l'autre partie et à leurs investissements visés, sur son territoire, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des situations similaires, à ses propres investisseurs et à leurs investissements pour ce qui est de l'exploitation, la gestion, la conduite, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou tout autre mode de cession de leurs investissements.

2. Nonobstant le paragraphe 1, chaque partie peut adopter ou maintenir toute mesure en ce qui concerne l'exploitation, la gestion, la conduite, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou tout autre mode de cession d'un établissement qui n'est pas incompatible avec les engagements inscrits dans sa liste d'engagements spécifiques figurant, respectivement, à l'annexe 8-A ou 8-B du chapitre 8 (Services, établissement et commerce électronique) de l'accord EUSFTA[1], lorsque cette mesure est:

a) une mesure adoptée au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent accord;

[1] Il est entendu qu'une mesure "qui n'est pas incompatible avec les engagements inscrits dans la liste d'engagements spécifiques d'une partie figurant, respectivement, à l'annexe 8-A ou 8-B du chapitre 8 (Services, établissement et commerce électronique) de l'accord EUSFTA" comprend les mesures de toute nature se rapportant à tout secteur qui ne figurent pas dans ladite liste, ainsi que les mesures de toute nature qui ne sont incompatibles avec aucune condition, restriction ou réserve inscrite pour tout secteur, dans les listes respectives, indépendamment du fait que cette mesure affecte ou non l'"établissement" au sens de l'article 8.8 (Définitions), point d), de l'accord EUSFTA.

b) une mesure, telle que visée au point a), maintenue, remplacée ou modifiée après l'entrée en vigueur du présent accord, pour autant qu'elle ne soit pas moins compatible avec le paragraphe 1 après son maintien, son remplacement ou sa modification que celle qui était en vigueur avant le maintien, le remplacement ou la modification; ou

c) une mesure qui n'entre pas dans les catégories visées aux points a) ou b), pour autant qu'elle ne soit pas appliquée à l'égard d'investissements visés réalisés sur le territoire de la partie avant l'entrée en vigueur de cette mesure, ou qu'elle ne soit pas appliquée d'une manière qui donne lieu à une perte ou à un préjudice[1] en ce qui concerne ces investissements.

3. Nonobstant les paragraphes 1 et 2, une partie peut adopter ou appliquer des mesures qui accordent aux investisseurs ou aux investissements visés de l'autre partie un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou à leurs investissements, dans des situations similaires, sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées d'une manière qui constituerait soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable, sur le territoire d'une partie, à l'égard des investisseurs ou des investissements visés de l'autre partie, soit une restriction déguisée aux investissements visés, lorsque ces mesures sont:

a) nécessaires à la protection de la sécurité publique ou de la moralité publique ou au maintien de l'ordre public[2];

---

[1] Aux fins du point 2) c), il est entendu que des facteurs, tels que le fait qu'une partie ait prévu une période de transition raisonnable avant la mise en application d'une mesure ou qu'une partie ait tenté d'une autre manière de tenir compte des effets de la mesure sur les investissements visés effectués avant l'entrée en vigueur de celle-ci, doivent être pris en compte pour déterminer si la mesure donne lieu à une perte ou à un préjudice en ce qui concerne les investissements visés antérieurs à l'entrée en vigueur de ladite mesure.

[2] L'exception d'ordre public ne peut être invoquée que dans les cas où une menace véritable et suffisamment grave pèse sur l'un des intérêts fondamentaux de la société.

b) nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux;

c) liées à la conservation de ressources naturelles non renouvelables si ces mesures sont appliquées parallèlement à des restrictions affectant les investisseurs ou investissements internes;

d) nécessaires à la protection de trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique;

e) nécessaires pour assurer le respect des lois ou réglementations qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent chapitre, y compris celles qui se rapportent:

   i) à la prévention de pratiques trompeuses et frauduleuses ou aux moyens de faire face aux conséquences de manquements à l'exécution d'un contrat;

   ii) à la protection de la vie privée des personnes pour ce qui est du traitement et de la diffusion de données à caractère personnel et à la protection du caractère confidentiel des dossiers et comptes personnels;

   iii) à la sécurité;

f) destinées à assurer l'imposition ou le recouvrement effectifs et équitables[1] des impôts directs pour ce qui est des investisseurs ou des investissements de l'autre partie.

[1] Les mesures qui visent à assurer l'imposition ou le recouvrement effectifs et équitables d'impôts directs comprennent les mesures prises par une partie en vertu de son régime fiscal qui:

a) s'appliquent aux investisseurs ou aux investissements non-résidents en reconnaissance du fait que l'obligation fiscale des non-résidents est déterminée en fonction des éléments imposables ayant leur source ou situés sur le territoire de la partie;
b) s'appliquent aux non-résidents afin d'assurer l'imposition ou le recouvrement des impôts sur le territoire de la partie;
c) s'appliquent aux non-résidents ou aux résidents afin d'empêcher l'évasion ou la fraude fiscales, y compris les mesures d'exécution;
d) s'appliquent aux investissements sur le territoire ou en provenance du territoire de l'autre partie afin d'assurer l'imposition ou le recouvrement des impôts frappant ces consommateurs provenant de sources qui se trouvent sur le territoire de la partie;
e) distinguent les investisseurs ou investissements assujettis à l'impôt sur les éléments imposables au niveau mondial des autres investisseurs ou investissements, en reconnaissance de la différence de nature de la base d'imposition qui existe entre eux; ou
f) déterminent, attribuent ou répartissent les revenus, les bénéfices, les gains, les pertes, les déductions ou les avoirs des personnes ou succursales résidentes, ou entre personnes liées ou succursales de la même personne, afin de préserver la base d'imposition de la partie.

Les termes ou concepts relatifs à la fiscalité figurant au point f) et dans la présente note de bas de page sont déterminés conformément aux définitions et concepts relatifs à la fiscalité, ou à des définitions et concepts équivalents ou similaires, contenus dans le droit interne de la partie qui prend la mesure.

ARTICLE 2.4

Standard de traitement

1. Chacune des parties accorde, sur son territoire, un traitement juste et équitable[1] ainsi qu'une protection et une sécurité intégrales aux investissements visés de l'autre partie conformément aux paragraphes 2 à 6.

2. Une partie viole l'obligation d'accorder un traitement juste et équitable prévue au paragraphe 1 lorsqu'une de ses mesures ou une série de ses mesures constitue, selon le cas:

a) un déni de justice[2] dans le cadre de procédures pénales, civiles ou administratives;

b) une violation fondamentale des principes d'application régulière de la loi;

c) un acte manifestement arbitraire;

d) une forme de harcèlement, de contrainte, d'abus de pouvoir ou d'acte de mauvaise foi similaire.

[1] Aux fins du présent article, on entend par "traitement" tout traitement réservé aux investisseurs visés qui influe directement ou indirectement sur l'exploitation, la gestion, la conduite, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou tout autre mode de cession des investissements visés effectués par des investisseurs visés.

[2] Il est entendu que le seul fait de rejeter, de refuser ou d'écarter une demande introduite par un investisseur visé ne constitue pas en soi un déni de justice.

3. Pour déterminer l'existence d'une violation de l'obligation d'accorder un traitement juste et équitable, telle qu'énoncée au paragraphe 2, un tribunal peut tenir compte, s'il y a lieu, d'éventuelles déclarations spécifiques ou dénuées d'ambiguïté[1] faites par une partie à un investisseur en vue de l'amener à réaliser un investissement, qui ont suscité des attentes légitimes chez ledit investisseur visé et auxquelles ce dernier s'est raisonnablement fié, mais auxquelles la partie en question n'a pas donné suite[2].

4. À la demande d'une partie ou si le comité le recommande, les parties réexaminent la teneur de l'obligation d'accorder un traitement juste et équitable selon la procédure prévue pour les modifications de l'accord énoncée à l'article 4.3 (Modifications), en particulier si des traitements différents de ceux énumérés au paragraphe 2 peuvent également constituer une violation de ladite obligation.

5. Il est entendu que le terme "protection et sécurité intégrales" ne désigne que l'obligation incombant aux parties en ce qui concerne la sécurité physique des investisseurs visés et des investissements visés.

---

[1] Il est entendu que les déclarations faites en vue d'amener un investisseur à réaliser un investissement comprennent les déclarations visant à convaincre celui-ci de maintenir un investissement, de ne pas liquider un investissement ou de faire des investissements ultérieurs.

[2] Il est entendu que l'atteinte aux attentes légitimes au sens du présent paragraphe ne constitue pas en elle-même une violation du paragraphe 2, et qu'une telle atteinte doit intervenir dans le contexte des mêmes événements ou circonstances que ceux dans lesquels s'inscrit la violation du paragraphe 2.

6. Lorsqu'une partie a pris, directement ou par l'intermédiaire d'un organisme visé au paragraphe 8 de l'article 1.2 (Définitions), un engagement spécifique et explicite, par un contrat écrit[1], à l'égard d'un investisseur visé de l'autre partie en ce qui concerne un investissement de celui-ci ou à l'égard d'un tel investissement visé, cette partie ne peut se rétracter ou compromettre le respect de cet engagement par l'exercice de la puissance publique[2]:

a) soit de manière délibérée;

b) soit d'une manière qui modifie de façon substantielle l'équilibre des droits et obligations aux termes de l'engagement pris par contrat écrit, à moins que la partie n'accorde une indemnité raisonnable rétablissant l'investisseur visé ou l'investissement visé dans la situation qui aurait prévalu si la partie ne s'était pas rétractée ou n'avait pas compromis le respect de son engagement.

7. Une violation d'une autre disposition du présent accord ou d'un accord international distinct n'est pas considérée comme établissant l'existence d'une violation du présent article.

---

[1] Aux fins du présent paragraphe, on entend par "engagement par un contrat écrit" tout accord écrit souscrit par une partie, directement ou par l'intermédiaire d'un organisme visé au paragraphe 8 de l'article 1.2 (Définitions), avec un investisseur ou un investissement visés, au moyen d'un ou de plusieurs actes contraignants pour les deux parties qui créent des droits et obligations réciproques.

[2] Aux fins du présent article, une partie est dite s'être rétractée ou avoir compromis le respect d'un engagement par l'exercice de la puissance publique lorsqu'elle se rétracte ou compromet le respect dudit engagement en adoptant, en maintenant ou en omettant d'adopter des mesures contraignantes ou exécutoires en vertu des lois internes.

ARTICLE 2.5

Indemnisation des pertes

1. Les investisseurs visés d'une partie, dont les investissements visés ont subi des pertes en raison de situations de guerre ou de conflit armé, d'une révolution, d'un état d'urgence national, d'une révolte, d'une insurrection ou d'une émeute sur le territoire de l'autre partie se voient accorder, par cette partie, en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, le dédommagement ou toute autre forme de règlement, un traitement non moins favorable que celui que la partie réserve à ses propres investisseurs ou aux investisseurs de tout pays tiers, si ce dernier est plus favorable pour l'investisseur visé concerné.

2. Sans préjudice du paragraphe 1, tout investisseur visé d'une partie qui, dans l'une des situations visées au paragraphe 1, subit des pertes sur le territoire de l'autre partie du fait:

a) soit de la réquisition de son investissement visé, en tout ou en partie, par les autorités ou les forces armées de l'autre partie;

b) soit de la destruction de son investissement visé, en tout ou en partie, par les autorités ou les forces armées de l'autre partie, alors que la situation ne l'exigeait pas,

se voit accorder, par l'autre partie, soit la restitution de ses biens, soit une indemnité.

ARTICLE 2.6

Expropriation[1]

1. Aucune partie ne peut, directement ou indirectement, nationaliser ou exproprier les investissements visés des investisseurs visés de l'autre partie ou les assujettir à des mesures ayant des effets équivalents à une nationalisation ou à une expropriation (ci-après dénommée "expropriation"), sauf lorsque cette expropriation est effectuée:

a) pour des motifs d'intérêt public;

b) conformément aux principes d'application régulière de la loi;

c) de façon non discriminatoire; et

d) moyennant le versement d'une indemnité prompte, adéquate et effective conformément au paragraphe 2.

2. L'indemnité correspond à la juste valeur marchande qu'avait l'investissement visé immédiatement avant que l'expropriation ou l'imminence de l'expropriation ne devienne de notoriété publique, majorée d'intérêts à un taux commercial raisonnable, déterminé selon les critères du marché compte tenu de la durée écoulée entre l'expropriation et le versement. Cette indemnité est effectivement réalisable, librement transférable conformément à l'article 2.7 (Transfert) et versée sans tarder.

[1] Il est entendu que le présent article doit être interprété conformément aux annexes 1 à 3.

Les critères d'évaluation employés pour déterminer la juste valeur marchande peuvent comprendre la valeur d'exploitation, la valeur des actifs, incluant la valeur fiscale déclarée des biens mobiliers, et tout autre critère, selon le cas.

3. Le présent article ne s'applique pas à l'octroi de licences obligatoires relativement à des droits de propriété intellectuelle, pour autant que l'octroi de ces licences soit conforme à l'accord sur les ADPIC.

4. Toute mesure d'expropriation ou d'estimation fait l'objet, à la demande des investisseurs visés qui s'estiment lésés, d'un réexamen par une autorité judiciaire ou une autre autorité indépendante de la partie à l'origine de la mesure.

ARTICLE 2.7

Transferts

1. Une partie autorise que tout transfert se rapportant à un investissement visé soit effectué dans une monnaie librement convertible, sans restriction ni retard. Ces transferts comprennent:

a) les apports en capital, tels que le capital initial ou les fonds supplémentaires nécessaires pour maintenir, développer ou accroître l'investissement visé;

b) les bénéfices, dividendes, plus-values et autres revenus, et le produit de la vente de la totalité ou d'une partie de l'investissement visé, ou le produit de la liquidation partielle ou totale de l'investissement visé;

c) les intérêts, les paiements de redevances, les frais de gestion, l'assistance technique et autres frais;

d) les versements effectués au titre d'un contrat conclu par l'investisseur visé ou son investissement visé, y compris les versements effectués au titre d'une convention de prêt;

e) les salaires et autres rémunérations du personnel engagé à l'étranger qui effectue un travail lié à l'investissement visé;

f) les versements effectués en vertu de l'article 2.6 (Expropriation) et de l'article 2.5 (Indemnisation des pertes); et

g) les versements effectués en vertu de l'article 3.18 (Sentences).

2. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme empêchant une partie d'appliquer, de façon équitable et non discriminatoire, sa législation sur:

a) la faillite, l'insolvabilité ou la protection des droits des créanciers;

b) l'émission, le négoce ou le commerce de valeurs mobilières, d'options, d'opérations à terme ou d'autres instruments dérivés;

c) les rapports financiers ou les écritures comptables relatifs aux transferts, dès lors qu'ils sont nécessaires au travail des autorités répressives ou des autorités de régulation du secteur financier;

d) les crimes et délits;

e) l'exécution des ordonnances ou décisions rendues dans le cadre de procédures administratives ou judiciaires;

f) la sécurité sociale, les régimes de retraite publics ou d'épargne obligatoire; ou

g) la fiscalité.

3. Dans des circonstances exceptionnelles causant ou menaçant de causer de graves difficultés pour la conduite de la politique économique et monétaire ou de la politique de taux de change d'une partie, des mesures de sauvegarde relatives aux transferts peuvent être prises à titre temporaire par la partie concernée. De telles mesures sont strictement nécessaires, n'ont en aucun cas une durée de validité supérieure à six mois[1] et ne constituent pas un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiée entre une partie et une partie tierce dans des situations similaires.

La partie prenant les mesures de sauvegarde en informe immédiatement l'autre partie et lui communique, dans les meilleurs délais, un calendrier relatif à leur suppression.

4. Si une partie rencontre ou risque de rencontrer de graves difficultés en matière de balance des paiements ou de finances extérieures, elle peut adopter ou maintenir des mesures restrictives en ce qui concerne les transferts liés aux investissements.

[1] L'application de mesures de sauvegarde peut être prolongée par leur réintroduction formelle lorsque les circonstances exceptionnelles persistent et après avoir notifié à l'autre partie toute réintroduction formelle envisagée.

5. Les parties s'efforcent d'éviter l'application des mesures restrictives visées au paragraphe 4. Les mesures restrictives adoptées ou maintenues en vertu du paragraphe 4 sont non discriminatoires, d'une durée limitée et ne peuvent aller au-delà de ce qui est nécessaire pour remédier à la situation de la balance des paiements et à celle des finances extérieures. Elles sont conformes aux conditions définies dans l'accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, fait à Marrakech le 15 avril 1994 (ci-après dénommé "accord sur l'OMC") et, le cas échéant, compatibles avec les statuts du Fonds monétaire international.

6. Une partie qui maintient ou adopte des mesures restrictives au titre du paragraphe 4 ou y apporte des modifications en informe sans tarder l'autre partie.

7. Si les restrictions sont adoptées ou maintenues au titre du paragraphe 4, des consultations sont organisées rapidement au sein du comité. Ces consultations ont pour objet d'évaluer la situation de la balance des paiements de la partie concernée et les restrictions qu'elle a adoptées ou maintenues au titre du paragraphe 4, compte tenu, entre autres choses, des facteurs suivants:

a) la nature et l'étendue des difficultés en matière de balance des paiements et de finances extérieures;

b) l'environnement économique et commercial externe; ou

c) les mesures correctives alternatives auxquelles il serait possible de recourir.

La conformité des mesures restrictives avec les paragraphes 4 et 5 est examinée lors des consultations. Toutes les constatations de fait, d'ordre statistique ou autre, qui sont communiquées par le Fonds monétaire international (ci-après dénommé "FMI") en matière de change, de réserves monétaires et de balance des paiements sont acceptées et les conclusions sont fondées sur l'évaluation, par le FMI, de la situation de la balance des paiements et des finances extérieures de la partie concernée.

ARTICLE 2.8

Subrogation

Si une partie, ou un organisme agissant au nom de celle-ci, effectue un versement en faveur de l'un de ses investisseurs au titre d'une garantie, d'un contrat d'assurance ou de toute autre forme d'indemnisation souscrits ou accordés en rapport avec un investissement, l'autre partie reconnaît la subrogation ou le transfert de tout droit ou titre ou la cession de toute créance relativement à cet investissement. La partie ou l'organisme sont habilités à exercer le droit ou à faire valoir la créance subrogés ou cédés au même titre que le droit ou la créance initiaux de l'investisseur. De tels droits subrogés peuvent être exercés par la partie elle-même ou par un organisme, voire par l'investisseur, si la partie ou l'organisme l'y autorise.

CHAPITRE TROIS

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

SECTION A

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE INVESTISSEURS ET PARTIES À L'ACCORD

ARTICLE 3.1

Champ d'application et définitions

1. La présente section s'applique aux différends opposant un requérant d'une partie à l'accord à l'autre partie à l'accord en raison d'un traitement[1] dont il est allégué qu'il constitue une violation des dispositions du chapitre deux (Protection des investissements), lorsqu'une telle violation aurait prétendument occasionné une perte ou un préjudice au requérant ou à son entreprise établie localement.

2. Sauf disposition contraire, les définitions suivantes s'appliquent à la présente section:

a) "parties au différend": le requérant et le défendeur;

[1] Les parties à l'accord conviennent que le terme "traitement" peut aussi désigner le défaut d'action.

b) "requérant": un investisseur d'une partie à l'accord qui souhaite introduire un recours en application de la présente section ou a introduit un tel recours:

i) soit en son nom propre;

ii) soit au nom d'une entreprise établie localement, au sens du point c), qu'il détient ou contrôle[1];

c) "entreprise établie localement": une personne morale qui est détenue ou contrôlée[2] par un investisseur d'une partie à l'accord, qui est établie sur le territoire de l'autre partie à l'accord;

d) "partie à l'accord non partie au différend": soit Singapour lorsque l'Union ou un État membre de l'Union est le défendeur, soit l'Union lorsque Singapour est le défendeur;

e) "défendeur": Singapour ou, dans le cas de la partie UE, soit l'Union soit l'État membre de l'Union destinataire d'une notification en application de l'article 3.5 (Notification d'intention); et

---

[1] Le paragraphe 2, point b), doit être interprété comme constituant le consentement des parties à considérer une entreprise établie localement en tant que ressortissant d'un autre État contractant aux fins de l'article 25, paragraphe 2, point b), de la convention du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États.

[2] Une personne morale est:
a) détenue par une personne physique ou morale de l'autre partie à l'accord si plus de 50 pour cent de son capital social appartient en pleine propriété à une personne physique ou morale de l'autre partie à l'accord;
b) contrôlée par une personne physique ou morale de l'autre partie à l'accord si cette personne a la capacité de nommer une majorité des administrateurs ou est autrement habilitée en droit à diriger ses opérations.

f) "financement par un tiers": tout financement fourni par une personne physique ou morale qui n'est pas partie au différend, lorsqu'une telle personne conclut, avec l'une des parties au différend, une convention en vertu de laquelle elle prend en charge l'ensemble ou une partie des coûts de la procédure en contrepartie d'un pourcentage des sommes qui seront allouées ou pourraient être allouées à la partie au différend à l'issue de la procédure ou en contrepartie d'un autre intérêt lié auxdites sommes, ou lorsqu'une telle personne fournit ce financement sous la forme d'un don ou d'une subvention.

ARTICLE 3.2

Règlement à l'amiable

Dans la mesure du possible, tout différend devrait être résolu à l'amiable par la négociation et, si cela est réalisable, avant le dépôt d'une demande de consultations conformément à l'article 3.3 (Consultations). Un règlement amiable peut intervenir à tout moment, y compris après le début de la procédure de règlement du différend au titre de la présente section.

ARTICLE 3.3

Consultations

1. Lorsqu'un différend ne peut être résolu selon l'article 3.2 (Règlement à l'amiable), le requérant d'une partie à l'accord qui allègue une violation des dispositions du chapitre deux (Protection des investissements) peut présenter une demande de consultations à l'autre partie.

2. La demande de consultations comporte les informations suivantes:

a) le nom et l'adresse du requérant et, si la demande est présentée au nom d'une entreprise établie localement, le nom, l'adresse et le lieu de constitution de cette entreprise;

b) les dispositions du chapitre deux (Protection des investissements) dont le requérant allègue la violation;

c) le fondement juridique et factuel du différend, y compris le traitement dont il est allégué qu'il constitue une violation des dispositions du chapitre deux (Protection des investissements); et

d) la réparation demandée et le montant estimé de la perte ou du préjudice que le requérant ou son entreprise établie localement auraient prétendument subis en raison de cette violation.

3. La demande de consultations est déposée:

a) dans les 30 mois à compter de la date à laquelle le requérant ou, le cas échéant, l'entreprise établie localement, a eu connaissance, ou aurait dû avoir eu connaissance, pour la première fois du traitement considéré comme constituant une violation des dispositions du chapitre deux (Protection des investissements); ou

b) si un recours a été introduit au niveau local alors que le délai visé au point a) est dépassé, dans un délai d'un an à compter de la date à laquelle le requérant ou, le cas échéant, l'entreprise établie localement se désiste du recours introduit au niveau local et, en tout état de cause, dans les dix ans au plus tard à compter de la date à laquelle le requérant ou, le cas échéant, son entreprise établie localement, a eu connaissance, ou aurait dû avoir eu connaissance, pour la première fois du traitement considéré comme constituant une violation des dispositions du chapitre deux (Protection des investissements).

4. Si le requérant n'a pas introduit de recours en vertu de l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal) dans les dix-huit mois suivant la demande de consultations, il est réputé s'être désisté de sa demande de consultations, avoir retiré toute notification d'intention et avoir renoncé à son droit d'introduire un tel recours. Ce délai peut être prorogé d'un commun accord des parties participant aux consultations.

5. Le non-respect des délais visés aux paragraphes 3 et 4 n'entraîne pas l'irrecevabilité d'un recours lorsque le requérant est en mesure de démontrer que, s'il n'a pas sollicité de consultations ou introduit de recours, selon le cas, c'est parce qu'il en a été empêché du fait délibéré de l'autre partie à l'accord, pour autant que le requérant agisse dès qu'il est raisonnablement en mesure de le faire.

6. Lorsque la demande de consultations porte sur une violation du présent accord qu'aurait commise l'Union ou un État membre de l'Union, elle doit être adressée à l'Union.

7. Les consultations entre les parties au différend peuvent être effectuées par vidéoconférence ou par d'autres moyens, s'il y a lieu, notamment lorsque le requérant est une petite ou moyenne entreprise.

ARTICLE 3.4

Médiation et autres modes de règlement des différends

1. À tout moment, y compris avant l'envoi de la notification d'intention, les parties au différend peuvent convenir d'avoir recours à la médiation.

2. Le recours à la médiation est facultatif et ne préjuge en rien de la position juridique des parties au différend.

3. Le recours à la médiation peut être régi par les règles énoncées à l'annexe 6 (Mécanisme de médiation relatif aux différends entre investisseurs et parties à l'accord) ou par toutes autres règles convenues par les parties au différend. Tout délai mentionné à l'annexe 6 (Mécanisme de médiation relatif aux différends entre investisseurs et parties à l'accord) peut être modifié d'un commun accord des parties au différend.

4. Le médiateur est désigné conjointement par les parties au différend ou conformément à l'article 3 (Choix du médiateur) de l'annexe 6 (Mécanisme de médiation relatif aux différends entre investisseurs et parties à l'accord). Les médiateurs respectent l'annexe 7 (Code de conduite à l'intention des membres du tribunal, des membres du tribunal d'appel et des médiateurs).

5. Les parties au différend s'efforcent de trouver une solution mutuellement convenue dans les soixante jours suivant la désignation du médiateur.

6. Si les parties au différend décident d'avoir recours à la médiation, les paragraphes 3 et 4 de l'article 3.3 (Consultations) ne s'appliquent pas entre la date de la décision de recourir à la médiation et un délai de trente jours suivant la date à laquelle l'une des parties au différend décide de mettre fin à la médiation en envoyant une lettre au médiateur et à l'autre partie au différend.

7. Aucune disposition du présent article n'empêche les parties au différend d'avoir recours à d'autres modes de règlement de différends.

ARTICLE 3.5

Notification d'intention

1. Si le différend ne peut être réglé dans les trois mois suivant la demande de consultations, le requérant peut adresser une notification d'intention, laquelle expose par écrit l'intention du requérant d'introduire une procédure de règlement d'un différend et comporte les informations suivantes:

a) le nom et l'adresse du requérant et, si la demande est présentée au nom d'une entreprise établie localement, le nom, l'adresse et le lieu de constitution de cette entreprise;

b) les dispositions du chapitre deux (Protection des investissements) dont le requérant allègue la violation;

c) le fondement juridique et factuel du différend, y compris le traitement dont il est allégué qu'il constitue une violation des dispositions du chapitre deux (Protection des investissements); et

d) la réparation demandée et le montant estimé de la perte ou du préjudice que le requérant ou son entreprise établie localement auraient prétendument subis en raison de cette violation.

La notification d'intention est adressée à l'Union ou à Singapour, selon le cas.

2. Lorsqu'une notification d'intention est adressée à l'Union, celle-ci désigne le défendeur dans les deux mois suivant la date de réception de la notification. L'Union informe immédiatement le requérant de cette désignation, sur la base de laquelle le requérant peut introduire un recours en application de l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal).

3. Si le défendeur n'a pas été désigné en application du paragraphe 2, les dispositions suivantes s'appliquent:

a) lorsque la notification d'intention fait uniquement état d'un traitement réservé par un État membre de l'Union, celui-ci agit en qualité de défendeur;

b) lorsque la notification d'intention fait état d'un traitement réservé par une institution, un organe ou une agence de l'Union, l'Union agit en qualité de défendeur.

4. Lorsque l'Union ou un État membre agit en qualité de défendeur, ni l'Union ni l'État membre concerné ne peuvent invoquer l'irrecevabilité du recours ou l'absence de fondement ou l'invalidité d'un recours ou de la sentence aux motifs que ledéfendeur devrait ou aurait dû être l'Union et non l'État membre, ou inversement.

5. Il est entendu qu'aucune disposition du présent accord ou des règles de règlement des différends applicables n'empêche l'échange, entre l'Union et l'État membre concerné, de toutes les informations relatives à un différend.

ARTICLE 3.6

Introduction d'un recours auprès du tribunal

1. Au plus tôt trois mois à compter de la date de la notification d'intention adressée au titre de l'article 3.5 (Notification d'intention), le requérant peut introduire un recours auprès du tribunal en vertu de l'un des mécanismes de règlement des différends suivants[1]:

a) la convention du 18 mars 1965 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États (ci-après dénommée "convention du CIRDI"), pour autant que le défendeur et l'État dont le requérant est ressortissant soient tous deux parties à la convention du CIRDI;

[1] Il est entendu que:
a) les règles des divers mécanismes de règlement des différends s'appliquent sous réserve des dispositions particulières énoncées dans la présente section et complétées par les décisions adoptées en application de l'article 4.1 (Comité), paragraphe 4, point g); et
b) sont irrecevables les recours introduits par le représentant d'un groupe composé d'un nombre indéterminé de requérants non identifiés, lorsque ce représentant a l'intention de défendre les intérêts desdits requérants durant la procédure et de prendre toute décision relative au recours introduit en leur nom.

b) la convention du CIRDI, conformément au règlement régissant le mécanisme supplémentaire pour l'administration de procédures par le secrétariat du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (ci-après dénommé "règlement du mécanisme supplémentaire du CIRDI"), pour autant que soit le défendeur, soit l'État dont le requérant est ressortissant soit partie à la convention du CIRDI[1];

c) le règlement d'arbitrage de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI); ou

d) tout autre mécanisme si les parties au différend y consentent.

2. Le paragraphe 1 du présent article constitue le consentement du défendeur à l'introduction d'un recours conformément à la présente section. Le consentement prévu au paragraphe 1 et l'introduction d'un recours conformément à la présente section sont considérés comme remplissant les exigences énoncées:

a) au chapitre II de la convention du CIRDI et dans le règlement du mécanisme supplémentaire du CIRDI en ce qui concerne le consentement écrit des parties au différend; et

b) à l'article II de la convention des Nations unies pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, signée à New York le 10 juin 1958 (ci-après dénommée "convention de New York") en ce qui concerne une "convention écrite".

[1] Aux fins des points a) et b), le terme "État" est à considérer comme incluant également l'Union, si l'Union adhère à la convention du CIRDI.

ARTICLE 3.7

Conditions d'introduction d'un recours

1. Un recours ne peut être introduit conformément à la présente section que si les conditions suivantes sont remplies:

a) le requérant a joint à sa requête son consentement écrit au règlement du différend conformément aux procédures établies par la présente section, et désigne dans celle-ci l'un des mécanismes de règlement des différends visés au paragraphe 1 de l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal);

b) au moins six mois se sont écoulés depuis la demande de consultations en vertu de l'article 3.3 (Consultations) et au moins trois mois se sont écoulés depuis la notification d'intention au titre de l'article 3.5 (Notification d'intention);

c) la demande de consultations et la notification d'intention présentées par le requérant étaient conformes aux exigences énoncées, respectivement, au paragraphe 2 de l'article 3.3 (Consultations) et au paragraphe 1 de l'article 3.5 (Notification d'intention);

d) le fondement juridique et factuel du différend a fait l'objet de consultations préalables au titre de l'article 3.3 (Consultations);

e) tous les chefs de demande visés dans le recours introduit au titre de l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal) sont fondés sur un traitement décrit dans la notification d'intention effectuée conformément à l'article 3.5 (Notification d'intention); et

f) le requérant:

i) se désiste de tout recours en instance dont il avait saisi le tribunal ou toute autre juridiction nationale ou internationale en vertu du droit national ou international concernant le même traitement dont il est allégué qu'il constitue une violation des dispositions du chapitre deux (Protection des investissements);

ii) déclare qu'il n'introduira pas un tel recours à l'avenir; et

iii) déclare qu'il ne fera pas exécuter toute sentence rendue au titre de la présente section avant que celle-ci soit devenue définitive et s'abstiendra de saisir une juridiction nationale ou internationale en vue de contester une sentence rendue au titre de la présente section, d'en solliciter le réexamen, l'annulation ou la révision ou en vue d'engager toute autre procédure similaire.

2. Aux fins de l'application du paragraphe 1, point f), le terme "requérant" désigne l'investisseur et, le cas échéant, l'entreprise établie localement. En outre, aux fins de l'application du paragraphe 1, point f) i), le terme "requérant" désigne également toute personne qui détient, directement ou indirectement, une participation dans l'investisseur ou, le cas échéant, l'entreprise établie localement, ou qui est contrôlée directement ou indirectement par l'investisseur ou, le cas échéant, l'entreprise établie localement.

3. À la demande du défendeur, le tribunal se déclare incompétent lorsque le requérant n'a pas respecté les exigences ou n'a pas effectué les déclarations visées aux paragraphes 1 et 2.

4. Les dispositions du paragraphe 1, point f), n'empêchent pas le requérant de solliciter l'adoption de mesures conservatoires auprès des juridictions ou des tribunaux administratifs du défendeur avant l'introduction du recours devant l'une des instances de règlement des différends visées à l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal) ou au cours de la procédure. Aux fins du présent article, les mesures conservatoires visent uniquement à préserver les droits et intérêts du requérant et ne comportent pas le versement de dommages-intérêts, pas plus qu'elles ne tranchent des questions de fond relevant de l'objet du différend.

5. Il est entendu que le tribunal se déclare incompétent si le différend a pris naissance, ou a très probablement pris naissance, au moment où le requérant a acquis la propriété ou le contrôle de l'investissement objet du différend et que le tribunal établit, en s'appuyant sur les faits de l'espèce, que le requérant a acquis la propriété ou le contrôle de cet investissement dans le but principal d'introduire le recours au titre de la présente section. Le présent paragraphe est sans préjudice d'autres exceptions qui pourraient être prises en considération par le tribunal en matière de compétence.

ARTICLE 3.8

Financement par un tiers

1. La partie au différend qui bénéficie d'un financement par un tiers notifie le nom et l'adresse dudit tiers à l'autre partie au différend et au tribunal.

2. Cette notification est effectuée lors de l'introduction du recours ou sans tarder après que la convention de financement par un tiers a été conclue ou que le don ou la subvention ont été effectués, selon le cas.

ARTICLE 3.9

Tribunal de première instance

1. Un tribunal de première instance (ci-après dénommé "tribunal") est institué pour connaître des recours introduits conformément à l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal).

2. Le comité nomme les six membres du tribunal dès l'entrée en vigueur du présent accord. Aux fins de cette nomination:

a) la partie UE désigne deux membres;

b) Singapour désigne deux membres; et

c) la partie UE et Singapour désignent ensemble deux membres, qui ne peuvent être ressortissants ni de l'un des États membres de l'Union ni de Singapour.

3. Le comité peut décider d'augmenter ou de diminuer le nombre des membres par multiples de trois. Les nominations supplémentaires sont effectuées sur la même base que celle prévue au paragraphe 2.

4. Les membres possèdent les qualifications requises dans leur pays d'origine pour exercer des fonctions juridictionnelles ou sont des juristes de renom. Ils sont spécialistes, par leurs connaissances ou leur expérience, du droit international public. Il est souhaitable qu'ils aient des connaissances spécialisées, plus particulièrement, dans les domaines du droit de l'investissement international, du droit commercial international ou du règlement des différends découlant d'accords internationaux d'investissement ou d'accords commerciaux internationaux.

5. Les membres sont nommés pour un mandat de huit ans. Toutefois, le premier mandat de trois des six personnes nommées dès l'entrée en vigueur du présent accord, à déterminer par tirage au sort, est d'une durée de douze ans. Le mandat de membre peut être renouvelé au moment de son expiration par une décision du comité. Dès qu'ils deviennent vacants, les postes sont repourvus. Quiconque est nommé pour remplacer une personne dont le mandat n'est pas arrivé à expiration occupe le poste pendant la durée restante du mandat de son prédécesseur. Toute personne qui siège dans une formation du tribunal au moment de l'expiration de son mandat peut, avec l'autorisation du président du tribunal, continuer à siéger dans cette formation jusqu'au terme des procédures devant cette formation et est considéré, à cette fin uniquement, comme demeurant membre du tribunal.

6. Le tribunal dispose d'un président et d'un vice-président, qui sont responsables des questions d'organisation. Ceux-ci sont nommés pour un mandat de quatre ans et choisis par tirage au sort parmi les membres nommés en application du paragraphe 2, point c). Ils siègent suivant un système de rotation par tirage au sort effectué par le président du comité. Le vice-président remplace le président lorsque celui-ci n'est pas disponible.

7. Le tribunal examine les affaires en formations de trois membres, lesquels ont été nommés en application, respectivement, du paragraphe 2, point a), b) ou c). La formation est présidée par le membre nommé en application du paragraphe 2, point c).

8. Dans un délai de 90 jours à compter de l'introduction d'un recours conformément à l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal), le président du tribunal désigne, par rotation, les membres composant la formation du tribunal saisie de l'affaire, en veillant à ce que la composition de chaque formation soit aléatoire et imprévisible et en donnant à tous les membres des possibilités égales de siéger.

9. Nonobstant le paragraphe 7, les parties au différend peuvent convenir que l'affaire soit jugée par un membre unique. Ce membre est sélectionné par le président du tribunal parmi les membres nommés en application du paragraphe 2, point c). Le défendeur examine avec bienveillance une telle demande du requérant, en particulier lorsque ce dernier est une petite ou moyenne entreprise ou que le montant de l'indemnité ou des dommages-intérêts réclamés est relativement peu élevé. Une telle demande devrait être effectuée en même temps que le dépôt de la requête conformément à l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal).

10. Le tribunal arrête ses procédures de travail.

11. Les membres du tribunal font en sorte d'être disponibles et aptes à exercer les fonctions prévues à la présente section.

12. Afin que leur disponibilité soit garantie, les membres perçoivent une rétribution mensuelle dont le montant est fixé par décision du comité. Le président du tribunal et, le cas échéant, le vice-président perçoivent une rémunération équivalente aux honoraires déterminés en application du paragraphe 11 de l'article 3.10 (Tribunal d'appel) pour chaque journée de travail en leur qualité de président du tribunal en vertu de la présente section.

13. La rétribution mensuelle et les honoraires journaliers du président ou du vice-président du tribunal, lorsqu'ils remplissent les fonctions de président du tribunal en vertu de la présente section, sont versés à parts égales par les deux parties à l'accord sur un compte géré par le secrétariat du CIRDI. Si une partie à l'accord ne verse pas la rétribution mensuelle ou les honoraires journaliers, l'autre partie à l'accord peut choisir de les acquitter. De tels arriérés demeurent exigibles, avec les intérêts appropriés.

14. À moins que le comité n'adopte une décision en application du paragraphe 15, les montants des autres honoraires et frais engagés par les membres d'une formation du tribunal sont conformes à ceux qui sont déterminés conformément à l'article 14, paragraphe 1, du règlement administratif et financier de la convention du CIRDI et qui sont en vigueur à la date d'introduction de l'instance, et sont répartis entre les parties au différend par le tribunal conformément à l'article 3.21 (Dépens).

15. Sur décision du comité, la rétribution mensuelle et les autres honoraires et frais peuvent être transformés à titre permanent en salaire régulier. Dans un tel cas, les membres siègent à temps plein et le comité fixe le montant de leur rémunération ainsi que les questions connexes d'organisation. Les membres ne sont dans ce cas pas autorisés à exercer une autre activité professionnelle, rémunérée ou non, sauf si le président du Tribunal accorde une dérogation à titre exceptionnel.

16. Le secrétariat du CIRDI assure le secrétariat du tribunal et fournit à celui-ci un soutien approprié. Les frais afférents à ce soutien sont répartis par le tribunal entre les parties au différend conformément à l'article 3.21 (Dépens).

ARTICLE 3.10

Tribunal d'appel

1. Un tribunal d'appel permanent est institué; il connaît des appels formés contre les sentences provisoires rendues par le tribunal.

2. Le comité nomme les six membres du tribunal d'appel dès l'entrée en vigueur du présent accord. Aux fins de cette nomination:

a) la partie UE désigne deux membres;

b) Singapour désigne deux membres; et

c) la partie UE et Singapour désignent ensemble deux membres, qui ne peuvent être ressortissants ni de l'un des États membres de l'Union ni de Singapour.

3. Le comité peut décider d'accroître ou de réduire le nombre de membres du tribunal d'appel par multiples de trois. Les nominations supplémentaires sont effectuées sur la même base que celle prévue au paragraphe 2.

4. Les membres du tribunal d'appel possèdent les qualifications requises dans leur pays d'origine pour exercer des fonctions juridictionnelles au plus haut niveau ou sont des juristes de renom. Ils sont spécialistes, par leurs connaissances ou leur expérience, du droit international public. Il est souhaitable qu'ils aient des connaissances spécialisées, plus particulièrement, dans les domaines du droit de l'investissement international, du droit commercial international ou du règlement des différends découlant d'accords internationaux d'investissement ou d'accords commerciaux internationaux.

5. Les membres du tribunal d'appel sont nommés pour un mandat de huit ans. Toutefois, le premier mandat de trois des six personnes nommées dès l'entrée en vigueur du présent accord, à déterminer par tirage au sort, est d'une durée de douze ans. Le mandat de membre peut être renouvelé au moment de l'expiration du mandat de ce membre par une décision du comité. Dès qu'ils deviennent vacants, les postes sont repourvus. Quiconque est nommé pour remplacer une personne dont le mandat n'est pas arrivé à expiration occupe le poste pendant la durée restante du mandat de son prédécesseur. Toute personne qui siège dans une formation du tribunal d'appel au moment de l'expiration de son mandat peut, avec l'autorisation du président du tribunal d'appel, continuer à siéger dans cette formation jusqu'au terme des procédures devant cette formation et est considéré, à cette fin uniquement, comme demeurant membre du tribunal d'appel.

6. Le tribunal d'appel dispose d'un président et d'un vice-président, qui sont responsables des questions d'organisation. Ceux-ci sont nommés pour un mandat de quatre ans et choisis par tirage au sort parmi les membres du tribunal d'appel nommés en application du paragraphe 2, point c). Ils siègent suivant un système de rotation par tirage au sort effectué par le président du comité. Le vice-président remplace le président lorsque celui-ci n'est pas disponible.

7. Le tribunal d'appel examine les affaires en formations de trois membres, lesquels ont été nommés en application, respectivement, du paragraphe 2, point a), b) ou c). La formation est présidée par le membre nommé en application du paragraphe 2, point c).

8. Le président du tribunal d'appel désigne, par rotation, les membres composant la formation du tribunal d'appel saisie de l'appel, en veillant à ce que la composition de chaque formation soit aléatoire et imprévisible et en donnant à tous les membres des possibilités égales de siéger.

9. Le tribunal d'appel arrête ses procédures de travail.

10. Les membres du tribunal d'appel font en sorte d'être disponibles et aptes à exercer les fonctions prévues à la présente section.

11. Afin que leur disponibilité soit garantie, les membres perçoivent une rétribution mensuelle, à laquelle s'ajoutent des honoraires par journée durant laquelle ils siègent en leur qualité de membre, dont le montant est fixé par décision du comité. Le président du tribunal d'appel et, le cas échéant, son vice-président, perçoivent des honoraires pour chaque journée de travail en leur qualité de président du tribunal d'appel en vertu de la présente section.

12. La rétribution mensuelle et les honoraires journaliers du président ou du vice-président du tribunal d'appel lorsqu'ils remplissent effectivement les fonctions de président du tribunal d'appel en vertu de la présente section sont versés à parts égales par les deux parties à l'accord sur un compte géré par le secrétariat du CIRDI. Si une partie à l'accord ne verse pas la rétribution mensuelle ou les honoraires journaliers, l'autre partie à l'accord peut choisir de les acquitter. De tels arriérés demeurent exigibles, avec les intérêts appropriés.

13. Sur décision du comité, la rétribution et les honoraires journaliers peuvent être transformés à titre permanent en salaire régulier. Dans un tel cas, les membres du tribunal d'appel siègent à temps plein et le comité fixe le montant de leur rémunération ainsi que les questions connexes d'organisation. Les membres du tribunal d'appel ne sont dans ce cas pas autorisés à exercer une autre activité professionnelle, rémunérée ou non, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le président du tribunal d'appel.

14. Le secrétariat du CIRDI assure le secrétariat du tribunal d'appel et fournit à celle-ci un soutien approprié. Les frais afférents à ce soutien sont répartis par le tribunal entre les parties au différend conformément à l'article 3.21 (Dépens).

ARTICLE 3.11

Règles d'éthique

1. Les membres du tribunal et du tribunal d'appel sont sélectionnés parmi des personnalités offrant toutes les garanties d'indépendance. Ils n'ont d'attache avec aucune administration[1] et, en particulier, n'acceptent d'instructions d'aucune administration ou organisation en ce qui concerne les questions relatives au différend. Ils ne participent pas à l'examen d'un différend qui donnerait lieu à un conflit d'intérêts direct ou indirect. Les membres respectent l'annexe 7 (Code de conduite à l'intention des membres du tribunal, des membres du tribunal d'appel et des médiateurs). En outre, dès leur nomination, ils s'abstiennent d'agir en qualité d'avocat ou d'expert ou de témoin désigné par une partie à un différend en matière de protection des investissements en instance ou nouvellement introduit au titre du présent accord, de tout autre accord ou du droit interne.

2. Si une partie au différend estime qu'un membre connaît un conflit d'intérêts, elle communique un avis de récusation au président du tribunal ou au président du tribunal d'appel, selon le cas. L'avis de récusation est envoyé dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle la composition de la formation du tribunal ou du tribunal d'appel a été notifiée à la partie au différend, ou dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle cette partie a eu connaissance des faits pertinents, si ces faits ne pouvaient raisonnablement pas être connus d'elle au moment de la constitution de la formation. L'avis de récusation est motivé.

[1] Il est entendu que la perception d'un revenu versé par une administration publique ou le fait d'avoir auparavant été salarié d'une administration publique, ou encore le fait d'avoir des liens familiaux avec une personne percevant un revenu d'une administration publique, ne peut constituer, en soi, un motif d'inéligibilité.

3. Si, dans un délai de 15 jours à compter de la date de l'avis de récusation, le membre en cause décide de ne pas démissionner de la formation, le président du tribunal ou le président du tribunal d'appel, selon le cas, entend les parties au différend et donne au membre en cause la possibilité de présenter des observations, puis rend une décision dans un délai de 45 jours à compter de la réception de l'avis de récusation et en informe sans tarder les parties au différend ainsi que les autres membres de la formation.

4. Lorsque le président du tribunal est mis en cause, le président du tribunal d'appel statue en la matière, et inversement.

5. Sur recommandation motivée du président du tribunal d'appel, les parties à l'accord peuvent, par une décision du comité, décider la révocation d'un membre du tribunal ou du tribunal d'appel, lorsque son comportement est incompatible avec les obligations énoncées au paragraphe 1 et le rend inapte à continuer à siéger au tribunal ou au tribunal d'appel. Si le comportement du président du tribunal d'appel est mis en cause, le président du tribunal de première instance émet la recommandation motivée. Le paragraphe 5 de l'article 3.9 (Tribunal de première instance) et le paragraphe 4 de l'article 3.10 (Tribunal d'appel) s'appliquent *mutatis mutandis* lorsque des postes vacants doivent être pourvus en application du présent paragraphe.

ARTICLE 3.12

Mécanisme multilatéral de règlement des différends

Les parties à l'accord s'emploient, entre elles et de concert avec d'autres partenaires commerciaux intéressés, à mettre en place un tribunal multilatéral des investissements et un mécanisme d'appel aux fins du règlement des différends en matière d'investissements internationaux. Dès la création d'un tel mécanisme multilatéral, le comité envisage l'adoption d'une décision établissant que les différends relatifs aux investissements relevant de la présente section sont tranchés dans le cadre du mécanisme multilatéral, et arrêtant les dispositions transitoires appropriées.

ARTICLE 3.13

Droit applicable et règles d'interprétation

1. Le tribunal décide si le traitement en cause constitue une violation d'une obligation relevant du chapitre deux (Protection des investissements).

2. Sous réserve du paragraphe 3, le tribunal applique le présent accord selon une interprétation conforme à la convention de Vienne sur le droit des traités et à d'autres règles et principes du droit international applicables entre les parties à l'accord[1].

3. Lorsque certaines questions d'interprétation suscitent de graves préoccupations parce qu'elles sont susceptibles d'avoir une incidence sur des matières liées au présent accord, le comité peut, conformément au paragraphe 4, point f), de l'article 4.1 (Comité), adopter une interprétation des dispositions du présent accord. Toute interprétation adoptée par le comité s'impose au tribunal et au tribunal d'appel et toute sentence prononcée doit y être conforme. Le comité peut décider qu'une interprétation a force obligatoire à partir d'une date déterminée.

ARTICLE 3.14

Recours manifestement non fondés

1. Le défendeur peut soulever une exception pour cause de recours manifestement non fondé, 30 jours au plus tard après la constitution d'une formation du tribunal conformément à l'article 3.9 (Tribunal de première instance) et, en tout état de cause, avant la première séance de ladite formation.

[1] Il est entendu que le droit interne des parties à l'accord ne fait pas partie du droit applicable. Lorsque le tribunal est appelé à vérifier le sens d'une disposition du droit interne d'une partie à l'accord en tant que question de fait, il se fonde sur l'interprétation usuelle de cette disposition par les juridictions ou les autorités de cette partie; le sens donné aux dispositions pertinentes du droit interne par le tribunal ne lie pas les juridictions ou les autorités des parties à l'accord. Le tribunal n'est pas compétent pour statuer sur la légalité d'une mesure dont il est allégué qu'elle constitue une violation du présent accord en se fondant sur le droit interne d'une partie à l'accord qui est partie au différend.

2. Le défendeur décrit, de façon aussi précise que possible, les motifs de l'exception qu'il soulève.

3. Après avoir donné aux parties au différend la possibilité de présenter leurs observations sur l'exception, le tribunal rend, à la première séance de la formation du tribunal ou peu de temps après, une décision ou une sentence provisoire sur cette exception.

4. Cette procédure et toute décision du tribunal sont sans préjudice du droit du défendeur de faire valoir, en vertu de l'article 3.15 (Recours dépourvus de fondement en droit) ou en cours d'instance, que le recours est dépourvu de fondement en droit, et ne préjugent pas non plus de la faculté dont jouit le tribunal de se prononcer à titre préliminaire sur d'autres exceptions.

ARTICLE 3.15

Recours dépourvus de fondement en droit

1. Sans préjudice du pouvoir du tribunal de se prononcer sur d'autres exceptions à titre préliminaire ou du droit du défendeur de soulever des exceptions à tout moment opportun, le tribunal examine et tranche à titre préliminaire toute exception soulevée par le défendeur selon laquelle, du point de vue juridique, le recours introduit au titre de l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal) ne serait pas, en tout ou en partie, un recours à l'égard duquel une sentence favorable au requérant peut être rendue en vertu de le présente section, même si les faits allégués étaient considérés comme avérés. Le tribunal peut également examiner d'autres éléments de fait pertinents non litigieux.

2. Toute exception au sens du paragraphe 1 est soumise au tribunal dès que possible après la constitution de la formation compétente et, en tout état de cause, au plus tard à la date pour laquelle le tribunal invite le défendeur à présenter son contre-mémoire ou son mémoire en défense ou, en cas de modification d'une requête, à la date fixée par le tribunal pour que le défendeur réponde à la demande de modification. Une exception ne peut être soulevée en vertu du paragraphe 1 tant qu'une procédure au titre de l'article 3.14 (Recours manifestement non fondés) est en instance, sauf si le tribunal l'autorise après avoir dûment tenu compte des circonstances de l'espèce.

3. Lorsqu'il est saisi d'une exception en application du paragraphe 1 et qu'il ne la considère pas manifestement infondée, le tribunal suspend la procédure au fond, définit un calendrier pour l'examen de l'exception en tenant compte de tout autre calendrier déjà établi pour l'examen d'éventuelles autres questions préliminaires et rend une décision ou une sentence provisoire motivant cette décision ou cette sentence provisoire.

ARTICLE 3.16

Transparence de la procédure

L'annexe 8 (Règles relatives à l'accès du public aux documents, aux audiences et à la possibilité, pour les tiers, de présenter des observations) s'applique aux différends relevant de la présente section.

ARTICLE 3.17

Partie à l'accord non partie au différend

1. Le tribunal accepte ou, après avoir consulté les parties au différend, peut inviter la partie à l'accord non partie au différend à présenter des observations orales ou écrites en ce qui concerne l'interprétation de l'accord.

2. Le tribunal ne tire aucune conclusion de l'absence d'observations ou de réponse à une invitation faite en application du paragraphe 1.

3. Le tribunal veille à ce que les observations éventuellement présentées ne perturbent pas ou n'alourdissent pas indûment la procédure, ni ne causent un préjudice injustifié à aucune des parties au différend.

4. Le tribunal s'assure que les parties au différend ont une possibilité raisonnable de présenter leurs observations sur toutes les observations présentées par la partie à l'accord non partie au différend.

ARTICLE 3.18

Sentences

1. Lorsque le tribunal décide que le traitement litigieux constitue une violation d'une obligation énoncée au chapitre deux (Protection des investissements), il peut ordonner, conjointement ou séparément, les mesures suivantes, à l'exclusion de toute autre[1]:

a) le versement d'une indemnité financière et des intérêts éventuellement applicables; et

b) la restitution de biens, à la condition que le défendeur ait la possibilité, au lieu de procéder à la restitution, de verser une indemnité financière et les intérêts éventuellement applicables, tels que déterminés par le tribunal conformément au chapitre deux (Protection des investissements).

2. Le montant de l'indemnité financière ne peut être supérieur à la perte subie par le requérant ou, le cas échéant, son entreprise établie localement, du fait de la violation des dispositions pertinentes du chapitre deux (Protection des investissements), déduction faite des dommages-intérêts ou indemnités déjà acquittés par la partie à l'accord en cause. Le Tribunal n'accorde pas de dommages-intérêts punitifs.

3. Lorsque le recours a été introduit au nom d'une entreprise établie localement, celle-ci est destinataire de la sentence.

[1] Il est entendu que la sentence est rendue sur le fondement d'une demande déposée par le requérant et après examen de toutes les observations émanant des parties au différend.

4. En règle générale, le tribunal rend une sentence provisoire dans un délai de 18 mois à compter de la date d'introduction du recours. Si le tribunal estime qu'il ne peut pas rendre la sentence provisoire dans un délai de 18 mois, il informe par écrit les parties au différend des motifs du retard et leur indique dans quel délai il estime pouvoir rendre la sentence provisoire. La sentence provisoire devient définitive lorsque 90 jours se sont écoulés après son prononcé et qu'aucune des parties au différend ne l'a contestée devant le tribunal d'appel.

ARTICLE 3.19

Procédure d'appel

1. Chaque partie au différend peut contester une sentence provisoire devant le tribunal d'appel dans les 90 jours qui suivent son prononcé. Les motifs d'appel sont les suivants:

a) erreur du tribunal en ce qui concerne l'interprétation ou l'application du droit applicable;

b) erreur manifeste du tribunal en ce qui concerne l'appréciation des faits, y compris les dispositions juridiques internes pertinentes; ou

c) motifs prévus à l'article 52 de la convention du CIRDI, dans la mesure où ils ne relèvent pas du point a) ou b).

2. Si le tribunal d'appel rejette l'appel, la sentence provisoire devient définitive. Le tribunal d'appel peut également rejeter l'appel selon une procédure accélérée lorsqu'il est évident que celui-ci est manifestement non fondé, auquel cas la sentence provisoire devient définitive.

3. Lorsque le tribunal d'appel accueille l'appel, il modifie ou infirme, totalement ou en partie, les constatations et conclusions juridiques de la sentence provisoire. Le tribunal d'appel renvoie l'affaire au tribunal en indiquant avec précision en quoi il a modifié ou infirmé les constatations ou conclusions pertinentes du tribunal. Le tribunal est lié par les constatations et conclusions du tribunal d'appel et, après avoir entendu les parties au différend s'il y a lieu, rectifie sa sentence provisoire en conséquence. Le tribunal s'efforce de rendre la sentence rectifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date à laquelle l'affaire lui a été renvoyée.

4. En règle générale, la durée de la procédure d'appel ne dépasse pas une période de180 jours, qui est calculée entre la date à laquelle une partie au différend notifie formellement sa décision de faire appel et la date à laquelle le tribunal d'appel rend sa décision. Si le tribunal d'appel estime qu'il ne peut pas rendre sa décision dans un délai de 180 jours, il informe par écrit les parties au différend des motifs du retard et leur indique dans quel délai il estime pouvoir rendre sa décision. La procédure ne devrait en aucun cas dépasser 270 jours.

5. La partie au différend qui fait appel constitue une caution correspondant aux dépens de la procédure d'appel. La partie au différend constitue en outre toute autre garantie que le tribunal d'appel pourrait lui ordonner de constituer.

6. Les dispositions de l'article 3.8 (Financement par un tiers), de l'annexe 8 (Règles relatives à l'accès du public aux documents, aux audiences et à la possibilité, pour les tiers, de présenter des observations), de l'article 3.17 (Partie à l'accord non partie au différend) et de l'article 3.21 (Dépens) s'appliquent *mutatis mutandis* à la procédure d'appel.

ARTICLE 3.20

Indemnité ou autre forme de réparation

Le défendeur ne peut faire valoir, et le tribunal ne peut accepter, comme moyen de défense, de demande reconventionnelle, de droit à compensation ou autre, le fait que le requérant a bénéficié ou va bénéficier d'une indemnité ou d'une autre forme de réparation au titre d'un contrat d'assurance ou de garantie pour la totalité ou une partie de l'indemnité demandée dans le contexte d'un recours introduit au titre de la présente section.

ARTICLE 3.21

Dépens

1. Le tribunal condamne aux dépens la partie au différend qui succombe. À titre exceptionnel, le tribunal peut répartir les dépens entre les parties au différend s'il le juge opportun au regard des circonstances de l'espèce.

2. D'autres coûts raisonnables, notamment les frais de représentation et d'assistance juridiques, sont à la charge de la partie qui succombe, sauf si le tribunal le juge inopportun au regard des circonstances de l'espèce.

3. S'il n'a été fait droit que partiellement aux chefs de demande du requérant, les dépens sont calculés proportionnellement au nombre ou à l'ampleur des chefs de demande accueillis.

4. Lorsque le tribunal a rejeté le recours ou certains chefs de demande en application de l'article 3.14 (Recours manifestement non fondés) ou de l'article 3.15 (Recours dépourvus de fondement en droit), la partie au différend ayant succombé est condamnée à la totalité des dépens afférents à ce recours ou aux chefs de demande pour lesquels elle a succombé, notamment les coûts de la procédure et autres coûts raisonnables, y compris les frais de représentation et d'assistance juridiques.

5. Le comité envisage l'adoption de règles supplémentaires en matière d'honoraires en vue de la détermination du montant maximal des frais de représentation et d'assistance juridiques susceptibles d'être pris en charge par certaines catégories de parties au différend ayant succombé. Lesdites règles supplémentaires sont établies en tenant compte des ressources financières des requérants qui sont des personnes physiques ou des petites ou moyennes entreprises. Le comité s'efforce d'adopter de telles règles supplémentaires au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent accord.

ARTICLE 3.22

Exécution des sentences

1. Toute sentence rendue en application de la présente section ne peut être exécutée qu'à compter du moment où elle est devenue définitive conformément au paragraphe 4 de l'article 3.18 (Sentence), au paragraphe 2 de l'article 3.19 (Procédure d'appel) ou au paragraphe 3 de l'article 3.19 (Procédure d'appel). Les sentences définitives rendues par le tribunal au titre de la présente section lient les parties au différend et ne peuvent être annulées, faire l'objet d'un appel, d'un réexamen ou de toute autre voie de recours[1].

[1] Il est entendu que ce principe n'empêche pas une partie au différend de solliciter auprès du tribunal le réexamen, la rectification ou l'interprétation d'une sentence, par exemple conformément aux articles 50 et 51 de la convention du CIRDI ou aux articles 37 et 38 du règlement d'arbitrage de la CNUDCI, ou à des prescriptions équivalentes d'autres mécanismes, selon celui qui s'applique à la procédure en question.

2. Chaque partie à l'accord reconnaît toute sentence rendue au titre du présent accord comme obligatoire et assure l'exécution, sur son territoire, des obligations pécuniaires que la sentence impose comme s'il s'agissait d'un jugement définitif rendu par une juridiction de ladite partie.

3. L'exécution de la sentence est régie par la législation relative à l'exécution des jugements ou sentences qui est en vigueur là où l'exécution est demandée.

4. Il est entendu que l'article 4.11 (Absence d'effet direct) du chapitre quatre (Dispositions institutionnelles, générales et finales) n'empêche pas la reconnaissance, l'exécution ou le contrôle de l'application des sentences rendues conformément à la présente section.

5. Aux fins de l'article I^{er} de la convention de New York, les sentences définitives rendues conformément à la présente section sont des sentences arbitrales se rapportant à des différends qui sont réputés découler d'une relation ou d'une transaction commerciale.

6. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1, il est entendu que lorsqu'un différend a été soumis à la procédure de règlement au titre du paragraphe 1, point a), de l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal), la sentence définitive rendue conformément à la présente section est considérée comme une sentence au sens de la section 6 du chapitre IV de la convention du CIRDI.

ARTICLE 3.23

Rôle des parties à l'accord

1. Aucune des parties à l'accord n'accorde de protection diplomatique ni n'introduit de recours au niveau international en ce qui concerne tout différend que l'un de ses investisseurs et l'autre partie à l'accord ont consenti à soumettre ou ont soumis au règlement des différends conformément à la présente section, à moins que l'autre partie à l'accord n'ait pas respecté la sentence rendue relativement à ce différend ou ne lui ait pas donné effet. Aux fins du présent paragraphe, la notion de "protection diplomatique" ne comprend pas les échanges diplomatiques informels effectués dans le seul but de faciliter le règlement du différend.

2. Il est entendu que le paragraphe 1 n'empêche pas les parties à l'accord de recourir au règlement des différends en vertu du chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord), à l'égard d'une mesure d'application générale, même s'il est allégué que cette mesure a constitué une violation des dispositions du présent accord en ce qui concerne un investissement particulier pour lequel un recours a été introduit conformément à l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal); ce paragraphe ne porte pas atteinte à l'article 3.17 (Partie à l'accord non partie au différend).

ARTICLE 3.24

Jonction

1. Lorsque plusieurs recours introduits séparément au titre de l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal) portent sur une même question de droit ou de fait et découlent des mêmes situations ou circonstances, une partie à un différend peut demander la constitution d'une formation distincte du tribunal (ci-après dénommée "formation de jonction") et demander que cette formation rende une ordonnance de jonction sous réserve:

a) de l'accord de toutes les parties au différend susceptibles d'être visées par l'ordonnance, auquel cas celles-ci soumettent une demande conjointe conformément au paragraphe 3; ou

b) du respect des dispositions des paragraphes 2 à 12, pour autant qu'un seul défendeur soit susceptible d'être visé par l'ordonnance.

2. Une partie à un différend qui souhaite obtenir une ordonnance de jonction le notifie au préalable aux autres parties au différend susceptibles d'être visées par cette ordonnance. Cette ordonnance précise:

a) le nom et l'adresse de toutes les parties au différend susceptibles d'être visées par l'ordonnance;

b) les recours ou chefs de demande susceptibles d'être visés par l'ordonnance; et

c) les motifs invoqués.

Les parties au différend s'efforcent de s'entendre sur l'ordonnance de jonction sollicitée et sur le mécanisme de règlement des différends à appliquer.

3. Si les parties au différend visées au paragraphe 2 ne sont pas parvenues à s'entendre sur la jonction dans les 30 jours suivant la notification, l'une d'entre elles peut présenter une demande de jonction en application des paragraphes 3 à 7. La demande est faite par écrit et est remise au président du tribunal et à toutes les parties au différend susceptibles d'être visées par l'ordonnance sollicitée. Cette demande comporte:

a) le nom et l'adresse de toutes les parties au différend susceptibles d'être visées par l'ordonnance;

b) les recours ou chefs de demande susceptibles d'être visés par l'ordonnance; et

c) les motifs invoqués.

Si les parties au différend parviennent à s'entendre sur la jonction, elles soumettent une demande conjointe au président du tribunal conformément au présent paragraphe.

4. À moins que le président du tribunal ne constate, dans les 30 jours suivant la réception de la demande faite en application du paragraphe 3, que celle-ci est manifestement dénuée de fondement, une formation de jonction du tribunal est constituée conformément au paragraphe 8 de l'article 3.9 (Tribunal de première instance).

5. La formation de jonction du tribunal procède comme suit:

a) à moins que l'ensemble des parties au différend n'en conviennent autrement, lorsque tous les recours susceptibles d'être visés par l'ordonnance de jonction sollicitée ont été introduits en vertu du même mécanisme de règlement des différends, la formation de jonction se fonde sur le mécanisme en question;

b) si les recours susceptibles d'être visés par l'ordonnance de jonction sollicitée n'ont pas été introduits en vertu du même mécanisme de règlement des différends:

   i) les parties au différend peuvent s'entendre sur un mécanisme de règlement des différends mentionné à l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal), qui s'applique aux instances jointes; ou

   ii) si les parties au différend ne parviennent pas à s'entendre sur un même mécanisme de règlement des différends dans les 30 jours suivant la demande faite en application du paragraphe 3, le règlement d'arbitrage de la CNUDCI s'applique aux instances jointes.

6. Lorsque la formation de jonction est convaincue qu'au moins deux recours introduits au titre de l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal) portent sur une même question de droit ou de fait et découlent des mêmes situations ou circonstances, la formation de jonction peut, dans l'intérêt d'un règlement juste et efficace, notamment pour assurer la cohérence des sentences, et après avoir entendu les parties au différend, par ordonnance:

a) soit se saisir de tout ou partie des recours pour trancher de manière conjointe; ou

b) soit se saisir d'un ou de plusieurs recours lorsqu'elle estime que leur règlement faciliterait celui des autres.

7. Lorsqu'une formation de jonction a été constituée, tout requérant qui a formé un recours en vertu de l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal) et dont le nom ne figure pas dans la demande présentée en application du paragraphe 3 peut adresser une demande écrite à la formation de jonction pour être visé par toute ordonnance rendue conformément au paragraphe 6. Une telle demande doit être conforme aux exigences énoncées au paragraphe 3.

8. À la demande d'une partie au différend, la formation de jonction peut ordonner qu'une procédure engagée devant une formation constituée au titre de l'article 3.9 (Tribunal de première instance) soit suspendue jusqu'à ce qu'elle rende une décision conformément au paragraphe 6, à moins que cette deuxième formation n'ait déjà ajourné l'autre procédure.

9. Une formation du tribunal constituée au titre de l'article 3.9 (Tribunal de première instance) se dessaisit du recours ou des chefs de demande à l'égard desquels une formation de jonction s'est déclarée compétente et la procédure en instance devant une formation constituée au titre de l'article 3.9 (Tribunal de première instance) est suspendue ou ajournée en conséquence.

10. La sentence rendue par la formation de jonction concernant les recours ou chefs de demande dont elle s'est saisie lie les formations établies au titre de l'article 3.9 (Tribunal de première instance) en ce qui concerne ces recours, à compter de la date à laquelle la sentence devient définitive conformément au paragraphe 4 de l'article 3.18 (Sentence), au paragraphe 2 de l'article 3.19 (Procédure d'appel) ou au paragraphe 3 de l'article 3.19 (Procédure d'appel).

11. Un requérant peut retirer de la procédure de règlement un recours ou des chefs de demande visés par la jonction au titre du présent article, à condition qu'il n'introduise pas de nouvelle procédure concernant ce recours ou ces chefs de demande au titre de l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal).

12. À la demande d'une des parties au différend, la formation de jonction peut prendre les mesures qu'elle juge appropriées pour préserver la confidentialité d'informations protégées de cette partie au différend vis-à-vis des autres parties au différend. Ces mesures peuvent comprendre la communication, aux autres parties au différend, de versions expurgées des documents contenant des informations protégées ou des dispositions visant à tenir à huis clos des parties de l'audience.

SECTION B

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ENTRE LES PARTIES À L'ACCORD

ARTICLE 3.25

Champ d'application

La présente section s'applique à tout différend entre les parties concernant l'interprétation et l'application des dispositions du présent accord, sauf disposition contraire expresse.

ARTICLE 3.26

Consultations

1. Les parties s'efforcent de résoudre tout différend né de l'interprétation et de l'application des dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application) en engageant des consultations de bonne foi afin de parvenir à une solution mutuellement convenue.

2. La partie souhaitant engager des consultations présente une demande écrite à l'autre partie avec copie au comité, qui expose les raisons de sa demande de consultations, en précisant les mesures en cause, les dispositions applicables visées à l'article 3.25 (Champ d'application) et les raisons pour lesquelles elles considère les mesures incompatibles avec ces dispositions.

3. Les consultations sont engagées dans les trente jours suivant la date de réception de la demande, sur le territoire de la partie mise en cause, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Elles sont réputées être conclues dans les soixante jours suivant cette date, à moins que les parties n'en conviennent autrement. Les consultations sont confidentielles et sans préjudice des droits que l'une ou l'autre partie pourrait exercer dans toute procédure ultérieure.

4. Dans les cas urgents, les consultations sont engagées dans les quinze jours suivant la date de réception de la demande et sont réputées être conclues dans les trente jours suivant cette date, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

5. Si la partie à laquelle la demande est adressée n'y répond pas dans les dix jours suivant la date de sa réception, ou si les consultations ne sont pas organisées dans les délais prévus respectivement au paragraphe 3 ou au paragraphe 4, ou si les consultations se sont achevées sans qu'une solution mutuellement convenue ait été trouvée, la partie plaignante peut demander l'établissement d'un groupe spécial d'arbitrage, conformément à l'article 3.28 (Ouverture d'une procédure d'arbitrage).

ARTICLE 3.27

Médiation

Chaque partie peut demander l'ouverture d'une procédure de médiation avec l'autre partie conformément à l'annexe 10 (Procédure de médiation relative aux différends entre les parties à l'accord) à l'égard de toute mesure ayant des effets négatifs sur les investissements entre elles.

ARTICLE 3.28

Ouverture d'une procédure d'arbitrage

1. Si les parties ne parviennent pas à régler un différend après avoir recouru aux consultations prévues à l'article 3.26 (Consultations), la partie plaignante peut demander l'établissement d'un groupe spécial d'arbitrage conformément au présent article.

2. La demande d'établissement d'un groupe spécial d'arbitrage est adressée par écrit à la partie mise en cause et au comité. Dans sa demande, la partie plaignante précise la mesure spécifique en cause et explique les raisons pour lesquelles cette mesure pourrait constituer une violation des dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application) de manière suffisamment détaillée pour exposer clairement la base juridique de la plainte.

ARTICLE 3.29

Établissement du groupe spécial d'arbitrage

1. Un groupe spécial d'arbitrage est composé de trois arbitres.

2. Dans un délai de cinq jours à compter de la date de réception, par la partie mise en cause, de la demande visée au paragraphe 1 de l'article 3.28 (Ouverture d'une procédure d'arbitrage), les parties se consultent afin de parvenir à un accord sur la composition du groupe spécial d'arbitrage.

3. Si les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord, dans un délai de dix jours à compter du début des consultations visées au paragraphe 2, sur le choix du président du groupe spécial d'arbitrage, dans un délai de vingt jours à compter du début des consultations visées au paragraphe 2, le président du comité ou son représentant choisit un arbitre qui remplira les fonctions de président par tirage au sort sur la liste visée au paragraphe 1 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres).

4. Si les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord, dans un délai de dix jours à compter du début des consultations visées au paragraphe 2, sur le choix des arbitres:

a) chaque partie peut choisir un arbitre, qui ne pourra exercer les fonctions de président, parmi les personnes figurant sur la liste établie en vertu du paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres), dans un délai de quinze jours à compter du début des consultations visées au paragraphe 2; et

b) si l'une ou l'autre partie ne choisit pas d'arbitre comme prévu au paragraphe 4, point a), le président du comité, ou son représentant, choisit tout arbitre restant par tirage au sort parmi les personnes proposées par cette partie en application du paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres), dans un délai de vingt jours à compter du début des consultations visées au paragraphe 2.

5. Si la liste visée au paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres) n'est pas établie au moment requis aux fins du paragraphe 4:

a) lorsque les deux parties ont proposé des personnes conformément au paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres), chaque partie peut choisir un arbitre, qui ne pourra exercer les fonctions de président, parmi les personnes proposées, dans un délai de quinze jours à compter du début des consultations visées au paragraphe 2. Si une partie ne choisit pas un arbitre, le président du comité, ou son représentant, choisit l'arbitre par tirage au sort parmi les personnes proposées par la partie qui n'a pas choisi son arbitre; ou

b) lorsqu'une seule des deux parties a proposé des personnes conformément au paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres), chaque partie peut choisir un arbitre, qui ne pourra exercer les fonctions de président, parmi les personnes proposées, dans un délai de quinze jours à compter du début des consultations visées au paragraphe 2. Si une partie ne choisit pas un arbitre, le président du comité, ou son représentant, choisit l'arbitre par tirage au sort parmi les personnes proposées.

6. Si la liste visée au paragraphe 1 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres) n'est pas établie au moment requis aux fins du paragraphe 3, le président est choisi par tirage au sort parmi les anciens membres de l'Organe d'appel de l'OMC, lesquels ne seront pas des personnes physiques d'une partie.

7. La date d'établissement du groupe spécial d'arbitrage est la date à laquelle le dernier des trois arbitres est choisi.

8. Les arbitres ne sont remplacés que pour les raisons et selon les procédures détaillées dans les règles 18 à 24 de l'annexe 9 (Règles de la procédure d'arbitrage).

ARTICLE 3.30

Décision préliminaire sur l'urgence

Si une partie le demande, le groupe spécial d'arbitrage peut rendre, dans un délai de dix jours à compter de son établissement, une décision préliminaire sur le caractère urgent d'une affaire.

ARTICLE 3.31

Rapport intermédiaire du groupe spécial

1. Le groupe spécial d'arbitrage remet aux parties un rapport intermédiaire exposant les constatations factuelles, l'applicabilité des dispositions pertinentes du présent accord et les justifications fondamentales de ses constatations et recommandations, au plus tard dans les quatre-vingt-dix jours à compter de sa date d'établissement. Si le groupe spécial d'arbitrage considère que cette date limite ne peut pas être respectée, son président en informe par écrit les parties et le comité, en précisant les raisons du retard et la date à laquelle le groupe prévoit de remettre son rapport intermédiaire. Le rapport intermédiaire ne doit en aucun cas être remis plus de cent vingt jours après la date d'établissement du groupe spécial d'arbitrage.

2. Chacune des parties peut demander par écrit que le groupe spécial d'arbitrage réexamine des aspects particuliers du rapport intermédiaire dans un délai de trente jours à compter de sa notification.

3. Dans les cas urgents, le groupe spécial d'arbitrage s'efforce de remettre son rapport intermédiaire dans la moitié du délai prévu au paragraphe 1, et toute partie peut déposer une demande écrite pour que le groupe spécial d'arbitrage réexamine des aspects particuliers du rapport dans les 15 jours suivant sa notification.

4. Après avoir examiné toute observation écrite des parties concernant le rapport intermédiaire, le groupe spécial d'arbitrage peut modifier son rapport et procéder à tout autre examen qu'il juge utile. Les constatations de la décision finale du groupe spécial comprennent une motivation suffisante des arguments avancés durant la phase de réexamen intermédiaire et répondent clairement aux observations écrites des deux parties.

ARTICLE 3.32

Décision du groupe spécial d'arbitrage

1. Le groupe spécial d'arbitrage remet sa décision aux parties et au comité 150 jours au plus tard à compter de son établissement. S'il considère que cette date limite ne peut pas être respectée, le président du groupe spécial d'arbitrage est tenu d'en informer par écrit les parties et le comité, en précisant les raisons du retard et la date à laquelle le groupe spécial d'arbitrage prévoit de remettre sa décision. La décision ne doit en aucun cas être remise plus de 180 jours après la date d'établissement du groupe spécial d'arbitrage.

2. Dans les cas urgents, le groupe spécial d'arbitrage s'efforce de rendre sa décision dans un délai de soixante-quinze jours à compter de son établissement. La décision ne devrait en aucun cas être remise plus de quatre-vingt-dix jours après la date d'établissement du groupe spécial d'arbitrage.

ARTICLE 3.33

Mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage

Chaque partie prend toutes les mesures nécessaires pour se conformer de bonne foi à la décision du groupe spécial d'arbitrage, les parties s'efforçant de s'entendre sur le délai requis pour la mise en conformité.

ARTICLE 3.34

Délai raisonnable pour la mise en conformité

1. Trente jours au plus tard après que les parties ont été informées de la décision du groupe spécial d'arbitrage, la partie mise en cause notifie à la partie plaignante et au comité le délai qui lui sera nécessaire pour se mettre en conformité avec cette décision (ci-après dénommé "délai raisonnable"), si elle ne peut le faire immédiatement.

2. En cas de désaccord entre les parties sur le délai raisonnable pour la mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage, la partie plaignante demande par écrit au groupe spécial d'arbitrage initial, dans les vingt jours suivant la réception de la notification faite par la partie mise en cause au titre du paragraphe 1, de déterminer la longueur dudit délai. Cette demande est notifiée simultanément à l'autre partie et au comité. Le groupe spécial d'arbitrage initial remet sa décision aux parties et au comité dans un délai de vingt jours à compter de la présentation de la demande.

3. Si un membre du groupe spécial d'arbitrage initial n'est plus disponible, les procédures prévues à l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage) s'appliquent. Le délai de communication de la décision est de trente-cinq jours à compter de la date de présentation de la demande visée au paragraphe 2.

4. La partie mise en cause informe la partie plaignante par écrit des progrès accomplis dans la mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage au moins un mois avant l'expiration du délai raisonnable.

5. Le délai raisonnable peut être prolongé d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 3.35

Examen des mesures prises pour la mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage

1. Avant la fin du délai raisonnable, la partie mise en cause notifie à la partie plaignante et au comité les mesures qu'elle a prises en vue de se conformer à la décision du groupe spécial d'arbitrage.

2. En cas de désaccord entre les parties au sujet de l'existence des mesures notifiées au titre du paragraphe 1 ou de la compatibilité de ces mesures avec les dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application), la partie plaignante peut demander par écrit au groupe spécial d'arbitrage initial de statuer sur la question. Dans sa demande, elle précise la mesure spécifique qui est en cause et les dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application) avec lesquelles, à son avis, cette mesure est incompatible, de manière suffisamment détaillée pour exposer clairement la base juridique de la plainte. Dans sa demande, elle explique également en quoi la mesure en question est incompatible avec les dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application). Le groupe spécial d'arbitrage initial fait connaître sa décision dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de présentation de la demande.

3. Si un membre du groupe spécial d'arbitrage initial n'est plus disponible, les procédures prévues à l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage) s'appliquent. Le délai de communication de la décision est de soixante jours à compter de la date de présentation de la demande visée au paragraphe 2.

ARTICLE 3.36

Mesures temporaires en cas de non-conformité

1. Si la partie mise en cause ne fait pas connaître, avant l'expiration du délai raisonnable, les mesures qu'elle a prises pour se conformer à la décision du groupe spécial d'arbitrage ou si celui-ci estime qu'aucune de ces mesures n'a été prise ou que les mesures communiquées en vertu du paragraphe 1 de l'article 3.35 (Examen des mesures prises pour la mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage) ne sont pas compatibles avec les obligations de ladite partie aux termes des dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application), la partie mise en cause entame des négociations avec la partie plaignante en vue de parvenir à un accord mutuellement acceptable sur la compensation.

2. En l'absence d'accord sur la compensation dans les trente jours suivant l'expiration du délai raisonnable ou dans les trente jours suivant la date de communication de la décision du groupe spécial d'arbitrage visée à l'article 3.35 (Examen des mesures prises pour la mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage) et concluant qu'aucune mesure de mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage n'a été prise ou que la mesure de mise en conformité avec cette décision qui a été prise est incompatible avec les dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application), la partie plaignante est en droit, après notification à l'autre partie et au comité, de prendre des mesures appropriées à concurrence du niveau de l'annulation ou de la réduction des avantages due à la violation. Les mesures à prendre sont indiquées dans la notification. La partie plaignante peut prendre de telles mesures à tout moment après l'expiration d'un délai de dix jours à compter de la date de réception de la notification par la partie mise en cause, à moins que cette dernière n'ait demandé une procédure d'arbitrage conformément au paragraphe 3.

3. Si la partie mise en cause considère que les mesures prises par la partie plaignante ne sont pas équivalentes à l'annulation ou à la réduction des avantages due à la violation, elle peut demander par écrit au groupe spécial d'arbitrage initial de se prononcer sur la question. Une telle demande est notifiée à la partie plaignante et au comité avant l'expiration du délai de dix jours visé au paragraphe 2. Le groupe spécial d'arbitrage initial, après avoir sollicité l'avis d'experts, si nécessaire, notifie sa décision relative au niveau de suspension des obligations aux parties et au comité dans les trente jours suivant la date de présentation de la demande. Les mesures ne sont pas prises tant que le groupe spécial d'arbitrage initial n'a pas notifié sa décision, et toute mesure doit être compatible avec la décision du groupe spécial d'arbitrage.

4. Si un membre du groupe spécial d'arbitrage initial n'est plus disponible, les procédures prévues à l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage) s'appliquent. La décision est communiquée dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de présentation de la demande visée au paragraphe 3.

5. Les mesures prévues par le présent article sont temporaires et sont levées dès lors que:

a) les parties sont parvenues à une solution mutuellement convenue conformément à l'article 3.39 (Solution mutuellement convenue); ou

b) les parties sont parvenues à un accord sur la question de savoir si la mesure notifiée au titre du paragraphe 1 de l'article 3.37 (Examen des mesures prises pour la mise en conformité après l'adoption de mesures temporaires en cas de non-conformité) assure la mise en conformité de la partie mise en cause avec les dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application); ou

c) toute mesure jugée incompatible avec les dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application) a été retirée ou modifiée de manière à la rendre conforme auxdites dispositions, comme l'exige le paragraphe 2 de l'article 3.37 (Examen des mesures prises pour la mise en conformité après l'adoption de mesures temporaires en cas de non-conformité).

ARTICLE 3.37

Examen des mesures prises pour la mise en conformité après l'adoption de mesures temporaires en cas de non-conformité

1. La partie mise en cause notifie à la partie plaignante et au comité toute mesure prise pour se conformer à la décision du groupe spécial d'arbitrage et les informe de sa demande pour qu'il soit mis fin aux mesures appliquées par la partie plaignante.

2. Si les parties ne parviennent pas à un accord sur la question de savoir si la mesure notifiée assure la mise en conformité de la partie mise en cause avec les dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application) dans un délai de trente jours à compter de la date de la notification, la partie plaignante peut demander par écrit au groupe spécial d'arbitrage initial de statuer sur la question. Cette demande est notifiée simultanément à l'autre partie et au comité. Le groupe spécial d'arbitrage notifie sa décision aux parties et au comité dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la date de présentation de la demande. S'il décide que la mesure adoptée pour se conformer à la décision est compatible avec les dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application), les mesures visées à l'article 3.36 (Mesures temporaires en cas de non-conformité) prennent fin.

ARTICLE 3.38

Suspension et clôture des procédures d'arbitrage

1. Le groupe spécial d'arbitrage, à la demande écrite des deux parties, suspend ses travaux à tout moment, pour une période convenue par les parties qui n'excède pas douze mois. Le groupe spécial d'arbitrage reprend ses travaux à l'échéance de cette période convenue à la demande écrite de la partie plaignante, ou avant l'échéance de cette période convenue à la demande écrite des deux parties. Si la partie plaignante ne demande pas la reprise des travaux du groupe spécial d'arbitrage avant l'échéance de la période convenue, la procédure de règlement des différends engagée en vertu de la présente section est réputée close. Sous réserve de l'article 3.45 (Lien avec les obligations découlant de l'accord sur l'OMC), la suspension et la clôture des travaux du groupe spécial d'arbitrage sont sans préjudice des droits que l'une ou l'autre partie pourrait exercer dans le cadre d'une autre procédure.

2. Les parties peuvent, à tout moment, convenir par écrit de mettre un terme à la procédure de règlement des différends engagée en vertu de la présente section.

ARTICLE 3.39

Solution mutuellement convenue

Les parties peuvent à tout moment convenir mutuellement d'une solution à un différend au titre de la présente section. Elles notifient cette solution au comité et au groupe spécial d'arbitrage, s'il a été établi. Si la solution doit être approuvée conformément aux procédures internes de l'une ou l'autre partie, la notification se réfère à cette exigence et la procédure de règlement des différends engagée en vertu de la présente section est suspendue. Si une telle approbation n'est pas exigée, ou après la notification de l'accomplissement de ces procédures internes, la procédure est close.

ARTICLE 3.40

Règles de procédure

1. La procédure de règlement des différends prévue dans la présente section est régie par l'annexe 9 (Règles de la procédure d'arbitrage).

2. Les réunions du groupe spécial d'arbitrage sont ouvertes au public conformément à l'annexe 9 (Règles de la procédure d'arbitrage).

ARTICLE 3.41

Communication d'informations

1. À la demande d'une partie ou de sa propre initiative, le groupe spécial d'arbitrage peut obtenir des informations auprès d'une source quelconque, y compris des parties intéressées au différend, s'il le juge opportun pour la procédure d'arbitrage. Il est également autorisé à solliciter les avis spécialisé d'experts, s'il le juge nécessaire. Le groupe spécial d'arbitrage demande l'avis des parties avant de choisir ces experts. Toute information obtenue de la sorte est communiquée aux parties et soumise à leurs observations.

2. Les personnes physiques et morales établies dans les parties et intéressées à la procédure sont autorisées à soumettre des communications d'*amici curiae* au groupe spécial d'arbitrage conformément à l'annexe 9 (Règles de la procédure d'arbitrage).

ARTICLE 3.42

Règles d'interprétation

Le groupe spécial d'arbitrage interprète les dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application) conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public, et notamment celles codifiées dans la convention de Vienne sur le droit des traités. Lorsqu'une obligation découlant du présent accord est identique à une obligation découlant de l'accord sur l'OMC, le groupe spécial d'arbitrage prend en considération toute interprétation pertinente consacrée par les décisions rendues par l'Organe de règlement des différends de l'OMC (ORD). Les décisions du groupe spécial d'arbitrage ne peuvent pas accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans les dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application).

ARTICLE 3.43

Décisions du groupe spécial d'arbitrage

1. Le groupe spécial d'arbitrage s'efforce de prendre ses décisions par consensus. Toutefois, s'il s'avère impossible de parvenir à une décision par consensus, la question est tranchée à la majorité des voix.

2. Toute décision du groupe spécial d'arbitrage est contraignante pour les parties et ne crée aucun droit ni aucune obligation pour les personnes physiques ou morales. La décision expose les constatations factuelles, l'applicabilité des dispositions pertinentes visées à l'article 3.25 (Champ d'application) et les raisons justifiant ses constatations et conclusions. Le comité rend publique la décision du groupe spécial d'arbitrage dans son intégralité, à moins qu'il n'en décide autrement pour garantir la confidentialité des informations désignées comme confidentielles par l'une ou l'autre partie.

ARTICLE 3.44

Listes d'arbitres

1. Dès l'entrée en vigueur du présent accord, les parties établissent une liste de cinq personnes qui sont disposées et aptes à exercer les fonctions de président du groupe spécial d'arbitrage visé à l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage).

2. Six mois au plus tard après la date d'entrée en vigueur du présent accord, le comité établit une liste d'au moins dix personnes disposées et aptes à exercer les fonctions d'arbitre. Dès l'entrée en vigueur du présent accord, chacune des parties propose au moins cinq personnes susceptibles d'exercer les fonctions d'arbitre.

3. Le comité veille à ce que la liste des personnes susceptibles d'exercer les fonctions de président ou d'arbitre, établie conformément aux paragraphes 1 et 2 respectivement, soit tenue à jour.

4. Les arbitres possèdent une connaissance ou une expérience spécialisée du droit ainsi que du commerce international ou des investissements internationaux, ou du règlement des différends survenant dans le cadre d'accords commerciaux internationaux. Ils sont indépendants, agissent à titre individuel, ne sont liés aux pouvoirs publics d'aucune partie et respectent les dispositions de l'annexe 11 (Code de conduite à l'intention des arbitres et des médiateurs).

ARTICLE 3.45

Lien avec les obligations découlant de l'OMC

1. Le recours aux dispositions de règlement des différends de la présente section est sans préjudice de toute action intentée dans le cadre de l'OMC, y compris une procédure de règlement d'un différend.

2. Nonobstant le paragraphe 1, lorsqu'une partie a engagé une procédure de règlement d'un différend en ce qui concerne une mesure donnée, soit en vertu de la présente section, soit en vertu de l'accord sur l'OMC, elle ne peut engager aucune procédure de règlement de différend concernant la même mesure devant l'autre instance avant l'achèvement de la première procédure. En outre, une partie n'engage pas de procédure de règlement d'un différend tant en vertu de la présente section que de l'accord sur l'OMC, sauf si des obligations substantiellement différentes au titre des deux accords sont en cause, ou à moins que l'instance saisie, pour des raisons procédurales ou juridictionnelles, ne puisse se prononcer sur la demande visant à obtenir réparation pour la violation de cette obligation, pour autant que cette impossibilité de statuer ne soit pas imputable à une absence de diligence de la partie au différend.

3. Aux fins du paragraphe 2:

a) les procédures de règlement des différends en vertu de l'accord sur l'OMC sont réputées ouvertes dès lors qu'une partie demande l'établissement d'un groupe spécial en vertu de l'article 6 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends figurant à l'annexe 2 de l'accord sur l'OMC (ci-après dénommé "mémorandum d'accord sur le règlement des différends") et sont réputées terminées quand l'ORD adopte le rapport du groupe spécial et le rapport de l'Organe d'appel, selon les cas, en vertu de l'article 16 et de l'article 17, paragraphe 14, du mémorandum d'accord sur le règlement des différends; et

b) les procédures de règlement des différends au titre de la présente section sont réputées ouvertes dès lors qu'une partie demande l'établissement d'un groupe spécial d'arbitrage en vertu du paragraphe 1 de l'article 3.28 (Ouverture d'une procédure d'arbitrage) et sont réputées achevées lorsque le groupe spécial d'arbitrage communique sa décision aux parties et au comité en vertu du paragraphe 2 de l'article 3.32 (Décision du groupe spécial d'arbitrage) ou lorsque les parties sont parvenues à une solution mutuellement convenue conformément à l'article 3.39 (Solution mutuellement convenue).

4. Aucune disposition de la présente section ne fait obstacle à la mise en œuvre par une partie d'une suspension de ses obligations autorisée par l'ORD. Ni l'accord sur l'OMC ni l'accord EUSFTA ne peuvent être invoqués pour empêcher une partie de prendre des mesures appropriées au titre de l'article 3.36 (Mesures temporaires en cas de non-conformité) de la présente section.

ARTICLE 3.46

Délais

1. Tous les délais prévus dans la présente section, y compris les délais de notification des décisions des groupes spéciaux d'arbitrage, correspondent au nombre de jours civils suivant les actes ou les faits auxquels ils se rapportent, sauf disposition contraire.

2. Tout délai mentionné dans la présente section peut être modifié d'un commun accord entre les parties.

CHAPITRE QUATRE

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES, GÉNÉRALES ET FINALES

ARTICLE 4.1

Comité

1. Les parties créent un comité, qui comprend des représentants de la partie UE et de Singapour (ci-après dénommé "comité").

2. Le comité se réunit tous les deux ans sur le territoire de l'Union ou à Singapour alternativement, ou sans retard injustifié à la demande de l'une ou l'autre partie. Le comité est coprésidé par le membre de la Commission européenne chargé du commerce et par le ministre du commerce et de l'industrie de Singapour, ou par leurs représentants respectifs. Le comité convient de son calendrier de réunions, fixe son ordre du jour et peut adopter son règlement intérieur.

3. Le comité:

a) veille au bon fonctionnement de l'accord;

b) surveille et facilite la mise en œuvre et l'application du présent accord et contribue à la réalisation de ses objectifs généraux;

c) examine les moyens de renforcer davantage les relations d'investissement entre les parties;

d) examine les difficultés susceptibles de découler de l'application du chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), et envisage les améliorations qui peuvent y être apportées, notamment en fonction de l'expérience acquise et des progrès réalisés au sein d'autres instances internationales;

e) réexamine de manière générale le fonctionnement du chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), notamment en tenant compte de toute question soulevée dans le contexte des efforts déployés pour mettre en place le mécanisme multilatéral de règlement des différends envisagé à l'article 3.12 (Mécanisme multilatéral de règlement des différends);

f) sans préjudice du chapitre trois (Règlement des différends), s'efforce de régler les problèmes susceptibles de se poser dans les domaines visés par le présent accord, ou de résoudre les éventuels différends concernant l'interprétation ou l'application du présent accord; et

g) examine toute autre question présentant un intérêt dans un domaine visé par le présent accord.

4. Le comité peut, si les parties l'y autorisent et après que les exigences et procédures juridiques respectives des parties à l'accord ont été accomplies, prendre les décisions suivantes:

a) nommer les membres du tribunal et du tribunal d'appel en vertu du paragraphe 2 de l'article 3.9 (Tribunal de première instance) et du paragraphe 2 de l'article 3.10 (Tribunal d'appel), augmenter ou diminuer le nombre des membres en vertu du paragraphe 3 de l'article 3.9 et paragraphe 3 de l'article 3.10, ainsi que révoquer un membre du tribunal ou du tribunal d'appel en vertu du paragraphe 5 de l'article 3.11 (Règles d'éthique);

b) fixer la rétribution mensuelle des membres du tribunal et du tribunal d'appel en vertu du paragraphe 12 de l'article 3.9 et du paragraphe 11 de l'article 3.10, ainsi que le montant des honoraires journaliers des membres siégeant dans une formation du tribunal d'appel et des présidents du tribunal et du tribunal d'appel en vertu du paragraphe 12 de l'article 3.10 et du paragraphe 13 de l'article 3.9;

c) convertir en salaire régulier la rétribution mensuelle et les autres honoraires et frais des membres du tribunal et du tribunal d'appel en vertu du paragraphe 15 de l'article 3.9 et du paragraphe 13 de l'article 3.10;

d) établir d'éventuelles dispositions transitoires en vertu de l'article 3.12 (Mécanisme multilatéral de règlement des différends);

e) adopter des règles supplémentaires en matière d'honoraires en vertu du paragraphe 5 de l'article 3.21 (Dépens);

f) adopter des interprétations des dispositions du présent accord, qui sont contraignantes pour les parties et tous les organes créés en vertu du présent accord, notamment le tribunal et le tribunal d'appel visés au chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), ainsi que les groupes spéciaux d'arbitrage visés au chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord); et

g) adopter des dispositions complétant les règles applicables de règlement des différends ou les règles énoncées dans les annexes. De telles dispositions sont contraignantes pour le tribunal et le tribunal d'appel visés au chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), ainsi que pour les groupes spéciaux d'arbitrage visés au chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord).

ARTICLE 4.2

Processus de décision

1. Les parties peuvent prendre des décisions au sein du comité, dans les cas prévus par le présent accord. Les décisions prises au sein du comité sont contraignantes pour les parties, qui prennent les mesures nécessaires à leur exécution.

2. Le comité peut formuler des recommandations appropriées, dans les cas prévus par le présent accord.

3. Le comité arrête ses décisions et formule ses recommandations sur la base d'un accord entre les parties.

ARTICLE 4.3

Modifications

1. Les parties peuvent convenir de modifier le présent accord. Une modification du présent accord entre en vigueur une fois que les parties ont échangé des notifications écrites certifiant qu'elles ont satisfait aux exigences et procédures juridiques applicables respectives, comme le prévoit l'instrument d'amendement.

2. Nonobstant le paragraphe 1, les parties peuvent, au sein du comité, adopter des décisions portant modification du présent accord dans les cas prévus par ce dernier.

ARTICLE 4.4

Exception prudentielle

1. Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme empêchant une partie d'adopter ou de maintenir, pour des raisons prudentielles, des mesures raisonnables tendant notamment:

a) à protéger des investisseurs, des déposants, des preneurs d'assurance ou des personnes bénéficiant d'un droit de garde dû par un fournisseur de services financiers;

b) à préserver la sécurité, la solvabilité, l'intégrité ou la responsabilité financière de fournisseurs de services financiers; ou

c) à garantir l'intégrité et la stabilité de son système financier.

2. Ces mesures ne peuvent être plus rigoureuses que nécessaire pour atteindre leur objectif et ne peuvent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable à l'encontre de fournisseurs de services financiers de l'autre partie par rapport à ses propres fournisseurs de services financiers similaires, ni une restriction déguisée au commerce des services.

3. Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée comme obligeant une partie à divulguer des renseignements en rapport avec les affaires et les comptes de clients ou tout autre renseignement confidentiel ou exclusif en la possession d'entités publiques.

ARTICLE 4.5

Exceptions concernant la sécurité

Aucune disposition du présent accord ne peut être interprétée:

a) comme obligeant une partie à fournir des renseignements dont la divulgation serait, à son avis, contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité;

b) comme empêchant une partie de prendre toute mesure qu'elle juge nécessaire à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité:

   i) se rapportant à la fabrication ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre, ainsi qu'au commerce d'autres marchandises et matériels et aux activités économiques réalisées directement ou indirectement dans le but d'assurer l'approvisionnement de forces armées;

   ii) se rapportant à la fourniture de services destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées;

iii) se rapportant à des matières fissiles ou fusibles ou à des matières qui servent à leur fabrication; ou

iv) décidée en temps de guerre ou face à toute autre situation d'urgence dans les relations internationales ou pour protéger des infrastructures publiques critiques (ceci concerne les communications et les infrastructures d'approvisionnement en eau ou en électricité fournissant des marchandises ou des services essentiels au public) d'atteintes délibérées visant à les neutraliser ou à en perturber le fonctionnement;

c) comme empêchant une partie d'entreprendre toute action pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

ARTICLE 4.6

Fiscalité

1. Le présent accord ne s'applique aux mesures fiscales que dans la mesure où cela est nécessaire pour donner effet aux dispositions du présent accord[1].

[1] On entend par "dispositions du présent accord" les dispositions qui accordent:
a) un traitement non discriminatoire aux investisseurs de la manière et dans la mesure prévues à l'article 2.3 (Traitement national); et
b) une protection aux investisseurs et à leurs investissements contre l'expropriation de la manière et dans la mesure prévues à l'article 2.6 (Expropriation).

2. Aucune disposition du présent accord n'affecte les droits et obligations de l'Union ou de tout État membre de l'Union ou les droits et obligations de Singapour, qui découlent de toute convention fiscale conclue entre l'Union et Singapour ou entre tout État membre de l'Union et Singapour. En cas d'incompatibilité entre le présent accord et une telle convention, cette dernière prime dans la mesure de l'incompatibilité. Dans le cas d'une convention fiscale conclue entre l'Union et Singapour ou entre tout État membre de l'Union et Singapour, il incombe aux seules autorités compétentes dans le cadre de cette convention de déterminer s'il existe une incompatibilité entre le présent accord et ladite convention.

3. Aucune disposition du présent accord ne fait obstacle à ce qu'une partie adopte ou maintienne toute mesure fiscale établissant, sur la base de critères rationnels, une distinction entre des contribuables, par exemple des contribuables qui ne se trouvent pas dans la même situation, en particulier en ce qui concerne leur lieu de résidence ou le lieu où leurs capitaux sont investis[1].

4. Aucune disposition du présent accord ne fait obstacle à l'adoption ou au maintien de toute mesure visant à prévenir la fraude ou l'évasion fiscales en application de dispositions fiscales de conventions visant à éviter la double imposition, d'autres arrangements fiscaux ou de la législation fiscale interne.

[1] Il est entendu que les parties ont toutes deux conscience qu'aucune disposition du présent accord ne fait obstacle ni à l'adoption de toute mesure fiscale poursuivant un objectif de protection sociale ou de santé publique ou d'autres objectifs sociocommunautaires, ou ayant comme visée la stabilité macroéconomique, ni à l'octroi d'avantages fiscaux liés au lieu de constitution et non à la nationalité de la personne ayant la propriété de la société. Les mesures fiscales visant à la stabilité macroéconomique sont des mesures prises en réaction aux fluctuations de l'économie nationale dans le but de réduire ou de prévenir des déséquilibres systémiques qui menacent gravement la stabilité de l'économie nationale.

5. Aucune disposition du présent accord ne fait obstacle à l'application ou au maintien, par Singapour, des mesures fiscales qui sont nécessaires pour protéger ses intérêts publics supérieurs découlant de ses contraintes spécifiques d'espace.

ARTICLE 4.7

Exception spécifique

Aucune disposition du présent accord ne s'applique aux activités exercées par une banque centrale, une autorité monétaire ou toute autre entité publique dans le cadre de l'application de politiques monétaires ou de taux de change.

ARTICLE 4.8

Fonds souverains

Chaque partie encourage ses fonds souverains à respecter les "principes et les pratiques généralement acceptés", dits "principes de Santiago".

ARTICLE 4.9

Divulgation de renseignements

1. Aucune disposition du présent accord n'oblige une partie à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois, serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées.

2. Lorsqu'une partie communique au comité des renseignements qui sont considérés comme étant confidentiels en vertu de ses lois et de sa réglementation, l'autre partie les traite comme tels, à moins que la partie qui a fourni ces renseignements n'en dispose autrement.

ARTICLE 4.10

Exécution des obligations

Les parties prennent les mesures générales ou spécifiques nécessaires à l'exécution des obligations prévues par le présent accord. Elles veillent à ce que les objectifs fixés par l'accord soient atteints.

ARTICLE 4.11

Absence d'effet direct

Il est entendu qu'aucune disposition du présent accord n'est interprétée comme conférant des droits ou imposant des obligations à toute personne, autres que ceux créés entre les parties en vertu du droit international public.

ARTICLE 4.12

Rapports avec d'autres accords

1. Le présent accord fait partie intégrante des relations générales entre l'Union et ses États membres, d'une part, et Singapour, d'autre part, régies par l'accord de partenariat et de coopération et s'inscrit dans un cadre institutionnel commun. Il constitue un accord spécifique donnant effet aux dispositions commerciales et relatives aux investissements de l'accord de partenariat et de coopération.

2. Il est entendu par les parties qu'aucune disposition du présent accord ne les oblige à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'accord sur l'OMC.

3. a) Dès l'entrée en vigueur du présent accord, les accords conclus entre des États membres de l'Union et Singapour qui sont énumérés à l'annexe 5 (Accords visés à l'article 4.12), ainsi que les droits et obligations qui en découlent, cessent d'être appliqués; ils sont annulés et remplacés par le présent accord.

b) En cas d'application provisoire du présent accord en vertu du paragraphe 4 de l'article 4.15 (Entrée en vigueur), l'application des dispositions des accords énumérés à l'annexe 5 (Accords mentionnés à l'article 4.12), ainsi que des droits et obligations qui en découlent, est suspendue à partir de la date d'application provisoire. Si l'application provisoire du présent accord prend fin sans que celui-ci entre en vigueur, la suspension est levée et les accords énumérés à l'annexe 5 (Accords mentionnés à l'article 4.12) redeviennent applicables.

c) Nonobstant le paragraphe 3, points a) et b), un recours peut être introduit au titre des dispositions d'un accord énuméré à l'annexe 5 (Accords mentionnés à l'article 4.12), en ce qui concerne un traitement accordé alors que ledit accord était en vigueur, conformément aux règles et procédures établies par cet accord, et à condition qu'il ne se soit pas écoulé plus de trois ans depuis la date de suspension de l'accord en application du paragraphe 3, point b), ou, si l'accord n'a pas été suspendu en vertu du paragraphe 3, point b), depuis la date d'entrée en vigueur du présent accord.

d) Nonobstant le paragraphe 3, points a) et b), si l'application provisoire du présent accord prend fin sans que celui-ci entre en vigueur, un recours peut être introduit conformément au chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), en ce qui concerne un traitement accordé au cours de la période d'application provisoire du présent accord, pour autant qu'il ne se soit pas écoulé plus de trois ans depuis la date de cessation de l'application provisoire.

Aux fins du présent paragraphe, la définition du terme "entrée en vigueur du présent accord" visée au paragraphe 4, point d), de l'article 4.15 (Entrée en vigueur) ne s'applique pas.

ARTICLE 4.13

Application territoriale

Le présent accord s'applique:

a) en ce qui concerne la partie UE, aux territoires auxquels le traité sur l'Union européenne et le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne s'appliquent et dans les conditions définies dans ces traités; et

b) en ce qui concerne Singapour, à son territoire.

Les références au "territoire" figurant dans le présent accord sont comprises dans ce sens, sauf disposition contraire expresse.

ARTICLE 4.14

Annexes et clauses interprétatives

Les annexes et clauses interprétatives font partie intégrante du présent accord.

ARTICLE 4.15

Entrée en vigueur

1. Le présent accord est approuvé par les parties conformément à leurs propres procédures.

2. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les parties ont échangé des notifications écrites certifiant qu'elles ont satisfait à leurs exigences et procédures juridiques applicables respectives pour l'entrée en vigueur du présent accord. Les parties peuvent convenir d'une autre date.

3. Les notifications sont adressées au secrétariat général du Conseil de l'Union et au directeur du service Amérique du Nord et Europe du ministère du commerce et de l'industrie de Singapour, ou à leurs successeurs respectifs.

4. a) Le présent accord peut s'appliquer à titre provisoire si les parties en conviennent. Dans ce cas, l'accord s'applique dès le premier jour du mois suivant la date à laquelle l'Union et Singapour se sont notifié l'accomplissement de leurs procédures pertinentes respectives. Les parties peuvent convenir d'une autre date.

b) Si certaines dispositions du présent accord ne peuvent être appliquées à titre provisoire, la partie qui est dans l'incapacité de procéder à l'application provisoire informe l'autre partie des dispositions qui ne peuvent être appliquées à titre provisoire.

Nonobstant le paragraphe 4, point a), et à condition que l'autre partie ait accompli les procédures nécessaires et ne s'oppose pas à l'application provisoire dans les dix jours qui suivent la notification du fait que certaines dispositions ne peuvent être provisoirement appliquées, les dispositions du présent accord qui n'ont pas fait l'objet d'une notification sont appliquées à titre provisoire dès le premier jour du mois suivant la notification.

c) L'Union ou Singapour peuvent mettre fin à l'application provisoire par avis écrit adressé à l'autre partie. Cette dénonciation prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la notification.

d) Si le présent accord ou certaines de ses dispositions sont appliqués à titre provisoire, l'expression "entrée en vigueur du présent accord" s'entend de la date d'application provisoire. Le comité peut exercer ses fonctions durant l'application provisoire du présent accord. Toutes les décisions adoptées dans l'exercice de ces fonctions cessent d'être applicables uniquement s'il est mis fin à l'application provisoire du présent accord ou si le présent accord n'entre pas en vigueur.

ARTICLE 4.16

Durée

1. Le présent accord est conclu pour une durée illimitée.

2. Soit la partie UE, soit Singapour peut notifier par écrit à l'autre partie son intention de dénoncer le présent accord.

3. Cette dénonciation prend effet six mois après la notification visée au paragraphe 2, sans préjudice de l'article 4.17 (Dénonciation).

4. Dans les 30 jours suivant la remise d'une notification au titre du paragraphe 2, chaque partie peut demander des consultations sur la question de savoir si la dénonciation d'une disposition du présent accord devrait prendre effet à une date ultérieure à celle prévue au paragraphe 3. Ces consultations commencent dans un délai de 30 jours à compter du dépôt d'une telle demande par une partie.

ARTICLE 4.17

Dénonciation

En cas de dénonciation du présent accord conformément à l'article 4.16 (Durée), le présent accord continue à produire ses effets durant une nouvelle période de vingt ans à compter de cette date en ce qui concerne les investissements visés effectués avant la date de dénonciation du présent accord. Le présent article ne s'applique pas s'il est mis fin à l'application provisoire du présent accord et que celui-ci n'entre pas en vigueur.

ARTICLE 4.18

Adhésion de nouveaux États membres à l'Union

1. L'Union notifie à Singapour, sans retard injustifié, toute demande d'adhésion d'un pays tiers à l'Union.

2. Pendant le déroulement des négociations entre l'Union et un pays candidat à l'adhésion, l'Union s'efforce:

a) de fournir, dans la mesure du possible, à Singapour, à sa demande toute information concernant toute question visée par le présent accord; et

b) de prendre en considération les préoccupations exprimées par Singapour.

3. L'Union informe dès que possible Singapour de l'issue des négociations d'adhésion avec un pays candidat et notifie à Singapour l'entrée en vigueur de toute adhésion à l'Union.

4. Dans le cadre du comité et suffisamment à l'avance par rapport à la date d'adhésion d'un pays tiers à l'Union, les parties examinent les possibles effets d'une telle adhésion sur le présent accord. Les parties peuvent, sur décision du comité, mettre en place les adaptations ou les modalités de transition nécessaires.

5. Tout nouvel État membre de l'Union adhère au présent accord en déposant un acte d'adhésion au présent accord auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union ainsi qu'auprès du directeur du service Amérique du Nord et Europe du ministère du commerce et de l'industrie de Singapour, ou de leurs successeurs respectifs.

ARTICLE 4.19

Textes faisant foi

Le présent accord est établi en double exemplaire en langues allemande, anglaise, bulgare, croate, danoise, espagnole, estonienne, finnoise, française, grecque, hongroise, italienne, lettone, lituanienne, maltaise, néerlandaise, polonaise, portugaise, roumaine, slovaque, slovène, suédoise et tchèque, chacun de ces textes faisant également foi.

INVESTERINGBESCHERMINGSOVEREENKOMST
TUSSEN DE EUROPESE UNIE
EN HAAR LIDSTATEN, ENERZIJDS,
EN DE REPUBLIEK SINGAPORE,
ANDERZIJDS,

DE EUROPESE UNIE (hierna "de Unie" genoemd),

HET KONINKRIJK BELGIË,

DE REPUBLIEK BULGARIJE,

DE TSJECHISCHE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK DENEMARKEN,

DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND,

DE REPUBLIEK ESTLAND,

IERLAND,

DE REPUBLIEK KROATIË,

DE HELLEENSE REPUBLIEK,

HET KONINKRIJK SPANJE,

DE FRANSE REPUBLIEK,

DE ITALIAANSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK CYPRUS,

DE REPUBLIEK LETLAND,

DE REPUBLIEK LITOUWEN,

HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,

HONGARIJE,

DE REPUBLIEK MALTA,

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,

DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,

DE REPUBLIEK POLEN,

DE PORTUGESE REPUBLIEK,

ROEMENIË,

DE REPUBLIEK SLOVENIË,

DE SLOWAAKSE REPUBLIEK,

DE REPUBLIEK FINLAND,

HET KONINKRIJK ZWEDEN, en

HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND,

enerzijds, en

DE REPUBLIEK SINGAPORE (hierna "Singapore" genoemd),

anderzijds,

hierna gezamenlijk "de partijen" of afzonderlijk "partij" genoemd,

ERKENNENDE dat zij een langdurig en sterk partnerschap hebben, dat is gebaseerd op de gemeenschappelijke beginselen en waarden die zijn weergegeven in de Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Singapore, anderzijds (hierna "EUSPCA" genoemd), alsmede belangrijke economische, handels- en investeringsbanden, die onder meer tot uiting komen in de Vrijhandelsovereenkomst tussen de Europese Unie en de Republiek Singapore (hierna de "EUSFTA" genoemd);

GELEID DOOR DE WENS, consistent met het kader van hun algemene betrekkingen, hun banden verder aan te halen, en ervan overtuigd dat deze overeenkomst een nieuw klimaat voor de verdere ontwikkeling van de wederzijdse investeringen door de partijen tot stand zal brengen;

ERKENNENDE dat deze overeenkomst het streven naar regionale economische integratie aanvult en bevordert;

VASTBESLOTEN hun economische, handels- en investeringsbanden aan te halen met eerbiediging van het doel van een in economisch, sociaal en ecologisch opzicht duurzame ontwikkeling, en investeringen te bevorderen op een wijze die strookt met hoge beschermingsniveaus voor milieu en werknemers en de desbetreffende internationaal erkende normen en overeenkomsten waarbij zij partij zijn;

OPNIEUW BEVESTIGENDE dat zij gehecht zijn aan de beginselen van duurzame ontwikkeling en transparantie die tot uiting komen in de EUSFTA;

OPNIEUW BEVESTIGENDE dat elk van beide partijen het recht heeft maatregelen vast te stellen en te handhaven die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van legitieme beleidsdoelstellingen op onder meer sociaal, milieu- en veiligheidsgebied alsmede op het gebied van de volksgezondheid en openbare veiligheid en ter bevordering en bescherming van culturele diversiteit;

OPNIEUW BEVESTIGENDE dat zij het Handvest van de Verenigde Naties, ondertekend te San Francisco op 26 juni 1945, en de beginselen van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens, door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties vastgesteld op 10 december 1948, ten volle onderschrijven;

ERKENNENDE dat transparantie in de internationale handel en investeringen van belang is voor alle betrokkenen;

VOORTBOUWEND op hun respectieve rechten en verplichtingen ingevolge de WTO-Overeenkomst en andere multilaterale, regionale en bilaterale overeenkomsten en akkoorden waarbij zij partij zijn, met name de EUSFTA,

ZIJN HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN:

HOOFDSTUK EEN

DOELSTELLING EN ALGEMENE DEFINITIES

ARTIKEL 1.1

Doelstelling

Deze overeenkomst heeft tot doel het investeringsklimaat tussen de partijen te verbeteren volgens de bepalingen van deze overeenkomst.

ARTIKEL 1.2

Definities

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verstaan onder:

1. "onder de overeenkomst vallende investering": een investering die een onder de overeenkomst vallende investeerder van de ene partij rechtstreeks of onrechtstreeks in eigendom heeft of waarover hij rechtstreeks of onrechtstreeks zeggenschap uitoefent op het grondgebied van de andere partij[1];

[1] Voor alle duidelijkheid: investeringen "op het grondgebied van de andere partij" omvatten ook investeringen in een exclusieve economische zone of op het continentaal plat als bedoeld in het op 10 december 1982 tot stand gekomen Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van de zee.

2. "investering": elke vorm van activa die de kenmerken van een investering bezit; deze kenmerken zijn onder meer de vastlegging van kapitaal of andere middelen, de verwachting van winst of voordelen, risico-overname of een zekere duur. Investeringen kunnen onder meer de volgende vormen aannemen:

a) lichamelijke of onlichamelijke, roerende of onroerende zaken alsook alle andere eigendomsrechten, zoals huur-, hypotheek-, retentie- en pandrechten;

b) een onderneming, een filiaal daaronder begrepen, aandelen en andere vormen van deelneming in het aandelenkapitaal van een onderneming, met inbegrip van daarvan afgeleide rechten;

c) obligaties, niet-gegarandeerde schuldbekentenissen en leningen alsmede andere schuldbewijzen, met inbegrip van daarvan afgeleide rechten;

d) andere financiële activa, met inbegrip van derivaten, futures en opties;

e) sleutelklaar-, bouw-, beheers-, productie-, concessie-, inkomstendelings- en andere soortgelijke contracten;

f) geldvorderingen of aanspraken op andere activa of op contractuele prestaties met een economische waarde;

g) intellectuele-eigendomsrechten[1] en goodwill; en

h) vergunningen, machtigingen, toestemmingen en soortgelijke rechten toegekend krachtens intern recht, met inbegrip van concessies voor de prospectie, ontginning, winning of exploitatie van natuurlijke hulpbronnen[2].

Alle rendement dat wordt geïnvesteerd, wordt als investering beschouwd en elke wijziging van de vorm waarin activa worden geïnvesteerd of geherinvesteerd laat de kwalificatie daarvan als investering onverlet.

3. "onder de overeenkomst vallende investeerder": een natuurlijke persoon[3] of een rechtspersoon van een partij die een investering op het grondgebied van de andere partij heeft verricht;

---

[1] Onder "intellectuele-eigendomsrechten" wordt verstaan:
a) alle categorieën intellectuele eigendom die vallen onder deel II, titels 1 tot en met 7, van de Overeenkomst inzake de handelsaspecten van de intellectuele eigendom die is vervat in Bijlage 1C van de WTO-Overeenkomst (hierna "TRIPs-Overeenkomst" genoemd), namelijk:
   i) auteursrecht en naburige rechten;
   ii) octrooien (waartoe in het geval van de Unie ook rechten behoren die van aanvullende beschermingscertificaten zijn afgeleid);
   iii) handelsmerken;
   iv) modellen;
   v) ontwerpen voor schakelpatronen (topografieën) van geïntegreerde schakelingen;
   vi) geografische aanduidingen;
   vii) bescherming van niet-openbaargemaakte informatie; en
b) kwekersrechten.

[2] Voor alle duidelijkheid: een beschikking of uitspraak in het kader van een gerechtelijke of administratieve procedure vormt als zodanig geen investering.

[3] De term "natuurlijke persoon" omvat ook natuurlijke personen met vaste woon- of verblijfplaats in Letland die geen burger van Letland of van een andere staat zijn, maar die op grond van de wet- en regelgeving van Letland recht hebben op een paspoort voor niet-staatsburgers (vreemdelingenpaspoort).

4. "natuurlijk persoon uit een partij": een onderdaan van Singapore of van een van de lidstaten van de Unie volgens hun respectieve wetgeving;

5. "rechtspersoon": elke juridische entiteit, naar toepasselijk recht opgericht of anderszins georganiseerd, al dan niet met winstoogmerk, en in eigendom van particulieren of van de overheid, met inbegrip van vennootschappen, trusts, maatschappen, joint ventures, eenmanszaken of verenigingen;

6. "rechtspersoon van de Unie" respectievelijk "rechtspersoon van Singapore": een naar het recht van de Unie of een lidstaat van de Unie respectievelijk het recht van Singapore opgerichte rechtspersoon die zijn statutaire zetel, zijn hoofdbestuur[1] of zijn hoofdvestiging op het grondgebied van de Unie respectievelijk Singapore heeft. Een rechtspersoon die alleen zijn statutaire zetel of zijn hoofdbestuur op het grondgebied van de Unie respectievelijk Singapore heeft, wordt niet als rechtspersoon van de Unie respectievelijk rechtspersoon van Singapore beschouwd, tenzij hij betrokken is bij omvangrijke zakelijke transacties[2] op het grondgebied van de Unie respectievelijk het grondgebied van Singapore;

---

[1] Onder "hoofdbestuur" wordt verstaan het hoofdkantoor waar de uiteindelijke besluitvorming plaatsvindt.

[2] Naar de opvatting van de EU-partij komt het begrip "daadwerkelijke en duurzame band" met de economie van een lidstaat van de Unie, dat is verankerd in artikel 54 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, overeen met het begrip "omvangrijke zakelijke transacties". Dienovereenkomstig breidt de EU-partij de uit deze overeenkomst voortvloeiende voordelen enkel uit naar een naar het recht van Singapore opgerichte rechtspersoon die alleen zijn statutaire zetel of zijn hoofdbestuur op het grondgebied van Singapore heeft, indien die rechtspersoon een daadwerkelijke en duurzame economische band met de economie van Singapore heeft.

7. "maatregel": elke wet, regeling, procedure, eis of praktijk;

8. door een partij vastgestelde of gehandhaafde "behandeling" of "maatregel"[1]: ook elke behandeling door of maatregel van:

   a) centrale, regionale of lokale overheden of autoriteiten, en

   b) niet-gouvernementele instanties bij de uitoefening van door centrale, regionale of lokale overheden of autoriteiten gedelegeerde bevoegdheden;

9. "rendement": alle bedragen verkregen uit of door investeringen of herinvesteringen, met inbegrip van winsten, dividenden, kapitaalwinsten, royalty's, rente, betalingen in verband met intellectuele-eigendomsrechten, betalingen in natura en alle andere wettelijke inkomsten;

10. "vrij converteerbare valuta": een valuta die op grote schaal op internationale deviezenmarkten verhandeld en bij internationale transacties gebruikt wordt;

11. "vestiging":

   a) de oprichting, overname of instandhouding van een rechtspersoon, of

   b) de oprichting of instandhouding van een filiaal of vertegenwoordiging,

   met het oogmerk duurzame economische banden tot stand te brengen of in stand te houden op het grondgebied van een partij met als doel een economische activiteit uit te oefenen;

[1] Voor alle duidelijkheid: de partijen zijn het erover eens dat het begrip "behandeling" of "maatregel" ook niet-handelen omvat.

12. "economische activiteit": alle activiteiten van economische aard, behoudens activiteiten die worden uitgeoefend in het kader van de uitoefening van overheidsgezag, d.w.z. activiteiten die noch op commerciële grondslag, noch in concurrentie met een of meer marktdeelnemers worden uitgeoefend;

13. "EU-partij": de Unie of haar lidstaten of de Unie en haar lidstaten binnen de grenzen van hun respectieve bevoegdheden zoals deze voortvloeien uit het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

HOOFDSTUK TWEE

BESCHERMING VAN INVESTERINGEN

ARTIKEL 2.1

Toepassingsgebied

1. Dit hoofdstuk is van toepassing op onder de overeenkomst vallende investeerders en op onder de overeenkomst vallende investeringen die zijn verricht in overeenstemming met het toepasselijke recht, ongeacht of deze investeringen vóór of na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst zijn verricht[1].

2. Onverminderd de overige bepalingen van deze overeenkomst is artikel 2.3 (Nationale behandeling) niet van toepassing op door een partij toegekende subsidies, waaronder door de overheid gesteunde leningen, borgstellingen en verzekeringen.

[1] Voor alle duidelijkheid: dit hoofdstuk is niet van toepassing op de behandeling door een partij van onder de overeenkomst vallende investeerders of onder de overeenkomst vallende investeringen vóór de inwerkingtreding van deze overeenkomst.

3. Artikel 2.3 (Nationale behandeling) is niet van toepassing op:

a) de verwerving door overheidsinstanties van goederen of diensten aangekocht voor overheidsdoeleinden en niet met het oog op commerciële wederverkoop of het gebruik bij de levering van goederen of diensten voor commerciële verkoop, of

b) audiovisuele diensten;

c) activiteiten die op het respectieve grondgebied van de partijen worden uitgevoerd bij de uitoefening van overheidsgezag. In deze overeenkomst wordt onder een bij de uitoefening van overheidsgezag uitgevoerde activiteit verstaan: elke activiteit die noch op commerciële grondslag, noch in concurrentie met een of meer verrichters van activiteiten wordt uitgevoerd.

ARTIKEL 2.2

Investeringen en regelgevingsmaatregelen

1. De partijen herbevestigen hun recht op hun respectieve grondgebied regelgeving vast te stellen ter verwezenlijking van legitieme beleidsdoelstellingen, zoals bescherming van de volksgezondheid, de sociale diensten, het openbaar onderwijs, de veiligheid, het milieu of de openbare zeden, sociale of consumentenbescherming, eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer en gegevensbescherming, en de bevordering en bescherming van de culturele verscheidenheid.

2. Voor alle duidelijkheid: dat een partij, onder meer door een wijziging van haar wetgeving, regelgeving vaststelt op een wijze die een negatieve uitwerking op een investering heeft of ingrijpt in de verwachtingen van een investeerder, waaronder zijn winstverwachtingen, vormt op zich geen schending van een verplichting uit hoofde van dit hoofdstuk.

3. Voor alle duidelijkheid: het besluit van een partij om een subsidie niet toe te kennen, te verlengen of te handhaven

a) wanneer een naar intern recht of bij overeenkomst vastgelegde specifieke verbintenis om die subsidie toe te kennen, te verlengen of te handhaven ontbreekt, of

b) wanneer het besluit wordt genomen in overeenstemming met de aan de toekenning, verlenging of handhaving van de subsidie verbonden voorwaarden, indien van toepassing,

levert geen schending van de bepalingen van dit hoofdstuk op.

4. Voor alle duidelijkheid: niets in dit hoofdstuk mag zodanig worden uitgelegd dat een partij wordt belet de toekenning van een subsidie[1] te beëindigen of te verzoeken om terugbetaling daarvan, wanneer een dergelijke maatregel is gelast door een bevoegd gerecht, administratief gerecht of een andere bevoegde autoriteit[2], of dat die partij verplicht is de investeerder daarvoor te compenseren.

---

[1] In het geval van de EU-partij omvat "subsidie" ook "staatssteun" zoals gedefinieerd in het EU-recht.

[2] In het geval van de EU-partij zijn de autoriteiten die bevoegd zijn om de in artikel 2.2, lid 4, bedoelde maatregelen te gelasten de Europese Commissie of een rechter van een lidstaat die het EU-recht inzake staatssteun toepast.

ARTIKEL 2.3

Nationale behandeling

1. Elk van beide partijen behandelt de onder de overeenkomst vallende investeerders van de andere partij en hun onder de overeenkomst vallende investeringen met betrekking tot de verrichting, het beheer, de uitvoering, het aanhouden, het gebruik, het genot en de verkoop of een andere wijze van vervreemding van hun investeringen in vergelijkbare situaties op haar grondgebied niet minder gunstig dan haar eigen investeerders en hun investeringen.

2. Onverminderd het bepaalde in lid 1 kan elk van beide partijen alle maatregelen vaststellen of handhaven met betrekking tot de werking, het beheer, de leiding, de instandhouding, het gebruik, het genot en de verkoop of een andere wijze van vervreemding van een vestiging die niet strijdig zijn met verbintenissen die zijn opgenomen in haar Lijst van specifieke verbintenissen in bijlage 8-A respectievelijk bijlage 8-B bij hoofdstuk 8 (Diensten, vestiging en elektronische handel) van de EUSFTA[1], wanneer het bij een dergelijke maatregel gaat om:

a) een maatregel die op of vóór de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst is vastgesteld;

[1] Er bestaat overeenstemming dat maatregelen "die niet strijdig zijn met de verbintenissen die zijn opgenomen in de Lijst van specifieke verbintenissen van een partij in bijlage 8-A respectievelijk bijlage 8-B bij hoofdstuk 8 (Diensten, vestiging en elektronische handel) van de EUSFTA" alle maatregelen met betrekking tot alle sectoren omvatten die niet in die lijst zijn opgenomen alsmede alle maatregelen die niet strijdig zijn met enige voorwaarde of beperking die of enig voorbehoud dat met betrekking tot enige sector in de respectieve lijsten is opgenomen, ongeacht of een dergelijke maatregel gevolgen heeft voor de "vestiging" zoals omschreven in artikel 8.8 (Definities), onder d), van de EUSFTA.

b) een maatregel als bedoeld onder a), die na de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst wordt voortgezet, vervangen of gewijzigd, op voorwaarde dat de maatregel na de voortzetting, vervanging of wijziging niet minder verenigbaar is met lid 1 dan vóór de voortzetting, vervanging of wijziging ervan, of

c) een andere maatregel dan als bedoeld onder a) of b), op voorwaarde dat die maatregel niet wordt toegepast ten aanzien van onder de overeenkomst vallende investeringen die op het grondgebied van de partij worden verricht vóórdat die maatregel van kracht wordt, dan wel niet wordt toegepast op een manier waaruit schade of nadeel[1] voor die investeringen voortvloeit.

3. Onverminderd het bepaalde in de leden 1 en 2 kan een partij maatregelen vaststellen of handhaven waarbij de onder de overeenkomst vallende investeerders of de onder de overeenkomst vallende investeringen van de andere partij in vergelijkbare situaties minder gunstig dan haar eigen investeerders of hun investeringen worden behandeld, op voorwaarde dat die maatregelen niet zodanig worden toegepast dat zij op haar grondgebied een middel tot willekeurige of ongerechtvaardigde discriminatie ten aanzien van de onder de overeenkomst vallende investeerders of de onder de overeenkomst vallende investeringen van de andere partij dan wel een verkapte beperking van de onder de overeenkomst vallende investeringen vormen, wanneer die maatregelen:

a) noodzakelijk zijn ter bescherming van de openbare veiligheid of de openbare zeden of voor het handhaven van de openbare orde[2];

---

[1] Voor de toepassing van lid 2, onder c), bestaat er overeenstemming dat bij de beoordeling van de vraag of uit een maatregel schade of nadeel voortvloeit voor onder de overeenkomst vallende investeringen die worden verricht vóórdat die maatregel van kracht wordt, rekening moet worden gehouden met factoren zoals het feit dat een partij heeft voorzien in een redelijke periode voor de geleidelijke invoering van de maatregel of dat een partij andere pogingen heeft ondernomen om de gevolgen van de maatregel voor de onder de overeenkomst vallende investeringen verricht vóórdat die maatregel van kracht wordt, op te vangen.

[2] De uitzondering betreffende de openbare orde mag slechts worden ingeroepen in geval van een daadwerkelijke en voldoende ernstige bedreiging van de fundamentele belangen van de samenleving.

b) noodzakelijk zijn ter bescherming van het leven of de gezondheid van mens, dier of plant;

c) betrekking hebben op de instandhouding van niet-duurzame natuurlijke hulpbronnen, mits die maatregelen met beperkingen voor interne investeerders of investeringen gepaard gaan;

d) noodzakelijk zijn ter bescherming van nationaal artistiek, historisch of archeologisch erfgoed;

e) noodzakelijk zijn voor de handhaving van wet- en regelgeving die niet strijdig is met de bepalingen van dit hoofdstuk, met inbegrip van die betreffende:

   i) het voorkómen van misleidende of frauduleuze praktijken of op middelen om de gevolgen van de niet-nakoming van contracten te compenseren;

   ii) het beschermen van de privacy van personen met betrekking tot de verwerking en verspreiding van persoonsgegevens en het beschermen van de vertrouwelijkheid van individuele dossiers en rekeningen;

   iii) de veiligheid;

f) bedoeld zijn om directe belastingen op doeltreffende of billijke wijze[1] te kunnen opleggen of innen ten aanzien van investeerders of investeringen van de andere partij.

[1] Maatregelen die bedoeld zijn om directe belastingen op doeltreffende of billijke wijze te kunnen opleggen of innen omvatten maatregelen die een partij op grond van haar belastingstelsel neemt en die:

a) van toepassing zijn op niet-ingezeten investeerders of door hen verrichte investeringen, gezien het feit dat de fiscale verplichtingen van niet-ingezetenen worden vastgesteld op grond van belastbare feiten die hun oorsprong vinden of geschieden op het grondgebied van de partij;

b) van toepassing zijn op niet-ingezetenen om ervoor te zorgen dat belastingen op het grondgebied van de partij kunnen worden opgelegd of geïnd;

c) van toepassing zijn op niet-ingezetenen of ingezetenen ter voorkoming van belastingontwijking of -ontduiking, handhavingsbepalingen daaronder begrepen;

d) van toepassing zijn investeringen die op of vanaf het grondgebied van de andere partij worden verricht, om ervoor te zorgen dat door die gebruikers verschuldigde belastingen die hun bron op het grondgebied van de partij hebben, kunnen worden opgelegd of geïnd;

e) een onderscheid maken tussen enerzijds investeerders of investeringen die aan belasting onderworpen zijn ter zake van wereldwijd belastbare feiten, en anderzijds andere investeerders of investeringen, gezien het verschil in de aard van de heffingsgrondslag tussen hen; of

f) inkomen, winst, voordeel, verlies, aftrek of krediet van ingezeten personen of filialen, dan wel tussen gelieerde personen of filialen van dezelfde persoon vaststellen, toewijzen of omslaan, om de belastinggrondslag van de partij te behouden.

De onder f) en in deze voetnoot bedoelde belastingvoorwaarden of -concepten moeten worden vastgesteld volgens de belastingdefinities en -concepten, dan wel gelijkwaardige of soortgelijke definities en concepten van het interne recht van de partij die de maatregel neemt.

ARTIKEL 2.4

Norm voor behandeling

1. Elk van beide partijen zorgt overeenkomstig de leden 2 tot en met 6 op haar grondgebied voor eerlijke en billijke behandeling[1] alsmede volledige bescherming en veiligheid van de onder de overeenkomst vallende investeringen van de andere partij.

2. Een partij handelt in strijd met de verplichting tot eerlijke en billijke behandeling als bedoeld in lid 1, wanneer het bij een maatregel of reeks maatregelen gaat om:

a) rechtsweigering[2] in strafrechtelijke, civiele of administratieve procedures;

b) een wezenlijke schending van het recht op een eerlijke rechtsgang;

c) kennelijk willekeurig gedrag;

d) intimidatie, dwang, misbruik van bevoegdheid of soortgelijk gedrag te kwader trouw.

---

[1] Behandeling in de zin van dit artikel omvat ook de behandeling van onder de overeenkomst vallende investeerders die rechtstreeks of onrechtstreeks ingrijpt in de verrichting, het beheer, de uitvoering, het aanhouden, het gebruik, het genot en de verkoop of een andere wijze van vervreemding door de onder de overeenkomst vallende investeerders van hun onder de overeenkomst vallende investeringen.

[2] Voor alle duidelijkheid: het enkele feit dat de vordering van een onder de overeenkomst vallende investeerder niet-ontvankelijk is verklaard dan wel is afgewezen, vormt op zich geen rechtsweigering.

3. Teneinde uit te maken of de in lid 2 bedoelde verplichting tot eerlijke en billijke behandeling is geschonden, kan een gerecht in voorkomend geval in aanmerking nemen of een partij tegenover een investeerder specifieke of ondubbelzinnige verklaringen[1] heeft afgelegd om hem tot de investering aan te zetten, die bij de onder de overeenkomst vallende investeerder een gewettigd vertrouwen heeft gewekt waarop deze redelijkerwijs vertrouwde, maar dat de partij nadien heeft geschonden[2].

4. Op verzoek van een partij of op aanbeveling van het Comité evalueren de partijen volgens de wijzigingsprocedure van artikel 4.3 (Wijzigingen) de inhoud van de verplichting tot eerlijke en billijke behandeling, en onderzoeken zij met name of andere dan de in lid 2 genoemde behandelingen een schending van de verplichting tot eerlijke en billijke behandeling kunnen vormen.

5. Voor alle duidelijkheid: "volledige bescherming en veiligheid" heeft uitsluitend betrekking op de verplichting van een partij om te zorgen voor de fysieke veiligheid van onder de overeenkomst vallende investeerders en investeringen.

---

[1] Voor alle duidelijkheid: bij verklaringen om de investeerder ertoe aanzetten een investering te verrichten, gaat het ook om verklaringen om de investeerder ervan te overtuigen met een investering door te gaan, een investering niet te liquideren of verdere investeringen te verrichten.

[2] Voor alle duidelijkheid: de in dit lid omschreven schending van het gewettigd vertrouwen vormt op zich geen schending van lid 2 en een dergelijke schending van het gewettigd vertrouwen moet voortvloeien uit dezelfde gebeurtenissen of omstandigheden die leiden tot de schending van lid 2.

6. Een partij die, rechtstreeks of via een in artikel 1.2 (Definities), lid 8, bedoelde entiteit, door middel van een op schrift vastgelegde contractuele verplichting[1] een specifieke en expliciete verbintenis is aangegaan jegens een onder de overeenkomst vallende investeerder van de andere partij met betrekking tot diens investering of ten aanzien van een dergelijke onder de overeenkomst vallende investering, mag door middel van uitoefening van haar overheidsgezag de uitvoering van deze verbintenis niet verhinderen of ondermijnen[2]:

a) hetzij opzettelijk,

b) hetzij op zodanige wijze dat daardoor het evenwicht tussen de rechten en verplichtingen in de op schrift vastgelegde contractuele verplichting substantieel wordt aangetast, tenzij zij een redelijke schadeloosstelling toekent om ervoor te zorgen dat de onder de overeenkomst vallende investeerder of investering in dezelfde positie komt te verkeren als wanneer de uitvoering van de verbintenis niet zou zijn verhinderd of ondermijnd.

7. Noch een schending van een andere bepaling van deze overeenkomst, noch een schending van een afzonderlijke internationale overeenkomst, houdt een schending van dit artikel in.

---

[1] Voor de toepassing van dit lid wordt onder "op schrift vastgelegde contractuele verplichting" verstaan een schriftelijke overeenkomst die door een partij, rechtstreeks of via een in artikel 1.2 (Definities), lid 8, bedoelde entiteit, wordt gesloten met een onder de overeenkomst vallende investeerder of een onder de overeenkomst vallende investering, door middel van één instrument of een combinatie van instrumenten, die voor beide partijen bindend is en over en weer rechten en verplichtingen doet ontstaan.

[2] Voor de toepassing van dit artikel wordt een partij geacht door middel van uitoefening van haar overheidsgezag de uitvoering van een verbintenis te verhinderen of te ondermijnen, wanneer zij de uitvoering van die verbintenis verhindert of ondermijnt door maatregelen te nemen, te handhaven of achterwege te laten die naar intern recht verplicht of afdwingbaar zijn.

ARTIKEL 2.5

Compensatie van verliezen

1. Onder de overeenkomst vallende investeerders van de ene partij die met betrekking tot hun onder de overeenkomst vallende investeringen op het grondgebied van de andere partij verliezen lijden wegens oorlog of een ander gewapend conflict, revolutie, een noodtoestand, opstand of oproer, worden door de laatstbedoelde partij wat restitutie, schadevergoeding, schadeloosstelling of een andere vorm van vergelijk betreft niet minder gunstig behandeld dan de eigen investeerders of de investeerders van een derde land, naar gelang welke behandeling voor de betrokken onder de overeenkomst vallende investeerders gunstiger is.

2. Onverminderd het bepaalde in lid 1 wordt onder de overeenkomst vallende investeerders van de ene partij die in een van de in lid 1 bedoelde situaties op het grondgebied van de andere partij verliezen lijden als gevolg van:

a) de vordering van hun onder de overeenkomst vallende investering of een deel daarvan door de strijdkrachten of de overheid van de andere partij, of

b) de vernietiging van hun onder de overeenkomst vallende investering of een deel daarvan door de strijdkrachten of de overheid van de andere partij, anders dan onder dwang van de omstandigheden,

door de andere partij restitutie of schadeloosstelling toegekend.

ARTIKEL 2.6

Onteigening[1]

1. Geen van beide partijen mag, rechtstreeks of onrechtstreeks, onder de overeenkomst vallende investeringen van onder de overeenkomst vallende investeerders van de andere partij nationaliseren, onteigenen of onderwerpen aan maatregelen met een soortgelijk effect als nationalisatie of onteigening (hierna "onteigening" genoemd), behalve wanneer de onteigening:

a) geschiedt ten algemenen nutte;

b) geschiedt met inachtneming van een eerlijke rechtsgang;

c) niet discriminerend is, en

d) geschiedt tegen betaling van snelle, adequate en doeltreffende schadeloosstelling overeenkomstig lid 2.

2. De hoogte van de schadeloosstelling is gelijk aan de billijke marktwaarde die de onder de overeenkomst vallende investering onmiddellijk vóór de publieke bekendmaking van de onteigening of de op handen zijnde onteigening vertegenwoordigt, vermeerderd met rente over de periode tussen de onteigenings- en de betalingsdatum, welke berekend wordt tegen een commercieel, op marktbasis vastgesteld redelijk tarief. Deze schadeloosstelling moet daadwerkelijk uitvoerbaar zijn, vrij kunnen worden overgemaakt overeenkomstig artikel 2.7 (Overmaking) en onverwijld worden uitbetaald.

[1] Voor alle duidelijkheid: dit artikel moet worden uitgelegd overeenkomstig de bijlagen 1 tot en met 3.

De waarderingscriteria voor de bepaling van de billijke marktwaarde kunnen de goingconcernwaarde, de waarde van de activa, inclusief de aangegeven fiscale waarde van lichamelijke zaken, alsmede, in voorkomend geval, andere criteria omvatten.

3. Dit artikel is niet van toepassing op de afgifte van dwanglicenties die worden verleend in verband met intellectuele-eigendomsrechten, voor zover die afgifte in overeenstemming is met de TRIPs-overeenkomst.

4. Elke maatregel van onteigening of waardebepaling wordt op verzoek van de onder de overeenkomst vallende investeerders die schade hebben geleden, getoetst door een rechterlijke instantie of andere onafhankelijke autoriteit van de partij die de maatregel neemt.

ARTIKEL 2.7

Overmaking

1. Een partij staat toe dat alle overmakingen met betrekking tot een onder de overeenkomst vallende investering zonder beperking of vertraging worden verricht in vrij converteerbare valuta. Die overmakingen omvatten:

a) kapitaalinbreng, zoals aanvangskapitaal en extra middelen voor het aanhouden, uitbreiden of verhogen van de onder de overeenkomst vallende investering;

b) winsten, dividenden, kapitaalwinsten en ander rendement, opbrengsten uit de verkoop van de onder de overeenkomst vallende investering of een deel daarvan, of opbrengsten uit de gedeeltelijke of gehele liquidatie van de onder de overeenkomst vallende investering;

c) uitkeringen van rente en royalty's, vergoedingen voor beheer en technische steun alsmede andere vormen van vergoedingen;

d) betalingen in het kader van een door de onder de overeenkomst vallende investeerder gesloten contract of van zijn onder de overeenkomst vallende investering, met inbegrip van betalingen uit hoofde van een leningsovereenkomst;

e) inkomsten en andere bezoldigingen van uit het buitenland aangeworven personeel dat werkzaam is in verband met een onder de overeenkomst vallende investering;

f) betalingen op grond van artikel 2.6 (Onteigening) en artikel 2.5 (Compensatie van verliezen); en

g) betalingen voortvloeiend uit artikel 3.18 (Uitspraken).

2. Niets in dit artikel mag zodanig worden uitgelegd dat een partij wordt belet op billijke en niet-discriminerende wijze toepassing te geven aan haar wettelijke regeling betreffende:

a) faillissement, insolventie of crediteurenbescherming;

b) de uitgifte van, de handel in of de verhandeling van effecten, futures, opties of derivaten;

c) de financiële verslaglegging of registratie met betrekking tot overmakingen, wanneer dat noodzakelijk is ter ondersteuning van de met de rechtshandhaving of financiële regelgeving belaste instanties;

d) strafbare feiten;

e) waarborgen dat wordt voldaan aan beschikkingen of uitspraken in gerechtelijke of administratieve procedures;

f) socialezekerheidsregelingen, wettelijke pensioenregelingen of verplichte spaarregelingen, of

g) belastingheffing.

3. Wanneer in uitzonderlijke omstandigheden sprake is van ernstige moeilijkheden of de dreiging daarvan voor het monetaire beleid of het wisselkoersbeleid van een partij, mag de betrokken partij tijdelijk vrijwaringsmaatregelen met betrekking tot overmakingen nemen. Die maatregelen moeten strikt noodzakelijk zijn, zijn in geen geval langer dan zes maanden geldig[1] en vormen geen middel tot willekeurige of ongerechtvaardigde discriminatie tussen een partij en een derde land in vergelijkbare situaties.

Een partij die vrijwaringsmaatregelen neemt, stelt de andere partij daarvan onmiddellijk in kennis en legt zo spoedig mogelijk een tijdschema voor de opheffing van deze maatregelen voor.

4. In geval van ernstige problemen of dreigende ernstige problemen op het gebied van de betalingsbalans en de buitenlandse financiële positie kan een partij beperkende maatregelen ten aanzien van overdrachten in verband met investeringen instellen of handhaven.

[1] De geldigheidsduur van vrijwaringsmaatregelen kan in aanhoudende uitzonderlijke omstandigheden worden verlengd door deze formeel opnieuw vast te stellen en na de andere partij hiervan in kennis te hebben gesteld.

5. De partijen vermijden de toepassing van beperkende maatregelen als bedoeld in lid 4 zoveel mogelijk. Beperkende maatregelen die krachtens lid 4 worden ingesteld of gehandhaafd, mogen geen discriminerend karakter hebben, zijn van beperkte duur en mogen niet verder gaan dan noodzakelijk is om de moeilijkheden betreffende de betalingsbalans en de buitenlandse financiële positie op te lossen. Zij moeten, naar gelang van het geval, in overeenstemming zijn met de voorwaarden van de Overeenkomst van Marrakesh tot oprichting van de Wereldhandelsorganisatie, gedaan te Marrakesh op 15 april 1994 (hierna de "WTO-Overeenkomst" genoemd) en de Statuten van het Internationaal Monetair Fonds.

6. Wanneer een partij beperkende maatregelen in de zin van lid 4 instelt of handhaaft of dergelijke maatregelenwijzigt, stelt zij de andere partij daarvan onmiddellijk in kennis.

7. Wanneer beperkingen in de zin van lid 4 worden ingesteld of gehandhaafd, wordt hierover onmiddellijk overleg gevoerd in het Comité. Tijdens dit overleg worden de betalingsbalanspositie van de betrokken partij en de in het kader van lid 4 ingestelde of gehandhaafde beperkingen beoordeeld, waarbij onder meer rekening wordt gehouden met de volgende factoren:

a) de aard en omvang van de betalingsbalansmoeilijkheden en de moeilijkheden met betrekking tot de buitenlandse financiële positie;

b) de economische positie en de handelssituatie ten opzichte van het buitenland, of

c) andere corrigerende maatregelen die genomen kunnen worden.

Het overleg heeft betrekking op de verenigbaarheid van de beperkende maatregelen met de leden 4 en 5. Alle bevindingen van statistische en andere aard met betrekking tot deviezen, monetaire reserves en de betalingsbalans die van het Internationaal Monetair Fonds (hierna de "IMF" genoemd) afkomstig zijn, worden aanvaard, en de conclusies worden gebaseerd op het oordeel van het IMF over de betalingsbalans en de externe financiële positie van de betrokken partij.

ARTIKEL 2.8

Subrogatie

Indien een partij, of een namens die partij optredende instantie, ten gunste van een van haar investeerders een betaling verricht uit hoofde van een borgstelling, een verzekeringsovereenkomst of een andere vorm van schadevergoeding waartoe zij zich heeft verplicht of die zij heeft toegekend met betrekking tot een investering, erkent de andere partij dat die partij of instantie ten aanzien van die investering in alle rechten treedt, dat alle desbetreffende rechten of titels op die partij of instantie overgaan en dat alle desbetreffende vorderingen aan die partij of instantie worden gecedeerd. De partij of de instantie mag het recht waarin zij is getreden of de vordering die aan haar is gecedeerd, op dezelfde wijze als het oorspronkelijke recht of de oorspronkelijke vordering van de investeerder geldend maken. Dergelijke rechten waarin de partij of een instantie is getreden, mogen met toestemming van de partij of de instantie ook door de investeerder geldend worden gemaakt.

HOOFDSTUK DRIE

GESCHILLENBESLECHTING

AFDELING A

BESLECHTING VAN GESCHILLEN TUSSEN INVESTEERDERS EN PARTIJEN BIJ OVEREENKOMST

ARTIKEL 3.1

Toepassingsgebied en definities

1. Deze afdeling is van toepassing op geschillen tussen een eiser van de ene partij bij de overeenkomst en de andere partij bij de overeenkomst betreffende een behandeling[1] waarvan wordt gesteld dat zij een schending van de bepalingen van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) vormt die verlies of schade voor de eiser of zijn plaatselijk gevestigde onderneming meebrengt.

2. Voor de toepassing van deze afdeling wordt, tenzij anders aangegeven, verstaan onder:

a) "partijen bij het geschil": de eiser en de verweerder;

[1] De partijen bij de overeenkomst zijn het erover eens dat het begrip "behandeling" ook niet-handelen kan omvatten.

b) "eiser": een investeerder van een partij bij de overeenkomst die een verzoek overeenkomstig deze afdeling wil indienen of heeft ingediend:

i) namens zichzelf; of

ii) namens een plaatselijk gevestigde onderneming, zoals gedefinieerd onder c), waarvan hij de eigenaar is of waarover hij zeggenschap heeft[1];

c) "plaatselijk gevestigde onderneming": een rechtspersoon die eigendom is van of onder zeggenschap[2] staat van een investeerder van de ene partij bij de overeenkomst en is gevestigd op het grondgebied van de andere partij bij de overeenkomst;

d) "niet bij het geschil betrokken partij bij de overeenkomst": hetzij Singapore, wanneer de Unie of een lidstaat van de Unie de verweerder is; hetzij de Unie, wanneer Singapore de verweerder is;

e) "verweerder": hetzij Singapore; hetzij, voor de EU-partij, de Unie of de lidstaat van de Unie zoals meegedeeld overeenkomstig artikel 3.5 (Bericht van voornemen om geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen); en

---

[1] Duidelijkheidshalve zij erop gewezen dat lid 2, onder b), moet worden uitgelegd als de instemming van de partijen bij de overeenkomst om een plaatselijk gevestigde onderneming te behandelen als een onderdaan van een andere verdragsluitende staat voor de toepassing van artikel 25, lid 2, onder b), van het op 18 maart 1965 tot stand gekomen Verdrag inzake de beslechting van geschillen met betrekking tot investeringen tussen Staten en onderdanen van andere Staten.

[2] Een rechtspersoon:
a) is eigendom van natuurlijke of rechtspersonen van de andere partij bij de overeenkomst indien meer dan 50 % van het aandelenkapitaal in handen is van natuurlijke of rechtspersonen van die partij die volledig over hun aandeel kunnen beschikken;
b) staat onder zeggenschap van natuurlijke of rechtspersonen van de andere partij bij de overeenkomst indien deze personen bevoegd zijn een meerderheid van de bestuurders te benoemen of anderszins de handelingen van de rechtspersoon rechtens te sturen.

f) "financiering door derden": financiering door een natuurlijke of rechtspersoon die geen partij bij het geschil is maar die een overeenkomst sluit met een partij bij het geschil met het oog op de financiering van alle of een deel van de kosten van de procedure, in ruil voor een aandeel of ander belang in de opbrengst of mogelijke opbrengst van de procedure waarop de partij bij het geschil eventueel aanspraak zal kunnen maken, dan wel bij wijze van donatie of de verstrekking van financiële steun.

ARTIKEL 3.2

Minnelijke schikking

Alle geschillen dienen voor zover mogelijk in der minne te worden geschikt via onderhandelingen en, indien mogelijk, vóór de indiening van een verzoek om overleg overeenkomstig artikel 3.3 (Overleg). Een minnelijke schikking kan te allen tijde worden overeengekomen, ook nadat een geschillenbeslechtingsprocedure op grond van deze afdeling is gestart.

ARTIKEL 3.3

Overleg

1. Wanneer een geschil niet kan worden beslecht overeenkomstig artikel 3.2 (Minnelijke schikking), kan een eiser van de ene partij bij de overeenkomst die schending van de bepalingen van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) stelt, bij de andere partij bij de overeenkomst een verzoek om overleg indienen.

2. Het verzoek om overleg bevat de volgende informatie:

a) de naam en het adres van de eiser en, indien het verzoek wordt ingediend namens een plaatselijk gevestigde onderneming, de naam, het adres en de plaats van oprichting van de plaatselijk gevestigde onderneming;

b) de bepalingen van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) die zouden zijn geschonden;

c) de wettelijke en feitelijke basis van het geschil, met inbegrip van de behandeling waarvan wordt gesteld dat zij een schending van de bepalingen van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) vormt; en

d) de gevraagde maatregel(en) en het geraamde verlies of de geraamde schade die de eiser of zijn plaatselijk gevestigde onderneming door die schending zou hebben geleden.

3. Het verzoek om overleg wordt ingediend:

a) binnen dertig maanden na de datum waarop de eiser of in voorkomend geval de plaatselijk gevestigde onderneming voor het eerst kennis kreeg of had moeten krijgen van de behandeling waarvan wordt gesteld dat zij een schending van de bepalingen van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) vormt; of

b) indien bij het verstrijken van de onder a) bedoelde termijn nationale rechtsmiddelen zijn aangewend, binnen een jaar na de datum waarop de eiser of in voorkomend geval de plaatselijk gevestigde onderneming de aanwending van die nationale rechtsmiddelen stopzet; en hoe dan ook niet later dan tien jaar na de datum waarop de eiser of in voorkomend geval zijn plaatselijk gevestigde onderneming voor het eerst kennis kreeg of had moeten krijgen van de behandeling waarvan wordt gesteld dat zij een schending van de bepalingen van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) vormt.

4. Ingeval de eiser binnen achttien maanden na de indiening van het verzoek om overleg geen verzoek overeenkomstig artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) heeft ingediend, wordt hij geacht zijn verzoek om overleg en een eventueel bericht van het voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen te hebben ingetrokken en afstand te hebben gedaan van zijn recht om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen. De bij het overleg betrokken partijen kunnen overeenkomen deze termijn te verlengen.

5. De niet-inachtneming van de in de leden 3 en 4 bedoelde termijnen leidt niet tot de niet-ontvankelijkheid van een verzoek indien de eiser kan aantonen dat hij als gevolg van een opzettelijke handeling van de andere partij bij de overeenkomst niet in staat was een verzoek om overleg in te dienen of het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen, mits de eiser handelt zodra dit redelijkerwijs mogelijk is.

6. Wanneer het verzoek om overleg betrekking heeft op een vermeende schending van deze overeenkomst door de Unie of door een lidstaat van de Unie, wordt het aan de Unie gezonden.

7. De partijen bij het geschil kunnen in voorkomend geval overleg plegen per videoconferentie of met gebruikmaking van andere hulpmiddelen, zoals in het geval van een eiser die een kleine of middelgrote onderneming is.

ARTIKEL 3.4

Bemiddeling en alternatieve geschillenbeslechting

1. De partijen bij het geschil kunnen te allen tijde, ook vóór de ontvangst van een bericht van het voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen, overeenkomen een beroep te doen op bemiddeling.

2. Beroep op bemiddeling is vrijwillig en laat de rechtspositie van de partijen bij het geschil onverlet.

3. Op het beroep op bemiddeling kunnen de regels van bijlage 6 (Bemiddelingsmechanisme voor geschillen tussen investeerders en partijen) of andere door de partijen bij het geschil overeengekomen regels van toepassing zijn. Alle in bijlage 6 (Bemiddelingsmechanisme voor geschillen tussen investeerders en partijen) vermelde termijnen kunnen met wederzijdse instemming van de partijen bij het geschil worden gewijzigd.

4. De bemiddelaar wordt aangewezen met instemming van de partijen bij het geschil of overeenkomstig artikel 3 (Selectie van de bemiddelaar) van bijlage 6 (Bemiddelingsmechanisme voor geschillen tussen investeerders en partijen). De bemiddelaars voldoen aan de voorschriften van bijlage 7 (Gedragscode voor leden van het Gerecht, leden van de Beroepsinstantie en bemiddelaars).

5. De partijen bij het geschil streven ernaar binnen 60 dagen na de aanwijzing van de bemiddelaar onderling een oplossing overeen te komen.

6. Wanneer de partijen bij het geschil overeenkomen een beroep te doen op bemiddeling, is artikel 3.3 (Overleg), leden 3 en 4, niet van toepassing tussen de datum waarop is overeengekomen een beroep te doen op bemiddeling, en 30 dagen na de datum waarop een van de partijen bij het geschil beslist de bemiddeling te beëindigen via een brief aan de bemiddelaar en de andere partij bij het geschil.

7. Niets in dit artikel belet de partijen bij het geschil een beroep te doen op andere vormen van alternatieve geschillenbeslechting.

ARTIKEL 3.5

Bericht van voornemen om geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen

1. Indien het geschil niet binnen drie maanden na de indiening van het verzoek om overleg kan worden beslecht, kan de eiser een schriftelijk bericht sturen van zijn voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen, met vermelding van de volgende informatie:

a) de naam en het adres van de eiser en, indien het verzoek wordt ingediend namens een plaatselijk gevestigde onderneming, de naam, het adres en de plaats van oprichting van de plaatselijk gevestigde onderneming;

b) de bepalingen van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) die zouden zijn geschonden;

c) de wettelijke en feitelijke basis van het geschil, met inbegrip van de behandeling waarvan wordt gesteld dat zij een schending van de bepalingen van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) vormt; en

d) de gevraagde maatregel(en) en het geraamde verlies of de geraamde schade die de eiser of zijn plaatselijk gevestigde onderneming door die schending zou hebben geleden.

Het bericht van het voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen wordt gezonden aan de Unie of aan Singapore, naar gelang het geval.

2. Wanneer een bericht van het voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen aan de Unie is gezonden, bepaalt deze binnen twee maanden na de datum van ontvangst van het bericht wie de verweerder is. De Unie brengt de eiser onverwijld op de hoogte van haar beslissing dienaangaande, op basis waarvan de eiser een verzoek overeenkomstig artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) kan indienen.

3. Wanneer geen verweerder is bepaald overeenkomstig lid 2, zijn de volgende bepalingen van toepassing:

a) ingeval het bericht van het voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen uitsluitend betrekking heeft op de behandeling door een lidstaat van de Unie, treedt die lidstaat als verweerder op;

b) ingeval het bericht van het voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen betrekking heeft op de behandeling door een instelling, orgaan of agentschap van de Unie, treedt de Unie als verweerder op.

4. Wanneer de Unie of een lidstaat als verweerder optreedt, stelt de Unie noch de betrokken lidstaat dat een geschil niet-ontvankelijk is of anderszins dat een geschil ongegrond of een uitspraak ongeldig is, op grond dat de verweerder eigenlijk de Unie en niet de lidstaat moet of had moeten zijn, of omgekeerd.

5. Voor alle duidelijkheid: niets in deze overeenkomst of de toepasselijke geschillenbeslechtingsregels vormt een beletsel voor de uitwisseling van alle op een geschil betrekking hebbende informatie tussen de Unie en de betrokken lidstaat.

ARTIKEL 3.6

Indiening van verzoeken bij het Gerecht

1. Ten vroegste drie maanden na de datum van het overeenkomstig artikel 3.5 (Bericht van voornemen om geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen) toegezonden bericht kan de eiser op grond van een van de volgende geschillenbeslechtingsregels een verzoek indienen bij het Gerecht[1]:

a) het op 18 maart 1965 tot stand gekomen Verdrag inzake de beslechting van geschillen met betrekking tot investeringen tussen Staten en onderdanen van andere Staten (hierna "Icsid-Verdrag" genoemd), mits zowel de verweerder als de staat van de eiser partij zijn bij het Icsid-Verdrag;

[1] Voor alle duidelijkheid:
a) de regels van de betrokken geschillenbeslechtingsmechanismen zijn van toepassing onverminderd de specifieke regels in deze afdeling, en aangevuld door de overeenkomstig artikel 4.1 (Comité), lid 4, onder g), genomen besluiten, en
b) geschillen die namens een uit een onbepaald aantal niet-geïdentificeerde eisers bestaande groep worden voorgelegd door een vertegenwoordiger die voornemens is de belangen van die eisers tijdens de procedure te behartigen en alle beslissingen betreffende het geschil namens hen te nemen, zijn niet-ontvankelijk.

b) het Icsid-Verdrag in overeenstemming met de Bepalingen betreffende de opening van aanvullende mogelijkheden voor het verlenen van administratieve diensten bij geschillen door het secretariaat van het Internationaal Centrum voor beslechting van investeringsgeschillen (hierna "Icsid-bepalingen betreffende aanvullende mogelijkheden" genoemd), mits de verweerder of de staat van de eiser partij is bij het Icsid-Verdrag[1];

c) de arbitragevoorschriften van de Commissie van de Verenigde Naties voor internationaal handelsrecht (Uncitral), of

d) enige andere regeling indien de partijen bij het geschil zulks overeenkomen.

2. Lid 1 van dit artikel geldt als instemming van de verweerder om een verzoek in te dienen overeenkomstig deze afdeling. De instemming krachtens lid 1 en de indiening van een verzoek overeenkomstig deze afdeling worden geacht te voldoen aan de voorschriften van:

a) hoofdstuk II van het Icsid-Verdrag en de Icsid-bepalingen betreffende aanvullende mogelijkheden, wat de schriftelijke instemming van de partijen bij het geschil betreft; en

b) artikel II van het op 10 juni 1958 te New York ondertekende Verdrag van de Verenigde Naties over de erkenning en tenuitvoerlegging van buitenlandse scheidsrechterlijke uitspraken (hierna het "Verdrag van New York" genoemd) wat een "schriftelijke overeenkomst" betreft.

[1] Voor de toepassing van het bepaalde onder a) en b) wordt het woord "staat", indien de Unie toetreedt tot het Icsid-Verdrag, geacht mede de Unie te omvatten.

ARTIKEL 3.7

Voorwaarden voor indiening van verzoek

1. Een verzoek op grond van deze afdeling kan alleen worden ingediend indien:

a) de eiser bij het desbetreffende verzoek een schriftelijke verklaring voegt dat hij instemt met geschillenbeslechting overeenkomstig de procedures van deze afdeling en de eiser een van de regels als bedoeld in artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht), lid 1, aanwijst als de regel voor de geschillenbeslechting;

b) ten minste zes maanden zijn verstreken sinds de indiening van het verzoek om overleg overeenkomstig artikel 3.3 (Overleg) en ten minste drie maanden zijn verstreken sinds de indiening van het bericht van het voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen overeenkomstig artikel 3.5 (Bericht van voornemen om geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen);

c) het door de eiser ingediende verzoek om overleg en het door hem ingediende bericht van het voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen voldoen aan de voorschriften van artikel 3.3 (Overleg), lid 2, respectievelijk artikel 3.5 (Bericht van voornemen om geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen), lid 1;

d) over de wettelijke en feitelijke basis van het geschil voorafgaand overleg is gepleegd overeenkomstig artikel 3.3 (Overleg);

e) alle maatregelen gevraagd in het verzoek om onderwerping van het geschil aan geschillenbeslechting in de zin van artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) zijn gebaseerd op de behandeling bedoeld in het bericht van het voornemen om het geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen in de zin van artikel 3.5 (Bericht van voornemen om geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen); en

f) de eiser:

i) elke bij het Gerecht of enige andere nationale of internationale rechter op grond van nationaal of internationaal recht aanhangig gemaakte zaak met betrekking tot dezelfde behandeling als die waarvan wordt gesteld dat zij een schending van de bepalingen van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) vormt, intrekt,

ii) verklaart dat hij in de toekomst geen dergelijke zaak aanhangig zal maken, en

iii) verklaart dat hij een uitspraak op grond van deze afdeling niet ten uitvoer zal leggen alvorens die definitief is geworden, en bij een nationale of internationale rechter niet in hoger beroep zal gaan tegen of niet zal verzoeken om toetsing van, vernietiging van, nietigverklaring van, herziening van of inleiding van een andere soortgelijke procedure met betrekking tot een uitspraak op grond van deze afdeling.

2. Voor de toepassing van lid 1, onder f), wordt met het begrip "eiser" de investeerder en in voorkomend geval de plaatselijk gevestigde onderneming bedoeld. Voorts heeft het begrip "eiser" voor de toepassing van lid 1, onder f), i), ook betrekking op alle personen die rechtstreeks of onrechtstreeks een eigendomsbelang hebben in de investeerder of in voorkomend geval de plaatselijk gevestigde onderneming dan wel onder zeggenschap staan van de investeerder of in voorkomend geval de plaatselijk gevestigde onderneming.

3. Op verzoek van de verweerder verklaart het Gerecht zich onbevoegd indien de eiser de in de leden 1 en 2 bedoelde voorschriften niet in acht neemt of de daarin bedoelde verklaringen niet verstrekt.

4. Lid 1, onder f), belet de eiser niet om vóór de inleiding van een procedure bij of gedurende de behandeling van een zaak door een van de fora voor geschillenbeslechting als bedoeld in artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) de gerechtelijke of administratieve instanties van de verweerder om voorlopige beschermingsmaatregelen te verzoeken. Voor de toepassing van dit artikel hebben de voorlopige beschermingsmaatregelen uitsluitend ten doel de rechten en belangen van de eiser te beschermen en houden zij geen betaling van schadevergoeding of een oplossing met betrekking tot de grond van het geschil in.

5. Voor alle duidelijkheid: het Gerecht verklaart zich onbevoegd wanneer het geschil is gerezen, of het zeer aannemelijk was dat het zou rijzen, op het tijdstip waarop de eiser de eigendom van of de zeggenschap over de in geschil zijnde investering verkreeg, en het Gerecht op basis van de feiten vaststelt dat de eiser de eigendom van of de zeggenschap over de investering heeft verkregen met als hoofddoel overeenkomstig deze afdeling een verzoek in te dienen. Dit lid laat eventuele andere voor het Gerecht aangevoerde bezwaren ten aanzien van de bevoegdheid onverlet.

ARTIKEL 3.8

Financiering door derden

1. Een bij het geschil betrokken partij die van derden financiering ontvangt, deelt aan de andere bij het geschil betrokken partij en het Gerecht de naam en het adres van de derde financier mee.

2. Die mededeling geschiedt ten tijde van de indiening van een verzoek of zodra de financiering door derden, naar gelang van het geval, is overeengekomen, gedoneerd of verstrekt.

ARTIKEL 3.9

Gerecht van eerste aanleg

1. Er wordt een Gerecht van eerste aanleg ("Gerecht") ingesteld voor de behandeling van overeenkomstig artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) ingediende verzoeken.

2. Het Comité wijst bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst zes leden van het Gerecht aan. Met het oog op die aanwijzing:

a) draagt de EU-partij twee leden voor;

b) draagt Singapore twee leden voor; en

c) dragen de EU-partij en Singapore gezamenlijk twee leden voor, die geen onderdaan zijn van een lidstaat van de Unie of van Singapore.

3. Het Comité kan besluiten het aantal leden van het Gerecht met een veelvoud van drie te verhogen of te verlagen. Voor de aanwijzing van extra leden geldt het bepaalde in lid 2.

4. De leden voldoen aan alle gestelde eisen om in hun onderscheiden landen rechterlijke ambten te bekleden of staan bekend als kundige rechtsgeleerden. Zij beschikken over gespecialiseerde kennis of ervaring op het gebied van het internationaal publiekrecht. Het is wenselijk dat zij met name op het gebied van internationaal investeringsrecht, internationaal handelsrecht of geschillenbeslechting in het kader van internationale investerings- of internationale handelsovereenkomsten over deskundigheid beschikken.

5. De leden worden benoemd voor een ambtstermijn van acht jaar. De eerste ambtstermijn van drie van de zes leden die onmiddellijk na de inwerkingtreding van deze overeenkomst door middel van loting worden aangewezen, bedraagt evenwel twaalf jaar. De ambtstermijn van een lid kan bij het verstrijken ervan bij een besluit van het Comité worden verlengd. Vacatures worden opgevuld zodra zij ontstaan. Een persoon die wordt aangewezen ter vervanging van een persoon wiens ambtstermijn nog niet is geëindigd, oefent het ambt uit voor het resterende gedeelte van de ambtstermijn van zijn of haar voorganger. Een persoon die bij het verstrijken van zijn ambtstermijn zitting heeft in een formatie van het Gerecht kan met toestemming van de president van het Gerecht aanblijven als lid van die formatie totdat de procedures bij die formatie beëindigd zijn, en wordt uitsluitend met het oog daarop geacht lid te blijven van het Gerecht.

6. Een president en een vicepresident van het Gerecht zijn verantwoordelijk voor organisatorische aangelegenheden. Zij worden door middel van loting voor vier jaar aangewezen uit de leden die zijn aangewezen overeenkomstig lid 2, onder c). Zij oefenen het ambt beurtelings uit, aangewezen door middel van loting door de voorzitter van het Comité. De vicepresident vervangt de president bij diens verhindering.

7. Het Gerecht behandelt de zaken in formaties bestaande uit drie leden, van wie telkens één is aangewezen overeenkomstig lid 2, onder a), b) en c). De formatie wordt voorgezeten door het lid dat is aangewezen overeenkomstig lid 2, onder c).

8. Binnen negentig dagen na de indiening van een verzoek overeenkomstig artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) wijst de president van het Gerecht beurtelings de leden aan die deel uitmaken van de formatie van het Gerecht die de zaak behandelt, waarbij hij erop toeziet dat de samenstelling van elke formatie willekeurig en niet voorspelbaar is, en dat alle leden gelijke kansen hebben om als lid van een formatie te fungeren.

9. Onverminderd lid 7 kunnen de partijen bij het geschil overeenkomen dat een zaak wordt behandeld door één lid. Dat lid wordt door de president van het Gerecht gekozen uit de leden die zijn aangewezen overeenkomstig lid 2, onder c). De verweerder neemt een daartoe strekkend verzoek van de eiser in welwillende overweging, in het bijzonder wanneer de eiser een kleine of middelgrote onderneming is of wanneer de gevorderde schadeloosstelling of schadevergoeding betrekkelijk gering is. Een dergelijk verzoek wordt tegelijk met het verzoek overeenkomstig artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) ingediend.

10. Het Gerecht stelt zijn eigen werkmethoden vast.

11. De leden van het Gerecht zorgen ervoor dat zij beschikbaar zijn en in staat zijn om de in deze afdeling beschreven taken uit te voeren.

12. Om hun beschikbaarheid te waarborgen, ontvangen de leden een maandelijks voorschot waarvan de hoogte wordt vastgesteld bij besluit van het Comité. De president van het Gerecht en in voorkomend geval de vicepresident ontvangen voor elke dag dat zij overeenkomstig deze afdeling de functie van president van het Gerecht uitoefenen een dagvergoeding die gelijk is aan de dagvergoeding die krachtens artikel 3.10 (Beroepsinstantie), lid 11, wordt vastgesteld.

13. Het voorschot en de dagvergoedingen die de president en de vicepresident van het Gerecht ontvangen wanneer zij overeenkomstig deze afdeling de functie van president van het Gerecht vervullen, worden door beide partijen bij de overeenkomst voor gelijke delen gestort op een rekening die wordt beheerd door het secretariaat van het Icsid. Betaalt één van de partijen bij de overeenkomst het voorschot of de dagvergoedingen niet, dan kan de andere partij bij de overeenkomst ervoor kiezen die te betalen. Dergelijke achterstallige betalingen door een partij bij de overeenkomst blijven verschuldigd, met passende rentevergoeding.

14. Tenzij het Comité een besluit neemt op grond van lid 15, worden de andere honoraria en kostenvergoedingen van de leden van het Gerecht die zitting hebben in een formatie vastgesteld overeenkomstig artikel 14, lid 1, van het administratief en financieel reglement van het Icsid-Verdrag zoals dit geldt op de datum van indiening van het verzoek en door het Gerecht overeenkomstig artikel 3.21 (Kosten) verdeeld over de partijen bij het geschil.

15. Bij besluit van het Comité kunnen het voorschot en andere honoraria en kostenvergoedingen permanent worden omgezet in een reguliere bezoldiging. In dat geval fungeren de leden voltijds en stelt het Comité hun salaris en daarmee verband houdende organisatorische maatregelen vast. In dat geval mogen de leden geen andere beroepswerkzaamheid verrichten, al dan niet tegen beloning, tenzij de president van het Gerecht dit bij uitzondering toestaat.

16. Het secretariaat van het Icsid treedt op als secretariaat voor het Gerecht en verleent het passende ondersteuning. De kosten voor die ondersteuning worden door het Gerecht overeenkomstig artikel 3.21 (Kosten) verdeeld over de partijen bij het geschil.

ARTIKEL 3.10

Beroepsinstantie

1. Er wordt een permanente Beroepsinstantie ingesteld die hogere beroepen tegen voorlopige uitspraken van het Gerecht behandelt.

2. Het Comité wijst bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst zes leden van de Beroepsinstantie aan. Met het oog op die aanwijzing:

a) draagt de EU-partij twee leden voor;

b) draagt Singapore twee leden voor; en

c) dragen de EU-partij en Singapore gezamenlijk twee leden voor, die geen onderdaan zijn van een lidstaat van de Unie of van Singapore.

3. Het Comité kan besluiten het aantal leden van de Beroepsinstantie met een veelvoud van drie te verhogen of te verlagen. Voor de aanwijzing van extra leden geldt het bepaalde in lid 2.

4. De leden van de Beroepsinstantie voldoen aan alle gestelde eisen om in hun onderscheiden landen de hoogste rechterlijke ambten te bekleden of staan bekend als kundige rechtsgeleerden. Zij beschikken over gespecialiseerde kennis of ervaring op het gebied van het internationaal publiekrecht. Het is wenselijk dat zij met name op het gebied van internationaal investeringsrecht, internationaal handelsrecht of geschillenbeslechting in het kader van internationale investerings- of internationale handelsovereenkomsten over deskundigheid beschikken.

5. De leden van de Beroepsinstantie worden benoemd voor een ambtstermijn van acht jaar. De eerste ambtstermijn van drie van de zes leden die onmiddellijk na de inwerkingtreding van deze overeenkomst door middel van loting worden aangewezen, bedraagt evenwel twaalf jaar. De ambtstermijn van een lid kan bij het verstrijken van die termijn bij besluit van het Comité worden verlengd. Vacatures worden opgevuld zodra zij ontstaan. Een persoon die wordt aangewezen ter vervanging van een persoon wiens ambtstermijn nog niet is geëindigd, oefent het ambt uit voor het resterende gedeelte van de ambtstermijn van zijn of haar voorganger. Een persoon die bij het verstrijken van zijn ambtstermijn zitting heeft in een formatie van de Beroepsinstantie kan met toestemming van de president van de Beroepsinstantie aanblijven als lid van die formatie totdat de procedures bij die formatie beëindigd zijn, en wordt uitsluitend met het oog daarop geacht lid te blijven van de Beroepsinstantie.

6. Een president en een vicepresident van de Beroepsinstantie zijn verantwoordelijk voor organisatorische aangelegenheden. Zij worden door middel van loting voor vier jaar aangewezen uit de leden van de Beroepsinstantie die zijn aangewezen overeenkomstig lid 2, onder c). Zij oefenen het ambt beurtelings uit, aangewezen door middel van loting door de voorzitter van het Comité. De vicepresident vervangt de president bij diens verhindering.

7. De Beroepsinstantie behandelt de zaken in formaties bestaande uit drie leden, van wie telkens één is aangewezen overeenkomstig lid 2, onder a), b) en c). De formatie wordt voorgezeten door het lid dat is aangewezen overeenkomstig lid 2, onder c).

8. De president van de Beroepsinstantie wijst beurtelings de leden aan die deel uitmaken van de formatie van de Beroepsinstantie die het hoger beroep behandelt, waarbij hij erop toeziet dat de samenstelling van elke formatie willekeurig en niet voorspelbaar is, en dat alle leden gelijke kansen hebben om als lid van een formatie te fungeren.

9. De Beroepsinstantie stelt zijn eigen werkmethoden vast.

10. De leden van de Beroepsinstantie zorgen ervoor dat zij beschikbaar zijn en in staat zijn om de in deze afdeling beschreven taken uit te voeren.

11. Om hun beschikbaarheid te waarborgen, ontvangen de leden een maandelijks voorschot en een dagvergoeding voor elke dag dat zij als lid fungeren; de hoogte daarvan wordt vastgesteld bij besluit van het Comité. De president van de Beroepsinstantie en in voorkomend geval de vicepresident ontvangen voor elke dag dat zij overeenkomstig deze afdeling de functie van president van de Beroepsinstantie uitoefenen een dagvergoeding.

12. Het voorschot en de dagvergoedingen die de president en de vicepresident van de Beroepsinstantie ontvangen wanneer zij overeenkomstig deze afdeling de functie van president van de Beroepsinstantie vervullen, worden door beide partijen bij de overeenkomst voor gelijke delen gestort op een rekening die wordt beheerd door het secretariaat van het Icsid. Betaalt één van de partijen bij de overeenkomst het voorschot of de dagvergoedingen niet, dan kan de andere partij bij de overeenkomst ervoor kiezen die te betalen. Dergelijke achterstallige betalingen door een partij bij de overeenkomst blijven verschuldigd, met passende rentevergoeding.

13. Bij besluit van het Comité kunnen het voorschot en de dagvergoedingen permanent worden omgezet in een reguliere bezoldiging. In dat geval fungeren de leden van de Beroepsinstantie voltijds en stelt het Comité hun salaris en daarmee verband houdende organisatorische maatregelen vast. In dat geval mogen de leden van de Beroepsinstantie geen andere beroepswerkzaamheid verrichten, al dan niet tegen beloning, tenzij van deze bepaling door de president van de Beroepsinstantie bij uitzondering afwijking is toegestaan.

14. Het secretariaat van het Icsid treedt op als secretariaat voor de Beroepsinstantie en verleent het passende ondersteuning. De kosten voor die ondersteuning worden door het Gerecht overeenkomstig artikel 3.21 (Kosten) verdeeld over de partijen bij het geschil.

ARTIKEL 3.11

Ethische code

1. De leden van het Gerecht en van de Beroepsinstantie worden gekozen uit personen die alle waarborgen voor onafhankelijkheid bieden. Zij zijn niet verbonden aan enige overheid[1] en zij nemen inzonderheid geen instructies van enige overheid of organisatie aan met betrekking tot het voorwerp van het geschil. Zij nemen niet deel aan de behandeling van geschillen die rechtstreeks of onrechtstreeks tot een belangenconflict zouden kunnen leiden. Daarbij voldoen zij aan de voorschriften van bijlage 7 (Gedragscode voor leden van het Gerecht, leden van de Beroepsinstantie en bemiddelaars). Daarnaast treden zij na hun aanwijzing niet op als raadsman of als door een partij bij het geschil aangewezen deskundige of getuige in het kader van lopende of nieuwe investeringsgeschillen uit hoofde van deze of enige andere internationale overeenkomst of nationaal recht.

2. Wanneer een partij bij het geschil van mening is dat een lid in een belangenconflict verkeert, zendt zij de president van het Gerecht of de president van de Beroepsinstantie, naar gelang van het geval, een bericht van wraking van dat lid. Het bericht van wraking wordt verzonden binnen vijftien dagen na de datum waarop de samenstelling van de formatie van het Gerecht of de Beroepsinstantie is meegedeeld aan de partij bij het geschil, dan wel binnen vijftien dagen na de datum waarop de partij bij het geschil kennis heeft gekregen van de relevante feiten, indien die redelijkerwijs niet bekend konden zijn geweest op het tijdstip van de samenstelling van de formatie. In het bericht van wraking worden de gronden voor wraking vermeld.

[1] Voor alle duidelijkheid: het feit dat een persoon van een overheid een inkomen ontvangt, vroeger voor de overheid werkte of familiebanden heeft met een persoon die van een overheid een inkomen ontvangt, betekent op zichzelf niet dat hij niet als lid van het Gerecht of de Beroepsinstantie in aanmerking komt.

3. Indien het gewraakte lid er binnen 15 dagen na de datum van het bericht van wraking voor kiest zijn functie in de formatie niet neer te leggen, neemt de president van het Gerecht, respectievelijk de president van de Beroepsinstantie, na de partijen bij het geschil te hebben gehoord en na het lid in de gelegenheid te hebben gesteld opmerkingen in te dienen, binnen 45 dagen na ontvangst van het bericht van wraking een besluit en stelt hij de partijen bij het geschil en de andere leden van de formatie daarvan onverwijld in kennis.

4. Over de wraking van de president van het Gerecht als lid van een formatie beslist de president van de Beroepsinstantie, en omgekeerd.

5. De partijen bij de overeenkomst kunnen op grond van een met redenen omklede aanbeveling van de president van de Beroepsinstantie, bij besluit van het Comité, een lid van het Gerecht of van de Beroepsinstantie van zijn mandaat ontheffen wanneer zijn of haar gedrag in strijd is met de in lid 1 bedoelde verplichtingen en onverenigbaar is met de voortzetting van het mandaat van lid van het Gerecht of van de Beroepsinstantie. Indien wordt gesteld dat het gedrag in kwestie dat is van de president van de Beroepsinstantie, doet de president van het Gerecht de met redenen omklede aanbeveling. Artikel 3.9 (Gerecht van eerste aanleg), lid 5, en artikel 3.10 (Beroepsinstantie), lid 5, zijn van overeenkomstige toepassing voor het opvullen van vacatures die op grond van dit lid ontstaan.

ARTIKEL 3.12

Multilateraal geschillenbeslechtingsmechanisme

De partijen bij de overeenkomst streven onderling en samen met andere belanghebbende handelspartners naar de oprichting van een multilateraal investeringsgerecht en de instelling van een multilaterale beroepsmogelijkheid voor de beslechting van internationale investeringsgeschillen. Bij de instelling van een dergelijke multilaterale beroepsmogelijkheid neemt het Comité in overweging of een besluit moet worden genomen waarin wordt bepaald dat investeringsgeschillen in het kader van deze afdeling zullen worden beslecht met toepassing van die multilaterale beroepsmogelijkheid, en waarin wordt voorzien in passende overgangsregelingen.

ARTIKEL 3.13

Toepasselijk recht en regels voor uitlegging

1. Het Gerecht beslist of de in geschil zijnde behandeling een schending van een verplichting uit hoofde van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) vormt.

2. Onverminderd het bepaalde in lid 3 past het Gerecht deze overeenkomst toe zoals uitgelegd overeenkomstig het Verdrag van Wenen inzake het verdragenrecht en andere regels en beginselen van internationaal recht die in de betrekkingen tussen de partijen bij de overeenkomst van toepassing zijn[1].

3. Wanneer ernstige bezorgdheid rijst over uitleggingskwesties die van invloed kunnen zijn op aangelegenheden in verband met deze overeenkomst, kan het Comité overeenkomstig artikel 4.1 (Comité), lid 4, onder f), uitleggingen van bepalingen van deze overeenkomst geven. Een door het Comité gegeven uitlegging is bindend voor het Gerecht en de Beroepsinstantie; uitspraken stroken met het desbetreffende besluit. Het Comité kan beslissen dat een uitlegging met ingang van een specifieke datum bindend karakter heeft.

ARTIKEL 3.14

Kennelijk oneigenlijke verzoeken

1. De verweerder kan, uiterlijk 30 dagen na de instelling van een formatie van het Gerecht overeenkomstig artikel 3.9 (Gerecht van eerste aanleg) en in elk geval vóór de eerste zitting van de formatie van het Gerecht, de exceptie opwerpen dat een verzoek kennelijk oneigenlijk is.

[1] Voor alle duidelijkheid: het interne recht van de partijen bij de overeenkomst maakt geen deel uit van het toepasselijke recht. Wanneer het Gerecht moet uitmaken welke betekenis een bepaling van het interne recht van een partij bij de overeenkomst heeft, volgt het de heersende uitlegging van die bepaling door de rechterlijke instanties of de autoriteiten van die partij bij de overeenkomst, en de rechterlijke instanties of de autoriteiten van de partijen bij de overeenkomst zijn niet gebonden aan de uitlegging die het Gerecht aan de interne wetgeving in kwestie geeft. Het Gerecht is niet bevoegd de wettigheid van een maatregel waarvan wordt gesteld dat hij een schending van deze overeenkomst vormt, te toetsen aan het interne recht van de partij bij het geschil.

2. De verweerder geeft de gronden voor de exceptie zo nauwkeurig mogelijk aan.

3. Nadat het Gerecht de partijen bij het geschil in de gelegenheid heeft gesteld om hun opmerkingen over de exceptie te maken, neemt het op de eerste zitting van de formatie van het Gerecht of snel daarna een besluit over de exceptie of doet het voorlopig uitspraak op de exceptie.

4. Deze procedure en elke beslissing van het Gerecht laten het recht van een verweerder om overeenkomstig artikel 3.15 (Rechtens ongegronde verzoeken) of tijdens de procedure aan te voeren dat een verzoek rechtens ongegrond is alsook de bevoegdheid van het Gerecht om vóór de behandeling ten principale andere excepties te onderzoeken, onverlet.

ARTIKEL 3.15

Rechtens ongegronde verzoeken

1. Onverminderd de bevoegdheid van het Gerecht om vóór de behandeling ten principale andere excepties te onderzoeken en onverminderd het recht van de verweerder om op elk gepast tijdstip andere excepties op te werpen, onderzoekt het Gerecht vóór de behandeling ten principale en doet het vóór de behandeling ten principale uitspraak op elke door de verweerder opgeworpen exceptie dat ten aanzien van een overeenkomstig artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) ingediend verzoek, of enig onderdeel daarvan, rechtens geen voor de eiser gunstige uitspraak krachtens deze afdeling kan worden gedaan,ook indien de vermeende feiten geacht worden juist te zijn. Het Gerecht kan ook andere relevante, niet in geschil zijnde feiten in aanmerking nemen.

2. Een exceptie in de zin van lid 1 wordt zo snel mogelijk na de instelling van de formatie van het Gerecht bij het Gerecht opgeworpen, en in ieder geval niet later dan de door het Gerecht vastgestelde datum waarop de verweerder zijn contramemorie of verweerschrift moet indienen dan wel, in geval van een wijziging van het verzoek, de door het Gerecht vastgestelde datum waarop de verweerder zijn antwoord op de wijziging moet indienen. Een exceptie in de zin van lid 1 kan niet worden opgeworpen zolang de procedure uit hoofde van artikel 3.14 (Kennelijk oneigenlijke verzoeken) aanhangig is, tenzij het Gerecht toestemming verleent een exceptie krachtens dit artikel op te werpen, na terdege rekening te hebben gehouden met de omstandigheden van het geval.

3. Na ontvangst van een exceptie in de zin van lid 1 en tenzij het van oordeel is dat de exceptie kennelijk ongegrond is, schorst het Gerecht de procedure ten gronde, stelt het een tijdschema voor het onderzoek van de exceptie op dat is afgestemd op de tijdschema's die het voor het onderzoek van eventuele andere preliminaire kwesties heeft opgesteld, en neemt het een besluit over of doet het voorlopig uitspraak op de exceptie, met opgave van redenen.

ARTIKEL 3.16

Transparantie van procedure

Bijlage 8 (Regels inzake de toegang van het publiek tot documenten en zittingen en de mogelijkheid voor derden om opmerkingen in te dienen) is van toepassing op onder deze afdeling vallende geschillen.

ARTIKEL 3.17

Niet bij geschil betrokken partij bij overeenkomst

1. Het Gerecht aanvaardt mondelinge of schriftelijke opmerkingen van de niet bij het geschil betrokken partij over kwesties in verband met verdragsuitlegging, of kan deze partij na overleg met de partijen bij het geschil om haar mondelinge of schriftelijke opmerkingen daarover verzoeken.

2. Het Gerecht verbindt geen conclusies aan het feit dat geen opmerkingen zijn ingediend of geen gevolg is gegeven aan een verzoek overeenkomstig lid 1.

3. Het Gerecht ziet erop toe dat eventuele opmerkingen de procedure niet verstoren of onnodig bemoeilijken dan wel een van de partijen bij het geschil op onbillijke wijze benadelen.

4. Het Gerecht ziet er tevens op toe dat de partijen bij het geschil een redelijke termijn wordt gegeven om hun opmerkingen in te dienen over eventuele opmerkingen van de niet bij het geschil betrokken partij.

ARTIKEL 3.18

Uitspraken

1. Wanneer het Gerecht beslist dat de behandeling die in geschil is, een verplichting op grond van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) schendt, kan het uitsluitend, afzonderlijk dan wel in combinatie[1]:

a) een financiële schadevergoeding, vermeerderd met eventueel toepasselijke rente, toekennen; en

b) de teruggave van eigendom gelasten, op voorwaarde dat de verweerder over de mogelijkheid beschikt om in plaats daarvan een financiële schadevergoeding, vermeerderd met eventueel toepasselijke rente, zoals door het Gerecht overeenkomstig hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) bepaald, te betalen.

2. De financiële schadevergoeding mag niet meer bedragen dan het verlies dat de eiser of, in voorkomend geval, de plaatselijk gevestigde onderneming van de eiser heeft geleden door de schending van de betrokken bepalingen van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen), verminderd met de eventueel reeds door de betrokken partij bij de overeenkomst betaalde schadevergoeding of compensatie. Het Gerecht kent geen punitieve schadevergoeding toe.

3. Wanneer het geschil namens een plaatselijk gevestigde onderneming aanhangig is gemaakt, is de uitspraak tot deze onderneming gericht.

[1] Voor alle duidelijkheid: de uitspraak wordt gedaan op basis van een verzoek van de eiser en nadat eventuele opmerkingen van de partijen bij het geschil in aanmerking zijn genomen.

4. In de regel geeft het Gerecht een voorlopige uitspraak binnen 18 maanden na de datum waarop het verzoek is ingediend. Als het Gerecht van oordeel is dat het zijn voorlopige uitspraak niet binnen 18 maanden kan geven, deelt het de partijen bij het geschil schriftelijk de redenen voor de vertraging mee, alsmede een raming van de termijn waarbinnen het zijn voorlopige uitspraak zal geven. Een voorlopige uitspraak wordt definitief indien 90 dagen zijn verstreken en geen van de partijen bij het geschil tegen de uitspraak hoger beroep heeft ingesteld bij de Beroepsinstantie.

ARTIKEL 3.19

Beroepsprocedure

1. Elke partij bij het geschil kan binnen 90 dagen na de datum van een voorlopige uitspraak hoger beroep daartegen instellen bij de Beroepsinstantie. De gronden voor hoger beroep zijn:

a) dat het Gerecht het toepasselijke recht onjuist heeft uitgelegd of toegepast;

b) dat het Gerecht de feiten, met inbegrip van het desbetreffende interne recht, kennelijk onjuist heeft beoordeeld; of

c) de in artikel 52 van het Icsid-Verdrag genoemde gronden voor zover zij niet onder a) of b) vallen.

2. Indien de beroepsinstantie het hoger beroep afwijst, wordt de voorlopige uitspraak definitief. De Beroepsinstantie kan het hoger beroep ook versneld afwijzen wanneer duidelijk is dat het beroep kennelijk ongegrond is; in dat geval wordt de voorlopige uitspraak definitief.

3 Als het hoger beroep gegrond is, wijzigt of vernietigt de beroepsinstantie de juridische bevindingen en conclusies in de voorlopige uitspraak geheel of ten dele. De Beroepsinstantie verwijst de zaak terug naar het Gerecht, waarbij zij preciseert hoe zij de desbetreffende bevindingen en conclusies van het Gerecht heeft gewijzigd of vernietigd. Het Gerecht is gebonden aan de bevindingen en conclusies van de Beroepsinstantie en herziet, na in voorkomend geval de partijen bij het geschil te hebben gehoord, dienovereenkomstig zijn voorlopige uitspraak. Het Gerecht tracht zijn herziene uitspraak te geven binnen 90 dagen nadat de zaak ernaar terugverwezen is.

4. In de regel duurt de procedure in hoger beroep niet langer dan 180 dagen vanaf de datum waarop een partij bij het geschil formeel kennis geeft van haar besluit om hoger beroep in te stellen tot de datum waarop de Beroepsinstantie haar beslissing bekendmaakt. Als de Beroepsinstantie van oordeel is dat zij haar beslissing niet binnen 180 dagen kan nemen, deelt zij de partijen bij het geschil schriftelijk de redenen voor de vertraging mee, alsmede een raming van de termijn waarbinnen zij haar beslissing zal nemen. De procedure duurt in geen geval langer dan 270 dagen.

5. Een partij bij het geschil die hoger beroep instelt, stelt zekerheid voor de kosten van het hoger beroep. De partij bij het geschil stelt ook enige andere zekerheid die de Beroepsinstantie gelast.

6. Artikel 3.8 (Financiering door derden), Bijlage 8 (Regels inzake de toegang van het publiek tot documenten en zittingen en de mogelijkheid voor derden om opmerkingen in te dienen), artikel 3.17 (Niet bij geschil betrokken partij bij overeenkomst) en artikel 3.21 (Kosten) zijn van overeenkomstige toepassing op de procedure in hoger beroep.

ARTIKEL 3.20

Schadeloosstelling of andere vorm van compensatie

De verweerder mag niet bij wijze van verweer, tegenvordering of compensatierecht dan wel om enige andere reden aanvoeren, en het Gerecht mag niet als zodanig aanvaarden, dat de eiser met betrekking tot de volledige of een deel van de schadevergoeding die in een in het kader van deze afdeling voorgelegd geschil wordt gevorderd, uit hoofde van een verzekerings- of borgstellingsovereenkomst een schadeloosstelling of andere vorm van compensatie heeft of zal ontvangen.

ARTIKEL 3.21

Kosten

1. Het Gerecht verwijst de in het ongelijk gestelde partij bij het geschil in de kosten van de procedure. In uitzonderlijke omstandigheden kan het Gerecht, indien het zulks in de omstandigheden van het geval passend acht, de kosten over de partijen bij het geschil verdelen.

2. Andere redelijke kosten, met inbegrip van de kosten in verband met vertegenwoordiging in rechte en rechtsbijstand, worden gedragen door de in het ongelijk gestelde partij, tenzij het Gerecht zulks in de omstandigheden van het geval niet passend acht.

3. Wordt het verzoek slechts op bepaalde onderdelen toegewezen, dan vindt de verwijzing in de kosten plaats naar evenredigheid van het aantal of de omvang van de onderdelen waarop het verzoek is toegewezen.

4. Wordt een verzoek in zijn geheel dan wel op een of meer onderdelen afgewezen op grond van artikel 3.14 (Kennelijk oneigenlijke verzoeken) of artikel 3.15 (Rechtens ongegronde verzoeken), dan verwijst het Gerecht de in het ongelijk gestelde partij bij het geschil in alle kosten in verband met (die onderdelen van) het verzoek, waaronder de kosten van de procedure en andere redelijke kosten, met inbegrip van de kosten in verband met vertegenwoordiging in rechte en rechtsbijstand.

5. Het Comité neemt de vaststelling van aanvullende voorschriften inzake honoraria in overweging teneinde een maximum te bepalen van de kosten in verband met vertegenwoordiging in rechte en rechtsbijstand die moeten worden gedragen door bepaalde categorieën in het ongelijk gestelde partijen. In het kader van dergelijke aanvullende voorschriften worden de financiële middelen van eisers die natuurlijke personen of kleine of middelgrote ondernemingen zijn in aanmerking genomen. Het Comité streeft ernaar die aanvullende voorschriften uiterlijk een jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst vast te stellen.

ARTIKEL 3.22

Tenuitvoerlegging van uitspraken

1. Een uitspraak op grond van deze afdeling is slechts afdwingbaar als zij definitief is geworden overeenkomstig artikel 3.18 (Uitspraak), lid 4, artikel 3.19 (Beroepsprocedure), lid 2, of artikel 3.19 (Beroepsprocedure), lid 3. Een overeenkomstig deze afdeling gedane definitieve uitspraak is bindend voor de partijen bij het geschil en is niet vatbaar voor hoger beroep, toetsing, vernietiging, nietigverklaring of enig ander rechtsmiddel[1].

[1] Voor alle duidelijkheid: dit belet een partij bij het geschil niet om het Gerecht te verzoeken om de revisie, correctie of interpretatie van een uitspraak overeenkomstig de artikelen 50 en 51 van het Icsid-Verdrag of de artikelen 37 en 38 van de arbitragevoorschriften van Uncitral, dan wel soortgelijke bepalingen van andere regelingen als die op de betrokken procedure van toepassing zijn.

2. Elke partij bij de overeenkomst erkent een op grond van deze overeenkomst gegeven uitspraak als bindend en legt de geldelijke verplichting op haar grondgebied ten uitvoer alsof het een definitieve beslissing van een rechterlijke instantie in die partij was.

3. De tenuitvoerlegging van de uitspraak is onderworpen aan de wettelijke regeling betreffende de tenuitvoerlegging van vonnissen of uitspraken die geldt op de plaats waar om de tenuitvoerlegging wordt verzocht.

4. Voor alle duidelijkheid: artikel 4.11 (Geen rechtstreekse werking) van hoofdstuk vier (Institutionele, algemene en slotbepalingen) belet niet dat uitspraken op grond van deze afdeling worden erkend, ten uitvoer gelegd of afgedwongen.

5. Voor de toepassing van artikel I van het Verdrag van New York is een definitieve uitspraak overeenkomstig deze afdeling een arbitrale uitspraak die verband houdt met een geschil dat geacht wordt voort te vloeien uit een handelsrechtelijke betrekking of een handelstransactie.

6. Voor alle duidelijkheid en behoudens lid 1: wanneer een geschil overeenkomstig artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht), lid 1, onder a), aan geschillenbeslechting is onderworpen, geldt een definitieve uitspraak op grond van deze afdeling als een uitspraak in de zin van afdeling 6 van hoofdstuk IV van het Icsid-Verdrag.

ARTIKEL 3.23

Rol van partijen bij overeenkomst

1. Geen van beide partijen bij de overeenkomst mag diplomatieke bescherming verlenen of een internationale vordering instellen met betrekking tot een geschil dat door een van haar investeerders en de andere partij bij de overeenkomst in onderlinge overeenstemming aan geschillenbeslechting in het kader van deze afdeling zal worden onderworpen of is onderworpen, tenzij de andere partij bij de overeenkomst de in dat geschil gedane uitspraak niet heeft geëerbiedigd of daaraan niet heeft voldaan. Voor de toepassing van dit lid omvat "diplomatieke bescherming" geen informele diplomatieke uitwisselingen die uitsluitend tot doel hebben de beslechting van het geschil te vergemakkelijken.

2. Voor alle duidelijkheid: lid 1 sluit niet uit dat een partij bij de overeenkomst in verband met een algemeen toepasselijke maatregel een beroep kan doen op geschillenbeslechtingsprocedures krachtens hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij de overeenkomst) ook indien wordt gesteld dat die maatregel de overeenkomst heeft geschonden met betrekking tot een specifieke investering ten aanzien waarvan een procedure is ingeleid overeenkomstig artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) laat artikel 3.17 (Niet bij geschil betrokken partij bij overeenkomst) onverlet.

ARTIKEL 3.24

Voeging

1. Wanneer in twee of meer overeenkomstig artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) afzonderlijk ingediende verzoeken dezelfde rechtsvraag of feitelijke vraag aan de orde is en die verzoeken uit dezelfde gebeurtenissen of omstandigheden voortvloeien, kan een partij bij het geschil verzoeken om de samenstelling van een afzonderlijke formatie van het Gerecht ("formatie die uitspraak over de voeging doet") en vragen dat die formatie een voegingsbeschikking geeft, op voorwaarde dat:

a) alle partijen bij het geschil tot wie de voegingsbeschikking gericht zal zijn, toestemming verlenen voor de voeging; in dit geval dienen de partijen bij het geschil een gemeenschappelijk verzoek in overeenkomstig lid 3, of of

b) de leden 2 tot en met 12 worden nageleefd, indien de voegingsbeschikking tot slechts één verweerder gericht zal zijn.

2. Een partij bij het geschil die om voeging verzoekt, zendt eerst een kennisgeving aan de andere partijen bij het geschil tot wie de voegingsbeschikking gericht zal zijn. In deze kennisgeving wordt het volgende vermeld:

a) de naam en het adres van alle partijen bij het geschil tot wie de voegingsbeschikking gericht zal zijn;

b) de verzoeken, of onderdelen daarvan, waarop de voegingsbeschikking betrekking zal hebben, en

c) de gronden voor het verzoek om voeging.

De partijen bij het geschil streven ernaar overeenstemming te bereiken over de gevraagde voegingsbeschikking en over de toepasselijke geschillenbeslechtingsregels.

3. Indien de in lid 2 bedoelde partijen bij het geschil niet binnen 30 dagen na de kennisgeving overeenstemming bereiken over de voeging, kan een van de partijen bij het geschil op grond van de leden 3 tot en met 7 verzoeken om een voegingsbeschikking. Het verzoek wordt schriftelijk meegedeeld aan de president van het Gerecht en aan alle partijen bij het geschil tot wie de voegingsbeschikking gericht zal zijn. In dat verzoek wordt het volgende vermeld:

a) de naam en het adres van alle partijen bij het geschil tot wie de voegingsbeschikking gericht zal zijn;

b) de verzoeken, of onderdelen daarvan, waarop de voegingsbeschikking betrekking zal hebben, en

c) de gronden voor het verzoek om voeging.

Wanneer de partijen bij het geschil overeenstemming hebben bereikt over de voeging van de verzoeken, dienen zij een gemeenschappelijk verzoek bij de president van het Gerecht in overeenkomstig dit lid.

4. Tenzij de president van het Gerecht binnen 30 dagen na ontvangst van een verzoek krachtens lid 3 vaststelt dat het verzoek kennelijk ongegrond is, wordt overeenkomstig artikel 3.9 (Gerecht van eerste aanleg), lid 8, een formatie van het Gerecht ingesteld die uitspraak over de voeging doet.

5. De procedure bij de formatie van het Gerecht die uitspraak over de voeging doet, verloopt als volgt:

a) wanneer alle verzoeken waarvoor om voeging wordt verzocht, zijn ingediend uit hoofde van dezelfde geschillenbeslechtingsregels, verloopt de procedure bij de formatie die uitspraak over de voeging doet overeenkomstig de betrokken geschillenbeslechtingsregels, tenzij alle partijen bij het geschil anders overeenkomen;

b) wanneer de verzoeken waarvoor om voeging wordt verzocht, niet zijn ingediend uit hoofde van dezelfde geschillenbeslechtingsregels:

   i) kunnen de partijen bij het geschil overeenstemming bereiken over de in artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) bedoelde geschillenbeslechtingsregels die op de gevoegde procedures van toepassing zullen zijn; of

   ii) indien de partijen bij het geschil niet binnen 30 dagen na het krachtens lid 3 ingediende verzoek overeenstemming bereiken over de geschillenbeslechtingsregels, zijn de arbitragevoorschriften van Uncitral op de gevoegde procedures van toepassing.

6. Wanneer de formatie die uitspraak over de voeging doet, vaststelt dat in twee of meer overeenkomstig artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) ingediende verzoeken dezelfde rechtsvraag of feitelijke vraag aan de orde is en die verzoeken uit dezelfde gebeurtenissen of omstandigheden voortvloeien, kan die formatie in het belang van een eerlijke en doeltreffende afhandeling van de verzoeken, mede met het oog op de consistentie van de uitspraken, en nadat de partijen bij het geschil zijn gehoord, zich bij beschikking:

a) bevoegd verklaren om kennis te nemen van alle of een deel van de verzoeken ter fine van de gelijktijdige afhandeling daarvan, of

b) bevoegd verklaren om kennis te nemen van een of meer verzoeken ter fine van de afhandeling daarvan, wanneer zij van oordeel is dat de afhandeling daarvan de afhandeling van de overige verzoeken zal vergemakkelijken.

7. Wanneer een formatie is ingesteld die uitspraak over de voeging doet, kan een eiser die een verzoek op grond van artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht) heeft ingediend en niet met naam wordt genoemd in een verzoek krachtens lid 3, die formatie schriftelijk verzoeken dat elke krachtens lid 6 gegeven beschikking ook tot hem gericht zal zijn. Dat verzoek dient te voldoen aan de voorschriften van lid 3.

8. Op verzoek van een partij bij het geschil kan de formatie die uitspraak over de voeging doet, alvorens haar beschikking krachtens lid 6 te geven, gelasten dat de behandeling door een op grond van artikel 3.9 (Gerecht van eerste aanleg) ingestelde formatie wordt geschorst, tenzij laatstbedoelde formatie haar zitting reeds heeft verdaagd.

9. Een op grond van artikel 3.9 (Gerecht van eerste aanleg) ingestelde formatie van het Gerecht is niet langer bevoegd uitspraak te doen over een verzoek, of onderdelen daarvan, ten aanzien waarvan een formatie die uitspraak over de voeging doet, zich bevoegd heeft verklaard, en de behandeling door een op grond van artikel 3.9 (Gerecht van eerste aanleg) ingestelde formatie wordt geschorst dan wel de zitting van die formatie wordt verdaagd.

10. De uitspraak van de formatie die uitspraak over de voeging doet, over verzoeken, of onderdelen daarvan, ten aanzien waarvan zij zich bevoegd heeft verklaard, is voor de op grond van artikel 3.9 (Gerecht van eerste aanleg) ingestelde formaties met betrekking tot die verzoeken bindend vanaf de dag waarop de uitspraak overeenkomstig artikel 3.18 (Uitspraak), lid 4, artikel 3.19 (Beroepsprocedure), lid 2, of artikel 3.19 (Beroepsprocedure), lid 3, definitief wordt.

11. Een eiser kan een in het kader van een voegingsprocedure behandeld verzoek, of onderdeel daarvan, onttrekken aan de geschillenbeslechting krachtens dit artikel, op voorwaarde dat dit verzoek, of onderdeel daarvan, daarna niet opnieuw wordt ingediend overeenkomstig artikel 3.6 (Indiening van verzoeken bij het Gerecht).

12. Op verzoek van een van de partijen bij het geschil kan de formatie die uitspraak over de voeging doet, alle maatregelen nemen die zij geschikt acht om het vertrouwelijke karakter van beschermde informatie van deze partij bij het geschil ten opzichte van andere partijen bij het geschil te waarborgen. Die maatregelen kunnen onder meer inhouden dat bewerkte versies van documenten die beschermde informatie bevatten, worden overgelegd aan de andere partijen bij het geschil, of dat de zitting gedeeltelijk achter gesloten deuren plaatsvindt.

AFDELING B

BESLECHTING VAN GESCHILLEN TUSSEN PARTIJEN BIJ OVEREENKOMST

ARTIKEL 3.25

Toepassingsgebied

Deze afdeling is van toepassing op alle meningsverschillen tussen de partijen over de interpretatie en toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst, tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald.

ARTIKEL 3.26

Overleg

1. De partijen streven ernaar alle meningsverschillen over de interpretatie en toepassing van de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen op te lossen door te goeder trouw overleg te voeren, teneinde tot een onderling overeengekomen oplossing te komen.

2. De partij die overleg wenst te voeren dient daartoe bij de andere partij een schriftelijk verzoek in, van welk verzoek een afschrift aan het Comité wordt gezonden, en vermeldt daarbij de redenen voor het verzoek tot overleg, alsmede de maatregelen waarom het gaat, de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde toepasselijke bepalingen en de redenen waarom de maatregelen worden beschouwd als onverenigbaar met deze bepalingen.

3. Het overleg wordt binnen 30 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek geopend en vindt, tenzij de partijen anders overeenkomen, plaats op het grondgebied van de partij waartegen de klacht gericht is. Het overleg wordt 60 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek geacht te zijn afgesloten, tenzij de partijen anders overeenkomen. Het overleg is vertrouwelijk en laat de rechten van elk van beide partijen in latere procedures onverlet.

4. Overleg over dringende aangelegenheden wordt binnen 15 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek geopend en wordt 30 dagen na de datum van ontvangst van het verzoek geacht te zijn afgesloten, tenzij de partijen anders overeenkomen.

5. Indien de partij waaraan het verzoek om overleg gericht is niet binnen tien dagen na de datum van ontvangst van het verzoek hierop reageert, of indien het overleg niet binnen de in lid 3 respectievelijk lid 4 genoemde termijn wordt geopend of indien het overleg is afgesloten zonder dat een onderling overeengekomen oplossing is bereikt, kan de klagende partij verzoeken om de instelling van een arbitragepanel overeenkomstig artikel 3.28 (Inleiding van arbitrageprocedure).

ARTIKEL 3.27

Bemiddeling

Overeenkomstig bijlage 10 (Bemiddelingsprocedure voor geschillen tussen partijen) kan elke partij de andere partij verzoeken om aan een bemiddelingsprocedure deel te nemen met betrekking tot een maatregel die de investeringen tussen de partijen ongunstig beïnvloedt.

ARTIKEL 3.28

Inleiding van arbitrageprocedure

1. Wanneer de partijen er niet in zijn geslaagd een geschil door middel van het in artikel 3.26 (Overleg) bedoelde overleg op te lossen, kan de klagende partij verzoeken om de instelling van een arbitragepanel in overeenstemming met dit artikel.

2. Het verzoek om instelling van een arbitragepanel wordt schriftelijk gedaan bij de partij waartegen de klacht gericht is en bij het Comité. De klagende partij vermeldt in haar verzoek welke specifieke maatregel in het geding is en legt uit, op zodanige wijze dat de rechtsgrond van de klacht duidelijk is, waarom die maatregel een inbreuk kan vormen op de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen.

ARTIKEL 3.29

Instelling van arbitragepanel

1. Een arbitragepanel bestaat uit drie arbiters.

2. De partijen treden binnen vijf dagen na de datum waarop de partij waartegen de klacht gericht is het in artikel 3.28 (Inleiding van arbitrageprocedure), lid 1, bedoelde verzoek heeft ontvangen, met elkaar in overleg om overeenstemming te bereiken over de samenstelling van het arbitragepanel.

3. Wanneer de partijen binnen tien dagen na aanvang van het in lid 2 bedoelde overleg geen overeenstemming over de voorzitter van het arbitragepanel bereiken, wijst de voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger binnen 20 dagen na aanvang van het in lid 2 bedoelde overleg door middel van loting uit de in artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 1, bedoelde lijst een arbiter aan die zal fungeren als voorzitter.

4. Wanneer de partijen binnen tien dagen na aanvang van het in lid 2 bedoelde overleg geen overeenstemming over de arbiters bereiken,

a) kan elk van beide partijen binnen 15 dagen na aanvang van het in lid 2 bedoelde overleg uit de in artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2, bedoelde lijst een arbiter aanwijzen, die niet zal fungeren als voorzitter, en

b) ingeval een van beide partijen verzuimt een arbiter aan te wijzen op grond van lid 4, onder a), wijst de voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger binnen 20 dagen na aanvang van het in lid 2 bedoelde overleg door middel van loting de overige arbiter(s) aan uit de personen die door deze partij zijn voorgedragen overeenkomstig artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2.

5. Indien de in artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2, bedoelde lijst op het in lid 4 voorgeschreven tijdstip niet is opgesteld

a) en hetzij beide partijen overeenkomstig artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2, personen hebben voorgedragen, kan elk van beide partijen binnen 15 dagen na aanvang van het in lid 2 bedoelde overleg uit de voorgedragen personen een arbiter aanwijzen, die niet zal fungeren als voorzitter. Indien een partij verzuimt een arbiter aan te wijzen, wijst de voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger door middel van loting de arbiter aan uit de personen die zijn voorgedragen door de partij die verzuimd heeft haar arbiter aan te wijzen; hetzij

b) slechts één partij overeenkomstig artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2, personen heeft voorgedragen, kan elk van beide partijen binnen 15 dagen na aanvang van het in lid 2 bedoelde overleg uit de voorgedragen personen een arbiter aanwijzen, die niet zal fungeren als voorzitter. Indien een partij verzuimt een arbiter aan te wijzen, wijst de voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger door middel van loting de arbiter aan uit de personen die zijn voorgedragen.

6. Indien de in artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 1, bedoelde lijst op het in lid 3 voorgeschreven tijdstip niet is opgesteld, wordt de voorzitter door middel van loting aangewezen uit de voormalige leden van de Beroepsinstantie van de WTO, die geen onderdaan van een van beide partijen mogen zijn.

7. De datum van instelling van het arbitragepanel is de datum waarop de laatste van de drie arbiters wordt aangewezen.

8. De arbiters mogen uitsluitend om de in de punten 19 tot en met 25 van bijlage 9 (Procedureregels voor arbitrage) vermelde redenen en overeenkomstig de daarin vastgestelde procedures worden vervangen.

ARTIKEL 3.30

Voorlopige uitspraak inzake dringende aard

Indien een partij daarom verzoekt, doet het arbitragepanel binnen tien dagen na zijn instelling een voorlopige uitspraak over de vraag of het een zaak dringend acht.

ARTIKEL 3.31

Tussentijds panelverslag

1. Het arbitragepanel legt uiterlijk 90 dagen na de datum van zijn instelling een tussentijds verslag aan de partijen voor, dat de resultaten van het feitenonderzoek, de toepasselijkheid van de desbetreffende bepalingen van deze overeenkomst, alsmede de aan zijn bevindingen en aanbevelingen ten grondslag liggende beweegredenen vermeldt. Wanneer het arbitragepanel van oordeel is dat deze termijn niet kan worden gehaald, stelt de voorzitter van het arbitragepanel de partijen en het Comité hiervan schriftelijk in kennis, met opgave van de redenen voor de vertraging en de datum waarop het panel zijn tussentijds verslag denkt te kunnen voorleggen. In geen geval mag het tussentijds verslag later dan honderdtwintig dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel worden voorgelegd.

2. Elk van beide partijen kan binnen 30 dagen nadat zij van het verslag in kennis is gesteld het arbitragepanel schriftelijk verzoeken bepaalde aspecten van het tussentijdse verslag te heroverwegen.

3. In dringende gevallen stelt het arbitragepanel alles in het werk om zijn tussentijds verslag voor te leggen binnen de helft van de in lid 1 respectievelijk lid 2 genoemde termijn en kan elk van beide partijen het arbitragepanel schriftelijk verzoeken bepaalde aspecten van het tussentijds verslag te heroverwegen binnen 15 dagen na de kennisgeving.

4. Het arbitragepanel kan het tussentijds verslag naar aanleiding van schriftelijk commentaar van de partijen wijzigen en, wanneer het dat zinvol acht, de zaak nader onderzoeken. In de definitieve uitspraak van het arbitragepanel worden de in de tussentijdse fase naar voren gebrachte argumenten afdoende besproken en wordt duidelijk ingegaan op het schriftelijk commentaar van beide partijen.

ARTIKEL 3.32

Uitspraak van arbitragepanel

1. Het arbitragepanel maakt zijn uitspraak binnen 150 dagen na zijn instelling aan de partijen en aan het Comité bekend. Wanneer het van oordeel is dat deze termijn niet kan worden gehaald, stelt de voorzitter van het arbitragepanel de partijen en het Comité hiervan schriftelijk in kennis, met opgave van de redenen voor de vertraging en de datum waarop het panel zijn uitspraak denkt te kunnen bekendmaken. In geen geval mag de uitspraak later dan 180 dagen na de instelling van het arbitragepanel plaatsvinden.

2. In dringende gevallen stelt het arbitragepanel alles in het werk om zijn uitspraak binnen 75 dagen na zijn instelling bekend te maken. In geen geval mag de uitspraak later dan 90 dagen na de instelling van het arbitragepanel plaatsvinden.

ARTIKEL 3.33

Naleving van uitspraak van arbitragepanel

Elk van beide partijen neemt de maatregelen die noodzakelijk zijn om de uitspraak van het arbitragepanel te goeder trouw na te leven en beide partijen streven ernaar overeenstemming te bereiken over de termijn waarbinnen zij de uitspraak zullen naleven.

ARTIKEL 3.34

Redelijke termijn voor naleving

1. Uiterlijk 30 dagen na ontvangst van de kennisgeving van de uitspraak van het arbitragepanel aan de partijen stelt de partij waartegen de klacht gericht is de klagende partij en het Comité in kennis van de tijd die zij nodig heeft om de uitspraak van het arbitragepanel na te kunnen leven (hierna "redelijke termijn" genoemd) indien onmiddellijke naleving niet mogelijk is.

2. Indien de partijen het niet eens zijn over een redelijke termijn voor naleving van de uitspraak van het arbitragepanel, verzoekt de klagende partij binnen 20 dagen na ontvangst van de kennisgeving als bedoeld in lid 1 door de partij waartegen de klacht gericht is, het oorspronkelijke arbitragepanel schriftelijk om een redelijke termijn vast te stellen. Dit verzoek wordt tegelijkertijd medegedeeld aan de andere partij en aan het Comité. Binnen 20 dagen na de indiening van het verzoek maakt het oorspronkelijke arbitragepanel zijn uitspraak aan de partijen bekend en stelt het het Comité hiervan in kennis.

3. Wanneer een van de leden van het oorspronkelijke arbitragepanel niet meer beschikbaar is, zijn de in artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) beschreven procedures van toepassing. De termijn voor de bekendmaking van de uitspraak bedraagt 35 dagen na de datum van indiening van het in lid 2 bedoelde verzoek.

4. De partij waartegen de klacht gericht is, stelt de klagende partij ten minste een maand voor afloop van de redelijke termijn schriftelijk in kennis van de vorderingen die zij maakt bij de naleving van de uitspraak van het arbitragepanel.

5. De partijen kunnen de redelijke termijn in onderling overleg verlengen.

ARTIKEL 3.35

Onderzoek van maatregelen tot naleving van uitspraak van arbitragepanel

1. De partij waartegen de klacht gericht is, stelt de klagende partij en het Comité voor afloop van de redelijke termijn in kennis van de maatregelen die zij heeft getroffen om de uitspraak van het arbitragepanel na te leven.

2. Wanneer er tussen de partijen onenigheid bestaat over het bestaan van een maatregel waarvan overeenkomstig lid 1 is kennisgegeven of over de verenigbaarheid van die maatregel met de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen, kan de klagende partij het oorspronkelijke arbitragepanel schriftelijk verzoeken hierover uitspraak te doen. In dat verzoek geeft de klagende partij, op zodanige wijze dat de rechtsgrond van de klacht duidelijk is, aan om welke specifieke maatregel het gaat en met welke in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen deze maatregel volgens haar onverenigbaar is. In dat verzoek wordt ook uitgelegd waarom deze maatregel onverenigbaar is met de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen. Het oorspronkelijke arbitragepanel deelt zijn uitspraak binnen 45 dagen na de datum van indiening van het verzoek mede.

3. Wanneer een van de leden van het oorspronkelijke arbitragepanel niet meer beschikbaar is, zijn de in artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) beschreven procedures van toepassing. De termijn voor de bekendmaking van de uitspraak bedraagt 60 dagen na de datum van indiening van het in lid 2 bedoelde verzoek.

ARTIKEL 3.36

Tijdelijke maatregelen bij niet-naleving

1. Indien de partij waartegen de klacht gericht is niet voor afloop van de redelijke termijn kennis geeft van een maatregel die zij heeft getroffen om de uitspraak van het arbitragepanel na te leven, of indien het arbitragepanel oordeelt dat er geen maatregel is getroffen om aan de uitspraak te voldoen of dat de maatregel waarvan overeenkomstig artikel 3.35 (Onderzoek van maatregelen tot naleving van uitspraak van arbitragepanel), lid 1, is kennisgegeven, niet verenigbaar is met de verplichtingen van de partij krachtens de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen, treedt de partij waartegen de klacht gericht is met de klagende partij in onderhandeling, teneinde tot een wederzijds aanvaardbaar akkoord over compensatie te komen.

2. Indien de partijen geen akkoord over compensatie bereiken binnen 30 dagen na afloop van de redelijke termijn of binnen 30 dagen na de bekendmaking van de uitspraak van het arbitragepanel op grond van artikel 3.35 (Onderzoek van maatregelen tot naleving van uitspraak van arbitragepanel) dat er geen maatregel is getroffen om aan de uitspraak van het arbitragepanel te voldoen of dat een maatregel tot naleving daarvan niet verenigbaar is met de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen, is de klagende partij gerechtigd om, na de andere partij en het Comité hiervan in kennis te hebben gesteld, passende maatregelen te treffen in een mate die overeenstemt met de mate waarin de schending de voordelen voor de klagende partij tenietdoet of beperkt. In de kennisgeving moeten dergelijke maatregelen worden gespecificeerd. De klagende partij kan die maatregelen treffen vanaf tien dagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de partij waartegen de klacht gericht is op elk gewenst tijdstip laten ingaan, tenzij de partij waartegen de klacht gericht is overeenkomstig lid 3 om arbitrage heeft verzocht.

3. Indien de partij waartegen de klacht gericht is van oordeel is dat de door de klagende partij getroffen maatregelen niet overeenstemmen met de mate waarin de schending de voordelen voor de andere partij tenietdoet of beperkt, kan zij het oorspronkelijke arbitragepanel schriftelijk verzoeken hierover uitspraak te doen. Dit verzoek wordt voor het verstrijken van de in lid 2 bedoelde periode van tien dagen medegedeeld aan de klagende partij en aan het Comité. Het oorspronkelijke arbitragepanel wint zo nodig advies in bij deskundigen en deelt zijn uitspraak over de mate van opschorting van de verplichtingen binnen 30 dagen na de datum van indiening van het verzoek aan de partijen en aan het Comité mede. De maatregelen worden niet getroffen voordat het oorspronkelijke arbitragepanel zijn uitspraak heeft medegedeeld, en de eventuele maatregel dient in overeenstemming te zijn met de uitspraak van het arbitragepanel.

4. Wanneer een van de leden van het oorspronkelijke arbitragepanel niet meer beschikbaar is, zijn de in artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) beschreven procedures van toepassing. De termijn voor de bekendmaking van de uitspraak bedraagt 45 dagen na de indiening van het in lid 3 bedoelde verzoek.

5. De in dit artikel bedoelde maatregelen zijn van tijdelijke aard en mogen niet meer worden toegepast nadat:

a) de partijen ingevolge artikel 3.39 (Onderling overeengekomen oplossing) tot een onderling overeengekomen oplossing zijn gekomen, of

b) de partijen overeenstemming hebben bereikt over de vraag of de maatregel waarvan overeenkomstig artikel 3.37 (Onderzoek van nalevingsmaatregelen getroffen na vaststelling van tijdelijke maatregelen tegen niet-naleving), lid 1, is kennisgegeven, ertoe leidt dat de partij waartegen de klacht gericht is in overeenstemming met de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen handelt, of

c) de maatregel waarvan is vastgesteld dat deze niet verenigbaar is met de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen, is ingetrokken of gewijzigd en overeenkomstig artikel 3.37 (Onderzoek van nalevingsmaatregelen getroffen na vaststelling van tijdelijke maatregelen tegen niet-naleving), lid 2, met die bepalingen in overeenstemming is gebracht.

ARTIKEL 3.37

Onderzoek van nalevingsmaatregelen getroffen na vaststelling van tijdelijke maatregelen tegen niet-naleving

1. De partij waartegen de klacht gericht is, stelt de klagende partij en het Comité in kennis van alle maatregelen die zij heeft getroffen om de uitspraak van het arbitragepanel na te leven, alsmede van haar verzoek om beëindiging van de maatregelen door de klagende partij.

2. Indien de partijen binnen 30 dagen na de datum van ontvangst van de kennisgeving geen overeenstemming bereiken over de vraag of de maatregel waarvan is kennisgegeven, ertoe leidt dat de partij waartegen de klacht gericht is in overeenstemming met de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen handelt, verzoekt de klagende partij het oorspronkelijke arbitragepanel schriftelijk hierover uitspraak te doen. Dit verzoek wordt tegelijkertijd medegedeeld aan de andere partij en aan het Comité. Het arbitragepanel stelt de partijen en het Comité binnen 45 dagen na de indiening van het verzoek in kennis van zijn uitspraak. Indien het arbitragepanel oordeelt dat een maatregel die is getroffen om de uitspraak na te leven in overeenstemming is met de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen, worden de in artikel 3.36 (Tijdelijke maatregelen bij niet-naleving) bedoelde maatregelen beëindigd.

ARTIKEL 3.38

Opschorting en beëindiging van arbitrageprocedures

1. Op schriftelijk verzoek van beide partijen schort het arbitragepanel te allen tijde zijn werkzaamheden op gedurende een door de partijen overeengekomen periode, die echter niet meer dan twaalf maanden mag bedragen. Op schriftelijk verzoek van de klagende partij respectievelijk beide partijen hervat het arbitragepanel zijn werkzaamheden aan respectievelijk voor het einde van de overeengekomen periode. Indien de klagende partij niet voor het verstrijken van de overeengekomen opschortingsperiode het arbitragepanel verzoekt zijn werkzaamheden te hervatten, worden de krachtens deze afdeling ingeleide geschillenbeslechtingsprocedures geacht te zijn beëindigd. Behoudens het bepaalde in artikel 3.45 (Verhouding tot WTO-verplichtingen) laten de opschorting en de beëindiging van de werkzaamheden van het arbitragepanel de rechten van elk van beide partijen in andere procedures onverlet.

2. De partijen kunnen te allen tijde schriftelijk overeenkomen de krachtens deze afdeling ingeleide geschillenbeslechtingsprocedures te beëindigen.

ARTIKEL 3.39

Onderling overeengekomen oplossing

De partijen kunnen te allen tijde onderling een oplossing voor een onder deze afdeling vallend geschil overeenkomen. Zij stellen het Comité en in voorkomend geval het arbitragepanel van die oplossing in kennis. Indien ingevolge de desbetreffende interne procedures van een van beide partijen voor de oplossing goedkeuring vereist is, wordt in de kennisgeving naar dit vereiste verwezen en worden de krachtens deze afdeling ingeleide geschillenbeslechtingsprocedures opgeschort. Indien dergelijke goedkeuring niet vereist is, of nadat is kennisgegeven van de voltooiing van die interne procedures, wordt de procedure beëindigd.

ARTIKEL 3.40

Procedureregels

1. Op de procedures voor de beslechting van geschillen in het kader van deze afdeling is bijlage 9 (Procedureregels voor arbitrage) van toepassing.

2. Alle bijeenkomsten van het arbitragepanel zijn overeenkomstig bijlage 9 (Procedureregels voor arbitrage) openbaar.

ARTIKEL 3.41

Indiening van informatie

1. Het arbitragepanel kan op verzoek van een partij of op eigen initiatief bij alle bronnen, met inbegrip van de bij het geschil betrokken partijen, alle informatie inwinnen die het voor de arbitrageprocedure nuttig acht. Het arbitragepanel heeft tevens het recht deskundigen om advies te vragen wanneer het dat nuttig acht. Voordat het deskundigen kiest, raadpleegt het arbitragepanel de partijen. Alle op deze manier verkregen informatie moet voor commentaar aan de partijen worden voorgelegd.

2. Belanghebbende natuurlijke en rechtspersonen van de partijen hebben het recht overeenkomstig bijlage 9 (Procedureregels voor arbitrage) als amicus curiae opmerkingen bij het arbitragepanel in te dienen.

ARTIKEL 3.42

Interpretatieregels

Het arbitragepanel legt de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen uit volgens de gebruikelijke regels voor de interpretatie van het internationaal publiekrecht, met inbegrip van die welke in het Verdrag van Wenen inzake het verdragenrecht zijn neergelegd. Wanneer een verplichting uit hoofde van deze overeenkomst identiek is aan een verplichting uit hoofde van de WTO-Overeenkomst, neemt het arbitragepanel alle relevante interpretaties die zijn vastgesteld in uitspraken van het Orgaan voor geschillenbeslechting van de WTO (Dispute Settlement Body, hierna de "DSB" genoemd) in aanmerking. De uitspraken van het arbitragepanel kunnen de rechten en verplichtingen uit hoofde van de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen niet verruimen of beperken.

ARTIKEL 3.43

Besluiten en uitspraken van arbitragepanel

1. Het arbitragepanel stelt alles in het werk om elk besluit bij consensus te nemen. Wanneer het evenwel niet mogelijk is bij consensus tot een besluit te komen, wordt een besluit bij meerderheid van stemmen genomen.

2. De uitspraken van het arbitragepanel zijn bindend voor de partijen en scheppen geen rechten of verplichtingen voor natuurlijke of rechtspersonen. De uitspraak vermeldt de resultaten van het feitenonderzoek, de toepasselijkheid van de desbetreffende bepalingen bedoeld in artikel 3.25 (Toepassingsgebied), alsmede de aan de bevindingen en conclusies van het panel ten grondslag liggende beweegredenen. Het Comité maakt de volledige uitspraak van het arbitragepanel openbaar, maar kan besluiten dat niet te doen met het oog op waarborging van de geheimhouding van alle informatie die door een van beide partijen als vertrouwelijk is aangemerkt.

ARTIKEL 3.44

Lijsten van arbiters

1. De partijen stellen bij de inwerkintreding van deze overeenkomst een lijst op van vijf personen die bereid en in staat zijn om het voorzitterschap van een arbitragepanel als bedoeld in artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) te bekleden.

2. Het Comité stelt uiterlijk zes maanden na de inwerkingtreding van deze overeenkomst een lijst op van ten minste tien personen die bereid en in staat zijn om als arbiter op te treden. Elk van de partijen draagt bij de inwerkingtreding van deze overeenkomst ten minste vijf personen voor als arbiter.

3. Het Comité ziet erop toe dat de ingevolge lid 1 respectievelijk lid 2 opgestelde lijst van personen die als voorzitter respectievelijk arbiter in aanmerking komen, bijgewerkt zijn.

4. De arbiters beschikken over gespecialiseerde kennis of ervaring op het gebied van recht en internationale handel of investeringen, of beslechting van geschillen in het kader van internationale handelsovereenkomsten. Zij dienen onafhankelijk te zijn, op persoonlijke titel op te treden en niet verbonden te zijn aan de regering van een van de partijen, en dienen te voldoen aan de voorschriften van bijlage 11 (Gedragscode voor arbiters en bemiddelaars).

ARTIKEL 3.45

Verhouding tot WTO-verplichtingen

1. Een beroep op de bepalingen van deze afdeling over de beslechting van geschillen doet geen afbreuk aan enige maatregel in het kader van de WTO, waaronder geschillenbeslechtingsprocedures.

2. Onverminderd het bepaalde in lid 1 kan een partij, wanneer zij in verband met een specifieke maatregel een procedure voor de beslechting van een geschil heeft ingeleid, hetzij krachtens deze afdeling, hetzij krachtens de WTO-Overeenkomst, in verband met dezelfde maatregel geen procedure voor geschillenbeslechting in het andere forum inleiden totdat de eerste procedure is afgesloten. Bovendien mag een partij enkel een procedure voor de beslechting van een geschil krachtens deze afdeling en krachtens de WTO-Overeenkomst inleiden wanneer het geschil betrekking heeft op fundamenteel verschillende verplichtingen uit hoofde van beide overeenkomsten of wanneer het gekozen forum om procedurele of bevoegdheidsredenen geen uitspraak kan doen in de procedure ten aanzien van de schending van die verplichting, voor zover de onmogelijkheid van het forum om uitspraak te doen niet het gevolg is van het verzuim van een partij bij het geschil om zorgvuldig te handelen.

3. Voor de toepassing van lid 2 worden:

a) procedures voor de geschillenbeslechting krachtens de WTO-Overeenkomst geacht te zijn ingeleid wanneer een partij overeenkomstig artikel 6 van het Memorandum van overeenstemming inzake de regels en procedures betreffende de beslechting van geschillen, dat is neergelegd in bijlage 2 bij de WTO-Overeenkomst (hierna "DSU" genoemd), een verzoek om instelling van een panel indient en worden zij geacht te zijn beëindigd wanneer het DSB overeenkomstig artikel 16 en artikel 17, lid 14, van het DSU het verslag van het panel respectievelijk, in voorkomend geval, het verslag van de Beroepsinstantie goedkeurt, en

b) procedures voor de geschillenbeslechting krachtens deze afdeling geacht te zijn ingeleid wanneer een partij overeenkomstig artikel 3.28 (Inleiding van arbitrageprocedure), lid 1, een verzoek om instelling van een arbitragepanel indient en worden zij geacht te zijn beëindigd wanneer het arbitragepanel overeenkomstig artikel 3.32 (Uitspraak van arbitragepanel), lid 2, zijn uitspraak aan de partijen en aan het Comité bekendmaakt of wanneer de partijen overeenkomstig artikel 3.39 (Onderling overeengekomen oplossing) een onderling overeengekomen oplossing hebben bereikt.

4. Geen enkele bepaling in deze afdeling belet dat een partij de opschorting van de verplichtingen die is toegestaan door het DSB, ten uitvoer legt. Er kan geen beroep worden gedaan op de WTO-Overeenkomst of de EUSFTA om te beletten dat een partij passende maatregelen treft krachtens artikel 3.36 (Tijdelijke maatregelen bij niet-naleving) van deze afdeling.

ARTIKEL 3.46

Termijnen

1. Alle in deze afdeling vastgestelde termijnen, met inbegrip van die waarbinnen arbitragepanels hun uitspraken moeten mededelen, worden gerekend in kalenderdagen waarbij de eerste dag de dag is volgende op die waarop de betrokken handelingen of feiten plaatsvonden, tenzij anders wordt bepaald.

2. Alle in deze afdeling vermelde termijnen kunnen met wederzijdse instemming van de partijen worden gewijzigd.

HOOFDSTUK VIER

INSTITUTIONELE, ALGEMENE EN SLOTBEPALINGEN

ARTIKEL 4.1

Comité

1. De partijen richten een comité op, bestaande uit vertegenwoordigers van de EU-partij en van Singapore (het "Comité").

2. Het Comité vergadert in de regel om de twee jaar, beurtelings in de Unie en in Singapore, of zo spoedig mogelijk op verzoek van een van de partijen. Het voorzitterschap van het Comité wordt bekleed door het lid van de Europese Commissie dat bevoegd is voor handel en de minister van Handel en Industrie van Singapore en, of door hun respectieve vertegenwoordigers. Het Comité stelt zelf zijn vergaderrooster en -agenda vast en kan zijn eigen reglement van orde vaststellen.

3. Het Comité:

a) ziet toe op de goede werking van deze overeenkomst;

b) houdt toezicht op en vergemakkelijkt de tenuitvoerlegging en toepassing van deze overeenkomst, en bevordert de algemene doelstellingen ervan;

c) zoekt naar wegen om de investeringsbetrekkingen tussen de partijen te verbeteren;

d) onderzoekt de moeilijkheden die zich kunnen voordoen bij de uitvoering van de bepalingen van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), en neemt mogelijke verbeteringen daarvan in overweging, in het bijzonder in het licht van de opgedane ervaring en de ontwikkelingen in andere internationale fora;

e) evalueert in het algemeen de werking van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), waarbij het mede rekening houdt met kwesties die het gevolg kunnen zijn van de inspanningen om het in artikel 3.12 (Multilateraal geschillenbeslechtingsmechanisme) bedoelde multilateraal geschillenbeslechtingsmechanisme in te stellen;

f) tracht, onverminderd hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), een oplossing te vinden voor eventuele problemen op de door deze overeenkomst bestreken gebieden of eventuele geschillen in verband met de interpretatie of de toepassing van deze overeenkomst op te lossen, en

g) buigt zich over alle andere aangelegenheden die van belang zijn met betrekking tot de door deze overeenkomst bestreken gebieden.

4. Het Comité kan na overleg met de partijen bij de overeenkomst en nadat de respectieve wettelijke vereisten van de partijen bij de overeenkomst zijn vervuld en hun respectieve wettelijke procedures zijn afgesloten, beslissen om:

a) overeenkomstig artikel 3.9 (Gerecht van eerste aanleg), lid 2, en artikel 3.10 (Beroepsinstantie), lid 2, de leden van het Gerecht en van de Beroepsinstantie aan te wijzen, overeenkomstig artikel 3.9, lid 3, en artikel 3.10, lid 3, het aantal leden te verhogen of te verlagen, of overeenkomstig artikel 3.11 (Ethische code), lid 5, een lid van het Gerecht of van de Beroepsinstantie van zijn mandaat te ontheffen;

b) het maandelijkse voorschot voor de leden van het Gerecht en van de Beroepsinstantie overeenkomstig artikel 3.9, lid 12, en artikel 3.10, lid 11, alsmede de dagvergoeding voor de leden die zitting hebben in een formatie van de Beroepsinstantie en voor de president van het Gerecht en van de Beroepsinstantie overeenkomstig artikel 3.10, lid 12, en artikel 3.9, lid 13, vast te stellen;

c) overeenkomstig artikel 3.9, lid 15, en artikel 3.10, lid 13, het voorschot en andere honoraria en kostenvergoedingen voor de leden van het Gerecht en van de Beroepsinstantie om te zetten in een reguliere bezoldiging;

d) overeenkomstig artikel 3.12 (Multilateraal geschillenbeslechtingsmechanisme) de nodige overgangsregelingen vast te stellen;

e) overeenkomstig artikel 3.21 (Kosten), lid 5, aanvullende voorschriften inzake honoraria vast te stellen;

f) interpretaties van de bepalingen van deze overeenkomst aan te nemen, die bindend zijn voor de partijen en alle krachtens deze overeenkomst opgerichte organen, met inbegrip van het Gerecht en de Beroepsinstantie bedoeld in hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), en de arbitragepanels bedoeld in hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst); en

g) regels ter aanvulling van de toepasselijke geschillenbeslechtingsregels of de in de bijlagen opgenomen regels vast te stellen. Die regels zijn bindend voor het Gerecht en de Beroepsinstantie bedoeld in hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), en de arbitragepanels bedoeld in hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst).

ARTIKEL 4.2

Besluitvorming

1. De partijen kunnen, in de in deze overeenkomst bedoelde gevallen, besluiten in het Comité nemen. Dein het Comité genomen besluiten zijn bindend voor de partijen, die de maatregelen treffen die noodzakelijk zijn voor de tenuitvoerlegging van deze besluiten.

2. Het Comité kan, in de in deze overeenkomst bedoelde gevallen, passende aanbevelingen doen.

3. De besluiten en aanbevelingen van het Comité worden vastgesteld in onderlinge overeenstemming tussen de partijen.

ARTIKEL 4.3

Wijzigingen

1. De partijen kunnen overeenkomen deze overeenkomst te wijzigen. Een wijziging van deze overeenkomst treedt in werking nadat de partijen schriftelijke kennisgevingen hebben uitgewisseld waarin zij verklaren dat zij volledig aan hun respectieve toepasselijke wettelijke vereisten en procedures hebben voldaan, zoals bepaald in de akte van wijziging.

2. Onverminderd het bepaalde in lid 1 kunnen de partijen, in de in deze overeenkomst bedoelde gevallen, in het Comité besluiten tot wijziging van deze overeenkomst nemen.

ARTIKEL 4.4

Prudentiële uitzonderingsbepaling

1. Niets in deze overeenkomst mag op zodanige wijze worden geïnterpreteerd dat het belet dat een partij redelijke maatregelen handhaaft of vaststelt om prudentiële redenen, zoals:

a) de bescherming van investeerders, spaarders, polishouders of personen aan wie een verlener van financiële diensten een fiduciair recht verschuldigd is;

b) het handhaven van de veiligheid, de solvabiliteit, de integriteit of de financiële aansprakelijkheid van financiële dienstverleners; of

c) het verzekeren van de integriteit en de stabiliteit van het financiële stelsel van de partij.

2. Deze maatregelen zijn niet belastender dan noodzakelijk is voor het bereiken van het doel ervan en vormen geen middel tot willekeurige of ongerechtvaardigde discriminatie van verleners van financiële diensten uit de andere partij in vergelijking met de verleners van financiële diensten van de partij in kwestie, noch een verkapte beperking van de handel in diensten.

3. Niets in deze overeenkomst mag op zodanige wijze worden geïnterpreteerd dat het een partij verplicht tot het verstrekken van informatie betreffende de zaken en de rekeningen van individuele consumenten, dan wel vertrouwelijke of gepatenteerde informatie die in het bezit is van openbare entiteiten.

ARTIKEL 4.5

Uitzonderingen op grond van veiligheidsoverwegingen

Geen enkele bepaling in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat:

a) een van de partijen verplicht wordt informatie te verstrekken waarvan zij openbaarmaking in strijd acht met haar wezenlijke veiligheidsbelangen;

b) een van de partijen belet wordt gelijk welke actie te ondernemen die zij ter bescherming van haar wezenlijke veiligheidsbelangen noodzakelijk acht en die:

   i) verband houden met de productie van of de handel in wapens, munitie en oorlogstuig dan wel met de handel in andere goederen en materialen en economische activiteiten die direct of indirect de bevoorrading van een militaire inrichting ten doel hebben;

   ii) verband houden met de verlening van diensten die direct of indirect de bevoorrading van een militaire inrichting ten doel hebben;

iii) betrekking hebben op splijt- of fusiestoffen of op grondstoffen waaruit deze kunnen worden vervaardigd, of

iv) in tijden van oorlog of ernstige internationale spanningen worden genomen dan wel ter bescherming van kritieke publieke infrastructuur (dit betreft de infrastructuur voor communicatie en voor elektriciteits- en watervoorziening, waarmee de bevolking wordt voorzien van goederen of diensten die aan de eerste levensbehoeften voldoen) tegen opzettelijke pogingen om die onbruikbaar te maken of te ontwrichten;

c) een van de partijen belet wordt maatregelen te nemen met het oog op de handhaving van de internationale vrede en veiligheid.

ARTIKEL 4.6

Belastingen

1. Deze overeenkomst is uitsluitend van toepassing op belastingmaatregelen wanneer dat noodzakelijk is voor de tenuitvoerlegging van de bepalingen van deze overeenkomst[1].

[1] Onder "bepalingen van deze overeenkomst" worden bepalingen verstaan waarbij
a) aan investeerders een niet-discriminerende behandeling wordt toegekend op de wijze en in de mate als bepaald in artikel 2.3 (Nationale behandeling); en
b) aan investeerders en hun investeringen bescherming tegen onteigening wordt toegekend op de wijze en in de mate als bepaald in artikel 2.6 (Onteigening).

2. Geen enkele bepaling in deze overeenkomst doet afbreuk aan de rechten en verplichtingen van de Unie of een van haar lidstaten of de rechten van Singapore, uit hoofde van belastingverdragen tussen de Unie en Singapore of tussen een van de lidstaten van de Unie en Singapore. In geval van strijdigheid tussen deze overeenkomst en een dergelijk verdrag heeft dat verdrag voorrang voor zover het de strijdige bepalingen betreft. Wanneer er een belastingverdrag tussen de Unie en Singapore of tussen een van de lidstaten van de Unie en Singapore bestaat, zijn alleen de krachtens dat verdrag bevoegde autoriteiten bevoegd om vast te stellen of deze overeenkomst strijdig is met dat verdrag.

3. Geen enkele bepaling in deze overeenkomst staat eraan in de weg dat een partij belastingmaatregelen vaststelt of handhaaft waarbij op basis van rationele criteria onderscheid wordt gemaakt tussen belastingbetalers, zoals belastingbetalers die niet in dezelfde situatie verkeren, in het bijzonder met betrekking tot hun verblijfplaats of de plaats waar hun kapitaal is geïnvesteerd[1].

4. Geen enkele bepaling in deze overeenkomst staat in de weg aan de vaststelling of handhaving van maatregelen ter voorkoming van belastingontwijking of -ontduiking in overeenstemming met de fiscale bepalingen van overeenkomsten inzake voorkoming van dubbele belastingheffing, andere belastingregelingen of interne belastingwetgeving.

[1] Voor alle duidelijkheid: beide partijen zijn het erover eens dat geen enkele bepaling in deze overeenkomst in de weg staat aan belastingmaatregelen waarmee doelstellingen van maatschappelijk welzijn of volksgezondheid dan wel andere sociaal-communautaire doelstellingen worden nagestreefd, of die gericht zijn op macro-economische stabiliteit, of aan belastingvoordelen die gekoppeld zijn aan de plaats van oprichting en niet aan de nationaliteit van de eigenaar van de onderneming. Belastingmaatregelen gericht op macro-economische stabiliteit zijn maatregelen die worden genomen als reactie op fluctuaties en trends in de nationale economie, met het doel om systemische onevenwichtigheden aan te pakken of te voorkomen die een ernstige bedreiging vormen voor de stabiliteit van de nationale economie.

5. Geen enkele bepaling in deze overeenkomst staat eraan in de weg dat Singapore belastingmaatregelen vaststelt of handhaaft die noodzakelijk zijn ter bescherming van de hogere belangen van het overheidsbeleid van Singapore die voortvloeien uit de specifieke ruimtelijke beperkingen.

ARTIKEL 4.7

Specifieke uitzondering

Geen enkele bepaling in deze overeenkomst is van toepassing op de activiteiten van een centrale bank of een monetaire autoriteit of van enige andere overheidsinstantie die bevoegd is voor het monetaire beleid of het wisselkoersbeleid.

ARTIKEL 4.8

Staatsinvesteringsfondsen

Elk van beide partijen moedigt haar staatsinvesteringsfondsen aan, de Algemeen aanvaarde beginselen en praktijken – Beginselen van Santiago – te eerbiedigen.

ARTIKEL 4.9

Openbaarmaking van informatie

1. Geen enkele bepaling in deze overeenkomst mag zodanig worden uitgelegd dat een van de partijen verplicht wordt vertrouwelijke informatie beschikbaar te stellen waarvan openbaarmaking de rechtshandhaving zou belemmeren of anderszins in strijd zou zijn met het openbaar belang of schadelijk zou zijn voor de rechtmatige handelsbelangen van specifieke openbare of particuliere bedrijven.

2. Wanneer een partij aan het Comité informatie voorlegt die zij ingevolge haar wet- en regelgeving als vertrouwelijk beschouwt, wordt die informatie door de andere partij vertrouwelijk behandeld, tenzij de partij die de informatie voorlegt anders beslist.

ARTIKEL 4.10

Voldoen aan verplichtingen

Elk van beide partijen treft alle algemene en bijzondere maatregelen die nodig zijn om aan haar verplichtingen krachtens deze overeenkomst te voldoen. Zij ziet erop toe dat de in deze overeenkomst genoemde doelstellingen worden bereikt.

ARTIKEL 4.11

Geen rechtstreekse werking

Voor alle duidelijkheid: geen enkele bepaling in deze overeenkomst aldus mag worden uitgelegd dat daaraan rechten kunnen worden ontleend door of daarmee verplichtingen worden opgelegd aan personen, anders dan die welke de partijen krachtens internationaal publiekrecht hebben vastgesteld.

ARTIKEL 4.12

Verhouding tot andere overeenkomsten

1. Deze overeenkomst vormt een integrerend onderdeel van de algemene betrekkingen tussen de Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Singapore, anderzijds, waarop de Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst van toepassing is en maakt deel uit van een gemeenschappelijk institutioneel kader. Deze overeenkomst is een specifieke overeenkomst waarmee uitvoering wordt gegeven aan de handels- en investeringsbepalingen van dePartnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst.

2. Het is wel verstaan dat de partijen overeenkomen dat geen enkele bepaling in deze overeenkomst hen verplicht te handelen op een wijze die in strijd is met hun verplichtingen uit hoofde van de WTO-Overeenkomst.

3. (a) Zodra deze overeenkomst in werking treedt, worden de in bijlage 5 (Overeenkomsten als bedoeld in artikel 4.12) genoemde tussen de lidstaten van de Unie en Singapore gesloten overeenkomsten, met inbegrip van de uit die overeenkomsten voortvloeiende rechten en verplichtingen, beëindigd en zijn zij niet langer van kracht; zij komen te vervallen en worden door deze overeenkomst vervangen.

b) Ingeval van voorlopige toepassing van deze overeenkomst overeenkomstig artikel 4.15 (Inwerkingtreding), lid 4, wordt de toepassing van de bepalingen van de in bijlage 5 (Overeenkomsten als bedoeld in artikel 4.12) genoemde overeenkomsten, alsmede van de uit die overeenkomsten voortvloeiende rechten en verplichtingen, opgeschort met ingang van de datum van voorlopige toepassing. Ingeval de voorlopige toepassing van deze overeenkomst wordt beëindigd en deze overeenkomst niet in werking treedt, wordt de opschorting opgeheven en worden de in bijlage 5 (Overeenkomsten als bedoeld in artikel 4.12) genoemde overeenkomsten van kracht.

c) Onverminderd het bepaalde in lid 3, onder a) en b), kan overeenkomstig de bepalingen van een in bijlage 5 (Overeenkomsten als bedoeld in artikel 4.12) genoemde overeenkomst een vordering worden ingesteld betreffende een behandeling die uit hoofde van de in die overeenkomst vastgestelde voorschriften en procedures is toegekend terwijl die overeenkomst van kracht was, op voorwaarde dat niet meer dan drie jaar zijn verstreken sinds de datum van opschorting van die overeenkomst op grond van lid 3, onder b), of, indien die overeenkomst niet is opgeschort op grond van lid 3, onder b), de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst.

d) Onverminderd het bepaalde in lid 3, onder a) en b), kan, wanneer de voorlopige toepassing van deze overeenkomst wordt beëindigd en deze overeenkomst niet in werking treedt, overeenkomstig hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), een verzoek worden ingediend betreffende een behandeling die is toegekend tijdens de periode van de voorlopige toepassing van deze overeenkomst, op voorwaarde dat niet meer dan drie jaar zijn verstreken sinds de datum van beëindiging van de voorlopige toepassing.

De definitie van "inwerkingtreding van deze overeenkomst" in artikel 4.15 (Inwerkingtreding), lid 4, onder d), geldt voor de toepassing van dit artikel niet.

ARTIKEL 4.13

Territoriale toepassing

Deze overeenkomst is van toepassing:

a) wat de EU-partij betreft, op elk grondgebied waarop het Verdrag betreffende de Europese Unie en het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie van toepassing zijn, onder de in die verdragen neergelegde voorwaarden, en

b) wat Singapore betreft, op zijn grondgebied.

Verwijzingen naar "grondgebied" in deze overeenkomst worden in deze zin begrepen, tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald.

ARTIKEL 4.14

Bijlagen, en memoranda van overeenstemming

De bijlagen en memoranda van overeenstemming bij deze overeenkomst vormen een integrerend onderdeel daarvan.

ARTIKEL 4.15

Inwerkingtreding

1. Deze overeenkomst wordt door de partijen goedgekeurd volgens hun eigen procedures.

2. Deze overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de maand waarin de partijen schriftelijke kennisgevingen hebben uitgewisseld waarin zij verklaren dat zij volledig aan hun respectieve toepasselijke wettelijke vereisten en procedures voor de inwerkingtreding van deze overeenkomst hebben voldaan. De partijen kunnen in onderlinge overeenstemming een andere datum vaststellen.

3. De kennisgevingen worden respectievelijk aan de secretaris-generaal van de Raad van de Unie en de directeur Noord-Amerika en Europa van het ministerie van Handel en Industrie van Singapore, dan wel aan hun respectieve opvolgers, gericht.

4. a) Deze overeenkomst kan voorlopig worden toegepast indien de partijen dit onderling overeenkomen. In dat geval wordt de overeenkomst toegepast vanaf de eerste dag van de maand volgende op de datum waarop de Unie en Singapore elkaar kennis hebben gegeven van de voltooiing van hun respectieve procedures ter zake. De partijen kunnen in onderlinge overeenstemming een andere datum vaststellen.

b) Wanneer een partij sommige bepalingen van deze overeenkomst niet voorlopig kan toepassen, stelt zij de andere partij in kennis van de bepalingen die niet voorlopig kunnen worden toegepast.

Onverminderd het bepaalde in lid 4, onder a), worden, mits de andere partij de noodzakelijke procedures heeft voltooid en zij niet binnen tien dagen na de kennisgeving dat sommige bepalingen niet voorlopig kunnen worden toegepast, bezwaar tegen de voorlopige toepassing heeft gemaakt, de bepalingen van deze overeenkomst die niet het voorwerp van de kennisgeving waren voorlopig toegepast vanaf de eerste dag van de maand volgende op de kennisgeving.

c) De Unie of Singapore kan de voorlopige toepassing beëindigen door middel van een schriftelijke kennisgeving aan de andere partij. Die beëindiging treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op die van de kennisgeving.

d) Wanneer deze overeenkomst of sommige bepalingen ervan voorlopig worden toegepast, wordt onder "inwerkingtreding van deze overeenkomst" verstaan de datum van voorlopige toepassing. Het Comité kan zijn taken gedurende de voorlopige toepassing van deze overeenkomst uitoefenen. Alle in de uitoefening van deze taken genomen besluiten houden alleen op gevolgen te hebben wanneer de voorlopige toepassing van deze overeenkomst wordt beëindigd en deze overeenkomst niet in werking treedt.

ARTIKEL 4.16

Duur

1. Deze overeenkomst geldt voor onbepaalde tijd.

2. De EU-partij of Singapore kan de andere partij schriftelijk in kennis stellen van zijn voornemen deze overeenkomst op te zeggen.

3. Onverminderd het in artikel 4.17 (Opzegging) bepaalde, treedt deze overeenkomst zes maanden na de datum van de in lid 2 bedoelde kennisgeving buiten werking.

4. Binnen 30 dagen na de in lid 2 bedoelde kennisgeving kan elk van beide partijen verzoeken om overleg over de vraag of een bepaling van deze overeenkomst op een later tijdstip dan bedoeld in lid 3 moet komen te vervallen. Dit overleg begint binnen 30 dagen nadat een partij een dergelijk verzoek heeft ingediend.

ARTIKEL 4.17

Opzegging

Ingeval deze overeenkomst wordt opgezegd overeenkomstig artikel 4.16 (Duur), blijft deze overeenkomst ten aanzien van onder de overeenkomst vallende investeringen die vóór de datum van opzegging van deze overeenkomst zijn verricht, van kracht gedurende een periode van 20 jaar te rekenen vanaf die datum. Dit artikel is niet van toepassing wanneer de voorlopige toepassing van deze overeenkomst wordt beëindigd en deze overeenkomst niet in werking treedt.

ARTIKEL 4.18

Toetreding van nieuwe lidstaten tot de Unie

1. De Unie stelt Singapore onverwijld in kennis van elk verzoek van een derde land om toe te treden tot de Unie.

2. Tijdens de onderhandelingen tussen de Unie en een kandidaat-land dat tot de Unie wenst toe te treden streeft de Unie ernaar:

a) op verzoek van Singapore en voor zover mogelijk alle informatie te verstrekken betreffende aangelegenheden waarop deze overeenkomst van toepassing is, en

b) rekening te houden met alle punten van zorg die door Singapore zijn geuit.

3. De Unie deelt Singapore zo spoedig mogelijk het resultaat mee van de toetredingsonderhandelingen met een kandidaat-lidstaat die tot de Unie wenst toe te treden, en stelt Singapore in kennis van de inwerkingtreding van elke toetreding tot de Unie.

4. Ruim vóór de datum van de toetreding van een derde land tot de Unie, onderzoeken de partijen, in het kader van het Comité, de mogelijke gevolgen van de toetreding voor deze overeenkomst. De partijen kunnen bij besluit van het Comite alle noodzakelijke wijzigingen of overgangsregelingen vaststellen.

5. Elke nieuwe lidstaat van de Unie treedt tot deze overeenkomst toe door nederlegging van een akte van toetreding tot deze overeenkomst bij het secretariaat-generaal van de Raad van de Unie en de directeur Noord-Amerika en Europa van het ministerie van Handel en Industrie van Singapore, dan wel aan hun opvolgers.

ARTIKEL 4.19

Authentieke teksten

Deze overeenkomst is opgesteld in tweevoud in de Bulgaarse, de Deense, de Duitse, de Engelse, de Estse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Hongaarse, de Italiaanse, de Kroatische, de Letse, de Litouwse, de Maltese, de Nederlandse, de Poolse, de Portugese, de Roemeense, de Sloveense, de Slowaakse, de Spaanse, de Tsjechische en de Zweedse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

Съставено в Брюксел на деветнадесети октомври две хиляди и осемнадесета година.

Hecho en Bruselas, el diecinueve de octubre de dos mil dieciocho.

V Bruselu dne devatenáctého října dva tisíce osmnáct.

Udfærdiget i Bruxelles den nittende oktober to tusind og atten.

Geschehen zu Brüssel am neunzehnten Oktober zweitausendachtzehn.

Kahe tuhande kaheksateistkümnenda aasta oktoobrikuu üheksateistkümnendal päeval Brüsselis.

Έγινε στις Βρυξέλλες, στις δέκα εννέα Οκτωβρίου δύο χιλιάδες δεκαοκτώ.

Done at Brussels on the nineteenth day of October in the year two thousand and eighteen.

Fait à Bruxelles, le dix-neuf octobre deux mille dix-huit.

Sastavljeno u Bruxellesu devetnaestog listopada godine dvije tisuće osamnaeste.

Fatto a Bruxelles, addì diciannove ottobre duemiladiciotto.

Briselē, divi tūkstoši astoņpadsmitā gada deviņpadsmitajā oktobrī.

Priimta du tūkstančiai aštuonioliktų metų spalio devynioliktą dieną Briuselyje.

Kelt Brüsszelben, a kétezer-tizennyolcadik év október havának tizenkilencedik napján.

Magħmul fi Brussell, fid-dsatax-il jum ta' Ottubru fis-sena elfejn u tmintax.

Gedaan te Brussel, negentien oktober tweeduizend achttien.

Sporządzono w Brukseli dnia dziewiętnastego października roku dwa tysiące osiemnastego.

Feito em Bruxelas, em dezanove de outubro de dois mil e dezoito.

Întocmit la Bruxelles la nouăsprezece octombrie două mii optsprezece.

V Bruseli devätnásteho októbra dvetisícosemnásť.

V Bruslju, dne devetnajstega oktobra leta dva tisoč osemnajst.

Tehty Brysselissä yhdeksäntenätoista päivänä lokakuuta vuonna kaksituhattakahdeksantoista.

Som skedde i Bryssel den nittonde oktober år tjugohundraarton.

Voor het Koninkrijk België
Pour le Royaume de Belgique
Für das Königreich Belgien

Deze handtekening verbindt eveneens het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Cette signature engage également la Région wallonne, la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale.

Diese Unterschrift bindet zugleich die Wallonische Region, die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt.

За Република България

Za Českou republiku

For Kongeriget Danmark

Für die Bundesrepublik Deutschland

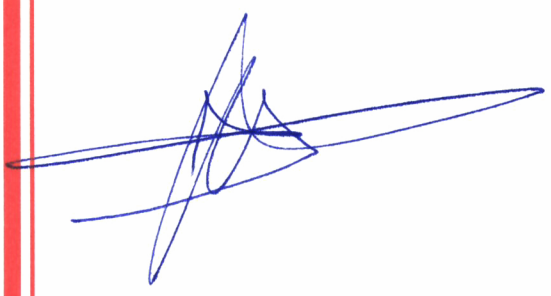
Eesti Vabariigi nimel

Thar ceann na hÉireann
For Ireland

Για την Ελληνική Δημοκρατία

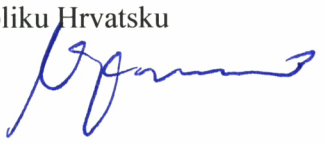
EU/SG/IPA/X 5

Por el Reino de España

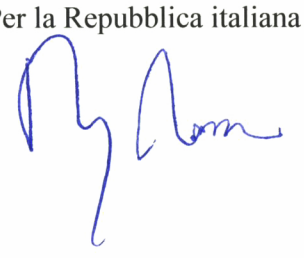


Pour la République française

Za Republiku Hrvatsku



Per la Repubblica italiana



Για την Κυπριακή Δημοκρατία

Latvijas Republikas vārdā –

Lietuvos Respublikos vardu

Pour le Grand-Duché de Luxembourg

Magyarország részéről

Għar-Repubblika ta' Malta

Voor het Koninkrijk der Nederlanden

Für die Republik Österreich

EU/SG/IPA/X 11

W imieniu Rzeczypospolitej Polskiej

Pela República Portuguesa

Pentru România

Za Republiko Slovenijo

Za Slovenskú republiku

Suomen tasavallan puolesta
För Republiken Finland

För Konungariket Sverige

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland

EU/SG/IPA/X 15

За Европейския съюз
Por la Unión Europea
Za Evropskou unii
For Den Europæiske Union
Für die Europäische Union
Euroopa Liidu nimel
Για την Ευρωπαϊκή Ένωση
For the European Union
Pour l'Union européenne
Za Europsku uniju
Per l'Unione europea
Eiropas Savienības vārdā –
Europos Sąjungos vardu
Az Európai Unió részéről
Għall-Unjoni Ewropea
Voor de Europese Unie
W imieniu Unii Europejskiej
Pela União Europeia
Pentru Uniunea Europeană
Za Európsku úniu
Za Evropsko unijo
Euroopan unionin puolesta
För Europeiska unionen

For the Republic of Singapore

Предходният текст е заверено копие на оригинала, депозиран в архивите на Генералния секретариат на Съвета в Брюксел.
El texto que precede es copia certificada conforme del original depositado en los archivos de la Secretaría General del Consejo en Bruselas.
Předchozí text je ověřeným opisem originálu uloženého v archivu generálního sekretariátu Rady v Bruselu.
Foranstående tekst er en bekræftet genpart af originaldokumentet deponeret i Rådets Generalsekretariats arkiver i Bruxelles.
Der vorstehende Text ist eine beglaubigte Abschrift des Originals, das im Archiv des Generalsekretariats des Rates in Brüssel hinterlegt ist.
Eelnev tekst on tõestatud koopia originaalist, mis on antud hoiule nõukogu peasekretariaadi arhiivi Brüsselis.
Το ανωτέρω κείμενο είναι ακριβές αντίγραφο του πρωτοτύπου που είναι κατατεθειμένο στο αρχείο της Γενικής Γραμματείας του Συμβουλίου στις Βρυξέλλες.
The preceding text is a certified true copy of the original deposited in the archives of the General Secretariat of the Council in Brussels.
Le texte qui précède est une copie certifiée conforme à l'original déposé dans les archives du secrétariat général du Conseil à Bruxelles.
Tekst koji prethodi potvrđena je kopija vjerna originalu položenom u arhivu Glavnog tajništva Vijeća u Bruxellesu.
Il testo che precede è una copia certificata conforme all'originale depositato presso gli archivi del segretariato generale del Consiglio a Bruxelles.
Šis teksts ir apliecināta kopija, kas atbilst oriģinālam, kurš deponēts Padomes Ģenerālsekretariāta arhīvos Briselē.
Pirmiau pateiktas tekstas yra Tarybos generalinio sekretoriato archyvuose Briuselyje deponuoto originalo patvirtinta kopija.
A fenti szöveg a Tanács Főtitkárságának brüsszeli irattárában letétbe helyezett eredeti példány hiteles másolata.
It-test preċedenti huwa kopja ċċertifikata vera tal-oriġinal iddepożitat fl-arkivji tas-Segretarjat Ġenerali tal-Kunsill fi Brussell.
De voorgaande tekst is het voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van het origineel, nedergelegd in de archieven van het secretariaat-generaal van de Raad te Brussel.
Powyższy tekst jest kopią poświadczoną za zgodność z oryginałem złożonym w archiwum Sekretariatu Generalnego Rady w Brukseli.
O texto que precede é uma cópia autenticada do original depositado nos arquivos do Secretariado-Geral do Conselho em Bruxelas.
Textul anterior constituie o copie certificată pentru conformitate a originalului depus în arhivele Secretariatului General al Consiliului la Bruxelles.
Predchádzajúci text je overenou kópiou originálu, ktorý je uložený v archíve Generálneho sekretariátu Rady v Bruseli.
Zgornje besedilo je overjena verodostojna kopija izvirnika, ki je deponiran v arhivu generalnega sekretariata Sveta v Bruslju.
Edellä oleva teksti on oikeaksi todistettu jäljennös Brysselissä olevan neuvoston pääsihteeristön arkistoon talletetusta alkuperäisestä tekstistä.
Ovanstående text är en bestyrkt avskrift av det original som deponerats i rådets generalsekretariats arkiv i Bryssel.

Брюксел,
Bruselas,
Brusel,
Bruxelles, den
Brüssel, den
Brüssel,
Βρυξέλλες,
Brussels,
Bruxelles, le
Bruxelles,
Bruxelles, addì
Briselē,
Briuselis
Brüsszel,
Brussell,
Brussel,
Bruksela, dnia
Bruxelas, em
Bruxelles,
Brusel
Bruselj,
Bryssel,
Bryssel den

24 -10- 2018

За генералния секретар на Съвета на Европейския съюз
Por el Secretario General del Consejo de la Unión Europea
Za generálního tajemníka Rady Evropské unie
For Generalsekretæren for Rådet for Den Europæiske Union
Für den Generalsekretär des Rates der Europäischen Union
Euroopa Liidu Nõukogu peasekretäri nimel
Για τον Γενικό Γραμματέα του Συμβουλίου της Ευρωπαϊκής Ένωσης
For the Secretary-General of the Council of the European Union
Pour le Secrétaire Général du Conseil de l'Union européenne
Za glavnog tajnika Vijeća Europske unije
Per il Segretario Generale del Consiglio dell'Unione europea
Eiropas Savienības Padomes Ģenerālsekretāra vārdā –
Europos Sąjungos Tarybos generalinio sekretoriaus vardu
Az Európai Unió Tanácsának főtitkára nevében
Għas-Segretarju Ġenerali tal-Kunsill tal-Unjoni Ewropea
Voor de Secretaris-Generaal van de Raad van de Europese Unie
W imieniu Sekretarza Generalnego Rady Unii Europejskiej
Pelo Secretário-Geral do Conselho da União Europeia
Pentru Secretarul General al Consiliului Uniunii Europene
Za generálneho tajomníka Rady Európskej únie
Za generalnega sekretarja Sveta Evropske unije
Euroopan unionin neuvoston pääsihteerin puolesta
För generalsekreteraren för Europeiska unionens råd

L. SCHIAVO
Directeur Général

ANNEXE 1

EXPROPRIATION

Les parties confirment leur compréhension commune des points suivants:

1. L'article 2.6 (Expropriation) couvre deux situations. La première est l'expropriation directe, lorsqu'un investissement visé est nationalisé ou exproprié directement d'une autre façon, par un transfert officiel du titre de propriété ou une saisie pure et simple. La seconde est l'expropriation indirecte, lorsqu'une mesure ou un ensemble de mesures prises par une partie ont des effets équivalents à ceux d'une expropriation directe en ce sens qu'elles privent matériellement l'investisseur visé des droits fondamentaux de propriété associés à l'investissement visé, y compris le droit d'user, de jouir et de disposer de son investissement, et ce, sans transfert officiel du titre de propriété ni saisie pure et simple.

2. Pour déterminer si une mesure ou un ensemble de mesures prises par une partie, dans une situation particulière, constituent une expropriation indirecte, il y a lieu d'examiner les faits de l'espèce au cas par cas, en prenant notamment en considération les facteurs suivants:

    a) l'incidence économique de la mesure ou de l'ensemble de mesures, ainsi que leur durée, bien que le fait qu'une mesure ou un ensemble de mesures prises par une partie ait des effets négatifs sur la valeur économique d'un investissement ne permette pas d'établir à lui seul qu'il y a eu expropriation indirecte;

b) l'ampleur des répercussions de la mesure ou de l'ensemble de mesures sur la faculté d'user, de jouir ou de disposer du bien; et

c) la nature de la mesure ou de l'ensemble de mesures, en particulier leur objet, le contexte dans lequel elles s'inscrivent et l'intention ayant motivé leur adoption.

Il est entendu que, sauf dans les rares cas où une mesure ou un ensemble de mesures ont des effets si rigoureux au regard de leur objet qu'elles semblent manifestement excessives, toute mesure ou tout ensemble de mesures non discriminatoires qui sont élaborées et appliquées par une partie afin de protéger des objectifs légitimes de politique publique, notamment en matière de santé publique, de sécurité et d'environnement, ne constituent pas une expropriation indirecte.

_____

ANNEXE 2

EXPROPRIATION DE TERRAINS

1. Nonobstant l'article 2.6 (Expropriation), lorsque Singapour est la partie qui a exproprié, toute mesure d'expropriation de terrains, selon les définitions de la loi sur l'acquisition de terrains (chapitre 152)[1], donne lieu au versement d'une indemnité, à concurrence de la valeur de marché du bien conformément à ladite législation.

2. Aux fins du présent accord, toute mesure d'expropriation en vertu de la loi sur l'acquisition de terrains (chapitre 152) devrait répondre à une finalité publique ou résulter d'une finalité publique.

_____

[1] *Land Acquisition Act* (chapitre 152) à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

ANNEXE 3

EXPROPRIATION ET DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il est entendu que la révocation, la limitation ou la création de droits de propriété intellectuelle, pour autant que la mesure soit conforme à l'accord sur les ADPIC et au chapitre dix (Propriété intellectuelle) de l'accord EUSFTA, ne constituent pas une expropriation. En outre, le constat qu'une mesure n'est pas conforme à l'accord sur les ADPIC et au chapitre dix (Propriété intellectuelle) de l'accord EUSFTA ne prouve pas qu'il y a eu expropriation.

ANNEXE 4

DETTE PUBLIQUE

1. Un recours alléguant qu'une restructuration de la dette d'une partie constitue une violation du chapitre deux (Protection des investissements) ne peut être introduit au titre du chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), ou, si un tel recours a déjà été introduit, son examen ne peut être poursuivi si la restructuration est une restructuration négociée au moment de l'introduction du recours ou si elle devient une restructuration négociée après ladite introduction, sauf si le requérant allègue que la restructuration constitue une violation de l'article 2.3 (Traitement national)[1].

2. Nonobstant l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal) du chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), et sous réserve du paragraphe 1 de la présente annexe, un investisseur ne peut introduire, au titre du chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord), de recours alléguant qu'une restructuration de la dette d'une partie constitue une violation d'une obligation énoncée au chapitre deux (Protection des investissements) autre que l'article 2.3 (Traitement national), à moins qu'une période de 270 jours se soit écoulée entre la date de la présentation, par le requérant, de la demande écrite de consultations visée à l'article 3.3 (Consultations) du chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord).

[1] Aux fins de la présente annexe, de simples différences quant au traitement accordé à certains investisseurs ou investissements sur la base d'objectifs légitimes de politique publique dans le contexte d'une crise de la dette ou d'une menace d'une telle crise ne constituent pas une violation de l'article 2.3 (Traitement national).

3. Aux fins de la présente annexe, on entend par:

"restructuration négociée": la restructuration ou le rééchelonnement de la dette d'une partie moyennant, selon le cas, i) une modification ou un amendement des instruments de la dette, conformément aux modalités de ces derniers, y compris au droit applicable ou ii) un échange de dette ou tout autre procédé similaire dans le cadre duquel les détenteurs d'au moins 75 % du montant total en principal non remboursé de la dette faisant l'objet de la restructuration ont consenti à l'échange de dette ou autre procédé en question;

"droit applicable" à un instrument de la dette: le cadre législatif et réglementaire qui, sur le territoire concerné, est applicable à cet instrument de la dette.

4. Il est entendu que la "dette d'une partie" inclut, dans le cas de l'Union, la dette publique d'un État membre de l'Union ou la dette d'une administration publique d'un État membre de l'Union, que ce soit au niveau local, régional ou central.

ANNEXE 5

ACCORDS VISÉS À L'ARTICLE 4.12

Les accords conclus entre des États membres de l'Union et Singapour sont les suivants:

1. l'accord entre le gouvernement de la République de Singapour et le gouvernement de la République de Bulgarie concernant la promotion et la protection réciproques des investissements, conclu à Singapour le 15 septembre 2003;

2. l'accord entre le gouvernement de la République de Singapour et l'Union économique belgo-luxembourgeoise concernant la promotion et la protection des investissements, conclu à Bruxelles le 17 novembre 1978;

3. l'accord entre le gouvernement de la République de Singapour et le gouvernement de la République tchèque concernant la promotion et la protection des investissements, conclu à Singapour le 8 avril 1995;

4. le traité entre la République fédérale d'Allemagne et la République de Singapour concernant la promotion et la protection réciproque des investissements, conclu à Singapour le 3 octobre 1973;

5. l'accord entre le gouvernement de la République de Singapour et le gouvernement de la République française sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, conclu à Paris le 8 septembre 1975;

6. l'accord entre le gouvernement de la République de Singapour et le gouvernement de la République de Lettonie concernant la promotion et la protection des investissements, conclu à Singapour le 7 juillet 1998;

7. l'accord entre la République de Singapour et la République de Hongrie concernant la promotion et la protection des investissements, conclu à Singapour le 17 avril 1997;

8. l'accord de coopération économique entre le gouvernement du Royaume des Pays-Bas et le gouvernement de la République de Singapour, conclu à Singapour le 16 mai 1972;

9. l'accord entre le gouvernement de la République de Singapour et le gouvernement de la République de Pologne concernant la promotion et la protection des investissements, conclu à Varsovie (Pologne) le 3 juin 1993;

10. l'accord entre le gouvernement de la République de Singapour et le gouvernement de la République de Slovénie concernant la promotion et la protection réciproques des investissements, conclu à Singapour le 25 janvier 1999;

11. l'accord entre la République de Singapour et la République slovaque concernant la promotion et la protection réciproque des investissements, conclu à Singapour le 13 octobre 2006; et

12. l'accord entre le gouvernement de la République de Singapour et le gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant la promotion et la protection des investissements, conclu à Singapour le 22 juillet 1975.

ANNEXE 6

MÉCANISME DE MÉDIATION
RELATIF AUX DIFFÉRENDS ENTRE INVESTISSEURS ET PARTIES À L'ACCORD

ARTICLE 1

Objectif

L'objectif du mécanisme de médiation est de faciliter la recherche d'une solution mutuellement convenue par une procédure détaillée et rapide avec l'aide d'un médiateur.

SECTION A

PROCÉDURE DANS LE CADRE DU MÉCANISME DE MÉDIATION

ARTICLE 2

Ouverture de la procédure

1. Toute partie à un différend peut demander à tout moment l'ouverture d'une procédure de médiation. La demande est adressée à l'autre partie par écrit.

2. La partie à laquelle une telle demande est adressée l'examine avec bienveillance et l'accepte ou la rejette par écrit dans les dix jours suivant sa réception.

3. Lorsque la demande porte sur un traitement réservé par une institution, un organe ou une agence de l'Union ou par un État membre de l'Union et qu'aucun défendeur n'a été désigné en application du paragraphe 2 de l'article 3.5 (Notification d'intention), la demande est adressée à l'Union. Si l'Union accepte la demande, la réponse précise si l'Union ou l'État membre de l'Union concerné est partie à la procédure de médiation[1].

ARTICLE 3

Choix du médiateur

1. Les parties au différend s'efforcent de s'entendre sur le choix d'un médiateur au plus tard quinze jours après la réception de la réponse à la demande visée au paragraphe 2 de l'article 2 (Ouverture de la procédure) de la présente annexe. Elles peuvent notamment désigner d'un commun accord un médiateur parmi les membres du tribunal établi conformément à l'article 3.9 (Tribunal de première instance).

[1] Il est entendu que, lorsque la demande porte sur un traitement réservé par l'Union, la partie à la médiation est l'Union européenne, et tout État membre de l'Union concerné est pleinement associé à la médiation. Lorsque la demande porte exclusivement sur un traitement réservé par un État membre de l'Union, la partie à la médiation est l'État membre de l'Union concerné, à moins que ce dernier ne demande à l'Union d'y prendre part.

2. Si les parties au différend ne peuvent s'entendre sur le choix du médiateur conformément au paragraphe 1, l'une ou l'autre d'entre elles peut demander au président du tribunal de sélectionner le médiateur par tirage au sort parmi les membres du tribunal établi en vertu de l'article 3.9 (Tribunal de première instance). Le président du tribunal sélectionne le médiateur dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la demande déposée par l'une des parties au différend.

3. Le médiateur n'est pas un ressortissant de l'une des parties à l'accord, à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement.

4. Le médiateur aide, de manière impartiale et transparente, les parties au différend à clarifier la mesure et ses effets négatifs possibles sur les investissements, et à parvenir à une solution mutuellement convenue.

ARTICLE 4

Règles de la procédure de médiation

1. Dans les dix jours suivant la désignation du médiateur, la partie au différend ayant sollicité la procédure de médiation présente au médiateur et à l'autre partie au différend, par écrit, une description détaillée du problème, en particulier, du fonctionnement de la mesure en cause et de ses effets négatifs sur les investissements. Dans les vingt jours suivant la date de cette communication, l'autre partie au différend peut soumettre, par écrit, ses observations concernant la description du problème. Chaque partie au différend peut inclure, dans sa description du problème ou ses observations à ce sujet, toute information qu'elle juge pertinente.

2. Le médiateur peut décider de la manière la plus appropriée de clarifier la mesure en cause et ses effets négatifs possibles sur les investissements. En particulier, le médiateur peut organiser des réunions entre les parties au différend, consulter celles-ci conjointement ou individuellement, consulter des experts ou des parties prenantes concernés ou demander leur assistance et fournir toute aide supplémentaire sollicitée par les parties au différend. Toutefois, avant de consulter des experts ou des parties prenantes concernés ou de demander leur assistance, le médiateur consulte les parties au différend.

3. Le médiateur peut donner un avis et proposer une solution aux parties au différend, qui peuvent l'accepter, la rejeter ou convenir d'une solution différente. Il s'abstient toutefois de formuler un avis ou des observations concernant la compatibilité de la mesure en cause avec le chapitre deux (Protection des investissements).

4. La procédure de médiation se déroule sur le territoire de la partie au différend à laquelle la demande a été adressée ou, d'un commun accord, en tout autre endroit ou par tout autre moyen.

5. Les parties au différend s'efforcent de parvenir à une solution mutuellement convenue dans les soixante jours suivant la désignation du médiateur. Dans l'attente d'un accord définitif, les parties au différend peuvent envisager d'éventuelles solutions provisoires.

6. Les solutions mutuellement convenues sont rendues publiques. La version communiquée au public ne peut toutefois pas contenir d'informations qu'une partie au différend aura désignées comme confidentielles.

7. La procédure de médiation est close:

a) par l'adoption d'une solution mutuellement convenue par les parties au différend, dans ce cas la procédure de médiation est close à la date de cette adoption;

b) par l'accord mutuel des parties au différend à n'importe quel stade de la procédure de médiation, dans ce cas la procédure de médiation est close à la date de cet accord;

c) par la déclaration écrite du médiateur, après consultation des parties au différend, indiquant que d'autres efforts de médiation seraient inutiles, dans ce cas la procédure de médiation est close à la date de cette déclaration; ou

d) par la déclaration écrite de l'une des parties au différend, après recherche de solutions mutuellement convenues dans le cadre de la procédure de médiation et après examen des avis exprimés et des solutions proposées par le médiateur, dans ce cas la procédure de médiation est close à la date de cette déclaration.

SECTION B

MISE EN ŒUVRE

ARTICLE 5

Mise en œuvre d'une solution mutuellement convenue

1. Lorsque les parties au différend sont convenues d'une solution, chacune prend, dans le délai convenu, les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la solution mutuellement convenue.

2. La partie au différend qui agit informe l'autre partie par écrit des mesures ou décisions qu'elle prend pour mettre en œuvre la solution mutuellement convenue.

3. À la demande des parties au différend, le médiateur leur communique, par écrit, un projet de rapport factuel, qui expose brièvement: i) la mesure en cause dans le cadre de ces procédures; ii) les procédures suivies; et iii) toute solution mutuellement convenue au terme de ces procédures, y compris d'éventuelles solutions provisoires. Le médiateur octroie aux parties au différend un délai de quinze jours ouvrables pour présenter leurs observations sur le projet de rapport. Après avoir examiné les observations des parties au différend présentées dans ce délai, le médiateur leur remet, par écrit, un rapport factuel final dans un délai de quinze jours ouvrables. Le rapport factuel final écrit n'inclut aucune interprétation du présent accord.

SECTION C

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6

Lien avec le règlement des différends

1. La procédure de médiation n'a pas pour objet de servir de base aux procédures de règlement des différends en vertu du présent accord ou de tout autre accord. Les parties au différend s'abstiennent de s'appuyer sur les éléments ci-après ou de les présenter comme éléments probants dans de telles procédures de règlement des différends, et aucun organe, tribunal ou groupe spécial d'arbitrage ne prend en considération:

   a) les positions adoptées par une partie au différend dans le cadre de la procédure de médiation;

   b) le fait qu'une partie au différend s'est déclarée prête à accepter une solution à la mesure concernée par la médiation; ou

   c) les avis donnés ou les propositions faites par le médiateur.

2. Le mécanisme de médiation est sans préjudice des positions juridiques des parties à l'accord et des parties au différend en vertu du chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord) ou section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord).

3. Sans préjudice du paragraphe 6 de l'article 4 (Règles de la procédure de médiation) de la présente annexe et à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement, toutes les phases de la procédure de médiation, y compris tout avis qui peut être donné ou toute solution qui peut être proposée, sont confidentielles. Toutefois, les parties au différend peuvent informer le public qu'une médiation est en cours.

ARTICLE 7

Délais

Tout délai visé dans la présente annexe peut être modifié d'un commun accord entre les parties au différend.

ARTICLE 8

Coûts

1. Chaque partie au différend supporte ses propres frais découlant de sa participation à la procédure de médiation.

2. Les parties au différend supportent, à parts égales, les frais découlant des aspects organisationnels, y compris la rémunération et les frais du médiateur. Les honoraires et les frais des médiateurs sont conformes à ceux qui sont déterminés conformément au paragraphe 1 de l'article 14 du règlement administratif et financier de la convention du CIRDI et qui sont en vigueur à la date de l'ouverture de la médiation.

_____

ANNEXE 7

CODE DE CONDUITE À L'INTENTION DES MEMBRES DU TRIBUNAL, DES MEMBRES DU TRIBUNAL D'APPEL ET DES MÉDIATEURS

Définitions

1. Dans le présent code de conduite, on entend par:

"membre": un membre du tribunal ou un membre du tribunal d'appel établi en vertu du chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord);

"médiateur": toute personne qui mène une médiation conformément au chapitre trois (Règlement des différends), section A (Règlement des différends entre investisseurs et parties à l'accord);

"candidat": toute personne pressentie pour faire office de membre;

"assistant": une personne qui, en vertu du mandat d'un membre, aide celui-ci dans ses recherches ou le soutient dans ses fonctions; et

"personnel": à l'égard d'un membre, les personnes placées sous sa direction et sa supervision, à l'exception des assistants.

Responsabilités dans le processus

2. Les candidats et les membres évitent tout manquement à la déontologie et toute apparence de manquement à la déontologie, sont indépendants et impartiaux, évitent tout conflit d'intérêts direct ou indirect et observent des règles de conduite rigoureuses de manière à garantir l'intégrité et l'impartialité du processus de règlement des différends. Les membres n'acceptent d'instructions d'aucune organisation ni d'aucune administration en ce qui concerne les questions dont le tribunal ou le tribunal d'appel est saisi. Les anciens membres doivent se conformer aux obligations énoncées aux paragraphes 15 à 21 du présent code de conduite.

Obligations de déclaration

3. Avant sa nomination en qualité de membre, tout candidat doit déclarer aux parties à l'accord les intérêts, relations et considérations antérieurs qui sont susceptibles d'affecter son indépendance ou son impartialité ou qui pourraient raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou de partialité. À cette fin, le candidat fait tous les efforts raisonnables pour s'informer de l'existence de tels intérêts, relations et considérations.

4. Les membres communiquent les renseignements concernant des violations effectives ou potentielles du présent code de conduite aux parties au différend ainsi qu'à la partie à l'accord non partie au différend.

5. À tout moment, les membres continuent à faire tous les efforts raisonnables pour s'informer des intérêts, relations ou considérations visés au paragraphe 3 du présent code de conduite et les déclarent. L'obligation de déclaration est permanente et exige de tout membre qu'il déclare de tels intérêts, relations ou considérations pouvant se faire jour à n'importe quel stade de la procédure, dès qu'il en a connaissance. Les membres déclarent ces intérêts, relations et considérations en les communiquant par écrit aux parties au différend ainsi qu'à la partie à l'accord non partie au différend pour que celles-ci les examinent.

Fonctions des membres

6. Les membres s'acquittent pleinement et promptement de leurs fonctions tout au long de la procédure, et le font avec équité et diligence.

7. Les membres n'examinent que les questions qui sont soulevées lors de la procédure et qui sont nécessaires à une décision et ils ne délèguent cette fonction à aucune autre personne.

8. Les membres prennent toutes les mesures appropriées pour s'assurer que leurs assistants et leur personnel connaissent les paragraphes 2, 3, 4, 5, 19, 20 et 21 du présent code de conduite et s'y conforment.

9. Les membres ne peuvent avoir de contacts *ex parte* concernant la procédure.

10. Les membres sont indépendants et impartiaux et évitent toute apparence de partialité et de manquement à la déontologie; ils ne peuvent être influencés par l'intérêt personnel, des pressions extérieures, des considérations d'ordre politique, la protestation publique, leur loyauté envers une partie au différend ou une partie à l'accord non partie au différend ou la crainte des critiques.

11. Les membres ne peuvent, directement ou indirectement, contracter d'obligation ou accepter de gratification qui, d'une manière quelconque, entraverait ou paraîtrait entraver la bonne exécution de leurs fonctions.

12. Les membres ne peuvent utiliser le poste qu'ils occupent au sein du tribunal pour servir des intérêts personnels ou privés et s'abstiennent de toute action de nature à donner l'impression que d'autres sont en situation de les influencer.

13. Les membres ne peuvent permettre que leur conduite ou jugement soient influencés par des relations ou des responsabilités d'ordre financier, commercial, professionnel, familial ou social.

14. Les membres s'abstiennent de nouer des relations ou d'acquérir des intérêts financiers qui sont susceptibles d'influer sur leur impartialité ou qui pourraient raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou de partialité.

Obligations des anciens membres

15. Les anciens membres doivent s'abstenir de tout acte susceptible de donner l'apparence qu'ils ont agi avec partialité dans l'exercice de leurs fonctions ou qu'ils ont tiré avantage de la décision rendue par le tribunal ou par le tribunal d'appel.

16. Sans préjudice du paragraphe 5 de l'article 3.9 (Tribunal de première instance) et du paragraphe 4 de l'article 3.10 (Tribunal d'appel), les membres s'engagent à ne pas participer, en une quelconque manière, après la cessation de leurs fonctions:

    a) à des procédures de règlement des différends en matière d'investissement en instance devant le tribunal ou le tribunal d'appel avant la fin de leur mandat;

    b) à des procédures de règlement des différends en matière d'investissement liées de façon directe et évidente à des procédures, même closes, qu'ils ont traitées en tant que membre du tribunal ou du tribunal d'appel.

17. Les membres s'engagent à ne pas intervenir, pendant une période de trois ans suivant la fin de leur mandat, en tant que représentants de l'une des parties au différend dans le cadre de procédures de règlement des différends en matière d'investissement devant le tribunal ou le tribunal d'appel.

18. Si le président du tribunal ou le président du tribunal d'appel est informé ou a connaissance d'une autre manière d'allégations selon lesquelles un ancien membre, respectivement, du tribunal ou du tribunal d'appel n'aurait pas respecté les obligations énoncées aux paragraphes 15 à 17, le président examine la question et donne à l'ancien membre la possibilité d'être entendu. Si les vérifications confirment les allégations de non-respect desdites dispositions, il informe:

a) l'association professionnelle ou autre organisation similaire dont l'ancien membre fait partie;

b) les parties à l'accord; et

c) le président de tout autre tribunal ou tribunal d'appel en matière d'investissement concerné.

Le président du tribunal ou le président du tribunal d'appel rend publique toute constatation en application du présent paragraphe.

Confidentialité

19. Aucun membre ou ancien membre ne peut, à aucun moment, divulguer ou utiliser des renseignements non publics relatifs à une procédure ou obtenus au cours d'une procédure, sauf aux fins de la procédure concernée; en particulier, il ne peut divulguer ou utiliser de tels renseignements à son propre avantage ou à l'avantage d'autrui, ou pour nuire aux intérêts d'autrui.

20. Aucun membre ne peut divulguer tout ou partie d'une décision ou sentence avant sa publication conformément à l'annexe 8.

21. Aucun membre ou ancien membre ne peut, à aucun moment, divulguer la teneur des délibérations du tribunal ou du tribunal d'appel ni l'opinion d'un autre membre à ce sujet.

Frais

22. Chaque membre tient un relevé et présente un décompte final du temps consacré à la procédure ainsi que des frais exposés.

Médiateurs

23. Les règles du présent code de conduite concernant les membres ou anciens membres s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux médiateurs.

Comité consultatif

24. Le président du tribunal et le président du tribunal d'appel sont chacun assistés d'un comité consultatif, lequel est composé du vice-président respectif et du membre le plus âgé du tribunal ou du tribunal d'appel, selon le cas, afin de veiller à la bonne application du présent code de conduite et de l'article 3.11 (Règles d'éthique) et d'assurer la réalisation de toute autre tâche, s'il y a lieu.

ANNEXE 8

RÈGLES RELATIVES À L'ACCÈS DU PUBLIC AUX DOCUMENTS, AUX AUDIENCES ET À LA POSSIBILITÉ, POUR LES TIERS, DE PRÉSENTER DES OBSERVATIONS

ARTICLE 1

1. Sous réserve des articles 2 et 4 de la présente annexe, le défendeur, après avoir reçu les documents énumérés ci-après, les communique dans les moindres délais à la partie à l'accord non partie au différend et au dépositaire visé à l'article 5 de la présente annexe, lequel les met à la disposition du public:

   a) la demande de consultations visée au paragraphe 1 de l'article 3.3 (Consultations);

   b) la notification d'intention visée au paragraphe 1 de l'article 3.5 (Notification d'intention);

   c) la désignation du défendeur visée au paragraphe 2 de l'article 3.5 (Notification d'intention);

   d) l'introduction d'un recours conformément à l'article 3.6 (Introduction d'un recours auprès du tribunal);

e) les mémoires, conclusions et exposés écrits soumis au tribunal par une partie au différend, les rapports d'experts ainsi que les observations écrites présentées en application de l'article 3.17 (Partie à l'accord non partie au différend) et de l'article 3 de la présente annexe;

f) les comptes rendus et transcriptions d'audiences du tribunal, s'ils sont disponibles; et

g) les ordonnances, sentences et décisions rendues par le tribunal ou, le cas échéant, par le président ou le vice-président du tribunal.

2. Sous réserve des exceptions prévues à l'article 4 de la présente annexe, le tribunal peut décider, de sa propre initiative ou à la demande de toute personne, et après consultation des parties au différend, s'il convient de mettre à disposition tous autres documents qui ne relèvent pas du paragraphe 1 qu'il reçoit ou délivre, et selon quelles modalités. Il peut s'agir, par exemple, d'une mise à disposition sur un site spécifique ou par l'intermédiaire du dépositaire visé à l'article 5 de la présente annexe.

ARTICLE 2

Le tribunal se réunit en audience publique et détermine les modalités logistiques appropriées en consultation avec les parties au différend. Toutefois, toute partie au différend qui envisage de se prévaloir d'informations désignées comme protégées, lors d'une audience, en avise le tribunal. Le tribunal prend des mesures appropriées pour éviter la divulgation de telles informations.

ARTICLE 3

1. Le tribunal peut, après consultation des parties au différend, autoriser une personne autre qu'une partie au différend et qu'une partie à l'accord non partie au différend (ci-après dénommée "tiers") à lui soumettre des observations écrites sur toute question s'inscrivant dans le cadre du différend.

2. Le tiers qui souhaite présenter des observations adresse au tribunal une demande concise, écrite dans une langue de la procédure et ne dépassant pas le nombre de pages éventuellement fixé par le tribunal, dans laquelle:

   a) il se présente en décrivant, le cas échéant, sa composition et son statut juridique (par exemple association professionnelle ou autre organisation non gouvernementale), ses objectifs généraux et la nature de ses activités, et mentionne toute organisation mère, notamment toute organisation le contrôlant directement ou indirectement;

   b) il déclare tout lien, direct ou indirect, qu'il a avec toute partie au différend;

   c) il fournit des informations sur toute administration publique, personne ou organisation lui ayant fourni une assistance, notamment financière, pour l'élaboration des observations ou lui ayant apporté une assistance importante au cours de l'une ou l'autre des deux années précédant la demande qu'il adresse en vertu du présent article (par exemple un financement de 20 % environ de ses activités annuelles globales);

d) il décrit la nature de l'intérêt qu'il porte à la procédure; et

e) il expose les questions précises de fait ou de droit en rapport avec la procédure dont il souhaite traiter dans ses observations écrites.

3. Pour déterminer s'il autorise de telles observations, le tribunal examine, entre autres facteurs qu'il juge pertinents:

a) si le tiers a un intérêt important dans la procédure; et

b) dans quelle mesure les observations aideraient le tribunal à trancher une question de fait ou de droit liée à la procédure, en apportant un point de vue, une connaissance particulière ou un éclairage autres que ceux des parties au différend.

4. Les observations soumises par le tiers:

a) sont datées et signées par la personne qui les dépose au nom du tiers;

b) sont concises et ne dépassent en aucun cas la longueur autorisée par le tribunal;

c) contiennent un exposé précis de la position du tiers sur les questions traitées; et

d) ne traitent que de questions s'inscrivant dans le cadre du différend.

5. Le tribunal veille à ce que la présentation des observations ne perturbe pas ou n'alourdisse pas indûment la procédure, ni ne cause un préjudice injustifié à l'une des parties au différend. Le tribunal peut adopter, le cas échéant, toute procédure appropriée pour traiter des observations multiples.

6. Le tribunal s'assure que les parties au différend ont une possibilité raisonnable de présenter leurs observations sur toute observation émanant d'un tiers.

ARTICLE 4

1. Les informations confidentielles ou protégées, définies au paragraphe 2 et identifiées conformément au présent article, ne sont pas mises à la disposition du public.

2. Sont considérées comme des "informations confidentielles ou protégées":

   a) les informations commerciales confidentielles;

   b) les informations protégées contre la mise à la disposition du public en vertu du présent accord;

   c) dans le cas des informations du défendeur, les informations protégées contre la mise à la disposition du public en vertu du droit de ce défendeur et, dans le cas d'autres informations, les informations protégées contre la mise à la disposition du public en vertu de toute législation ou réglementation que le tribunal juge applicable à leur divulgation.

3. Lorsqu'un document autre qu'une ordonnance ou une décision du tribunal doit être mis à la disposition du public en vertu du paragraphe 1 de l'article 1er de la présente annexe, la partie au différend, la partie à l'accord non partie au différend ou le tiers à l'origine de ce document doit, au moment de son dépôt:

   a) indiquer si, à son avis, le document contient des informations qui doivent être protégées contre la publication;

   b) désigner clairement les informations en question au moment du dépôt au tribunal; et

   c) dans les moindres délais ou dans le délai fixé par le tribunal, soumettre une version expurgée du document ne contenant pas les informations en question.

4. Lorsqu'un document autre qu'une ordonnance ou une décision du tribunal doit être mis à la disposition du public en vertu d'une décision du tribunal rendue en application du paragraphe 2 de l'article 1er de la présente annexe, la partie au différend, la partie à l'accord non partie au différend ou le tiers à l'origine du document en question indique, dans les trente jours suivant la décision du tribunal de mettre le document à la disposition du public, si, à son avis, celui-ci contient des informations qui doivent être protégées contre la divulgation et soumet une version expurgée du document ne contenant pas les informations en question.

5. Lorsqu'une version expurgée d'un document est produite en application du paragraphe 4, toute partie au différend autre que la personne à l'origine du document peut contester cette version expurgée ou proposer que le document soit expurgé de manière différente. Toute contestation ou contre-proposition de ce type est effectuée dans les trente jours suivant la réception de la proposition de version expurgée.

6. Lorsqu'une ordonnance, décision ou sentence du tribunal doit être mise à la disposition du public en vertu de l'article 1er, paragraphe 1, de la présente annexe, le tribunal donne à toutes les parties au différend la possibilité de formuler des observations sur la présence, dans ce document, d'informations devant être protégées contre la publication et de proposer la suppression de passages du document pour empêcher la publication desdites informations.

7. Le tribunal statue sur toutes les questions relatives aux propositions de versions expurgées de documents en application des paragraphes 3 à 6 et use de son pouvoir d'appréciation pour déterminer dans quelle mesure des documents destinés à être mis à la disposition du public devraient être expurgés.

8. Si le tribunal décide qu'un document ne devrait pas être expurgé au titre des paragraphes 3 à 6 ou soustrait à la mise à disposition du public, la partie au différend, la partie à l'accord non partie au différend ou le tiers ayant volontairement versé le document au dossier de la procédure dispose d'un délai de trente jours à compter de la décision du tribunal pour:

   a) retirer l'intégralité du document contenant de telles informations ou des parties de celui-ci du dossier de la procédure; ou

   b) présenter une nouvelle version du document conforme à la décision du tribunal.

9. Toute partie au différend qui envisage de se prévaloir d'informations désignées par elle comme confidentielles ou protégées, lors d'une audience, en avise le tribunal. Le tribunal décide, après consultation des parties au différend, si ces informations doivent être protégées et prend des dispositions afin de prévenir toute divulgation des informations protégées, conformément à l'article 2 de la présente annexe.

10. Une information n'est pas mise à la disposition du public si elle est de nature, une fois diffusée, à compromettre l'intégrité du processus de règlement du différend, au sens du paragraphe 11.

11. Le tribunal peut, de sa propre initiative ou à la demande d'une partie au différend, prendre des mesures appropriées, après consultation des parties au différend si cela est possible, pour restreindre ou retarder la publication d'informations lorsque celle-ci compromettrait l'intégrité du processus de règlement du différend:

    a) parce qu'elle pourrait entraver la collecte ou la production d'éléments de preuve; ou

    b) parce qu'elle pourrait entraîner l'intimidation de témoins, d'avocats agissant pour les parties au différend ou de membres du tribunal; ou

    c) dans des circonstances exceptionnelles comparables.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, par l'intermédiaire du secrétariat de la CNUDCI, fait office de dépositaire et met des informations à la disposition du public en application de la présente annexe.

ARTICLE 6

Lorsque la présente annexe habilite le tribunal à user de son pouvoir d'appréciation, celui-ci l'exerce en tenant compte des éléments suivants:

a) l'intérêt que le public porte à la transparence du règlement des différends fondé sur des traités et de la procédure en question; et

b) l'intérêt qu'ont les parties au différend de voir ce dernier réglé équitablement et efficacement.

ANNEXE 9

RÈGLES DE PROCÉDURE DE L'ARBITRAGE

Dispositions générales

1. Au chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord), et dans le cadre de la présente annexe, on entend par:

"conseiller": une personne engagée par une partie pour conseiller ou assister cette partie dans le cadre d'une procédure d'arbitrage;

"arbitre": un membre d'un groupe spécial d'arbitrage constitué en vertu de l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage);

"assistant": une personne qui, en vertu du mandat d'un arbitre, aide celui-ci dans ses recherches ou le soutient dans ses fonctions;

"partie plaignante": toute partie qui demande la constitution d'un groupe spécial d'arbitrage au titre de l'article 3.28 (Ouverture d'une procédure d'arbitrage);

"partie mise en cause": la partie à laquelle il est reproché d'avoir enfreint les dispositions visées à l'article 3.25 (Champ d'application);

"groupe spécial d'arbitrage": un groupe constitué conformément à l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage);

"représentant d'une partie": un salarié ou une personne nommée par un ministère ou un organisme gouvernemental ou toute autre entité publique d'une partie, qui représente cette dernière dans le cadre d'un différend relevant du présent accord.

2. La présente annexe s'applique aux procédures de règlement des différends au titre du chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord), à moins que les parties n'en conviennent autrement.

3. La partie mise en cause est responsable de l'administration logistique des procédures de règlement des différends, et notamment de l'organisation des audiences, à moins qu'il en soit convenu autrement. Les parties partagent à parts égales les frais découlant des aspects organisationnels, y compris les frais des arbitres.

Notifications

4. Les parties et le groupe spécial d'arbitrage transmettent toute demande, tout avis, toute communication écrite ou tout autre document par courrier électronique, et une copie est transmise le même jour par télécopie, courrier recommandé, messagerie, paiement contre livraison ou par tout autre moyen de télécommunication qui permet un enregistrement de l'envoi. Sauf preuve contraire, un message par courrier électronique est réputé être reçu le jour même de son envoi.

5. Chaque partie adresse une copie électronique de chacune de ses communications écrites à chacun des arbitres et simultanément à l'autre partie. Une copie papier du document est également fournie.

6. Toutes les notifications sont adressées respectivement au directeur général, à la direction générale du commerce de la Commission européenne et au directeur de la division Amérique du Nord et Europe du ministère du commerce et de l'industrie de Singapour.

7. Les erreurs mineures d'écriture qui se sont glissées dans une demande, un avis, une communication écrite ou tout autre document relatif à la procédure d'arbitrage peuvent être corrigées au moyen de l'envoi d'un nouveau document indiquant clairement les changements, sauf objection de l'autre partie.

8. Si le dernier jour fixé pour l'envoi d'un document correspond à un jour férié légal à Singapour ou dans l'Union, le document en question peut être envoyé le jour ouvrable suivant.

Début de l'arbitrage

9. a) Lorsque, conformément à l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage) ou aux règles 21, 23 ou 50 de la présente annexe, les arbitres sont sélectionnés par tirage au sort, les représentants des deux parties ont le droit d'être présents lors du tirage au sort.

b) À moins qu'elles n'en conviennent autrement, les parties rencontrent le groupe spécial d'arbitrage dans les sept jours suivant sa constitution, afin de régler les modalités que les parties ou le groupe spécial d'arbitrage jugent appropriées, notamment la rémunération à verser et les frais à rembourser aux arbitres. Les arbitres et les représentants des parties peuvent participer à ces réunions par téléphone ou par vidéoconférence.

10. a) À moins que les parties n'en conviennent autrement dans les sept jours suivant la date de constitution du groupe spécial d'arbitrage, celui-ci a le mandat suivant:

"examiner, à la lumière des dispositions pertinentes de l'accord, la question visée dans la demande d'établissement du groupe spécial d'arbitrage conformément à l'article 3.28; se prononcer, en motivant sa décision, sur la compatibilité de la mesure en cause avec les dispositions visées à l'article 3.25 en énonçant des constatations de droit et/ou de fait et statuer conformément aux articles 3.31 et 3.32".

b) Les parties doivent notifier le mandat convenu au groupe spécial d'arbitrage dans les plus brefs délais suivant leur accord.

Mémoires

11. La partie plaignante livre son premier mémoire au plus tard vingt jours après la date d'établissement du groupe spécial d'arbitrage. La partie mise en cause communique son contre-mémoire au plus tard vingt jours après la date de communication du premier mémoire.

12. Le président du groupe spécial d'arbitrage préside l'ensemble des réunions du groupe spécial d'arbitrage. Un groupe spécial d'arbitrage peut déléguer à son président l'autorité de prendre les décisions administratives et de procédure.

13. Sauf dispositions contraires au chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord), le groupe spécial d'arbitrage peut mener ses travaux par tout moyen de communication, y compris le téléphone, l'échange de télécopies et les liaisons informatiques.

14. Seuls les arbitres peuvent participer aux délibérations du groupe spécial d'arbitrage. Les assistants peuvent toutefois y être présents, sur autorisation du groupe spécial d'arbitrage.

15. La rédaction de toute décision relève de la responsabilité exclusive du groupe spécial d'arbitrage et n'est pas déléguée.

16. Lorsque survient une question de procédure qui n'est pas couverte par le chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord), et ses annexes, le groupe spécial d'arbitrage peut, après avoir consulté les parties, adopter une procédure appropriée qui est compatible avec ces dispositions.

17. Lorsque le groupe spécial d'arbitrage estime qu'il y a lieu de modifier les délais applicables à la procédure ou d'y apporter tout autre ajustement administratif ou de procédure, il informe les parties par écrit des motifs de la modification ou de l'ajustement et du délai ou de l'ajustement nécessaire.

Remplacement

18. Si un arbitre n'est pas en mesure de participer aux travaux, se retire ou doit être remplacé, un remplaçant est sélectionné conformément à l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage).

19. Lorsqu'une partie considère qu'un arbitre devrait être remplacé parce qu'il ne se conforme pas aux exigences du code de conduite visé à l'annexe 11 (ci-après dénommé "code de conduite"), elle en informe l'autre partie dans les quinze jours suivant le moment où elle a eu connaissance des circonstances à l'origine du non-respect du code de conduite par l'arbitre.

20. Lorsqu'une partie considère qu'un arbitre autre que le président ne se conforme pas aux exigences du code de conduite, les parties se consultent et, si elles en conviennent ainsi, révoquent l'arbitre et sélectionnent un remplaçant conformément à la procédure définie à l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage).

21. Si les parties ne s'accordent pas sur la nécessité de remplacer un arbitre, une partie peut demander que la question soit soumise au président du groupe spécial d'arbitrage, dont la décision est irrévocable.

    Si, à la suite de cette demande, le président conclut qu'un arbitre ne s'est pas conformé aux exigences du code de conduite, un nouvel arbitre est sélectionné.

La partie qui avait choisi l'arbitre devant être remplacé sélectionne un arbitre parmi les autres personnes figurant sur la liste établie en vertu du paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres). Si la partie ne choisit pas d'arbitre dans les cinq jours suivant la conclusion du président du groupe spécial d'arbitrage, le président du comité ou son représentant sélectionne un arbitre, par tirage au sort, parmi les autres personnes figurant sur la liste établie en vertu du paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres), dans les dix jours suivant la conclusion du président du groupe spécial d'arbitrage.

Si la liste visée au paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres) n'a pas été établie au moment requis en application du paragraphe 4 de l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage), la partie qui avait sélectionné l'arbitre devant être remplacé ou, à défaut, le président du comité ou son représentant sélectionne un arbitre dans les cinq jours suivant la conclusion du président du groupe spécial d'arbitrage si:

a) la partie n'avait pas proposé de noms en particulier, parmi les autres personnes proposées par l'autre partie conformément au paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres); ou

b) les parties n'avaient pas convenu d'une liste de noms conformément au paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres), parmi les personnes que la partie avait proposées en vertu du paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres).

22. Lorsqu'une partie considère que le président du groupe spécial d'arbitrage ne se conforme pas aux exigences du code de conduite, les parties se consultent et, si elles en conviennent ainsi, révoquent le président et sélectionnent un remplaçant conformément à la procédure définie à l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage).

23. Si les parties ne s'accordent pas sur la nécessité de remplacer le président du groupe spécial d'arbitrage, une partie peut demander qu'une tierce partie neutre soit saisie de la question. Si les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la tierce partie neutre, la question est soumise à l'un des autres membres figurant sur la liste visée au paragraphe 1 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres). Son nom est sélectionné par tirage au sort par le président du comité ou son représentant. La décision de cette personne en ce qui concerne la nécessité de remplacer le président du groupe spécial d'arbitrage est irrévocable.

Si cette personne constate que le président du groupe spécial d'arbitrage initialement désigné ne s'est pas conformé aux exigences du code de conduite, les parties s'accordent sur son remplacement. Si les parties ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un nouveau président du groupe spécial d'arbitrage, le président du comité, ou son représentant, sélectionne un nouveau président par tirage au sort parmi les autres membres figurant sur la liste visée au paragraphe 1 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres). Est exclue, le cas échéant, des autres membres figurant sur la liste la personne ayant constaté que le président ne s'était pas conformé aux exigences du code de conduite. Le nouveau président est sélectionné dans les cinq jours suivant la date de la constatation de la nécessité de remplacer le président.

24. Les travaux du groupe spécial d'arbitrage sont suspendus pendant le déroulement de la procédure prévue aux règles 18, 19, 20, 21, 22 et 23 de la présente annexe.

Audiences

25. Le président fixe la date et l'heure de l'audience, en consultation avec les parties et les autres arbitres et il confirme ces informations par écrit aux parties. Ces informations sont aussi rendues publiques par la partie responsable de la gestion logistique de la procédure, sauf si l'audience se déroule à huis clos. À moins qu'une partie ne s'y oppose, le groupe spécial d'arbitrage peut décider de ne pas tenir d'audience.

26. Sauf convention contraire des parties, l'audience se déroule à Bruxelles lorsque la partie plaignante est Singapour, et à Singapour lorsque la partie plaignante est l'Union.

27. Le groupe spécial d'arbitrage peut tenir des audiences supplémentaires si les parties en décident ainsi.

28. Tous les arbitres sont présents pendant toute la durée des audiences.

29. Les personnes suivantes peuvent être présentes à l'audience, que celle-ci soit ouverte ou non au public:

    a) les représentants des parties;

    b) les conseillers des parties;

c) les membres du personnel de l'administration, les interprètes, les traducteurs et les greffiers; et

d) les assistants des arbitres.

Seuls les représentants et conseillers des parties peuvent prendre la parole devant le groupe spécial d'arbitrage.

30. Au plus tard cinq jours avant la date d'une audience, chaque partie communique simultanément au groupe spécial d'arbitrage et à l'autre partie la liste des personnes qui plaideront ou feront des exposés à l'audience pour le compte de la partie, ainsi que la liste des autres représentants ou conseillers qui assisteront à l'audience.

31. Les audiences des groupes spéciaux d'arbitrage sont publiques, sauf si les parties décident de les fermer partiellement ou complètement au public. Lorsque les audiences sont ouvertes au public, à moins que les parties n'en décident autrement:

a) la retransmission publique doit se faire par télédiffusion simultanée en circuit fermé dans une salle de retransmission séparée située sur le site de l'arbitrage;

b) les personnes souhaitant assister à la retransmission publique des audiences doivent s'enregistrer;

c) aucun enregistrement audio ni aucune photographie ne sont admis dans la salle de retransmission;

d) le groupe spécial d'arbitrage peut demander qu'une audience se tienne à huis clos lorsque les aspects traités concernent des informations confidentielles.

Le groupe spécial d'arbitrage se réunit à huis clos lorsque les mémoires et arguments d'une partie comportent des informations confidentielles. Exceptionnellement, le groupe spécial d'arbitrage peut conduire l'audience à huis clos à tout moment, de sa propre initiative ou à la demande de l'une des parties.

32. Le groupe spécial d'arbitrage conduit l'audience de la manière suivante, en veillant à ce que la partie plaignante et la partie mise en cause bénéficient d'un temps de parole identique:

Mémoires

a) mémoire de la partie plaignante;

b) contre-mémoire de la partie mise en cause;

Réfutations

a) réfutations de la partie plaignante;

b) contre-réfutations de la partie mise en cause.

33. Le groupe spécial d'arbitrage peut adresser des questions à l'une ou l'autre des parties à tout moment de l'audience.

34. Le groupe spécial d'arbitrage prend les dispositions nécessaires pour que le procès-verbal de chaque audience soit établi et transmis dès que possible aux parties.

35. Dans un délai de dix jours suivant la date d'audience, chacune des parties peut transmettre, au groupe spécial d'arbitrage et simultanément à l'autre partie, une communication écrite supplémentaire se rapportant à toute question soulevée durant l'audience.

Questions écrites

36. Le groupe spécial d'arbitrage peut, à tout moment de la procédure, adresser des questions par écrit à une partie ou aux deux parties. Chacune des parties reçoit une copie de toutes les questions écrites posées par le groupe spécial d'arbitrage.

37. Chacune des parties fournit simultanément au groupe spécial d'arbitrage et à l'autre partie une copie de sa réponse écrite aux questions du groupe spécial d'arbitrage. Chaque partie a la possibilité de présenter des observations écrites sur la réponse de l'autre partie dans les cinq jours suivant la date de sa réception.

Confidentialité

38. Lorsque les délibérations du groupe spécial d'arbitrage se déroulent à huis clos, conformément à la règle 31 de la présente annexe, les parties et leurs conseillers préservent le caractère confidentiel des audiences, des délibérations, du rapport intermédiaire, de toutes les observations écrites adressées au groupe spécial d'arbitrage et des communications avec celui-ci. Chaque partie et ses conseillers traitent comme confidentiels les renseignements qui ont été communiqués au groupe spécial d'arbitrage par l'autre partie et désignés comme tels par celle-ci. Lorsqu'une partie a présenté au groupe spécial d'arbitrage des observations comportant des informations confidentielles, cette partie doit également fournir, à la demande de l'autre partie, dans un délai de quinze jours, une version non confidentielle des observations pouvant être communiquées au public. Aucune disposition de la présente annexe n'empêche une partie de communiquer au public ses propres positions dans la mesure où, lorsqu'elle fait référence à des informations communiquées par l'autre partie, elle ne divulgue pas de renseignements désignés comme confidentiels par l'autre partie.

Contacts *ex parte*

39. Le groupe spécial d'arbitrage s'abstient de rencontrer, d'entendre ou de contacter d'une manière quelconque une partie en l'absence de l'autre partie.

40. Aucun arbitre ne peut discuter de quelque aspect que ce soit des questions dont est saisi le groupe spécial d'arbitrage avec une partie ou les deux parties en l'absence des autres arbitres.

41. À moins que les parties n'en conviennent autrement dans les trois jours suivant la date d'établissement du groupe spécial d'arbitrage, celui-ci peut examiner des communications écrites non sollicitées de personnes physiques ou morales intéressées des parties, pour autant que ces communications soient faites dans les dix jours suivant la date de constitution du groupe spécial d'arbitrage, qu'elles soient concises et ne dépassent en aucun cas 15 pages dactylographiées, annexes comprises, et qu'elles soient directement pertinentes pour les aspects factuels examinés par le groupe spécial d'arbitrage.

42. La communication comprend une description de la personne qui la soumet, indique s'il s'agit d'une personne physique ou morale, y compris sa nationalité ou son lieu d'établissement, la nature de ses activités et l'origine de son financement, et spécifie la nature de l'intérêt qu'a cette personne dans la procédure d'arbitrage. Elle est communiquée dans les langues choisies par les parties conformément à la règle 45 de la présente annexe.

43. Le groupe spécial d'arbitrage dresse, dans sa décision, l'inventaire de toutes les communications qu'il a reçues et qui sont conformes aux règles 41 et 42 de la présente annexe. Il n'est pas tenu de répondre, dans sa décision, aux arguments avancés dans les communications en question. Toute communication obtenue par le groupe spécial d'arbitrage conformément à la présente annexe est soumise aux parties pour commentaire.

Cas urgents

44. Dans les cas d'urgence visés au chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord), le groupe spécial d'arbitrage, après avoir consulté les parties, adapte en conséquence les délais mentionnés dans la présente annexe et en informe les parties.

Traduction et interprétation

45. Durant les consultations visées à l'article 3.26 (Consultations), et au plus tard lors de la réunion visée à la règle 9 b) de la présente annexe, les parties s'efforcent de s'entendre sur une langue de travail commune pour la procédure devant le groupe spécial d'arbitrage.

46. Toute partie peut présenter des observations sur toute traduction d'un document établie conformément à la présente annexe.

47. En cas de divergence sur l'interprétation du présent accord, le groupe spécial d'arbitrage tient compte du fait que cet accord a été négocié en anglais.

Calcul des délais

48. Lorsque, du fait de l'application de la règle 8 de la présente annexe, une partie reçoit un document à une date différente de celle à laquelle l'autre partie le reçoit, tout délai calculé en fonction de la date de réception commence à courir à compter de la dernière date de réception du document.

Autres procédures

49. La présente annexe s'applique aux procédures prévues au paragraphe 2 de l'article 3.34 (Délai raisonnable pour la mise en conformité), au paragraphe 2 de l'article 3.35 (Examen des mesures prises pour la mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage), au paragraphe 3 de l'article 3.36 (Mesures temporaires en cas de non-conformité) et au paragraphe 2 de l'article 3.37 (Examen des mesures prises pour la mise en conformité après l'adoption de mesures temporaires en cas de non-conformité). Les délais énoncés dans la présente annexe sont adaptés aux délais spéciaux établis pour l'adoption de décisions par le groupe spécial d'arbitrage dans le cadre de ces autres procédures.

50. Si le groupe spécial d'arbitrage initial ou certains de ses membres ne sont pas en mesure de se réunir à nouveau en vue des procédures prévues au paragraphe 2 de l'article 3.34 (Délai raisonnable pour la mise en conformité), au paragraphe 2 de l'article 3.35 (Examen des mesures prises pour la mise en conformité avec la décision du groupe spécial d'arbitrage), au paragraphe 3 de l'article 3.36 (Mesures temporaires en cas de non-conformité) ou au paragraphe 2 de l'article 3.37 (Examen des mesures prises pour la mise en conformité après l'adoption de mesures temporaires en cas de non-conformité), les procédures prévues à l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage) s'appliquent. Le délai de notification de la décision est prolongé de quinze jours.

ANNEXE 10

PROCÉDURE DE MÉDIATION RELATIVE AUX DIFFÉRENDS ENTRE LES PARTIES À L'ACCORD

ARTICLE 1

Objectif et champ d'application

1. L'objectif de la présente annexe est de faciliter la recherche d'une solution mutuellement convenue par une procédure détaillée et rapide avec l'aide d'un médiateur.

2. La présente annexe s'applique à toute mesure qui relève du champ d'application du présent accord et qui a des effets négatifs sur les échanges commerciaux ou les investissements entre les parties, sauf disposition contraire.

ARTICLE 2

Demande d'informations

1. À tout moment avant l'ouverture de la procédure de médiation, une partie peut demander par écrit à l'autre partie de fournir des informations concernant une mesure ayant des effets négatifs sur les investissements entre les parties. La partie à laquelle cette demande est adressée y répond par écrit dans un délai de vingt jours.

2. Lorsque la partie à laquelle la demande est adressée considère qu'il n'est pas possible de répondre dans les vingt jours, elle communique à la partie requérante les raisons pour lesquelles il n'est pas possible de répondre dans ce délai, ainsi qu'une estimation du délai le plus bref dans lequel elle pourra fournir sa réponse.

ARTICLE 3

Ouverture de la procédure

1. À tout moment, une partie peut demander l'ouverture d'une procédure de médiation avec l'autre partie. Cette demande est adressée à l'autre partie par écrit. La demande est suffisamment détaillée pour présenter clairement les préoccupations de la partie requérante et:

   a) identifie la mesure spécifique en cause;

   b) expose les effets négatifs qui, selon la partie requérante, affectent ou affecteront les investissements entre les parties; et

   c) explique en quoi, selon la partie requérante, ces effets sont liés à la mesure.

2. La partie à laquelle est adressée la demande l'examine avec bienveillance et l'accepte ou la rejette par écrit dans un délai de dix jours à compter de sa réception.

ARTICLE 4

Choix du médiateur

1. Les parties s'efforcent de s'entendre sur le choix d'un médiateur au plus tard quinze jours après la réception de la réponse à la demande visée au paragraphe 2 de l'article 3 (Ouverture de la procédure) de la présente annexe.

2. Si les parties ne peuvent s'entendre sur le choix du médiateur dans le délai imparti, l'une ou l'autre partie peut demander au président du comité, ou à son représentant, de sélectionner le médiateur par tirage au sort à partir de la liste établie en vertu du paragraphe 2 de l'article 3.44 (Listes d'arbitres). Les représentants des deux parties ont le droit d'être présents lors du tirage au sort.

3. Le président du comité, ou son représentant, choisit le médiateur dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la demande visée au paragraphe 2.

4. Le médiateur n'est pas un ressortissant de l'une des parties, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

5. Le médiateur aide, de manière impartiale et transparente, les parties à clarifier la mesure et ses effets négatifs possibles sur les investissements et à parvenir à une solution mutuellement convenue. L'annexe 11 s'applique aux médiateurs, *mutatis mutandis*. Les règles 4 à 8 et les règles 45 à 48 de l'annexe 9 s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*.

ARTICLE 5

Règles de la procédure de médiation

1. Dans les dix jours suivant la désignation du médiateur, la partie ayant sollicité la procédure de médiation présente au médiateur et à l'autre partie, par écrit, une description détaillée du problème, en particulier, du fonctionnement de la mesure en cause et de ses effets négatifs sur les investissements. Dans les vingt jours suivant la date de cette communication, l'autre partie peut soumettre, par écrit, ses observations concernant la description du problème. Chaque partie peut inclure, dans sa description du problème ou ses observations à ce sujet, toute information qu'elle juge pertinente.

2. Le médiateur peut décider de la manière la plus appropriée de clarifier la mesure en cause et ses effets négatifs possibles sur les investissements. En particulier, le médiateur peut organiser des réunions entre les parties, consulter celles-ci conjointement ou individuellement, consulter des experts ou des parties prenantes concernés ou demander leur assistance et fournir toute aide supplémentaire sollicitée par les parties. Toutefois, avant de consulter des experts ou des parties prenantes concernés ou de demander leur assistance, le médiateur consulte les parties.

3. Le médiateur peut donner un avis et proposer une solution aux parties, qui peuvent l'accepter, la rejeter ou convenir d'une solution différente. Il s'abstient toutefois de formuler un avis ou des observations concernant la compatibilité de la mesure en cause avec le présent accord.

4. La procédure de médiation se déroule sur le territoire de la partie à laquelle la demande a été adressée ou, d'un commun accord, en tout autre endroit ou par tout autre moyen.

5. Les parties s'efforcent de parvenir à une solution mutuellement convenue dans les soixante jours suivant la désignation du médiateur. Dans l'attente d'un accord définitif, les parties peuvent envisager d'éventuelles solutions provisoires.

6. La solution peut être adoptée au moyen d'une décision du comité. Chaque partie peut subordonner une telle solution à l'achèvement d'éventuelles procédures internes nécessaires. Les solutions mutuellement convenues sont rendues publiques. Toutefois, la version communiquée au public ne peut pas contenir d'informations qu'une partie aura désignées comme confidentielles.

7. La procédure de médiation est close:

   a) par l'adoption d'une solution mutuellement convenue par les parties, dans ce cas la procédure de médiation est close à la date de cette adoption;

   b) par l'accord mutuel des parties à n'importe quel stade de la procédure de médiation, dans ce cas la procédure de médiation est close à la date de cet accord;

   c) par la déclaration écrite du médiateur, après consultation des parties, indiquant que d'autres efforts de médiation seraient inutiles, dans ce cas la procédure de médiation est close à la date de cette déclaration; ou

d) par la déclaration écrite d'une partie, après recherche de solutions mutuellement convenues dans le cadre de la procédure de médiation et après examen des avis exprimés et des solutions proposées par le médiateur, dans ce cas la procédure de médiation est close à la date de cette déclaration.

ARTICLE 6

Mise en œuvre d'une solution mutuellement convenue

1. Lorsque les parties sont convenues d'une solution, chaque partie prend, dans le délai convenu, les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la solution mutuellement convenue.

2. La partie qui agit informe l'autre partie par écrit des mesures ou décisions qu'elle prend pour mettre en œuvre la solution mutuellement convenue.

3. À la demande des parties, le médiateur leur communique, par écrit, un projet de rapport factuel, qui expose brièvement: i) la mesure en cause dans le cadre de ces procédures; ii) les procédures suivies; et iii) toute solution mutuellement convenue au terme de ces procédures, y compris d'éventuelles solutions provisoires. Le médiateur octroie aux parties un délai de quinze jours pour présenter leurs observations sur le projet de rapport. Après avoir examiné les observations des parties présentées dans ce délai, le médiateur remet, par écrit, un rapport factuel final aux parties dans un délai de quinze jours. Le rapport factuel final écrit n'inclut aucune interprétation du présent accord.

ARTICLE 7

Lien avec le règlement des différends

1. La procédure de médiation est sans préjudice des droits et obligations des parties au titre du chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord).

2. La procédure de médiation n'a pas pour objet de servir de base aux procédures de règlement des différends en vertu du présent accord ou de tout autre accord. Les parties s'abstiennent de s'appuyer sur les éléments ci-après ou de les présenter comme éléments probants dans de telles procédures de règlement des différends et aucun groupe spécial d'arbitrage ne prend en considération:

   a) les positions adoptées par une partie dans le cadre de la procédure de médiation;

   b) le fait qu'une partie s'est déclarée prête à accepter une solution à la mesure concernée par la médiation; ou

   c) les avis donnés ou les propositions faites par le médiateur.

3. Sans préjudice du paragraphe 6 de l'article 5 (Règles de la procédure de médiation) de la présente annexe et à moins que les parties n'en conviennent autrement, toutes les phases de la procédure de médiation, y compris tout avis qui peut être donné ou toute solution qui peut être proposée, sont confidentielles. Toutefois, chaque partie peut informer le public qu'une médiation est en cours.

ARTICLE 8

Délais

Tout délai mentionné dans la présente annexe peut être modifié d'un commun accord entre les parties.

ARTICLE 9

Coûts

1. Chaque partie supporte ses propres frais découlant de sa participation à la procédure de médiation.

2. Les parties supportent, à parts égales, les frais découlant des aspects organisationnels, y compris la rémunération et les frais du médiateur. La rémunération du médiateur est conforme à celle prévue par la règle 9 b) de l'annexe 9.

ARTICLE 10

Réexamen

Cinq ans après la date de l'entrée en vigueur du présent accord, les parties se consultent sur la nécessité de modifier la procédure de médiation sur la base de leur expérience du recours à la procédure de médiation et au vu de l'élaboration d'un mécanisme correspondant à l'OMC.

_____

ANNEXE 11

CODE DE CONDUITE À L'INTENTION DES ARBITRES ET MÉDIATEURS

Définitions

1. Dans le présent code de conduite, on entend par:

"arbitre": un membre d'un groupe spécial d'arbitrage constitué en vertu de l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage);

"candidat": une personne dont le nom figure sur la liste d'arbitres visée à l'article 3.44 (Listes d'arbitres) et qui est susceptible d'être sélectionnée comme arbitre au sens de l'article 3.29 (Établissement du groupe spécial d'arbitrage);

"assistant": une personne qui, en vertu du mandat d'un arbitre, aide celui-ci dans ses recherches ou le soutient dans ses fonctions;

"procédure": sauf indication contraire, une procédure menée par un groupe spécial d'arbitrage en vertu du chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord);

"personnel": à l'égard d'un arbitre, les personnes placées sous sa direction et sa supervision, à l'exception des assistants.

Responsabilités dans le processus

2. Tout au long de la procédure, les candidats et les arbitres évitent tout manquement et toute apparence de manquement à la déontologie, sont indépendants et impartiaux, évitent tout conflit d'intérêts direct ou indirect et observent des règles de conduite rigoureuses de manière à garantir l'intégrité et l'impartialité du processus de règlement des différends. Les arbitres n'acceptent aucune instruction d'aucune organisation ni d'aucune administration publique en ce qui concerne les questions dont le groupe spécial est saisi. Les anciens arbitres doivent se conformer aux obligations énoncées aux points 15, 16, 17 et 18 du présent code de conduite.

Obligations de déclaration

3. Avant la confirmation de sa sélection en qualité d'arbitre au titre du chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord), le candidat doit déclarer les intérêts, relations et considérations qui sont susceptibles d'affecter son indépendance ou son impartialité ou qui pourraient raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou de partialité dans la procédure. À cette fin, le candidat fait tous les efforts raisonnables pour s'informer de l'existence de tels intérêts, relations et considérations.

4. Un candidat ou arbitre ne peut communiquer de renseignements concernant des violations effectives ou potentielles du présent code de conduite qu'au comité, aux fins d'examen par les parties.

5. Une fois sélectionnés, les arbitres continuent à faire tous les efforts raisonnables pour s'informer des intérêts, relations ou considérations visés au paragraphe 3 du présent code de conduite et les déclarent. L'obligation de déclaration est permanente et exige de l'arbitre qu'il déclare de tels intérêts, relations ou considérations pouvant se faire jour à n'importe quel stade de la procédure, le plus rapidement possible dès qu'il en a connaissance. L'arbitre déclare ces intérêts, relations et considérations en les communiquant par écrit au comité, aux fins d'examen par les parties.

Fonctions des arbitres

6. Tout arbitre, une fois sélectionné, s'acquitte entièrement et promptement de ses fonctions tout au long de la procédure, et le fait avec équité et diligence.

7. Les arbitres n'examinent que les questions qui sont soulevées lors de la procédure et nécessaires à une décision. Ils ne délèguent cette fonction à aucune autre personne.

8. Les arbitres prennent toutes les mesures appropriées pour s'assurer que leurs assistants et leur personnel connaissent les points 2, 3, 4, 5, 16, 17 et 18 du présent code de conduite et s'y conforment.

9. Aucun arbitre ne peut avoir de contacts *ex parte* concernant la procédure.

10. Les arbitres doivent être indépendants et impartiaux et éviter toute apparence de partialité et de manquement à la déontologie et ils ne peuvent être influencés par l'intérêt personnel, des pressions extérieures, des considérations d'ordre politique, la protestation publique, leur loyauté envers une partie ou la crainte des critiques.

11. Les arbitres ne peuvent, directement ou indirectement, contracter d'obligation ou accepter de gratification qui, d'une manière quelconque, entraverait ou paraîtrait entraver la bonne exécution de leurs fonctions.

12. Les arbitres ne peuvent utiliser le poste qu'ils occupent au sein du groupe spécial d'arbitrage pour servir des intérêts personnels ou privés et s'abstiennent de toute action de nature à donner l'impression que d'autres sont en situation de les influencer.

13. Les arbitres ne peuvent permettre que leur conduite ou jugement soient influencés par des relations ou des responsabilités d'ordre financier, commercial, professionnel, familial ou social.

14. Les arbitres s'abstiennent de nouer des relations ou d'acquérir des intérêts financiers qui sont susceptibles d'influer sur leur impartialité ou qui pourraient raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou de partialité.

Obligations des anciens arbitres

15. Les anciens arbitres s'abstiennent de tout acte susceptible de donner lieu à une apparence de partialité de leur part dans l'exécution de leurs fonctions ou d'avantage tiré de la décision du groupe spécial d'arbitrage.

Confidentialité

16. Aucun arbitre ou ancien arbitre ne peut, à aucun moment, divulguer ou utiliser des renseignements non publics relatifs à une procédure ou obtenus au cours d'une procédure, sauf aux fins de la procédure concernée; en particulier, il ne peut divulguer ou utiliser de tels renseignements à son propre avantage ou à l'avantage d'autrui ou pour nuire aux intérêts d'autrui.

17. Aucun arbitre ne peut divulguer tout ou partie d'une décision du groupe spécial d'arbitrage avant sa publication conformément au chapitre trois (Règlement des différends), section B (Règlement des différends entre les parties à l'accord).

18. Aucun arbitre ou ancien arbitre ne peut, à aucun moment, divulguer la teneur des délibérations d'un groupe spécial d'arbitrage ni l'opinion d'un arbitre concernant les délibérations.

Frais

19. Chaque arbitre tient un relevé et présente un décompte final du temps consacré à la procédure et de ses frais ainsi que du temps et des frais de ses assistants.

Médiateurs

20. Les règles du présent code de conduite concernant les arbitres ou anciens arbitres s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux médiateurs.

CLAUSE INTERPRÉTATIVE N° 1

CONCERNANT LES CONTRAINTES SPÉCIFIQUES D'ESPACE DE SINGAPOUR OU L'ACCÈS AUX RESSOURCES NATURELLES

1. L'article 2.3 (Traitement national) ne s'applique à aucune mesure concernant:

   a) la fourniture d'eau potable à Singapour;

   b) la propriété, l'achat, le développement, la gestion, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, la vente ou toute autre mode de cession de biens résidentiels[1] ou les programmes de logements sociaux à Singapour.

2. Trois ans après l'entrée en vigueur du présent accord, et ensuite tous les deux ans dans le cas où le droit de timbre *Additional Buyer's Stamp Duty* serait encore en vigueur, le comité examinera si le maintien de ce droit de timbre est nécessaire pour garantir la stabilité du marché des biens résidentiels. Au cours de ces consultations, Singapour fournira des statistiques et des informations sur la situation de ce marché.

_____

[1] On entend par "biens résidentiels" les biens immobiliers tels que définis dans *Residential Property Act* (chapitre 274) à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

CLAUSE INTERPRÉTATIVE N° 2

RELATIVE À LA RÉMUNÉRATION DES ARBITRES

En ce qui concerne la règle 9 de l'annexe 9, les deux parties confirment ce qui suit:

1. La rémunération et les frais des arbitres sont déterminés selon les normes applicables aux mécanismes comparables de règlement des différends internationaux dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux.

2. Le montant exact de la rémunération et des frais sont définis d'un commun accord par les parties avant la réunion des parties avec le groupe spécial d'arbitrage conformément à la règle 9 de l'annexe 9.

3. Les deux parties appliquent la présente clause interprétative de bonne foi en vue de faciliter le fonctionnement du groupe spécial d'arbitrage.

BIJLAGE 1

ONTEIGENING

De partijen bij de overeenkomst bevestigen hun gedeelde opvatting dat:

1. artikel 2.6 (Onteigening) betrekking heeft op twee situaties. De eerste is rechtstreekse onteigening, waarbij een onder de overeenkomst vallende investering wordt genationaliseerd of anderszins direct wordt onteigend door formele overdracht van het eigendomsrecht of directe inbeslagneming. De tweede is onrechtstreekse onteigening, waarbij de uitwerking van een maatregel of reeks maatregelen van een partij gelijkwaardig is aan die van rechtstreekse onteigening, in die zin dat zij voor de onder de overeenkomst vallende investeerder een wezenlijke aantasting inhoudt van de fundamentele attributen van het eigendomsrecht met betrekking tot de onder de overeenkomst vallende investering, met inbegrip van het recht van gebruik, van genot en van beschikking, zonder formele overdracht van het eigendomsrecht of directe inbeslagneming;

2. om vast te stellen of een maatregel of reeks maatregelen van een partij in een specifieke situatie onrechtstreekse onteigening inhoudt, een onderzoek per geval en op basis van feiten vereist is, waarbij rekening wordt gehouden met onder meer de volgende factoren:

    a) de economische gevolgen van de maatregel of van de reeks maatregelen en de duur daarvan, evenwel met dien verstande dat er geen sprake kan zijn van onrechtstreekse onteigening louter doordat een maatregel of een reeks maatregelen van een partij negatieve gevolgen heeft voor de economische waarde van een investering;

b) de mate waarin het recht om het eigendom te gebruiken, ervan te genieten en erover te beschikken, wordt aangetast door de maatregel of door de reeks maatregelen, en

c) de aard van de maatregel of de reeks maatregelen, met name het voorwerp, de context en het doel ervan.

Omwille van de duidelijkheid zij opgemerkt dat, behoudens in het zeldzame geval waarin de gevolgen van een maatregel of een reeks maatregelen zo ernstig zijn dat zij duidelijk buitensporig blijken ten opzichte van het doel daarvan, een niet-discriminerende maatregel of reeks maatregelen van een partij die wordt ontworpen en toegepast met het oog op legitieme doelstellingen van overheidsbeleid zoals de volksgezondheid, de veiligheid of het milieu, geen onrechtstreekse onteigening inhoudt.

BIJLAGE 2

GRONDONTEIGENING

1. Onverminderd artikel 2.6 (Onteigening) moet in geval van onteigening met betrekking tot grond, zoals omschreven in de wet inzake grondverwerving (hoofdstuk 152)[1], waarbij Singapore de onteigenende partij is, een vergoeding tegen marktwaarde worden betaald overeenkomstig bovengenoemde wet.

2. Voor de toepassing van deze overeenkomst moeten alle onteigeningsmaatregelen in het kader van de wet inzake grondverwerving (hoofdstuk 152) ten algemenen nutte zijn of verbonden zijn met een doelstelling ten algemenen nutte.

_____

[1] Wet inzake grondverwerving (hoofdstuk 152) op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst.

BIJLAGE 3

ONTEIGENING EN INTELLECTUELE-EIGENDOMSRECHTEN

Omwille van de duidelijkheid zij opgemerkt dat de intrekking, beperking of invoering van intellectuele-eigendomsrechten geen onteigening inhoudt voor zover de maatregel in overeenstemming is met de TRIPs-Overeenkomst en met hoofdstuk tien (Intellectuele eigendom) van de EUSFTA. Indien zou worden vastgesteld dat de maatregel niet in overeenstemming is met de TRIPS-Overeenkomst of met hoofdstuk tien (Intellectuele eigendom) van de EUSFTA, blijkt daaruit niet dat er sprake is van onteigening.

BIJLAGE 4

OVERHEIDSSCHULDEN

1. Er mag geen verzoek worden ingediend op grond dat de herstructurering van de schulden van een partij bij de overeenkomst in strijd is met een verplichting uit hoofde van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen), en evenmin mag een reeds ingediend verzoek verder in behandeling worden genomen in het kader van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), wanneer de herstructurering op het tijdstip van indiening van het verzoek een overeengekomen herstructurering is dan wel na het tijdstip van indiening van het verzoek een overeengekomen herstructurering wordt, met uitzondering van een verzoek op grond dat de herstructurering in strijd is met artikel 2.3 (Nationale behandeling)[1].

2. Ongeacht het bepaalde in artikel 3.6 (Indiening van verzoek bij Gerecht) van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), en onder voorbehoud van het bepaalde in punt 1 van deze bijlage, mag een investeerder geen verzoek als bedoeld in hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), indienen op grond dat de herstructurering van de schulden van een partij bij de overeenkomst in strijd is met een verplichting uit hoofde van hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen) anders dan uit hoofde van artikel 2.3 (Nationale behandeling), tenzij 270 dagen zijn verstreken na de datum waarop de eiser het schriftelijk verzoek om overleg op grond van artikel 3.3 (Overleg) van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), heeft ingediend.

[1] Voor de toepassing van deze bijlage houdt het loutere feit dat in het kader van een schuldencrisis of dreigende schuldencrisis investeerders of investeringen verschillend worden behandeld op basis van legitieme doelstellingen van overheidsbeleid, geen schending van artikel 2.3 (Nationale behandeling) in.

3. Voor de toepassing van deze bijlage wordt verstaan onder:

"overeengekomen herstructurering": de herstructurering of reorganisatie van de schulden van een partij die heeft plaatsgevonden door middel van i) een wijziging of aanpassing van schuldinstrumenten overeenkomstig de voorwaarden ervan, met inbegrip van de daarop toepasselijke wetgeving, of ii) een schuldenruil of een andere, soortgelijke procedure waarin de houders van niet minder dan 75 % van de totale hoofdsom van de uitstaande schulden die worden geherstructureerd, hebben ingestemd met een dergelijke schuldenruil of andere procedure;

op een schuldinstrument "toepasselijke wetgeving": het wet- en regelgevingskader van een jurisdictie dat op dat schuldinstrument van toepassing is.

4. Voor alle duidelijkheid: de "schulden van een partij" omvatten in het geval van de Unie de schulden van een overheid van een lidstaat van de Unie of van een centrale, regionale of lokale overheidsinstantie in een lidstaat van de Unie.

BIJLAGE 5

OVEREENKOMSTEN ALS BEDOELD IN ARTIKEL 4.12

De overeenkomsten tussen de lidstaten van de Unie en Singapore zijn de volgende:

1. Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Singapore en de regering van de Republiek Bulgarije inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, opgesteld te Singapore op 15 september 2003;

2. Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Singapore en de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie inzake de bevordering en bescherming van investeringen, opgesteld te Brussel op 17 november 1978;

3. Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Singapore en de regering van de Tsjechische Republiek inzake de bevordering en bescherming van investeringen, opgesteld te Singapore op 8 april 1995;

4. Overeenkomst tussen de Bondsrepubliek Duitsland en de Republiek Singapore inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, opgesteld te Singapore op 3 oktober 1973;

5. Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Singapore en de regering van de Franse Republiek inzake de bevordering en bescherming van investeringen, opgesteld te Parijs op 8 september 1975;

6. Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Singapore en de regering van de Republiek Letland inzake de bevordering en bescherming van investeringen, opgesteld te Singapore op 7 juli 1998;

7. Overeenkomst tussen de Republiek Singapore en Hongarije inzake de bevordering en bescherming van investeringen, opgesteld te Singapore op 17 april 1997;

8. Overeenkomst inzake economische samenwerking tussen de regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de regering van de Republiek Singapore, opgesteld te Singapore op 16 mei 1972;

9. Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Singapore en de regering van de Republiek Polen inzake de bevordering en bescherming van investeringen, opgesteld te Warschau (Polen) op 3 juni 1993;

10. Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Singapore en de regering van de Republiek Slovenië inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, opgesteld te Singapore op 25 januari 1999;

11. Overeenkomst tussen de Republiek Singapore en de Slowaakse Republiek inzake de bevordering en wederzijdse bescherming van investeringen, opgesteld te Singapore op 13 oktober 2006, en

12. Overeenkomst tussen de regering van de Republiek Singapore en de regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland inzake de bevordering en bescherming van investeringen, opgesteld te Singapore op 22 juli 1975.

BIJLAGE 6

BEMIDDELINGSMECHANISME
VOOR GESCHILLEN TUSSEN INVESTEERDERS EN PARTIJEN

ARTIKEL 1

Doel

Dit bemiddelingsmechanisme heeft tot doel te bevorderen dat door middel van een alomvattende en snelle procedure en met behulp van een bemiddelaar een onderling overeengekomen oplossing wordt bereikt.

AFDELING A

PROCEDURE IN KADER VAN BEMIDDELINGSMECHANISME

ARTIKEL 2

Inleiding van procedure

1. Een partij bij een geschil kan te allen tijde verzoeken om inleiding van een bemiddelingsprocedure. Een dergelijk verzoek wordt aan de andere partij schriftelijk gedaan.

2. De partij waaraan het verzoek gericht is, neemt dit in welwillende overweging en antwoordt binnen tien dagen na ontvangst ervan met een schriftelijke inwilliging of afwijzing.

3. Indien het verzoek betrekking heeft op een behandeling door een instelling, orgaan of agentschap van de Unie of door een lidstaat van de Unie en geen verweerder is vastgesteld uit hoofde van artikel 3.5 (Bericht van voornemen om geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen), lid 2, dan wordt het verzoek gericht aan de Unie. Wordt het verzoek door de Unie aanvaard, dan wordt in het antwoord vermeld of de Unie dan wel de betrokken lidstaat van de Unie partij zal zijn bij de bemiddelingsprocedure[1].

ARTIKEL 3

Keuze van bemiddelaar

1. De partijen bij het geschil streven ernaar uiterlijk 15 dagen na ontvangst van het in artikel 2 (Inleiding van procedure), lid 2, van deze bijlage bedoelde antwoord op het verzoek overeenstemming over een bemiddelaar te bereiken. Deze overeenstemming kan inhouden dat een bemiddelaar wordt aangewezen uit de leden van het overeenkomstig artikel 3.9 (Gerecht van eerste aanleg) ingestelde Gerecht.

[1] Voor alle duidelijkheid: wanneer het verzoek betrekking heeft op behandeling door de Unie, is de Unie partij bij de bemiddelingsprocedure en wordt elke betrokken lidstaat van de Unie volledig bij de bemiddelingsprocedure betrokken. Wanneer het verzoek uitsluitend betrekking heeft op behandeling door een lidstaat van de Unie, is de betrokken lidstaat van de Unie partij bij de bemiddelingsprocedure, tenzij deze de Unie verzoekt partij bij de bemiddelingsprocedure te zijn.

2. Indien de partijen bij het geschil geen overeenstemming over een bemiddelaar kunnen bereiken overeenkomstig lid 1, kan een van beide partijen bij het geschil de president van het Gerecht verzoeken de bemiddelaar door middel van loting aan te wijzen uit de leden van het overeenkomstig artikel 3.9 (Gerecht van eerste aanleg) ingestelde Gerecht. De president van het Gerecht wijst binnen tien werkdagen na het verzoek door een van beide partijen bij het geschil de bemiddelaar aan.

3. De bemiddelaar mag geen onderdaan van een van beide partijen bij de overeenkomst zijn, tenzij de partijen bij het geschil anders overeenkomen.

4. De bemiddelaar is de partijen bij het geschil op onpartijdige en transparante wijze behulpzaam bij het scheppen van duidelijkheid over de maatregel en de mogelijke negatieve gevolgen ervan voor de investeringen, en bij het bereiken van een onderling overeengekomen oplossing.

ARTIKEL 4

Regels voor bemiddelingsprocedure

1. Binnen tien dagen na de aanwijzing van de bemiddelaar legt de partij bij het geschil die om de bemiddelingsprocedure heeft verzocht, de bemiddelaar en de andere partij bij het geschil schriftelijk een gedetailleerde schriftelijke beschrijving van het probleem voor, in het bijzonder van de werking van de maatregel in kwestie en van de negatieve gevolgen ervan voor de investeringen. Binnen 20 dagen na toezending van deze beschrijving van het probleem kan de andere partij bij het geschil daarover schriftelijk opmerkingen kenbaar maken. Elk van beide partijen bij het geschil mag in haar beschrijving van het probleem of haar opmerkingen daarover alle door haar relevant geachte informatie opnemen.

2. De bemiddelaar kan bepalen wat de meest geschikte wijze is om duidelijkheid over de betrokken maatregel en de mogelijke negatieve gevolgen ervan voor de investeringen te scheppen. Hij kan met name bijeenkomsten tussen de partijen bij het geschil organiseren, de partijen bij het geschil gezamenlijk of afzonderlijk raadplegen, verzoeken om bijstand van of overleg plegen met deskundigen en belanghebbenden op het betrokken gebied alsmede aanvullende ondersteuning bieden waarom de partijen bij het geschil hebben verzocht. Alvorens om bijstand van deskundigen en belanghebbenden op het betrokken gebied te verzoeken of overleg met hen te plegen, overlegt de bemiddelaar evenwel met de partijen bij het geschil.

3. De bemiddelaar kan advies aanbieden en een oplossing voorstellen ter overweging door de partijen bij het geschil, die de voorgestelde oplossing kunnen aanvaarden of afwijzen dan wel het over een andere oplossing eens kunnen worden. De bemiddelaar onthoudt zich evenwel van advies of opmerkingen over de verenigbaarheid van de maatregel in kwestie met hoofdstuk twee (Bescherming van investeringen).

4. De bemiddelingsprocedure vindt plaats op het grondgebied van de partij bij het geschil waaraan het verzoek gericht is, of op enige andere locatie of op enige andere wijze waarover onderling overeenstemming is bereikt.

5. De partijen bij het geschil streven ernaar binnen 60 dagen na de aanwijzing van de bemiddelaar tot een onderling overeengekomen oplossing te komen. Zolang geen definitieve overeenstemming is bereikt, kunnen de partijen bij het geschil eventuele tussentijdse oplossingen overwegen.

6. Onderling overeengekomen oplossingen worden openbaar gemaakt. De openbaar gemaakte versie mag evenwel geen informatie bevatten die door een partij bij het geschil als vertrouwelijk is aangemerkt.

7. De bemiddelingsprocedure wordt beëindigd:

a) door goedkeuring van een door de partijen bij het geschil onderling overeengekomen oplossing, op de datum van goedkeuring;

b) door onderlinge overeenstemming van de partijen bij het geschil in de loop van de bemiddelingsprocedure, op de datum van die overeenstemming;

c) door een schriftelijke verklaring van de bemiddelaar, na overleg met de partijen bij het geschil, dat verdere bemiddelingsinspanningen geen nut hebben, op de datum van die verklaring; of

d) door een schriftelijke verklaring van een partij bij het geschil nadat mogelijke onderling overeengekomen oplossingen in de bemiddelingsprocedure zijn onderzocht en adviezen en voorgestelde oplossingen van de bemiddelaar in overweging zijn genomen, op de datum van die verklaring.

AFDELING B

TENUITVOERLEGGING

ARTIKEL 5

Tenuitvoerlegging van onderling overeengekomen oplossing

1. Wanneer de partijen bij het geschil overeenstemming over een oplossing hebben bereikt, neemt elke partij bij het geschil de maatregelen die noodzakelijk zijn om de onderling overeengekomen oplossing binnen de overeengekomen termijn ten uitvoer te leggen.

2. De tenuitvoerleggende partij bij het geschil stelt de andere partij bij het geschil schriftelijk in kennis van alle stappen of maatregelen die zij voor de tenuitvoerlegging van de onderling overeengekomen oplossing heeft ondernomen respectievelijk getroffen.

3. Op verzoek van de partijen bij het geschil legt de bemiddelaar de partijen bij het geschil schriftelijk een ontwerp van het feitenverslag voor, dat een korte samenvatting bevat van: i) de maatregel in kwestie waarop de procedure betrekking heeft; ii) de gevolgde procedure, en iii) in voorkomend geval, de onderling overeengekomen oplossing waartoe die procedure uiteindelijk heeft geleid, met inbegrip van eventuele tussentijdse oplossingen. De bemiddelaar biedt de partijen bij het geschil 15 werkdagen de gelegenheid om hun opmerkingen over het ontwerpverslag kenbaar te maken. Na bestudering van de binnen die termijn ingediende opmerkingen van de partijen bij het geschil legt de bemiddelaar de partijen bij het geschil binnen 15 werkdagen schriftelijk een definitief schriftelijk feitenverslag voor. Het definitief schriftelijk feitenverslag mag geen interpretatie van deze overeenkomst bevatten.

AFDELING C

ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 6

Verhouding tot beslechting van geschillen

1. De bemiddelingsprocedure is niet bedoeld om als basis voor procedures voor geschillenbeslechting ingevolge deze of enige andere overeenkomst te dienen. Een partij bij het geschil mag zich in dergelijke geschillenbeslechtingsprocedures niet beroepen op of niet als bewijs gebruiken en een arbitrageorgaan, -gerecht of -panel mag geen rekening houden met:

   a) door een partij bij het geschil in de bemiddelingsprocedure ingenomen standpunten;

   b) het feit dat een partij bij het geschil zich bereid heeft verklaard een oplossing te aanvaarden voor de maatregel waarop de bemiddeling betrekking had, of

   c) door de bemiddelaar gegeven adviezen of gedane voorstellen.

2. Het bemiddelingsmechanisme laat de rechtsposities van de partijen bij de overeenkomst en de partijen bij het geschil op grond van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst) of afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst) onverlet.

3. Onverminderd het bepaalde in artikel 4 (Regels voor bemiddelingsprocedure), lid 6, van deze bijlage en tenzij de partijen bij het geschil anders overeenkomen, zijn alle fasen van de bemiddelingsprocedure, met inbegrip van mogelijke adviezen of voorgestelde oplossingen, vertrouwelijk. Elke partij bij het geschil mag echter openbaar maken dat bemiddeling plaatsvindt.

ARTIKEL 7

Termijnen

Alle in deze bijlage vermelde termijnen kunnen met wederzijdse instemming van de partijen bij het geschil worden gewijzigd.

ARTIKEL 8

Kosten

1. Elke partij bij het geschil draagt haar eigen kosten in verband met deelname aan de bemiddelingsprocedure.

2. De partijen bij het geschil dragen elk voor een gelijk deel de kosten voor organisatorische aangelegenheden, met inbegrip van de honoraria en de kosten van de bemiddelaar. De honoraria en de kosten van bemiddelaars zijn in overeenstemming met die welke op grond van bepaling 14(1) van het administratief en financieel reglement van het Icsid-Verdrag worden vastgesteld en op de datum van inleiding van de bemiddelingsprocedure gelden.

BIJLAGE 7

GEDRAGSCODE VOOR LEDEN VAN GERECHT EN BEROEPSINSTANTIE EN VOOR BEMIDDELAARS

Definities

1. In deze gedragscode wordt verstaan onder:

"lid": een lid van het op grond van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), ingestelde Gerecht of een lid van de op grond van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), ingestelde Beroepsinstantie;

"bemiddelaar": een persoon die overeenkomstig hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling A (Beslechting van geschillen tussen investeerders en partijen bij overeenkomst), bemiddeling verricht;

"kandidaat": een persoon wiens aanwijzing als lid wordt overwogen;

"assistent": een persoon die binnen het kader van het mandaat van een lid voor dat lid onderzoek verricht of ondersteunende taken uitvoert; en

"personeel": met betrekking tot een lid, andere personen dan assistenten die onder de leiding en het toezicht van dat lid werkzaam zijn.

Verantwoordelijkheden in het kader van de procedure

2. De kandidaten en de leden vermijden laakbaar gedrag en de schijn van laakbaar gedrag, zijn onafhankelijk en onpartijdig, vermijden directe en indirecte belangenconflicten en nemen bij hun gedrag de hoogste normen in acht, teneinde de integriteit en onpartijdigheid van het mechanisme van geschillenbeslechting te garanderen. De leden nemen geen instructies van enige organisatie of regering aan met betrekking tot de aan het Gerecht of de Beroepsinstantie voorgelegde aangelegenheden. Voormalige leden leven de verplichtingen in de punten 15 tot en met 21 van deze gedragscode na.

Openbaarmakingsplicht

3. Voorafgaand aan hun aanwijzing als lid geven de kandidaten aan de partijen bij de overeenkomst opening van zaken over alle tegenwoordige of vroegere belangen, relaties of aangelegenheden die van invloed kunnen zijn op hun onafhankelijkheid of onpartijdigheid of waarvan redelijkerwijs kan worden aangenomen dat zij de schijn van laakbaar gedrag of partijdigheid zouden kunnen wekken. Daartoe stellen de kandidaten alles in het werk wat redelijkerwijs in hun vermogen ligt om na te gaan of er sprake is van dergelijke belangen, relaties of aangelegenheden.

4. De leden richten mededelingen betreffende feitelijke of mogelijke schendingen van deze gedragscode aan de partijen bij het geschil en de niet bij het geschil betrokken partij bij de overeenkomst.

5. De leden blijven te allen tijde alles in het werk stellen wat redelijkerwijs in hun vermogen ligt om na te gaan of er sprake is van de in punt 3 van deze gedragscode bedoelde belangen, relaties of aangelegenheden en zij geven in voorkomend geval opening van zaken. Op grond van de verplichting tot openbaarmaking zijn de leden voortdurend gehouden opening van zaken te geven over dergelijke belangen, relaties of aangelegenheden die zich tijdens elke fase van de procedure voordoen, zodra zij daarvan kennis hebben. De leden geven opening van zaken over dergelijke belangen, relaties en aangelegenheden door daarvan schriftelijk mededeling te doen aan de partijen bij het geschil en de niet bij het geschil betrokken partij bij de overeenkomst, ter overweging door al deze partijen.

Taken van leden

6. De leden oefenen hun taken gedurende de gehele procedure nauwgezet, snel en naar billijkheid uit.

7. De leden onderzoeken uitsluitend vraagstukken die in de procedure aan de orde worden gesteld en voor de uitspraak noodzakelijk zijn en delegeren deze taak niet aan een andere persoon.

8. De leden nemen alle passende maatregelen om ervoor te zorgen dat hun assistenten en personeel bekend zijn met de punten 2, 3, 4, 5, 19, 20 en 21 van deze gedragscode en deze naleven.

9. De leden onthouden zich van eenzijdige contacten in verband met de procedure.

10. De leden zijn onafhankelijk en onpartijdig, vermijden de schijn van laakbaar gedrag of partijdigheid en laten zich niet leiden door eigenbelang, druk van buitenaf, politieke overwegingen, publieke protesten, loyaliteit aan een partij bij het geschil of niet bij het geschil betrokken partij bij de overeenkomst of vrees voor kritiek.

11. De leden mogen direct noch indirect verplichtingen aangaan of voordelen aanvaarden die op welke wijze dan ook de goede uitoefening van hun taken verstoren of lijken te verstoren.

12. De leden gebruiken hun positie als lid van het Gerecht niet om persoonlijke of particuliere belangen te dienen en onthouden zich van handelingen die de indruk kunnen wekken dat anderen in een bijzondere positie verkeren waardoor zij invloed op hen kunnen uitoefenen.

13. De leden laten hun gedrag of oordeel niet beïnvloeden door financiële, zakelijke, professionele, familiale of sociale relaties of verantwoordelijkheden.

14. De leden gaan geen relaties aan en verwerven geen financiële belangen wanneer daardoor hun onpartijdigheid in het gedrang kan komen of wanneer redelijkerwijs kan worden aangenomen dat daardoor de schijn van laakbaar gedrag of partijdigheid wordt gewekt.

Verplichtingen van voormalige leden

15. Alle voormalige leden onthouden zich van handelingen die de schijn kunnen wekken dat zij bij de uitoefening van hun taken niet onpartijdig waren of dat zij voordeel hebben ontleend aan de beslissing of de uitspraak van het Gerecht of van de Beroepsinstantie.

16. Onverminderd artikel 3.9 (Gerecht van eerste aanleg), lid 5, en artikel 3.10 (Beroepsinstantie), lid 4, verbinden de leden zich ertoe om na afloop van hun mandaat op geen enkele wijze deel te nemen aan

    a) investeringsgeschillen die vóór afloop van hun mandaat aanhangig waren bij het Gerecht of bij de Beroepsinstantie;

    b) investeringsgeschillen die direct en duidelijk verband houden met geschillen die zij als lid van het Gerecht of van de Beroepsinstantie hebben behandeld, ook wanneer die afgesloten zijn.

17. De leden verbinden zich ertoe om gedurende een periode van drie jaar na afloop van hun mandaat niet op te treden als vertegenwoordiger van een van de partijen bij investeringsgeschillen die aanhangig zijn bij het Gerecht of bij de Beroepsinstantie.

18. Indien de president van het Gerecht of de president van de Beroepsinstantie ervan in kennis wordt gesteld of anderszins verneemt dat een voormalig lid van het Gerecht of van de Beroepsinstantie zou hebben gehandeld in strijd met de verplichtingen als bedoeld in de punten 15 tot en met 17, onderzoekt de president de aangelegenheid en stelt hij het voormalige lid in de gelegenheid te worden gehoord. Indien hij na afloop van het onderzoek van oordeel is dat het voormalige lid daadwerkelijk heeft gehandeld in strijd met die verplichtingen, stelt hij

a) de beroepsorde of een vergelijkbare instantie waarbij het voormalige lid is aangesloten;

b) de partijen bij de overeenkomst, en

c) de president van elk ander gerecht dat of elke andere beroepsinstantie die bevoegd is ter zake van investeringsgeschillen, daarvan in kennis.

De president van het Gerecht of de president van de Beroepsinstantie maakt zijn bevindingen uit hoofde van dit punt openbaar.

Vertrouwelijkheid

19. De leden of voormalige leden mogen op geen enkel tijdstip niet-openbare informatie over of verkregen tijdens een procedure openbaar maken of gebruiken, behalve voor de doeleinden van die procedure, en mogen deze informatie in het bijzonder niet openbaar maken of gebruiken om persoonlijk voordeel te behalen, anderen voordeel te verschaffen of de belangen van anderen te schaden.

20. De leden mogen beslissingen of uitspraken dan wel delen daarvan niet openbaar maken voordat zij overeenkomstig bijlage 8 worden bekendgemaakt.

21. De leden of voormalige leden mogen op geen enkel tijdstip informatie over de beraadslagingen van het Gerecht of de Beroepsinstantie of over het standpunt van een lid met betrekking tot de beraadslagingen openbaar maken.

Kosten

22. De leden houden de aan de procedure bestede tijd en de hiervoor gedane uitgaven bij en leggen hiervan een eindafrekening over.

Bemiddelaars

23. De in deze gedragscode beschreven voorschriften voor leden of voormalige leden zijn *mutatis mutandis* van toepassing op bemiddelaars.

Raadgevend Comité

24. De president van het Gerecht en de president van de Beroepsinstantie worden elk bijgestaan door een Raadgevend Comité, bestaande uit de vicepresident en het naar leeftijd oudste lid van het Gerecht respectievelijk de Beroepsinstantie, ter waarborging van de juiste toepassing van deze gedragscode en artikel 3.11 (Ethische code) en met het oog op de uitvoering van enige andere taak, indien hierin wordt voorzien.

BIJLAGE 8

REGELS INZAKE TOEGANG VAN PUBLIEK TOT DOCUMENTEN EN ZITTINGEN EN MOGELIJKHEID VOOR DERDEN OM OPMERKINGEN IN TE DIENEN

ARTIKEL 1

1. Onverminderd de artikelen 2 en 4 van deze bijlage geeft de verweerder de volgende documenten na ontvangst onverwijld door aan de niet bij het geschil betrokken partij bij de overeenkomst en, met het oog op beschikbaarstelling aan het publiek, aan de in artikel 5 van deze bijlage genoemde depositaris:

   a) het in artikel 3.3 (Overleg), lid 1, bedoelde verzoek om overleg;

   b) het in artikel 3.5 (Bericht van voornemen om geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen), lid 1, bedoelde bericht van voornemen;

   c) de in artikel 3.5 (Bericht van voornemen om geschil aan geschillenbeslechting te onderwerpen), lid 2, bedoelde bepaling van de verweerder;

   d) het in artikel 3.6 (Indiening van verzoek bij Gerecht) bedoelde ingediende verzoek;

e) uiteenzettingen, memories en opmerkingen die door een partij bij het geschil bij het Gerecht zijn ingediend, deskundigenverslagen en eventuele schriftelijke opmerkingen die uit hoofde van artikel 3.17 (Niet bij geschil betrokken partij bij overeenkomst) en artikel 3 van deze bijlage zijn ingediend;

f) processen-verbaal of verslagen van de zittingen van het Gerecht, indien beschikbaar, en

g) vonnissen, uitspraken en beslissingen van het Gerecht of, in voorkomend geval, van de president of de vicepresident van het Gerecht.

2. Behoudens de uitzonderingen van artikel 4 van deze bijlage kan het Gerecht op eigen initiatief of op verzoek van een persoon besluiten, na overleg met de partijen bij het geschil, of en hoe eventuele andere documenten die aan het Gerecht zijn verstrekt of door het Gerecht zijn afgegeven en niet vallen onder lid 1, openbaar worden gemaakt. Dit kan bijvoorbeeld betekenen dat deze documenten op een gespecificeerde locatie of via de in artikel 5 van deze bijlage genoemde depositaris beschikbaar worden gesteld.

ARTIKEL 2

Het Gerecht houdt openbare zittingen en stelt in overleg met de partijen bij het geschil de nodige logistieke regelingen vast. Elke partij bij het geschil die voornemens is in een zitting informatie te gebruiken die zij als beschermd aanduidt, stelt het Gerecht hiervan evenwel in kennis. Het Gerecht stelt de nodige regelingen vast om deze informatie te beschermen tegen openbaarmaking.

ARTIKEL 3

1. Het Gerecht kan na overleg met de partijen bij het geschil een persoon die noch een partij bij het geschil, noch een niet bij het geschil betrokken partij bij de overeenkomst is (hierna "derde" genoemd), toestaan schriftelijke opmerkingen bij het Gerecht in te dienen met betrekking tot een aangelegenheid binnen het kader van het geschil.

2. Een derde die opmerkingen wenst in te dienen, richt zich tot het Gerecht en verstrekt de volgende schriftelijke informatie in een proceduretaal, op beknopte wijze, en zonder het maximumaantal bladzijden te overschrijden dat door het Gerecht kan worden vastgesteld:

   a) beschrijving van de derde, met inbegrip van, in voorkomend geval, samenstelling en rechtsvorm (bijvoorbeeld handelsvereniging of andere niet-gouvernementele organisatie), zijn algemene doelstellingen, de aard van zijn activiteiten, en eventuele moederorganisatie, met inbegrip van elke organisatie die direct of indirect zeggenschap heeft over de derde;

   b) openbaarmaking van alle directe of indirecte banden van de derde met een partij bij het geschil;

   c) informatie over elke regering, persoon of organisatie die financiële of andere ondersteuning heeft verstrekt bij het opstellen van de opmerkingen of die de derde aanzienlijke steun heeft verleend in de loop van de twee jaren vóór het verzoek van de derde uit hoofde van dit artikel (bijvoorbeeld jaarlijkse financiering van ongeveer 20 procent van zijn globale activiteiten);

d) beschrijving van de aard van het belang dat de derde bij de procedure heeft, en

e) vermelding van de specifieke feitelijke of juridische kwesties in het kader van de procedure waarop de derde in zijn schriftelijke opmerkingen wenst in te gaan.

3. Om vast te stellen of opmerkingen kunnen worden ingediend, houdt het Gerecht rekening met onder meer het volgende:

a) of de derde een aanzienlijk belang bij de procedure heeft, en

b) de mate waarin de opmerkingen het Gerecht zouden helpen bij de beoordeling van een met de procedure verband houdende feitelijke of juridische kwestie door middel van een andere zienswijze of andere specifieke kennis of inzichten dan die van de partijen bij het geschil.

4. De ingediende opmerkingen van de derde:

a) zijn gedateerd en ondertekend door de persoon die de opmerkingen namens de derde indient;

b) zijn beknopt en in geen geval langer dan het Gerecht toestaat;

c) bevatten een nauwkeurige omschrijving van het standpunt van de derde inzake de desbetreffende kwesties, en

d) houden uitsluitend verband met aangelegenheden binnen het kader van het geschil.

5. Het Gerecht ziet erop toe dat deze opmerkingen de procedure niet verstoren of onnodig bemoeilijken dan wel een van de partijen bij het geschil op onbillijke wijze benadelen. In voorkomend geval kan het Gerecht passende procedures vaststellen voor het verwerken van meervoudige indieningen.

6. Het Gerecht ziet erop toe dat de partijen bij het geschil een redelijke termijn wordt gegeven om hun opmerkingen in te dienen over eventuele opmerkingen van een derde.

ARTIKEL 4

1. Vertrouwelijke of beschermde informatie zoals omschreven in lid 2 en zoals aangeduid overeenkomstig dit artikel, wordt niet openbaar gemaakt.

2. Onder vertrouwelijke of beschermde informatie wordt verstaan:

   a) vertrouwelijke bedrijfsinformatie;

   b) informatie die uit hoofde van deze overeenkomst tegen openbaarmaking wordt beschermd;

   c) informatie die tegen openbaarmaking wordt beschermd, hetzij uit hoofde van het voor de verweerder geldende recht, hetzij uit hoofde van het recht of de regels die door het Gerecht toepasselijk zijn verklaard inzake openbaarmaking van die informatie, met betrekking tot respectievelijk informatie van de verweerder hetzij andere informatie.

3. Wanneer een ander document dan een vonnis of beslissing van het Gerecht openbaar moet worden gemaakt uit hoofde van artikel 1, lid 1, van deze bijlage, moet de partij bij het geschil, de niet bij het geschil betrokken partij bij de overeenkomst of de derde die het document indient, op het tijdstip van indiening van het document:

   a) aangeven of zij/hij van oordeel is dat het document informatie bevat die tegen openbaarmaking moet worden beschermd;

   b) deze informatie duidelijk aanwijzen wanneer deze bij het Gerecht wordt ingediend, en

   c) onverwijld of binnen de door het Gerecht vastgestelde termijn een bewerkte versie van het document indienen die de bedoelde informatie niet bevat.

4. Wanneer een ander document dan een vonnis of beslissing van het Gerecht openbaar moet worden gemaakt op grond van een beslissing van het Gerecht uit hoofde van artikel 1, lid 2, van deze bijlage, moet de partij bij het geschil, de niet bij het geschil betrokken partij bij de overeenkomst of de derde die het document heeft ingediend, binnen 30 dagen nadat het Gerecht heeft beslist dat het document openbaar moet worden gemaakt, aangeven of zij/hij van oordeel is dat het document informatie bevat die tegen openbaarmaking moet worden beschermd en een bewerkte versie van het document indienen die de bedoelde informatie niet bevat.

5. Wanneer een bewerking wordt voorgesteld uit hoofde van lid 4 kan elke andere partij bij het geschil dan de indiener van het document in kwestie bezwaar maken tegen de voorgestelde bewerking of voorstellen dat het document op andere wijze wordt bewerkt. Dergelijke bezwaren of tegenvoorstellen worden ingediend binnen 30 dagen na ontvangst van het voorgestelde bewerkte document.

6. Wanneer een vonnis, beslissing of uitspraak van het Gerecht openbaar moet worden gemaakt uit hoofde van artikel 1, lid 1, van deze bijlage, biedt het Gerecht alle partijen bij het geschil de gelegenheid om opmerkingen in te dienen over de mate waarin het document informatie bevat die tegen openbaarmaking moet worden beschermd en om een bewerking van het document voor te stellen waarmee wordt voorkomen dat de bedoelde informatie openbaar wordt.

7. Het Gerecht beslist over alle vraagstukken in verband met de voorgestelde bewerking van documenten uit hoofde van de leden 3 tot en met 6, en bepaalt bij de uitoefening van zijn beoordelingsbevoegdheid in welke mate informatie in documenten die openbaar moeten worden gemaakt, moet worden bewerkt.

8. Indien het Gerecht bepaalt dat informatie uit een document niet moet worden bewerkt uit hoofde van de leden 3 tot en met 6, of dat openbaarmaking van een document niet moet worden voorkomen, kan elke partij bij het geschil, elke niet bij het geschil betrokken partij bij de overeenkomst of elke derde die het document vrijwillig in het dossier heeft laten opnemen, binnen 30 dagen na de beslissing van het Gerecht:

   a) het document dat die informatie bevat geheel of gedeeltelijk laten verwijderen uit het dossier van de procedure, of

   b) het document opnieuw indienen in een vorm die voldoet aan de beslissing van het Gerecht.

9. Elke partij bij het geschil die voornemens is in een zitting informatie te gebruiken die naar haar oordeel vertrouwelijk of beschermd is, stelt het Gerecht hiervan in kennis. Het Gerecht beslist, na overleg met de partijen bij het geschil, of die informatie moet worden beschermd en stelt overeenkomstig artikel 2 van deze bijlage regelingen vast om te voorkomen dat beschermde informatie openbaar wordt gemaakt.

10. Informatie waarvan openbaarmaking de integriteit van de geschillenbeslechtingsprocedure in het gedrang zou brengen in de zin van lid 11, wordt niet openbaar gemaakt.

11. Het Gerecht kan op eigen initiatief of op verzoek van een partij bij het geschil, voor zover mogelijk na overleg met de partijen bij het geschil, passende maatregelen nemen om de openbaarmaking van informatie, wanneer die de integriteit van de geschillenbeslechtingsprocedure in het gedrang zou brengen, te beletten of te vertragen:

    a) omdat het vergaren of overleggen van bewijsmateriaal hierdoor zou kunnen worden belemmerd, of

    b) omdat intimidatie van getuigen, van advocaten die een partij bij het geschil vertegenwoordigen, of van leden van het Gerecht hiervan het gevolg zou kunnen zijn, of

    c) in vergelijkbare uitzonderlijke omstandigheden.

ARTIKEL 5

De secretaris-generaal van de Verenigde Naties treedt via het secretariaat van de Uncitral op als depositaris en maakt de informatie openbaar uit hoofde van deze bijlage.

ARTIKEL 6

Het Gerecht oefent zijn beoordelingsbevoegdheid uit voor zover dat in deze bijlage is bepaald en houdt daarbij rekening met:

a) het openbaar belang bij transparantie van de op een overeenkomst gebaseerde investeringsgeschillenbeslechting en van de specifieke procedure, en

b) het belang van de partijen bij het geschil bij een billijke en efficiënte beslechting van hun geschil.

BIJLAGE 9

PROCEDUREREGELS VOOR ARBITRAGE

Algemene bepalingen

1. In hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), en in het kader van deze bijlage wordt verstaan onder:

"adviseur": een persoon die door een partij is aangesteld om haar in verband met de procedure voor het arbitragepanel te adviseren of bij te staan;

"arbiter": een lid van een krachtens artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) ingesteld arbitragepanel;

"assistent": een persoon die binnen het kader van het mandaat van een arbiter voor die arbiter onderzoek verricht of ondersteunende taken uitvoert;

"klagende partij": iedere partij die krachtens artikel 3.28 (Inleiding van arbitrageprocedure) om de instelling van een arbitragepanel verzoekt;

"partij waartegen de klacht gericht is": de partij ten aanzien waarvan wordt gesteld dat zij de in artikel 3.25 (Toepassingsgebied) bedoelde bepalingen heeft geschonden;

"arbitragepanel": een krachtens artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) ingesteld panel;

"vertegenwoordiger van een partij": een persoon in dienst van of aangewezen door een ministerie, een overheidsdienst of een ander overheidsorgaan van een partij, die de partij met betrekking tot een geschil op het gebied van deze overeenkomst vertegenwoordigt.

2. Deze bijlage is van toepassing op procedures voor geschillenbeslechting krachtens hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), tenzij de partijen anders overeenkomen.

3. De partij waartegen de klacht gericht is, is belast met de logistieke organisatie van de geschillenbeslechtingsprocedures, in het bijzonder met de organisatie van de hoorzittingen, tenzij anders wordt overeengekomen. De partijen dragen elk voor een gelijk deel de kosten voor organisatorische aangelegenheden, met inbegrip van de kosten van de arbiters.

Kennisgevingen

4. De partijen en het arbitragepanel versturen alle verzoeken, mededelingen, schriftelijke stukken of andere documenten per e-mail; op dezelfde dag wordt een kopie daarvan per fax, aangetekende post of koeriersdienst verzonden, dan wel tegen ontvangstbewijs afgegeven, of ingediend met een ander telecommunicatiemiddel waarbij de verzending wordt geregistreerd. Een e-mailbericht wordt geacht te zijn ontvangen op de datum van verzending, behoudens bewijs van het tegendeel.

5. Elke partij verstrekt een elektronische kopie van haar schriftelijk ingediende stukken aan elk van de arbiters en tegelijkertijd aan de andere partij. Er wordt eveneens een papieren kopie van het document verstrekt.

6. Kennisgevingen worden respectievelijk gericht aan de directeur-generaal,het directoraat-generaal Handel van de Europese Commissie en de directeur Noord-Amerika en Europa van het Ministerie van Handel en Industrie van Singapore.

7. Kleine verschrijvingen in verzoeken, mededelingen, schriftelijke stukken of andere documenten in verband met de procedure voor het arbitragepanel kunnen worden hersteld door de indiening van een nieuw document waarin de wijzigingen duidelijk zijn aangegeven, tenzij de andere partij hiertegen bezwaar maakt.

8. Indien de laatste dag waarop een document kan worden ingediend, op een officiële feest- of rustdag van Singapore of van de Unie valt, kan het document op de volgende werkdag worden ingediend.

Aanvang van arbitrage

9. a) Indien de arbiters overeenkomstig artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) of de punten 21, 23 of 50 van deze bijlage door middel van loting worden aangewezen, hebben vertegenwoordigers van beide partijen het recht om bij de aanwijzing door middel van loting aanwezig te zijn.

b) Tenzij de partijen anders overeenkomen, komen zij binnen zeven dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel met dat panel bijeen om te beslissen over aangelegenheden die de partijen of het arbitragepanel passend achten, met inbegrip van de aan de arbiters verschuldigde honoraria en onkostenvergoedingen. De arbiters en de vertegenwoordigers van de partijen kunnen per telefoon of per videoconferentie aan deze bijeenkomst deelnemen.

10. a) Tenzij de partijen binnen zeven dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel anders overeenkomen, luidt de taakomschrijving van dit panel als volgt:

"in het licht van de desbetreffende bepalingen van de overeenkomst de aangelegenheid onderzoeken die is beschreven in het ingevolge artikel 3.28 ingediende verzoek om instelling van het arbitragepanel, zich uitspreken over de verenigbaarheid van de maatregel in kwestie met de in artikel 3.25 bedoelde bepalingen door middel van juridische en/of feitelijke vaststellingen, met vermelding van de redenen daarvoor, en een uitspraak doen overeenkomstig de artikelen 3.31 en 3.32."

b) Wanneer de partijen overeenstemming hebben bereikt over de taakomschrijving van het arbitragepanel, stellen zij het arbitragepanel daarvan onverwijld in kennis.

Eerste stukken

11. Uiterlijk 20 dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel dient de klagende partij haar schriftelijke eis in. Uiterlijk 20 dagen na de datum van indiening van de schriftelijke eis dient de partij waartegen de klacht gericht is haar schriftelijke verweer in.

12. De voorzitter van het arbitragepanel zit alle bijeenkomsten van het arbitragepanel voor. Het arbitragepanel kan aan de voorzitter de bevoegdheid tot het nemen van administratieve en procedurele besluiten delegeren.

13. Tenzij in hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), anders is bepaald, kan het arbitragepanel bij zijn werkzaamheden alle communicatiemiddelen gebruiken, waaronder telefoon-, fax- en computerverbindingen.

14. Hoewel alleen arbiters aan de beraadslagingen van het arbitragepanel mogen deelnemen, kan het panel toestaan dat de assistenten de beraadslagingen van het panel bijwonen.

15. Het opstellen van uitspraken is een exclusieve bevoegdheid van het arbitragepanel, die niet mag worden gedelegeerd.

16. Wanneer zich een procedureel vraagstuk voordoet dat niet door de bepalingen van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), en de bijlagen daarbij wordt bestreken, kan het arbitragepanel na overleg met de partijen een passende, met die bepalingen verenigbare procedure vaststellen.

17. Wanneer het arbitragepanel van oordeel is dat een procedurele termijn moet worden gewijzigd of dat een andere procedurele of administratieve aanpassing nodig is, stelt het de partijen schriftelijk in kennis van de redenen voor de wijziging of aanpassing onder vermelding van de vereiste termijn of aanpassing.

Vervanging

18. Indien een arbiter niet aan de procedure kan deelnemen, zich terugtrekt of moet worden vervangen, wordt overeenkomstig artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) een vervanger aangewezen.

19. Wanneer een partij van oordeel is dat een arbiter de gedragscode van bijlage 11 (hierna "gedragscode" genoemd) schendt en om die reden moet worden vervangen, deelt zij dit de andere partij mee binnen 15 dagen nadat zij kennis heeft genomen van de omstandigheden die aan de schending van de gedragscode door de arbiter ten grondslag liggen.

20. Wanneer een partij van oordeel is dat een arbiter die niet de voorzitter is, de gedragscode schendt, treden de partijen met elkaar in overleg en besluiten zij in voorkomend geval de arbiter te vervangen en overeenkomstig de procedure van artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) een vervanger aan te wijzen.

21. Indien de partijen het niet eens worden over de vraag of een arbiter moet worden vervangen, kan elke partij verzoeken de aangelegenheid voor te leggen aan de voorzitter van het arbitragepanel, wiens beslissing definitief is.

    Indien de voorzitter naar aanleiding van een dergelijk verzoek vaststelt dat een arbiter de gedragscode heeft geschonden, wordt een nieuwe arbiter aangewezen.

De partij die de arbiter die moet worden vervangen heeft aangewezen, wijst een arbiter aan uit de overige in aanmerking komende personen op de overeenkomstig artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2, opgestelde lijst. Indien de partij niet binnen vijf dagen na de vaststelling door de voorzitter van het arbitragepanel een arbiter aanwijst, wijst de voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger binnen tien dagen na de vaststelling door de voorzitter van het arbitragepanel door middel van loting een arbiter aan uit de overige in aanmerking komende personen op de overeenkomstig artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2, opgestelde lijst.

Indien de in artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2, bedoelde lijst op het in artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel), lid 4, voorgeschreven tijdstip niet is opgesteld, wijst de partij die de arbiter die moet worden vervangen heeft aangewezen of, wanneer zij zulks verzuimt, de voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger binnen vijf dagen na de vaststelling door de voorzitter van het arbitragepanel een arbiter aan:

a) ingeval de partij geen personen heeft voorgedragen, uit de overige personen die overeenkomstig artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2, door de andere partij zijn voorgedragen; of

b) ingeval de partijen niet tot overeenstemming zijn gekomen over een lijst van namen overeenkomstig artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2, uit de personen die de partij overeenkomstig artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2, heeft voorgedragen.

22. Wanneer een partij van oordeel is dat de voorzitter van het arbitragepanel de gedragscode schendt, treden de partijen met elkaar in overleg en besluiten zij in voorkomend geval de voorzitter te vervangen en overeenkomstig de procedure van artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) een vervanger aan te wijzen.

23. Indien de partijen het niet eens worden over de vraag of de voorzitter van het arbitragepanel moet worden vervangen, kan elke partij verzoeken de aangelegenheid voor te leggen aan een neutrale derde. Indien de partijen het niet eens kunnen worden over een neutrale derde, wordt de aangelegenheid voorgelegd aan een van de overige personen op de in artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 1, bedoelde lijst. Welke persoon dit is, wordt door middel van loting bepaald door de voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger. Het besluit van deze persoon over de noodzaak tot vervanging van de voorzitter van het arbitragepanel is definitief.

    Indien deze persoon vaststelt dat de oorspronkelijke voorzitter van het arbitragepanel de gedragscode heeft geschonden, stemmen de partijen in met de vervanging. Indien de partijen het niet eens worden over een nieuwe voorzitter van het arbitragepanel, wijst de voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger door middel van loting een een nieuwe voorzitter aan uit de overige personen op de in artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 1, bedoelde lijst. De naam van de persoon die heeft vastgesteld dat de oorspronkelijke voorzitter de gedragscode heeft geschonden, mag, in voorkomend geval, niet op de lijst van overige personen voorkomen. De nieuwe voorzitter wordt aangewezen binnen vijf dagen na de vaststelling dat de voorzitter moet worden vervangen.

24. De procedure voor het arbitragepanel wordt geschorst zolang de procedures bedoeld in de punten 18,19, 20, 21, 22 en23 van deze bijlage niet zijn voltooid.

Hoorzittingen

25. De voorzitter stelt in overleg met de partijen en de overige arbiters de datum en het tijdstip van de hoorzitting vast en zendt de partijen hiervan een schriftelijke bevestiging. Tenzij de hoorzitting achter gesloten deuren plaatsvindt, wordt deze informatie door de partij die met de logistieke organisatie van de procedure is belast, tevens openbaar gemaakt. Tenzij een van de partijen hier bezwaar tegen heeft, kan het arbitragepanel besluiten geen hoorzitting te organiseren.

26. Tenzij de partijen anders overeenkomen, wordt de hoorzitting in Brussel gehouden als Singapore de klagende partij is en in Singapore als de Unie de klagende partij is.

27. Het arbitragepanel kan aanvullende hoorzittingen organiseren indien de partijen zulks overeenkomen.

28. Gedurende de hoorzittingen zijn alle arbiters aanwezig.

29. De volgende personen kunnen een hoorzitting bijwonen, ongeacht of de procedure openstaat voor het publiek:

a) vertegenwoordigers van de partijen;

b) adviseurs van de partijen;

c) administratief personeel, tolken, vertalers en notulisten, en

d) assistenten van de arbiters.

Alleen de vertegenwoordigers en de adviseurs van de partijen mogen het woord tot het arbitragepanel richten.

30. Uiterlijk vijf dagen voor de datum van de hoorzitting verstrekt elk van beide partijen het arbitragepanel en tegelijkertijd de andere partij een lijst met de namen van de personen die namens die partij op de hoorzitting pleidooien of uiteenzettingen zullen houden en van andere vertegenwoordigers of adviseurs die de hoorzitting zullen bijwonen.

31. De hoorzittingen van het arbitragepanel zijn voor het publiek toegankelijk, tenzij de partijen besluiten dat de hoorzittingen gedeeltelijk of geheel achter gesloten deuren zullen plaatsvinden. Wanneer de hoorzittingen voor het publiek toegankelijk zijn en voor zover de partijen niet anders overeenkomen, is het volgende van toepassing:

a) wordt de hoorzitting gelijktijdig via een gesloten televisiecircuit voor het publiek uitgezonden in een afzonderlijke videoruimte in de nabijheid van de zaal waar de hoorzitting plaatsvindt;

b) is registratie voor het bijwonen van de openbare uitzending van de hoorzitting vereist;

c) is het niet toegestaan in de videoruimte beeld- of geluidopnamen dan wel foto's te maken;

d) heeft het panel te allen tijde het recht om voor de behandeling van aangelegenheden die op vertrouwelijke informatie betrekking hebben, te vragen dat de hoorzitting achter gesloten deuren wordt gehouden.

Het arbitragepanel komt achter gesloten deuren bijeen wanneer de stukken en pleidooien van een partij vertrouwelijke informatie bevatten. Het panel heeft het recht, bij wijze van uitzondering, de hoorzittingen te allen tijde op eigen initiatief dan wel op verzoek van een van beide partijen achter gesloten deuren te houden.

32. De hoorzitting wordt door het arbitragepanel op de volgende wijze gevoerd, waarbij ervoor wordt gezorgd dat de klagende partij en de partij waartegen de klacht gericht is evenveel tijd krijgen toegewezen:

pleidooien

a) eis van de klagende partij;

b) verweer van de partij waartegen de klacht gericht is;

weerleggingen

a) weerlegging door de klagende partij;

b) antwoord van de partij waartegen de klacht gericht is op de weerlegging.

33. Het arbitragepanel kan op elk moment van de hoorzitting aan een van beide partijen vragen stellen.

34. Het arbitragepanel ziet erop toe dat van elke hoorzitting een proces-verbaal wordt opgemaakt, dat zo spoedig mogelijk aan de partijen wordt verstrekt.

35. Elk van beide partijen kan binnen tien dagen na de datum van de hoorzitting bij het arbitragepanel en tegelijkertijd bij de andere partij een aanvullend schriftelijk stuk indienen over alle aspecten die tijdens de hoorzitting aan de orde zijn gekomen.

Schriftelijke vragen

36. Het arbitragepanel kan op elk moment van de procedure aan een partij of aan beide partijen schriftelijk vragen stellen. Elk van beide partijen ontvangt een kopie van de schriftelijke vragen van het arbitragepanel.

37. Elk van beide partijen verstrekt het arbitragepanel en tegelijkertijd de andere partij een kopie van haar schriftelijke antwoord op de vragen van het arbitragepanel. Elk van beide partijen krijgt de gelegenheid om binnen vijf dagen na de datum van ontvangst van de kopie schriftelijke opmerkingen over het antwoord van de andere partij te maken.

Vertrouwelijkheid

38. Wanneer een hoorzitting van het arbitragepanel overeenkomstig punt 31 van deze bijlage achter gesloten deuren plaatsvindt, respecteren de partijen en hun adviseurs de vertrouwelijke aard van de zitting, van de beraadslagingen, van het tussentijdse verslag van het panel, van alle aan het panel voorgelegde schriftelijke stukken en van de contacten met het panel. Elk van beide partijen en hun adviseurs behandelen informatie die door de andere partij aan het arbitragepanel is verstrekt en als vertrouwelijk is aangemerkt, vertrouwelijk. Wanneer een door een partij aan het arbitragepanel voorgelegd schriftelijk stuk vertrouwelijke informatie bevat, verstrekt zij op verzoek van de andere partij binnen 15 dagen tevens een niet-vertrouwelijke versie van het schriftelijke stuk, die openbaar mag worden gemaakt. Niets in deze bijlage belet dat een partij haar eigen standpunten openbaar maakt voor zover zij, wanneer zij naar door de andere partij verstrekte informatie verwijst, geen informatie openbaar maakt die door de andere partij als vertrouwelijk is aangemerkt.

Eenzijdige contacten

39. Het arbitragepanel ontmoet of hoort een partij niet en contacteert een partij evenmin anderszins in afwezigheid van de andere partij.

40. Een arbiter mag inhoudelijke aspecten van de procedure niet met een of beide partijen bespreken in afwezigheid van de andere arbiters.

41. Tenzij de partijen binnen drie dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel anders overeenkomen, kan het arbitragepanel ongevraagde schriftelijke stukken van belanghebbende natuurlijke of rechtspersonen van de partijen in ontvangst nemen, op voorwaarde dat deze stukken binnen tien dagen na de datum van instelling van het arbitragepanel worden ingediend, beknopt zijn, met inbegrip van eventuele bijlagen in elk geval niet meer dan vijftien getypte bladzijden tellen en direct van belang zijn voor de feitelijke vragen die door het arbitragepanel worden onderzocht.

42. Deze schriftelijke stukken bevatten een beschrijving van de natuurlijke of rechtspersoon die het stuk indient, met inbegrip van zijn nationaliteit of plaats van vestiging, en de aard van zijn activiteiten en zijn financieringsbron, en vermelden nadere gegevens over het belang dat de persoon bij de arbitrageprocedure heeft. De stukken worden ingediend in de talen die de partijen overeenkomstig punt 45 van deze bijlage hebben gekozen.

43. Het arbitragepanel vermeldt in zijn uitspraak alle stukken die het overeenkomstig de punten 41 en 42 van deze bijlage heeft ontvangen. Het is niet verplicht in zijn uitspraak op de in die stukken naar voren gebrachte argumenten in te gaan. Alle stukken die het arbitragepanel overeenkomstig deze bijlage heeft ontvangen, worden aan de partijen verstrekt zodat zij hierover opmerkingen kunnen maken.

Dringende gevallen

44. In dringende gevallen als bedoeld in hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), kan het arbitragepanel de in deze bijlage vastgestelde termijnen na raadpleging van de partijen zo nodig aanpassen, in welk geval het de partijen hiervan in kennis stelt.

Vertaling en interpretatie

45. Tijdens het in artikel 3.26 (Overleg) bedoelde overleg, en uiterlijk op de in punt 9, onder b), van deze bijlage bedoelde bijeenkomst, proberen de partijen tot overeenstemming te komen over een gemeenschappelijke werktaal voor de procedure voor het arbitragepanel.

46. Elk van beide partijen kan opmerkingen maken over een overeenkomstig deze bijlage gemaakte vertaling van een document.

47. In geval van onenigheid over de interpretatie van deze overeenkomst houdt het arbitragepanel rekening met het feit dat de onderhandelingen over deze overeenkomst in het Engels zijn gevoerd.

Berekening van termijnen

48. Wanneer de partijen een document ingevolge de toepassing van punt 8 van deze bijlage niet op dezelfde datum ontvangen, worden termijnen die ingaan vanaf de datum van ontvangst van dat document vanaf de laatste datum van ontvangst berekend.

Andere procedures

49. Deze bijlage is tevens van toepassing op de procedures die overeenkomstig artikel 3.34 (Redelijke termijn voor naleving), lid 2, artikel 3.35 (Onderzoek van maatregelen tot naleving van uitspraak van arbitragepanel), lid 2, artikel 3.36 (Tijdelijke maatregelen bij niet-naleving), lid 3, en artikel 3.37 (Onderzoek van nalevingsmaatregelen getroffen na vaststelling van tijdelijke maatregelen tegen niet-naleving), lid 2, worden ingesteld. De in deze bijlage vermelde termijnen worden in dat geval vervangen door de bijzondere termijnen die voor de vaststelling van een uitspraak door het arbitragepanel in die andere procedures zijn vastgelegd.

50. Indien het voor het oorspronkelijke panel, of een of meer leden ervan, niet mogelijk is opnieuw bijeen te komen met het oog op de overeenkomstig artikel 3.34 (Redelijke termijn voor naleving), lid 2, artikel 3.35 (Onderzoek van maatregelen tot naleving van uitspraak van arbitragepanel), lid 2, artikel 3.36 (Tijdelijke maatregelen bij niet-naleving), lid 3, en artikel 3.37 (Onderzoek van nalevingsmaatregelen getroffen na vaststelling van tijdelijke maatregelen tegen niet-naleving), lid 2, ingestelde procedures, zijn de procedures van artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) van toepassing. De termijn voor de kennisgeving van de uitspraak wordt in dat geval met vijftien dagen verlengd.

BIJLAGE 10

BEMIDDELINGSPROCEDURE VOOR GESCHILLEN TUSSEN PARTIJEN

ARTIKEL 1

Doelstelling en toepassingsgebied

1. Deze bijlage heeft tot doel te bevorderen dat door middel van een alomvattende en snelle procedure en met behulp van een bemiddelaar een onderling overeengekomen oplossing wordt bereikt.

2. Deze bijlage is van toepassing op alle binnen het toepassingsgebied van deze overeenkomst vallende maatregelen die de investeringen tussen de partijen ongunstig beïnvloeden, tenzij anders wordt bepaald.

ARTIKEL 2

Verzoek om informatie

1. Vóór de inleiding van de bemiddelingsprocedure kan een partij te allen tijde schriftelijk om informatie verzoeken over een maatregel die de investeringen tussen de partijen ongunstig beïnvloedt. De partij waaraan het verzoek gericht is, verstrekt binnen 20 dagen een schriftelijk antwoord.

2. Wanneer de partij waaraan het verzoek gericht is van mening is dat een antwoord binnen 20 dagen niet haalbaar is, brengt zij de verzoekende partij op de hoogte van de redenen waarom een antwoord binnen deze termijn niet haalbaar is, en geeft zij haar een inschatting van de kortst mogelijke termijn waarbinnen zij zal kunnen antwoorden.

ARTIKEL 3

Inleiding van procedure

1. Een partij kan te allen tijde verzoeken dat de andere partij deelneemt aan een bemiddelingsprocedure. Een dergelijk verzoek wordt aan de andere partij schriftelijk gedaan. Het verzoek moet nauwkeurig genoeg zijn om de zorgen van de verzoekende partij duidelijk tot uitdrukking te laten komen en in het verzoek moet:

   a) worden aangegeven om welke specifieke maatregel het gaat;

   b) worden uiteengezet wat volgens de verzoekende partij de negatieve gevolgen van de maatregel voor de de investeringen tussen de partijen zijn of zullen zijn, en

   c) worden toegelicht wat volgens de verzoekende partij het verband tussen die gevolgen en de maatregel is.

2. De partij waaraan het verzoek gericht is, neemt dit in welwillende overweging en antwoordt binnen tien dagen na ontvangst ervan met een schriftelijke inwilliging of afwijzing.

ARTIKEL 4

Keuze van bemiddelaar

1. De partijen streven ernaar uiterlijk 15 dagen na ontvangst van het in artikel 3 (Inleiding van procedure), lid 2, van deze bijlage bedoelde antwoord op het verzoek overeenstemming over een bemiddelaar te bereiken.

2. Indien de partijen binnen de vastgestelde termijn geen overeenstemming over een bemiddelaar kunnen bereiken, kan een van beide partijen de voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger verzoeken de bemiddelaar door middel van loting aan te wijzen uit de overeenkomstig artikel 3.44 (Lijsten van arbiters), lid 2, opgestelde lijst. De vertegenwoordigers van beide partijen hebben het recht om bij de loting aanwezig te zijn.

3. De voorzitter van het Comité of diens vertegenwoordiger wijst binnen vijf werkdagen na het in lid 2 bedoelde verzoek de bemiddelaar aan.

4. De bemiddelaar mag geen onderdaan van een van beide partijen zijn, tenzij de partijen anders overeenkomen.

5. De bemiddelaar is de partijen op onpartijdige en transparante wijze behulpzaam bij het scheppen van duidelijkheid over de maatregel en de mogelijke negatieve gevolgen ervan voor de investeringen, en bij het bereiken van een onderling overeengekomen oplossing. Bijlage 11 is *mutatis mutandis* van toepassing op bemiddelaars. De punten 4 tot en met 9 en 46 tot en met 49 van bijlage 9 zijn eveneens *mutatis mutandis* van toepassing.

ARTIKEL 5

Regels voor bemiddelingsprocedure

1. Binnen tien dagen na de aanwijzing van de bemiddelaar legt de partij die om de bemiddelingsprocedure heeft verzocht, de bemiddelaar en de andere partij schriftelijk een gedetailleerde beschrijving van het probleem voor, in het bijzonder van de werking van de maatregel in kwestie en van de negatieve gevolgen ervan voor de investeringen. Binnen 20 dagen na toezending van deze beschrijving van het probleem kan de andere partij daarover schriftelijk opmerkingen kenbaar maken. Elk van beide partijen mag in haar beschrijving van het probleem of haar opmerkingen daarover alle door haar relevant geachte informatie opnemen.

2. De bemiddelaar kan bepalen wat de meest geschikte wijze is om duidelijkheid over de betrokken maatregel en de mogelijke negatieve gevolgen ervan voor de investeringen te scheppen. Hij kan met name bijeenkomsten tussen de partijen organiseren, de partijen gezamenlijk of afzonderlijk raadplegen, verzoeken om bijstand van of overleg plegen met deskundigen en belanghebbenden op het betrokken gebied alsmede aanvullende ondersteuning bieden waarom de partijen hebben verzocht. Alvorens om bijstand van deskundigen en belanghebbenden op het betrokken gebied te verzoeken of overleg met hen te plegen, overlegt de bemiddelaar evenwel met de partijen.

3. De bemiddelaar kan advies aanbieden en een oplossing voorstellen ter overweging door de partijen, die de voorgestelde oplossing kunnen aanvaarden of afwijzen dan wel het over een andere oplossing eens kunnen worden. De bemiddelaar onthoudt zich evenwel van advies of opmerkingen over de verenigbaarheid van de maatregel in kwestie met deze overeenkomst.

4. De bemiddelingsprocedure vindt plaats op het grondgebied van de partij waaraan het verzoek gericht is, of op enige andere locatie of op enige andere wijze waarover onderling overeenstemming is bereikt.

5. De partijen streven ernaar binnen zestig dagen na de aanwijzing van de bemiddelaar tot een onderling overeengekomen oplossing te komen. Zolang geen definitieve overeenstemming is bereikt, kunnen de partijen eventuele tussentijdse oplossingen overwegen.

6. De oplossing kan worden goedgekeurd door middel van een besluit van het Comité. Elk van beide partijen kan een dergelijke oplossing afhankelijk maken van de voltooiing van de nodige interne procedures. Onderling overeengekomen oplossingen worden openbaar gemaakt. De openbaar gemaakte versie mag evenwel geen informatie bevatten die door een partij als vertrouwelijk is aangemerkt.

7. De bemiddelingsprocedure wordt beëindigd:

   a) door goedkeuring van een door de partijen onderling overeengekomen oplossing, op de datum van goedkeuring;

   b) door onderlinge overeenstemming van de partijen in de loop van de bemiddelingsprocedure, op de datum van die overeenstemming;

   c) door een schriftelijke verklaring van de bemiddelaar, na overleg met de partijen, dat verdere bemiddelingsinspanningen geen nut hebben, op de datum van die verklaring, of

d) door een schriftelijke verklaring van een partij nadat mogelijke onderling overeengekomen oplossingen in de bemiddelingsprocedure zijn onderzocht en adviezen en voorgestelde oplossingen van de bemiddelaar in overweging zijn genomen, op de datum van die verklaring.

ARTIKEL 6

Tenuitvoerlegging van onderling overeengekomen oplossing

1. Wanneer de partijen overeenstemming over een oplossing hebben bereikt, neemt elk van beide partijen de maatregelen die noodzakelijk zijn om de onderling overeengekomen oplossing binnen de overeengekomen termijn ten uitvoer te leggen.

2. De tenuitvoerleggende partij stelt de andere partij schriftelijk in kennis van alle stappen of maatregelen die zij voor de tenuitvoerlegging van de onderling overeengekomen oplossing heeft ondernomen respectievelijk getroffen.

3. Op verzoek van de partijen legt de bemiddelaar de partijen een ontwerp van het schriftelijk feitenverslag voor, dat een korte samenvatting bevat van i) de maatregel in kwestie waarop de procedure betrekking heeft, ii) de gevolgde procedure en iii) in voorkomend geval, de onderling overeengekomen oplossing waartoe die procedure uiteindelijk heeft geleid, met inbegrip van eventuele tussentijdse oplossingen. De bemiddelaar biedt de partijen 15 dagen de gelegenheid om hun opmerkingen over het ontwerpverslag kenbaar te maken. Na bestudering van de binnen die termijn ingediende opmerkingen van de partijen legt de bemiddelaar de partijen binnen 15 dagen een definitief schriftelijk feitenverslag voor. Het definitief schriftelijk feitenverslag mag geen interpretatie van deze overeenkomst bevatten.

ARTIKEL 7

Verhouding tot beslechting van geschillen

1. De bemiddelingsprocedure laat de rechten en verplichtingen van de partijen uit hoofde van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), onverlet.

2. De bemiddelingsprocedure is niet bedoeld om als basis voor procedures voor geschillenbeslechting ingevolge deze of enige andere overeenkomst te dienen. Een partij mag zich in dergelijke geschillenbeslechtingsprocedures niet beroepen op of niet als bewijs gebruiken en een arbitragepanel mag geen rekening houden met:

   a) door eenpartij in de bemiddelingsprocedure ingenomen standpunten;

   b) het feit dat een partij zich bereid heeft verklaard een oplossing te aanvaarden voor de maatregel waarop de bemiddeling betrekking had, of

   c) door de bemiddelaar gegeven adviezen of gedane voorstellen.

3. Onverminderd het bepaalde in artikel 5 (Regels voor bemiddelingsprocedure), lid 6, van deze bijlage en tenzij de partijen anders overeenkomen, zijn alle fasen van de bemiddelingsprocedure, met inbegrip van mogelijke adviezen of voorgestelde oplossingen, vertrouwelijk. Elk van beide partijen mag echter openbaar maken dat bemiddeling plaatsvindt.

ARTIKEL 8

Termijnen

Alle in deze bijlage vermelde termijnen kunnen met wederzijdse instemming van de partijen worden gewijzigd.

ARTIKEL 9

Kosten

1. Elk van beide partijen draagt haar eigen kosten in verband met deelname aan de bemiddelingsprocedure.

2. De partijen dragen elk voor een gelijk deel de kosten voor organisatorische aangelegenheden, met inbegrip van de honoraria en de kosten van de bemiddelaar. De honoraria van de bemiddelaar zijn in overeenstemming met die welke zijn voorzien in punt 9, onder b), van bijlage 9.

ARTIKEL 10

Evaluatie

De partijen treden vijf jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst met elkaar in overleg over de eventuele noodzaak tot wijziging van de bemiddelingsprocedure tegen de achtergrond van de opgedane ervaringen in het gebruik van de bemiddelingsprocedure en in het licht van de ontwikkeling van een overeenkomstig mechanisme in de WTO.

BIJLAGE 11

GEDRAGSCODE VOOR ARBITERS EN BEMIDDELAARS

Definities

1. In deze gedragscode wordt verstaan onder:

"arbiter": een lid van een krachtens artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) ingesteld arbitragepanel;

"kandidaat": een persoon wiens naam voorkomt op de in artikel 3.44 (Lijsten van arbiters) bedoelde lijst van arbiters en wiens aanwijzing als arbiter overeenkomstig artikel 3.29 (Instelling van arbitragepanel) wordt overwogen;

"assistent": een persoon die binnen het kader van het mandaat van een arbiter voor die arbiter onderzoek verricht of ondersteunende taken uitvoert;

"procedure": tenzij anders gespecificeerd, een procedure voor een arbitragepanel uit hoofde van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst);

"personeel": met betrekking tot een arbiter, andere personen dan assistenten die onder de leiding en het toezicht van die arbiter werkzaam zijn.

Verantwoordelijkheden in het kader van de procedure

2. Gedurende de procedure vermijden de kandidaten en de arbiters laakbaar gedrag en de schijn van laakbaar gedrag, zijn zij onafhankelijk en onpartijdig, vermijden zij directe en indirecte belangenconflicten en nemen zij bij hun gedrag de hoogste normen in acht, teneinde de integriteit en onpartijdigheid van het mechanisme van geschillenbeslechting te garanderen. De arbiters nemen geen instructies van enige organisatie of regering aan met betrekking tot de aan een panel voorgelegde aangelegenheden. Voormalige arbiters leven de verplichtingen in de punten 15, 16, 17 en 18 van deze gedragscode na.

Openbaarmakingsplicht

3. Voorafgaand aan de bevestiging van hun aanwijzing als arbiter op grond van hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), geven de kandidaten opening van zaken over alle belangen, relaties of aangelegenheden die van invloed kunnen zijn op hun onafhankelijkheid of onpartijdigheid of waarvan redelijkerwijs kan worden aangenomen dat zij tijdens de procedure de schijn van laakbaar gedrag of partijdigheid zouden kunnen wekken. Daartoe stellen de kandidaten alles in het werk wat redelijkerwijs in hun vermogen ligt om na te gaan of er sprake is van dergelijke belangen, relaties of aangelegenheden.

4. De kandidaten of de arbiters richten mededelingen betreffende feitelijke of mogelijke schendingen van deze gedragscode uitsluitend aan het Comité, ter overweging door de partijen.

5. Na hun aanwijzing blijven de arbiters alles in het werk stellen wat redelijkerwijs in hun vermogen ligt om na te gaan of er sprake is van de in punt 3 van deze gedragscode bedoelde belangen, relaties of aangelegenheden en geven zij in voorkomend geval opening van zaken. Op grond van de verplichting tot openbaarmaking zijn de arbiters voortdurend gehouden opening van zaken te geven over dergelijke belangen, relaties of aangelegenheden die zich tijdens elke fase van de procedure voordoen, zodra zij daarvan kennis hebben. De arbiters geven opening van zaken over dergelijke belangen, relaties of aangelegenheden door daarvan schriftelijk mededeling te doen aan het Comité, ter overweging door de partijen.

Taken van arbiters

6. Na hun aanwijzing oefenen de arbiters hun taken gedurende de gehele procedure nauwgezet, snel en naar billijkheid uit.

7. De arbiters onderzoeken uitsluitend vraagstukken die in de procedure aan de orde worden gesteld en voor de uitspraak noodzakelijk zijn en delegeren deze taak niet aan een andere persoon.

8. De arbiters nemen alle passende maatregelen om ervoor te zorgen dat hun assistenten en personeel bekend zijn met de punten 2, 3, 4, 5, 16, 17 en 18 van deze gedragscode en deze naleven.

9. De arbiters onthouden zich van eenzijdige contacten in verband met de procedure.

10. De arbiters zijn onafhankelijk en onpartijdig, vermijden de schijn van laakbaar gedrag of partijdigheid en laten zich niet leiden door eigenbelang, druk van buitenaf, politieke overwegingen, publieke protesten, loyaliteit aan een partij of vrees voor kritiek.

11. De arbiters mogen direct noch indirect verplichtingen aangaan of voordelen aanvaarden die op welke wijze dan ook de goede uitoefening van hun taken verstoren of lijken te verstoren.

12. De arbiters gebruiken hun positie als lid van het arbitragepanel niet om persoonlijke of particuliere belangen te dienen en onthouden zich van handelingen die de indruk kunnen wekken dat anderen in een bijzondere positie verkeren waardoor zij invloed op hen kunnen uitoefenen.

13. De arbiters laten hun gedrag of oordeel niet beïnvloeden door financiële, zakelijke, professionele, familiale of sociale relaties of verantwoordelijkheden.

14. De arbiters gaan geen relaties aan en verwerven geen financiële belangen wanneer daardoor hun onpartijdigheid in het gedrang kan komen of wanneer redelijkerwijs kan worden aangenomen dat daardoor de schijn van laakbaar gedrag of partijdigheid wordt gewekt.

Verplichtingen van voormalige arbiters

15. Alle voormalige arbiters onthouden zich van handelingen die de schijn kunnen wekken dat zij bij de uitoefening van hun taken niet onpartijdig waren of dat zij voordeel hebben ontleend aan het besluit of de uitspraak van het arbitragepanel.

Vertrouwelijkheid

16. De arbiters of voormalige arbiters mogen op geen enkel tijdstip niet-openbare informatie over of verkregen tijdens een procedure openbaar maken of gebruiken, behalve voor de doeleinden van die procedure, en mogen deze informatie in het bijzonder niet openbaar maken of gebruiken om persoonlijk voordeel te behalen, anderen voordeel te verschaffen of de belangen van anderen te schaden.

17. De arbiters mogen uitspraken van het arbitragepanel of delen daarvan niet openbaar maken voordat zij overeenkomstig hoofdstuk drie (Geschillenbeslechting), afdeling B (Beslechting van geschillen tussen partijen bij overeenkomst), worden bekendgemaakt.

18. De arbiters of voormalige arbiters mogen op geen enkel tijdstip informatie over de beraadslagingen van het arbitragepanel of over het standpunt van een arbiter met betrekking tot de beraadslagingen openbaar maken.

Kosten

19. De arbiters houden de aan de procedure bestede tijd en de hiervoor gedane uitgaven, alsmede de door hun assistenten hieraan bestede tijd en hiervoor gedane uitgaven, bij en overleggen hiervan een eindafrekening.

Bemiddelaars

20. De in deze gedragscode beschreven voorschriften voor arbiters of voormalige arbiters zijn *mutatis mutandis* van toepassing op bemiddelaars.

MEMORANDUM VAN OVEREENSTEMMING 1

OVER DE SPECIFIEKE RUIMTELIJKE BEPERKINGEN VAN SINGAPORE OF DE TOEGANG VAN SINGAPORE TOT NATUURLIJKE HULPBRONNEN

1. Artikel 2.3 (Nationale behandeling) is niet van toepassing op maatregelen met betrekking tot:

   a) de drinkwatervoorziening in Singapore;

   b) de eigendom, de aankoop, de ontwikkeling, het beheer, het onderhoud, het gebruik, het genot, de verkoop of andere vorm van vervreemding van niet-zakelijk onroerend goed[1] dan wel met betrekking tot de sociale woningbouw in Singapore.

2. Het Comité toetst drie jaar na de inwerkingtreding van deze overeenkomst en daarna om de twee jaar, voor zover het Additional Buyer's Stamp Duty (extra koperszegelrecht - ABSD) nog van toepassing is, of het ABSD moet worden gehandhaafd ter verbetering van de stabiliteit van de markt voor niet-zakelijk onroerend goed. In het kader hiervan verstrekt Singapore statistieken en gegevens die relevant zijn voor de situatie op de markt voor niet-zakelijk onroerend goed.

_____

[1] Onder "niet-zakelijk onroerend goed" wordt verstaan onroerend goed dat op de datum van inwerkingtreding van deze overeenkomst als zodanig is gedefinieerd in hoofdstuk 274 van de Residential Property Act (Wet op het niet-zakelijk onroerend goed).

MEMORANDUM VAN OVEREENSTEMMING 2

OVER HET HONORARIUM VAN ARBITERS

Beide partijen bevestigen met betrekking tot punt 9 van bijlage 9 dat er tussen hen overeenstemming over bestaat dat:

1. de aan de arbiters verschuldigde honoraria en onkostenvergoedingen worden gebaseerd op normen van vergelijkbare internationale geschillenbeslechtingsmechanismen in bilaterale of multilaterale overeenkomsten;

2. zij het precieze bedrag van de honoraria en onkostenvergoedingen overeenkomen vóór hun bijeenkomst met het arbitragepanel overeenkomstig punt 9 van bijlage 9, en

3. zij dit memorandum van overeenstemming te goeder trouw toepassen teneinde het functioneren van het arbitragepanel te vergemakkelijken.

_____